

GUIDO MIGLIOLI

***LA COLLECTIVISATION DES CAMPAGNES
SOVIÉTIQUES***

INSTITUT AGRAIRE INTERNATIONAL

*Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse
à partir de l'ouvrage publié en 1934 aux éditions
Rieder.*

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

Préface (p. 4)

Les interrogatifs de la collectivisation (p. 5)

Prévisions (p. 6)

Points d'interrogation (p. 8)

L'heure de l'histoire (p. 9)

Prémises (p. 11)

Du moujik au kolkhozien (p. 12)

L'abolition du droit de propriété (p. 12)

Le Code agraire de 1922 (p. 14)

La coopération (p. 15)

Les institutions collectives (p. 15)

Progrès technique (p. 17)

Le koulak (p. 17)

La veille (p. 18)

Le Code agraire de 1928 (p. 20)

La grande conquête (p. 21)

En face de la crise capitaliste (p. 21)

Le Plan Quinquennal (p. 22)

Le paysan moyen (p. 23)

La lutte contre le koulakisme (p. 24)

Deux lois de 1929 (p. 25)

L'éviction du koulak (p. 26)

L'Octobre des paysans collectivistes (p. 27)

Trois documents (p. 29)

Le XVI^e congrès de 1930 (p. 30)

Dans la kolkhoze (p. 32)

Les trois types de kolkhozes (p. 32)

Problèmes intérieurs de l'artel (p. 33)

La détermination du territoire de l'artel (p. 36)

La Station des machines et tracteurs (p. 36)

Moyennes ou grandes artels ? (p. 37)

L'usine et l'artel (p. 39)

La sovkhose et l'artel (p. 40)

L'ouvrier agricole et le kolkhozien (p. 41)

La première organisation du travail (p. 42)

L'organisation du travail sur base scientifique (p. 43)

Le principe soviétique de la productivité du travail (p. 43)

Facteurs de développement (p. 45)

La kolkhozienne (p. 46)

Enfance et vieillesse (p. 47)

Les noms des kolkhozes (p. 48)

Autour de la kolkhose (p. 50)

La kolkhose et le crédit (p. 50)

La kolkhoze et le fisc (p. 52)

La kolkhoze et l'échange (p. 53)

Le système des contrats (p. 54)

Les lois de mai 1932 (p. 55)

Le marché kolkhozien (p. 55)

Caractéristiques culturelles (p. 57)

La kolkhoze et la coopération de consommation (p. 57)

Bilan (p. 58)

Collectivisation et industrialisation (p. 60)

- La sovkhose (p. 61)
- La sovkhose et l'industrie du bétail (p. 62)
- La sovkhose et ses différents élevages (p. 63)
- La sovkhose et l'industrie des céréales (p. 65)
- Monoculture et polyculture (p. 66)
- Expérimentation et spécialisation culturales (p. 67)
- Les progrès de la mécanique agricole (p. 68)
- Le deuxième Plan Quinquennal (p. 70)

Les problèmes de demain (p. 71)

- L'instruction agraire et deux régimes (p. 71)
- L'école supérieure agraire (p. 72)
- La chimie agraire (p. 73)
- Électrification et irrigation (p. 74)
- Comparaisons et applications (p. 75)
- « Une science nouvelle » (p. 76)
- Les moyens (p. 77)
- « L'esclave mécanique » (p. 78)
- L'amour de la machine (p. 79)

La Commune (p. 81)

- Un exemple moral (p. 81)
- Un exemple technique (p. 82)
- Le XVII^e congrès de Moscou (p. 84)
- La famille (p. 85)
- Révolution politique (p. 85)
- Héroïsme et foi (p. 88)

Préface

La crise persistante qui a amené un chômage sans précédent et la paupérisation des masses travailleuses dans tous les pays capitalistes, a provoqué un puissant intérêt, sans cesse accru, à l'égard de l'U.R.S.S. C'est qu'elle est le seul pays au monde où il n'y a ni crise, ni chômage et où tous les domaines de l'économie traversent une période d'essor considérable. C'est que l'agriculture y est en voie de reconstruction rapide sur la base socialiste, et les grandes masses s'y acheminent à une allure accélérée vers une existence aisée.

Néanmoins il n'existe presque pas de livres qui englobent toute l'histoire de la collectivisation jusques et y compris les événements les plus récents.

A ce défaut répond le présent ouvrage de M. Guido Miglioli, jadis un des militants les plus en vue du « parti populaire italien », aujourd'hui un des éléments qui connaissent le mieux les problèmes agraires et le mouvement paysan international.

M. Miglioli a visité trois fois l'U.R.S.S. afin d'étudier, de façon assez complète et circonstanciée, le processus qui se déroule dans ce pays, surtout à la campagne. Et à la suite de ces études, il est parvenu à la conviction que ce n'est que dans l'Union soviétique qu'un nouveau monde est réellement en construction, nouveau monde qu'il salue avec enthousiasme.

L'auteur soumet à une analyse détaillée les actes législatifs, les pièces et les documents officiels et s'efforce d'en rendre au lecteur le contenu aussi pleinement et aussi scrupuleusement que possible. Il signale des réalisations immenses dans le domaine de l'industrialisation de l'agriculture, le développement de la technique agronomique, le relèvement du rendement du sol, la montée du niveau matériel et culturel des larges masses travailleuses, les progrès dans le sens de l'abolition des antagonismes entre la ville et la campagne.

Cependant, toutes les questions n'ont pas été suffisamment éclaircies dans cet ouvrage. L'auteur décrit la tendance spontanée de la paysannerie de l'U.R.S.S. à rejoindre les kolkhozes et à se rallier à la collectivisation massive de l'agriculture ; et il souligne, à la base de ce fait, l'expérience personnelle du paysan et sa conviction de la supériorité de l'agriculture collectivisée. Mais il ne s'est pas assez arrêté sur le rôle et l'importance du Parti communiste de ce pays, dans son œuvre pour l'organisation et l'éducation des masses, pour la formation des cadres, dans son aide de toute sorte apportée aux paysans pour la reconstruction de l'agriculture. De même, il n'a pas assez mis en lumière les énormes difficultés que l'on doit surmonter pour vaincre la résistance acharnée des éléments ruraux hostiles à la collectivisation et suppléer au manque d'expérience dans l'organisation de grandes exploitations agricoles.

Mais tout cela n'amointrit point la grande valeur et l'utilité de ce livre qui brosse un tableau aussi éclatant qu'objectif des formidables transformations historiques qui se réalisent dans les campagnes soviétiques.

L'Institut Agraire International exprime la certitude que l'ouvrage de M. Guido Miglioli trouvera de nombreux lecteurs et se fera beaucoup d'amis.

L'INSTITUT AGRAIRE INTERNATIONAL.

Moscou, mai 1934.

Les interrogatifs de la collectivisation

En avril 1930, se tenait à Berlin le premier Congrès Paysan Européen. Des délégations des populations agricoles y étaient accourues de presque tous les États d'Europe. C'était l'époque où la crise économique, qui serre à la gorge le monde bourgeois, les rendait toutes égales dans la misère.

Les paysans des pays où l'on avait procédé après la guerre à la réforme agraire, tels que la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, exposèrent la situation tragique où se trouvaient ces populations agricoles. Les petits cultivateurs surchargés de dettes et d'impôts ; leurs familles dans un état de détresse incroyable. Dans quelques régions, la famine, telle une épidémie, faisait des centaines de victimes.

Dans les terres occidentales, où dominent les petites entreprises et où l'industrie agricole avait déjà atteint de notables progrès, comme en Danemark, en Hollande, en Belgique et en France, la crise avait tardé davantage à se manifester ; mais elle avait ensuite pris des formes d'une gravité imprévue. Ces paysans apportaient au congrès les données de la ruine de leurs économies édifiées par tant d'années de sacrifice. Ils dénonçaient surtout l'assaut déclenché contre eux par toutes les forces du capitalisme et par l'État, pour faire supporter aux masses travailleuses le plus grand poids de la crise économique.

Quelques paysans, délégués par leurs organisations illégales, avaient réussi à sortir même de l'Italie fasciste, en franchissant la frontière, au prix de mille dangers. Ils disaient, avec des mots qui suscitaient la plus grande émotion, la tragédie des masses paysannes d'au delà des Alpes. Le fascisme-type n'avait fait que camoufler sous une démagogie effrontée la spoliation organisée, calculée, constante et brutale, de toutes les catégories des paysans italiens. Les journaliers, qui forment une grande partie de la population agricole, réduits pour la plupart à chômer en permanence ou à travailler pour des salaires de famine. Les petits agriculteurs, fermiers ou propriétaires, étouffés par des impôts qui absorbaient près de la moitié du revenu brut de leur travail. Les terres annexées à l'Italie après le conflit européen, qui étaient cultivées par petits lots et presque toutes exemptes de dettes et d'hypothèques, en furent, par la suite, grevées dans une telle mesure qu'elles passèrent presque complètement aux mains des créanciers. De même, les délégués paysans de l'Autriche, de la Hongrie, de la Bulgarie, décrivirent leur inconcevable misère, avec une documentation effrayante sur les conditions où le régime capitaliste a fait sombrer toute la masse des ouvriers agricoles et des petits cultivateurs, après en avoir tué des millions et des millions, quelques années auparavant, dans la guerre.

La délégation paysanne allemande arrivait avec les preuves vivantes de sa destinée obscure, pour confirmer cette réalité. Elle aussi, qui croyait pouvoir se dérober à la crise, grâce à sa structure plus solide et grâce à une politique d'inflation adoptée dans le Reich, se voyait attaquée par la chute des prix des produits, par l'énorme augmentation des impôts, par l'arrêt de tout crédit. Elle aussi, se trouvait de ce coup à la veille de la ruine.

Les institutions économiques et sociales agricoles, même celles-là que l'on estimait les plus puissantes, s'avèrent impréparées et incapables d'une aide efficace. Et sur la débâcle des masses paysannes, s'abattait une vague de démagogie nationaliste pseudo-révolutionnaire qui devait les narcotiser et les amener, inconscientes et ivres, vers le fascisme.

Telle est la synthèse des événements, lors du premier congrès qui avait sonné le rappel à toute la paysannerie de l'Europe « de la civilisation et du progrès ». C'était alors que, en face de cette réalité, s'élevait son antithèse. Dans l'Union des Soviets, des millions et des millions de familles rurales passaient au système de la collectivisation, et cet événement attirait la plus grande attention du monde entier.

La presse bourgeoise, quoiqu'elle exagérât la portée des épisodes dont l'importance est bien relative dans un mouvement économique et social si vaste et si radical, n'en pouvait cacher ni l'ampleur, ni la signification. Elle comprenait ce que signifiait la formation des grandes entreprises agricoles, mécanisées et industrialisées, avec toutes les ressources que possède le territoire soviétique qui s'étend sur la sixième partie du monde. Cela au point de vue de la répercussion qui devait se produire, tôt ou tard, sur toute l'économie capitaliste. Mais elle prévoyait aussi l'influence morale que ce fait pouvait exercer sur les autres masses paysannes. L'élévation victorieuse de la population travailleuse dans les campagnes soviétiques, ne pouvait pas échapper à l'œil et à la réflexion des paysans opprimés. Il faut dire cependant une autre vérité. Si quelque chose de ce qui se passait dans les campagnes de la Russie nouvelle, arrivait dans les villages les plus éloignés, elle produisait sur les paysans le même effet que la lumière qui aveugle l'enfant. Ils la voyaient mais, étourdis, ils en détournaient leur regard.

Je me souviens qu'une séance du congrès de Berlin fut consacrée précisément à l'exposé des premiers résultats de la collectivisation dans les campagnes soviétiques. C'était une exposition concrète, documentée, concernant les méthodes de culture, l'introduction des machines les plus modernes, la transformation des terrains en friche, l'industrialisation appliquée à toutes les branches de la production agricole et zootechnique. Les paysans qui participaient au congrès suivaient cet exposé avec une attention évidente, afin de pouvoir comprendre toute la portée de cette transformation colossale. Mais, bien qu'étant des paysans évolués et préparés, je remarquais que

parfois leurs yeux et leurs pensées paraissaient s'arrêter. Ce qui se déroulait devant eux prenait l'aspect de l'in vraisemblable. Leur esprit était obligé de se replier sur une réalité bien différente, sur la réalité du pauvre lopin de terre où ils allaient retourner s'éreinter avec leurs familles. Ce qui se déroulait en Russie soviétique était pour eux admirable ; mais difficilement cela aurait pu se reproduire hors du pays de la Révolution. Les motifs de cette impression étaient bien compréhensibles.

Depuis l'Octobre qui avait régénéré la Russie, jusqu'au moment où l'on hâtait dans les campagnes des Soviets le plus grand changement technique et social, c'est-à-dire en moins de trois lustres, qui ne sont qu'un instant dans l'histoire, nous avons assisté à de tels changements, à de telles améliorations, à de telles conquêtes, que le monde tout entier en restait surpris et stupéfait. La différence entre le progrès atteint par la Révolution au profit des masses laborieuses dans le territoire des Soviets et la débâcle des paysans dans les États capitalistes vers des conditions de travail et d'existence toujours pires, paraissait et était vraiment incalculable. Et c'est précisément en raison de cette différence énorme que le fait de la collectivisation ne pouvait pas être compris dans son entière portée.

Et non seulement le paysan tardif et méfiant par nature, l'ouvrier éloigné de la pénible existence du village, mais aussi l'intellectuel qui suit de près le cours des événements sociaux et politiques, restait incertain et en attente devant cette expérience inattendue et gigantesque de la collectivisation. Il se présentait à lui un ensemble de problèmes qui, dans l'Union soviétique surtout, devait être d'une solution difficile : problème technique et problème financier pour créer et assurer le développement de la grande industrie agricole ; problème psychologique et moral pour donner des masses travailleuses convaincues et capables à la nouvelle industrie collectivisée. Dans la première moitié de 1930, tout le monde bourgeois croyait que le passage de tant de millions de familles paysannes de leurs pauvres petites fermes à la grande entreprise collective ne dépendait que de l'influence et de la pression de l'État.

Prévisions

Quelques mois après le congrès des paysans européens, je me trouvais en U.R.S.S. justement pour tirer de l'étude et de l'observation directe, les éléments nécessaires pour acquérir, moi aussi, une connaissance exacte de la réalité.

Je ne suis lié à aucun parti politique. Par sentiment et par conviction, j'ai consacré la plus grande part de mon existence à cette tâche sociale : travailler et lutter avec la masse la plus humble et la plus exploitée, la masse des travailleurs de la terre. Mon éducation chrétienne n'est certainement pas étrangère à cette volonté. Lorsque j'étais jeune, la profession de ces sentiments dans l'Italie «libérale» signifiait en être presque banni, et cela me rapprochait d'autant plus des couches paysannes de mon pays, religieuses et catholiques par tradition.

J'ai assisté ensuite à la faillite de l'idéologie et du programme social qui niaient la lutte de classe comme moyen de conquête du travail ; qui définissaient la petite ferme familiale comme la réalisation du bien-être pour le paysan ; qui en appelaient à la collaboration capitaliste pour instituer un régime de justice et de liberté pour tout le monde. Faillite ? Oui, et c'est encore un euphémisme ! La collaboration demandée au capitalisme a abouti à la dictature la plus féroce du capitaliste. La vie du paysan s'est toujours plus entravée de misère et de servitude. La lutte de classe fut menée, contre tous les travailleurs et dans une mesure des plus cruelles, par le fascisme. Ceci dans mon pays. Mais j'ai traversé des frontières. J'ai vu et étudié les autres pays de l'Europe bourgeoise ; et partout, plus ou moins, la même tragédie, à laquelle le capitalisme condamne l'homme des champs, premier artisan de sa richesse.

Mieux que comme un désir, je considérai comme un devoir de me consacrer à connaître et à comprendre ce que la Révolution d'Octobre signifiait vraiment dans l'histoire. Il n'est pas de révolution, qui n'ait éclairé le genre humain de ses rayons ; et il n'y a pas, dans notre époque, un seul événement qui égale, par son ampleur et par ses buts, la Révolution d'Octobre. Lorsqu'elle apparut dans le ciel ensanglanté du conflit mondial et sanctionna ce principe que la terre est à tous les travailleurs, on proclama immédiatement dans le monde bourgeois que ce mouvement répétait, à un siècle et demi presque de distance, la révolution qui avait engendré en Europe occidentale la bourgeoisie agraire. A vrai dire, ceux qui connaissaient l'histoire et qui se souvenaient de la Révolution de 1905, étouffée mais non vaincue par la réforme agraire de Stolypine ; ceux qui avaient compris le pourquoi de la faillite des directives qui voulaient orienter la Russie, après les événements de mars 1917, vers des formes sociales et politiques bourgeoises ; ceux qui, dans la Révolution d'Octobre, avaient vu le développement inévitable du mouvement qui avait créé les Soviets, qui avait forgé le bolchévisme et qui avait un homme comme Lénine à sa direction, n'hésitèrent pas à comprendre que cela marquait le commencement d'une ère nouvelle dans la vie de l'humanité. En face du monde capitaliste, se dressait le nouvel ordre social et politique de l'État prolétarien. C'est pour cela que la Russie soviétique fut immédiatement attaquée par les forces imposantes qui voulaient l'écraser dans le sang. Et c'est pour cela qu'elle devint le drapeau de toutes les masses prolétariennes et paysannes en attente de la rescousse.

La guerre civile gagnée, la campagne soviétique sentit le besoin fébrile d'une rapide reconstruction. Elle commença en 1922 cette œuvre colossale, guidée par une connaissance profonde de la psychologie du paysan, et par la conviction que l'on passerait graduellement de la petite économie au nouveau système de la gestion collective de l'entreprise agricole. Mais le monde bourgeois fit semblant de ne pas s'en apercevoir et déclara ne pas croire à la réalisation de cette « utopie ». La nouvelle politique économique, l'ainsi dite N. E. P., adoptée dans les campagnes des Soviets après la guerre civile, fut décrite et jugée précisément comme un abandon des principes « utopiques » proclamés par la Révolution d'Octobre.

Quoique toute la propriété foncière eût été nationalisée et la terre distribuée aux paysans dans le but de l'utiliser par et pour leur travail, économistes et politiciens affirmaient que la petite propriété, même dans la Russie nouvelle, se reconstituerait peu à peu, et qu'il devait, par conséquent, se former là aussi une bourgeoisie rurale. Il en était qui allaient plus loin ; on trouva des gens qui prévirent comme suite probable et logique la formation, sur cette couche agricole moyenne, d'une autre couche plus riche qui s'organiserait en classe dirigeante. Le souvenir que dix ans suffirent à la Révolution française pour amener la nation sous le sceptre napoléonien, revenait de mode.

Ces prévisions avaient-elles une raison d'être ? Avaient-elles leurs fondements dans la réalité de la politique économique et sociale du premier État prolétarien ? Ou étaient-elles le fruit d'une incompréhension plus ou moins volontaire ?

Lorsqu'en 1925, je me rendis pour la première fois à Moscou, j'y fus poussé, cette fois déjà, par le besoin d'apprendre la vérité directement, sur place. Je désirais voir et étudier de plus près ce qu'était devenue la vieille Russie et comment ces terres, ces capitaux étaient passés aux paysans ; comment leurs économies s'étaient organisées et de quels moyens elles disposaient pour progresser dans la production. Je voulais surtout recueillir les éléments nécessaires pour entrevoir quel développement ce gigantesque mouvement économique et social allait prendre ensuite.

Toute la partie législative, depuis 1922, concernant les paysans, me fut un objet d'examen. Et en voyageant à travers les campagnes de l'Ukraine, du Nord Caucasiens, de la Géorgie et d'autres régions voisines, je voulus en voir et en suivre l'application. On ne peut pas comprendre et l'on ne peut pas évaluer le passage, qui se fit après 1929, à la collectivisation agricole d'un si haut pourcentage de familles paysannes dans l'Union des Soviets, si l'on n'a pas étudié et compris le mouvement des campagnes et leur évolution dans la période qui la précéda.

Dans ce premier voyage d'étude, et ensuite en 1927, je me formai la conviction précise que le développement de la vie paysanne dans la Russie soviétique n'avait pas été celui que le monde bourgeois avait prévu et désiré. La législation agricole, les institutions paysannes, la politique du Parti, les directives des pouvoirs de l'État, paraissaient déjà dans tous leurs buts de préparer et de hâter chez les paysans la conscience et les moyens nécessaires au passage de la petite entreprise familiale à la forme supérieure de la grande entreprise agricole collectivisée.

Il restait toujours à savoir si cette tentative allait être couronnée par un succès rapide et complet. Et j'avoue que si, en 1927, je n'ai pas douté de son résultat victorieux, je ne réussis pas à prévoir que, trois années plus tard, il y aurait eu dans la campagne soviétique un mouvement si vaste et si imposant des masses paysannes allant avec leurs terres, avec leurs biens et leur travail, vers la collectivisation. A moi aussi, se présentait le problème de l'industrialisation agricole, sans laquelle la grande entreprise ne pouvait pas se constituer et produire.

L'État prolétarien n'avait pas trouvé, à sa naissance, une industrie solide et moderne. La guerre civile avait dévasté au surplus le reliquat d'usines qui existaient dans la Russie tsariste. Il est vrai qu'à partir de 1922, ce qui se construisait dans l'Union des Soviets, pour fournir les machines aux paysans, pour outiller leurs fermes, parut incroyable. Mais cinq ans après je comprenais quel long chemin il fallait encore parcourir avant de réaliser le plan d'industrialisation de larges zones agricoles dans l'immense étendue du territoire soviétique. Je touche à ce problème ; mais d'autres qui ne sont pas moins importants, comme la préparation du capital zootechnique décimé par quatre années de guerre civile, m'obligeaient à réfléchir sur la difficulté et même la presque impossibilité que le passage de la petite ferme paysanne à la grande ferme collectivisée pût s'accomplir dans une brève période de temps.

Vers la fin de 1927, je résumais dans un livre l'histoire du « Village soviétique » et j'affirmais trois faits qui me semblaient indiscutables. Les prévisions, les pronostics du monde bourgeois, annonçant que, dans l'Union des Soviets, la petite propriété, et par conséquent une bourgeoisie foncière, allait se constituer, devaient être considérés comme définitivement infirmés. Évidemment toute l'activité politique et économique tendait, depuis 1922, à acheminer les masses paysannes de l'enclos fermé de leur petit lopin vers l'horizon vaste et attrayant de la grande entreprise. La collectivisation présentait déjà des contours bien définis et apparaissait comme le nouvel ordre économique et social de la campagne soviétique ; mais sa réalisation ne pouvait être ni facile, ni proche.

Voilà pourquoi moi aussi, je m'étonnai des événements qui se déroulèrent vers 1930 dans l'Union des Soviets ; et j'acceptai avec enthousiasme l'offre du Comité Paysan Européen — né du congrès de Berlin comme organe central du mouvement et de la lutte des populations agricoles de cette vieille Europe — de franchir encore une fois la frontière. Encore une fois je désirais connaître la réalité de ce que cette Russie de la Révolution mettait en lumière pendant le cours irrésistible de sa création.

Voilà ce que je voulais savoir. Et voilà les principales questions que l'on me posa durant mes discussions sur la collectivisation des campagnes soviétiques, avec des paysans et même avec des intellectuels qui désiraient être éclairés sur ce mouvement si complexe et presque insaisissable.

Points d'interrogation

Comment la conscience du paysan soviétique mûrit-elle, au point qu'il se sentit porté de la petite ferme individuelle, laquelle avait cependant été son rêve, vers la grande entreprise collectivisée ? A partir de 1922, la nouvelle politique économique avait doté le paysan de toutes institutions susceptibles de l'aider dans son travail : coopération de travail, coopération de crédit, sociétés d'entraide, coopératives de consommation ; jusqu'à quel point ces organismes furent-ils efficaces, à l'égard du processus agricole et de l'amélioration des conditions économiques des paysans ? Par quels moyens et par quelles méthodes l'État soviétique dirigea-t-il l'intérêt du paysan vers la grande entreprise industrialisée ? En somme, ma première tâche était de constater si une véritable évolution s'était ou non produite dans la mentalité du paysan soviétique pendant les années de la N. E. P. La réponse allait de la sorte servir aussi pour la critique bourgeoise qui a attribué le mouvement rural vers la collectivisation à la pression multiforme des organes d'État.

Pendant la N. E. P., à côté du paysan pauvre, se trouvaient le paysan moyen et le paysan riche, le koulak. Les lois agraires avaient permis, depuis 1922, l'emploi de la main-d'œuvre salariée pour l'aide aux entreprises paysannes. Quelle a été la politique suivie dans les années de la N. E. P., à l'égard de ces couches différentes de la population agricole ? Lorsque s'est vérifié le passage à la collectivisation de millions et de millions d'entreprises paysannes, que sont devenus le paysan moyen, le paysan riche et aussi le paysan pauvre ? La chronique bourgeoise des événements, qui se déroulèrent en 1929 et en 1930, a gravement accusé les pouvoirs de l'État soviétique de persécutions, de violences ; où est la vérité ? Pourquoi l'État soviétique a-t-il lancé le mot d'ordre de la « liquidation » du koulak en tant que classe ? De quelle manière cette liquidation a-t-elle été effectuée ? Le koulak disparu, est-ce que dans la grande entreprise collectivisée l'égalité complète entre tous les paysans a été réalisée ?

Je me proposai encore de suivre le paysan dans son passage à la collectivisation et dans son travail à la nouvelle ferme agricole. Les formes de collectivisation étaient variées et graduelles ; laquelle fut préférée par le paysan ? Comment y entra-t-il ? Il possédait une maison, un peu de terrain, un capital ; que devint tout cela au moment de son entrée dans l'entreprise collectivisée, dans la « kolkhoze », pour l'appeler par son nom le plus connu ? Une fois entré dans la kolkhoze, quelle situation fut la sienne ? Son travail, comment fut-il réglé, comment fut-il rétribué ? Par ces questions, il est évident que je pouvais connaître l'organisation juridique, administrative et technique de la kolkhoze.

De quelle manière son fonds s'est-il formé ? Quelle est sa superficie ? D'après quel principe est déterminé le système de travail, le genre des cultures de l'entreprise ? La kolkhoze possède un capital mobilier en machines, bétail, outils agricoles, etc. ; comment celui-ci s'est-il constitué ? Et dans ce capital, quel est le sort de la part que le paysan a apporté à la ferme collective ? La kolkhoze a besoin de crédits ; le paysan collectivisé a droit à l'assistance maladie, invalidité et vieillesse ; les lois établies pendant la N. E. P. avaient constitué expressément des instituts de crédit et d'assistance sociale ; que sont-ils devenus avec la collectivisation ? La réponse à ces questions allait me permettre de définir la nature fondamentale de la kolkhoze, sa structure et la position économique et sociale de ses membres.

D'autres problèmes, d'une égale importance, se présentaient à moi. Déjà lors de la N. E. P., l'État soviétique avait constitué un nombre considérable de grandes entreprises d'État, appelées « sovkhoses », formées de capitaux appartenant exclusivement à l'État, où le travailleur des champs était embauché en qualité de salarié, d'ouvrier agricole. Quels sont les rapports entre ces organisations de l'État et les kolkhozes ? Quelle est la fonction des sovkhoses dans le développement de la collectivisation ? Qui profite de la différence existant entre le salarié agricole des sovkhoses et le paysan de l'entreprise agricole collectivisée ? L'avenir sera-t-il, au point de vue du développement, à l'entreprise agricole de l'État ou à la kolkhoze ?

L'entreprise collectivisée produit non seulement pour soi-même, mais pour la collectivité. Comment s'effectuent ses échanges avec la collectivité ? De quelle manière sa production est-elle évaluée et compensée ? C'est autour de cette question que roulent les problèmes de la consommation, c'est-à-dire le train de vie du paysan dans l'entreprise collectivisée et les possibilités futures de son existence. Tout cela, pour ce qui est strictement de l'organisation de la kolkhoze.

Mais l'entreprise collectivisée doit être industrialisée. Son progrès est lié au progrès technique et scientifique de l'agriculture. Est-ce que la mécanisation était déjà assez avancée, pour fournir tous les moyens nécessaires à l'installation et au développement de la grande ferme, dans une large partie de la campagne soviétique ? Comment y était-elle parvenue ? Parallèlement à cette préparation mécanique, de quelle façon s'était développée la préparation pour constituer le capital zootechnique nécessaire à l'intégration de la modeste partie conférée par les paysans à la kolkhoze ? Comment les autres branches de l'industrie agricole, pour les semences sélectionnées, pour les cultures spécialisées, étaient-elles parvenues à ce développement qui leur permettait de satisfaire aux commandes de toutes les entreprises collectives ?

Pendant les années de la N. E. P., le paysan avait pu agrandir son fonds bien faiblement. Les terrains en friche, mais cultivables, de l'immense territoire soviétique atteignaient un pourcentage plusieurs fois supérieur à celui des terres cultivées. La transformation de l'agriculture comprenait aussi l'assainissement, le défrichement de zones entières, par des travaux qui ne s'improvisent pas et qui coûtent des sommes très élevées. Tout ce plan devait avoir été naturellement établi en relation avec un plan industriel. Où, en 1930, était sa réalisation et quelles étaient les perspectives de son développement ? Une question saute aux yeux de quiconque songe à ce qui s'est passé dans le régime capitaliste : est-ce que l'Etat soviétique pouvait fixer ce plan à longue échéance, s'assurer les moyens colossaux nécessaires à son exécution, donner la preuve qu'il peut dominer et diriger l'avenir économique d'un pays dont la population s'élèvera bientôt à deux cent millions d'hommes ?

En posant ces questions, je comprenais que leurs dimensions abasourdissent, et que le paysan, obligé à méditer sur un sou, qui souvent lui manque, réussit à les comprendre bien difficilement. Eh bien ! je voulais savoir si le paysan soviétique s'était déjà habitué à regarder ces sommets. Ces grandes entreprises collectivisées sont dirigées par des paysans ; comment se sont-ils formés ces éléments dirigeants, que n'étourdit plus le vacarme des machines géantes, mais qui savent lire et calculer les chiffres si étrangers à la pauvre entreprise familiale ?

La N. E. P. avait donné un essor admirable à l'instruction paysanne. De la lutte contre l'analphabétisme, la plaie la plus douloureuse que le tsarisme lui avait laissée en héritage, l'État prolétarien passa rapidement à travers toutes les formes d'instruction des masses agricoles pour en élever le niveau culturel. Mais pour la gestion d'une grande entreprise agricole, il faut une compétence spécifique. On n'improvise pas des milliers et milliers d'éléments adaptés à la kolkhoze. Et même si ces éléments se formaient grâce aux écoles agraires et aux instituts de spécialisation, il restait toujours à voir si le paysan collectivisé, débarrassé de sa traditionnelle mentalité paysanne, s'était élevé à celle qui est nécessaire à la vie de la grande entreprise agricole pour en être un facteur vraiment efficace.

Cette question était directement liée au problème des rapports entre le kolkhozien et le prolétaire de l'usine, entre la campagne passant à une forme supérieure d'organisation et de culture et la ville ouvrière. Quelle a été vraiment la part de l'ouvrier soviétique dans le processus qui fit mûrir la collectivisation ? Dans l'État prolétarien, le prolétaire a-t-il vraiment correspondu à la fonction dirigeante qui lui était assignée ? Est-ce que la collectivisation parviendra à changer même l'aspect du village, à unifier dans le rythme de la vie économique et intellectuelle toutes les forces du travail, dans le bien-être et dans la liberté ?...

Combien de fois ces questions, et d'autres encore, me sont venues à l'esprit ! Je les ai recueillies toutes, afin de mieux les examiner. Je voulais répondre à chacune d'elles par besoin personnel. Je voulais, comme je l'ai dit, bien comprendre ce qui s'était passé ; mais je voulais aussi regarder plus loin, au delà, et m'assurer que la collectivisation des campagnes soviétiques constitue vraiment la plus grande étape logique et idéale de l'époque qui commence par la Révolution d'Octobre.

Pour ces masses rachetées. Pour tous les paysans du monde.

L'heure de l'Histoire

Pour remplir cette tâche, je vécus une grande partie de l'été dans l'Union des Soviets ; dans les villes où l'on édifiait avec élan les grandes usines ; dans les campagnes surtout, dans les villages collectivisés, en contact avec tout le monde. Je visitai encore une fois l'Ukraine et le Nord Caucasiens, pour me rendre compte des progrès qui s'y étaient réalisés. Je me rendis aussi dans d'autres régions, où la collectivisation avait été plus importante par le nombre des entreprises individuelles qui y étaient passées ; et dans d'autres enfin, où la collectivisation commençait à peine, parmi l'incertitude pas encore dissipée des populations agricoles.

J'examinai les lois et les décisions du Gouvernement ; mais je scrutai surtout le paysan. Je voulus lire, à travers ses yeux, au fond de son âme, car c'est là que j'allais trouver l'élément décisif de mon étude. Je réunis de la sorte un patrimoine rare et précieux en expériences et en idées, et je m'en sentis enrichi tout entier. Mais à vrai dire, je ne pouvais pas répondre à toutes les questions que je m'étais posées. Plusieurs problèmes importants restaient suspendus.

L'idée qu'un changement économique et social, sans égal dans l'histoire, pût se présenter simplement, clair et net, sans incertitude et sans déformations, sans lacune et sans ombre, ainsi qu'un tableau fini, était-elle trop hardie ? J'ajoute que le côté qui me paraissait le plus imprécis était celui qui concernait la constitution et la vie intérieure de la nouvelle entreprise collective, la position qu'y occupaient ses membres, leur systématisation juridique et économique. Et cette partie ne m'attirait au point de vue de l'intérêt du paysan, pas moins que la partie du développement scientifique et industriel de l'agriculture collectivisée, qui se montrait déjà dans toute son importance. C'est pour cela que je n'ai utilisé qu'accessoirement les résultats de mon étude ; et pour le reste j'ai attendu. J'attendis, tout en continuant à suivre attentivement et avec passion ce qui mûrissait et allait sortir après l'été 1930, c'est-à-dire une progression tellement intense et tellement rapide de travail, de renouvellement et de conquête, que même le plus convaincu admirateur de la Russie révolutionnaire pouvait difficilement l'imaginer. La collectivisation agricole dans ces quatre années, à partir du point culminant du passage à la grande entreprise collective d'un très grand nombre d'économies individuelles, s'affirme et s'impose déjà comme un nouveau système économique et social qui transforme et élève le travail et l'existence de millions de paysans. L'avenir reste ouvert à d'autres horizons et invite à des audaces ultérieures. Et l'on y parviendra ! Mais dès maintenant, cet événement de la collectivisation de l'immense campagne soviétique entre dans le destin de l'humanité, imposant et indestructible !

Il y a, à ce propos, des faits qui méritent d'être signalés. En février 1933, avait lieu à Moscou un congrès des meilleurs dirigeants des nouvelles entreprises collectives ; et l'homme qui, pour sa très grande responsabilité et pour son tempérament caractéristique, parle, simple et décisif, seulement pour graver les idées et les choses dans une forme indiscutable, a résumé les diverses phases et les résultats de la collectivisation. Il en traça l'histoire. « Est-ce que la paysannerie travailleuse a bien agi en tournant le dos à la voie capitaliste et en s'engageant dans la voie de l'édification collective ?... » demanda Staline à ses auditeurs qui étaient sûrement les plus compétents et les plus sévères des hommes dans l'évaluation de la réponse.

Et la réponse fut une synthèse lumineuse et irréfutable. Le paysan voulait la terre. L'a-t-il maintenant ? « On sait que les terres les meilleures ont été remises aux paysans collectivisés. Il est incontestable qu'ils peuvent tranquillement travailler et améliorer ces terres sans avoir la crainte qu'elles tombent jamais dans d'autres mains. » — Le paysan aspirait à pouvoir utiliser sur la terre des machines et des tracteurs, pour procéder rapidement à l'industrialisation de l'agriculture. A-t-il désormais cette possibilité ? « Tout le monde sait que nos fabriques de tracteurs et de machines agricoles travaillent avant tout pour outiller complètement les fermes des paysans collectivisés. » — Mais le paysan regarde aujourd'hui plus loin et veut appliquer sur les terres collectivisées tous les bienfaits de la science agricole. Sa confiance dans un gouvernement qui pourvoit l'édification collective de toute aide d'ordre scientifique et financier, est-elle bien fondée ? « Il n'y a pas dans le monde un seul pays qui fasse cela. Ce n'est que chez nous, au pays des Soviets, qu'existe un gouvernement qui se mette entièrement à la disposition des ouvriers et des paysans. »

Et dans ce temps, continuait la réponse de Staline, voilà le résultat tangible de la collectivisation : « Nous avons entraîné l'ensemble de la masse des paysans pauvres vers les fermes collectivisées ; nous leur avons donné une existence assurée et nous les avons élevés au niveau des paysans moyens... Mais ce n'est là qu'un premier pas, une première conquête dans la voie de l'édification collective. Nous ne pouvons nous arrêter à cette première victoire. Nous devons faire un second pas et nous pouvons remporter une deuxième victoire. Elle consiste à élever les anciens paysans pauvres, comme d'ailleurs les anciens paysans moyens à un niveau supérieur. Elle consiste à faire de tous les paysans collectivisés, des gens aisés. Oui, parfaitement, des gens aisés ! »

De cette manière, le grand réalisateur de la collectivisation dans les campagnes soviétiques en commençait l'histoire et en montrait, avec sûreté et responsabilité, la toute proche étape. Un an après, en février 1934, Staline gravait les lignes de cette histoire, en élargissait l'horizon devant le XVII^e congrès du Parti communiste soviétique et en montrait le devenir inéluctable.

Voilà la réalité qui éclaire la marche dure et sombre de l'humanité. Même le monde capitaliste en est convaincu et il ne cache plus cette conviction qui le tourmente. Je ne parle pas de la tendance générale qu'ont les États bourgeois à vouloir se rapprocher de l'État prolétarien ; mais je m'arrête sur le fait politique le plus significatif de cette orientation forcée du monde capitaliste. C'est précisément vers la fin de 1933, que les États-Unis d'Amérique reconnaissent l'État des Soviets et lient des rapports économiques et diplomatiques avec le pays gouverné par les ouvriers et par les paysans. Si la collectivisation agricole n'était déjà devenue un fait indiscutable et d'une telle portée économique et sociale renforçant la puissance de l'Union des Soviets, cet événement ne se serait pas produit. J'en trouve une confirmation dans le message, qu'à ce sujet, le Président du Comité exécutif de l'Union soviétique adressa au « peuple américain ». Après avoir rendu hommage au « formidable travail créateur », accompli par les ouvriers et les paysans soviétiques, Kalinine proclame cette vérité en face de tout le monde : « C'est par leurs efforts tenaces que nous avons pu, dans un court laps de temps, transformer notre pays d'une contrée agricole arriérée en un pays industriel d'avant-garde. »

La collectivisation apparaît dans cette déclaration comme l'œuvre immense à laquelle la Révolution d'Octobre donnait des bases assurées et traçait la ligne inaltérable. Il faut les rappeler.

Prémises

Pour la première fois dans la marche de l'humanité, les masses populaires prenaient le pouvoir ; on organisait un État avec la dictature du prolétariat ; on proclamait l'alliance la plus étroite entre masses ouvrières et masses paysannes. Voilà les trois facteurs qui agirent dans l'Union des Soviets, pour réaliser la collectivisation. La théorie est passée dans la réalité et en est sortie gigantesque. Elle n'appartient plus seulement à une école ; elle entre comme une loi dominante dans l'Histoire.

Dans aucun pays on ne pourra destiner la terre à l'utilisation sûre et concrète des paysans, si les masses populaires ne s'emparent pas de l'État. Nous en avons une preuve éclatante dans le fait que tous les espoirs que les paysans ont placés dans les réformes agraires des États restés entre les mains de la bourgeoisie, n'ont été payés que par la duperie. La plus récente réforme agraire est celle qui a été concédée en Espagne, sous la pression des révoltes paysannes ; mais quelle ironie elle représente pour leurs besoins et pour leurs droits ! Son application n'est pas encore commencée, que déjà son nom est effacé et honni.

Mais la prise du pouvoir n'aurait pu être réalisée, même dans la Russie nouvelle, et ne pourra se maintenir jamais nulle part, sans l'application d'un régime de dictature. Le mot « dictature » n'est plus banni du monde bourgeois, comme dans les premières années où il s'affirma dans le pays des Soviets. Aujourd'hui, là où la menace est plus grande et plus proche est l'assaut des classes populaires contre l'État capitaliste, elle s'installe ouvertement et ouvertement on proclame la « dictature » du capitalisme. Le fascisme en est la forme la plus accréditée et la plus appliquée. Si dans l'Union des Soviets l'État n'avait pas adopté le régime de la dictature, les ennemis de la Révolution d'Octobre survivants — nulle révolution ne pouvant d'un coup anéantir les forces ennemies — en auraient gêné ou empêché la marche victorieuse. Et les paysans soviétiques ne pourraient pas aujourd'hui s'enorgueillir de leur transformation féconde et admirée.

Eux les premiers, reconnaissent que la dictature de l'État soviétique n'aurait pas pu être réalisée si elle n'avait été confiée au prolétariat. Les masses paysannes de n'importe quel pays n'en ont ni la préparation, ni la possibilité, ni la force. Leurs traditions, leur hétérogénéité, le travail auquel elles furent condamnées, même dans les régions les plus évoluées et les plus avancées dans les pays de l'Europe capitaliste, font, encore aujourd'hui, des masses paysannes, l'élément le plus assujéti et le mieux adapté aux manœuvres de la réaction. C'était le prolétariat de la Russie révolutionnaire qui devait réaliser sa dictature, pour empêcher les mêmes masses paysannes de retomber victime de leurs ennemis et les mener de lutte en lutte, de conquête en conquête.

Le prolétariat devait remplir cette fonction en suivant un autre précepte de la Révolution d'Octobre. Il faut étroitement s'allier aux paysans ; il faut les attirer de l'isolement de la campagne aux contacts animateurs d'un travail solidaire avec les ouvriers des usines ; il faut fraterniser avec eux et les mêler toujours davantage à la vie et au gouvernement de l'État commun.

La valeur de ces principes se reconnaît à tout moment dans l'étude de l'évolution paysanne de l'Union des Soviets, car ils l'inspirent et la dirigent dans tous ses mouvements. Ils opèrent en conformité de méthode et d'action, dans toute cette période dès la Révolution d'Octobre, en l'éclairant d'une lueur inextinguible.

Telles sont les prémisses de l'histoire de la collectivisation.

Du moujik au kolkhozien

Il y a une légende autour du paysan russe. Il a été et il est encore considéré comme un être que la nature, la tradition et les événements historiques ont rendu différent des autres paysans. Le tsarisme l'avait laissé illettré et avait sévi sur lui en l'habituant à la souffrance et à la résignation. A cause de quoi, il serait devenu paresseux, prêt à toute renonciation.

On l'a peint comme un être doué de sentiments profonds, mais caractérisé par le manque d'élan et d'ardeur. Il chante dans l'immensité de ses terres, et personne ne lui répond. Il croit au miracle, quoique le miracle ne s'accomplisse jamais. Il y a bien des gens qui disent et qui pensent que c'est à cause de cela que, sur lui seul, l'on pouvait tenter les « expériences » soviétiques. Cela est faux. Cette légende n'est que de la mauvaise littérature. La Révolution d'Octobre trouva le paysan illettré, sale, misérable ; mais elle trouva aussi l'homme et le combattant qui, en quinze années, avait su faire et défendre trois révolutions. Pas besoin de songer à la Russie tsariste pour se représenter le paysan déguenillé, la mine misérable et les yeux égarés. Malheureusement on en trouve partout. Il existe dans cette Europe occidentale, dispersé et oppressé par la bourgeoisie qui s'est élevée à ses dépens, en l'assujettissant et en le décharnant. Il y a des régions de l'Italie fasciste, par exemple, où tout ce que l'on dit du moujik est réalité : analphabétisme, abandon, misère, et de plus, résignation infinie. Dans les vingt années d'histoire qui précèdent la Révolution d'Octobre, le moujik aussi devient une figure qui vit dans la lutte et marche à la rescousse. Son calme muet et obéissant cachait d'indomptables élans de volonté et d'action. Sous la chaste neige de ces terres, mûrissaient de soudains dégels et des étés brûlants. Y a-t-il un seul pays d'Europe, où le paysan passa, — je le répète —, à cette école formidable et tragique, de la Révolution russe de 1905, de la Révolution de mars 1917 et de celle de l'Octobre victorieux ?

Cette psychologie du moujik se perfectionne, s'embellit, grandit pendant les années, pendant les quatre longues années de la guerre civile. L'État soviétique eut son chef sublime en Lénine ; compta des hommes superbement énergiques en ceux qui revenaient de la déportation et des geôles tsaristes ; trouva un prolétariat très peu nombreux mais merveilleusement combatif. Mais la guerre civile, c'est-à-dire une guerre qui n'épargna pas un village dans tout le territoire du nouvel État ; une guerre dans laquelle les généraux mercenaires, soutenus par le capitalisme mondial, détruisaient tout pour soumettre les populations par la faim ; une guerre qui mobilisa tout le monde à la campagne, vieillards, femmes, enfants, on ne l'aurait pas vaincue sans la consciente résistance des paysans à toute privation et à toute souffrance. Ceux-ci apprirent, mieux qu'en un siècle d'instruction, ce qu'est une bourgeoisie chassée des terres, dépossédée de l'État ; et ils mesurèrent toute la férocité dont elle est capable. Dans plusieurs villages d'Ukraine l'on voit encore des croix et d'autres souvenirs s'élever sur les monceaux des victimes paysannes sacrifiées par Dénikine.

Voilà le vrai moujik ; non pas celui de la légende et de la littérature, mais celui qui a été forgé par la sanglante et précieuse expérience de la lutte qui prépara le milieu hors lequel la Révolution n'aurait pu accomplir son « expérience », comme disent les bourgeois, c'est-à-dire remporter toutes les victoires.

L'abolition du droit de propriété

Et voilà la Révolution qui commence. Elle exproprie des terres et de toutes autres richesses les anciens propriétaires ; elle en constitue un fonds de l'État et l'affecte à l'usage de tous ceux qui travaillent. C'est l'article premier de ce document évangélique qu'est le décret du 26 octobre 1917.

La Révolution d'Octobre n'a pas donné la terre en propriété aux paysans puisqu'elle établissait que le droit de propriété sur le sol était aboli à jamais. Mais, elles n'a pas conduit, en même temps, les paysans à la culture collective des terres, c'est-à-dire n'a pas accompli cette transformation qui devait mûrir seulement à travers un complexe, processus économique et social.

Voilà deux des noyaux de la Révolution d'Octobre. L'un, tourment du théoricien ; l'autre, tourment de tout paysan, auquel la tradition et les préjugés bourgeois ont presque mis dans le sang que, sans le droit de propriété, il ne peut dire posséder la terre qu'il travaille et en avoir la libre jouissance.

Peut-être, ces dernières années de la crise capitaliste, qui presque partout a démuné les paysans de la terre qu'ils avaient achetée au prix d'innombrables sacrifices, contribuent-elles à lui faire voir la réalité.

Le droit de propriété n'a pas servi et ne sert pas au paysan qui travaille. Le droit de propriété, base du régime capitaliste, sert au paysan riche, à la bourgeoisie, au capitaliste, à multiplier leurs richesses par l'exploitation du travail d'autrui. Même dans les pays européens où la petite propriété est très répandue, le paysan constate aujourd'hui que ce « droit de propriété » ne peut nullement lui garantir la terre. Librement et intégralement il ne l'a jamais eue. Les dettes, les hypothèques, les impôts, s'ils n'étaient pas payés par sa peine quotidienne, étaient largement acquittés sur cette terre qu'il croyait sienne. Et la terre qu'on lui ôtait, grossissait la propriété d'autres plus riches, qui, par le trafic commercial, la transmission héréditaire, l'exploitation de la main-d'œuvre, accroissaient leur patrimoine.

Aujourd'hui que la crise l'atteint, le propriétaire foncier cherche à en faire tomber tout le poids sur ce paysan déjà misérable, dont il suce le sang jusqu'à la dernière goutte. Jamais comme en ce moment, on n'eut la confirmation que le droit de propriété de la terre, tel qu'il est proclamé par le régime capitaliste, ne peut sauver le paysan de la désolation et de la ruine.

Si la Révolution d'Octobre avait donné à ces masses agricoles la terre en propriété privée ; si cette centaine de millions d'hectares de terre, enlevés aux gros propriétaires et partagés entre les paysans de l'ex-État tsariste, leur avait été assignée comme dans les autres pays d'Europe par des réformes bourgeoises, même sans un seul sou de rachat, peu de temps après le paysan riche aurait accaparé la terre du paysan pauvre et la grande masse des paysans de l'Union soviétique serait aujourd'hui dans la même condition que les paysans polonais, les paysans des Balkans, que rejoindront bientôt les paysans des autres pays de l'Europe centrale et occidentale.

La Révolution d'Octobre a voulu « vraiment » donner la terre aux paysans qui la travaillent et la garantir à jamais et contre tout. Elle a dit à chacun d'entre eux : « Voilà la terre que tu voulais pour ton travail. Tu amélioreras ta condition ; tu soulageras ta fatigue. Tout ce que fera l'État, sera fait pour accroître ton bien-être. Tu réaliseras des conquêtes auxquelles tu ne penses même pas. Personne ne te dérangera ; personne ne pourra jamais plus s'enrichir en t'exploitant ; personne ne pillera jamais le fruit de ton labeur. »

A cause de cela, la Révolution d'Octobre n'a pas privé de la terre les paysans qui n'en avaient que quelques hectares ; au contraire, elle leur en a donné d'autres quand cela fut nécessaire pour arrondir leurs domaines. La Révolution a affecté à des millions et des millions de paysans qui n'en avaient pas un lopin, toute la terre qu'ils pouvaient travailler.

Elle mit ainsi tous les cultivateurs sur la même base juridique ; celle de posséder et d'exploiter la terre par leur travail libre et protégé ; et en même temps défendit toutes les opérations sur la terre (commerciales, héréditaires, etc.) qui n'ont rien à voir avec le travail et qui auraient rapidement créé, aussi dans le nouvel État où les grands propriétaires avaient été dépossédés et supprimés, une bourgeoisie agricole exploiteuse et une masse de paysans exploités et misérables.

L'abolition de la propriété privée du sol est le fondement de tout progrès paysan soviétique jusqu'à la collectivisation.

Quelques théoriciens voulaient que l'on introduisît tout bonnement la gestion collective des terres. Il est nécessaire, à ce sujet, d'éclaircir un fait historique de première importance. Aussitôt après la constitution de l'État soviétique, la guerre civile déchaînée, les nécessités de la défense imposèrent une organisation et une méthode de vie que l'on appela « communisme de guerre ». Le communisme de guerre ne fut pas la collectivisation, ni non plus une tentative de collectivisation. Il concrétisa le précepte « tous pour un, un pour tous », c'est-à-dire appliqua dans le travail, dans les ravitaillements, dans toute activité individuelle et collective, cette discipline qu'imposait le salut du premier État prolétarien.

Sans aucun doute, ces années furent un enseignement pour les orientations ultérieures de la politique agraire. Par exemple, dans les régions où la guerre civile fit le plus rage et où les nécessités de la défense poussèrent les masses à se lier d'une solidarité plus intime, surgirent déjà, pendant cette période, des associations rurales dans lesquelles les paysans réunissaient les terres qu'on leur avait affectées ainsi que tous les moyens de culture, y travaillant et y vivant dans la communion la plus complète. De cette façon surgirent soudain en Ukraine des centaines de « communes » agricoles qui furent sans nul doute une expérience précieuse. Mais leur manque de préparation et leur insuffisance, au point de vue de la technique en tant qu'organismes de production, ressortirent bientôt. La guerre civile finie, plusieurs d'entre elles furent aussitôt liquidées.

Ce qu'il faut dire c'est que l'on ne fait pas de grands bonds dans le développement économique et social des masses rurales, même dans une période de révolution. Le paysan soviétique, bien qu'entraîné aux rudes épreuves de ces années terribles, n'avait pas changé sa mentalité qui, limitée par un horizon très borné, tout naturellement s'orientait vers la petite ferme. De plus, les conditions dans lesquelles la guerre civile avait laissé ces Campagnes, la misère et la ruine, qu'elle avait semé partout, imposaient comme devoir principal d'utiliser immédiatement toutes les énergies paysannes et de favoriser par tous les moyens leur développement pour la l'éprise immédiate du, travail.

Au X^e congrès du Parti communiste russe, en 1921, Lénine lançait précisément le mot d'ordre de la « Nouvelle Politique Economique » qui était la démobilisation de ce qu'on appelait le « communisme de guerre », et qui devait pousser et soutenir l'intérêt de chaque paysan afin de remédier le plus tôt possible à la destruction immense qui s'était produite au cours du conflit européen et de la guerre civile. Le monde bourgeois proclama la faillite de l'« utopie » collectiviste. Il ne comprit ou fit mine de ne pas comprendre la vérité. La N. E. P. était l'effort le plus savant pour pénétrer les sentiments cachés de l'âme paysanne et l'orienter rapidement vers une vie nouvelle. Les lignes de cette politique furent concrétisées, en octobre 1922, dans le Code agraire, document d'une importance tout à fait exceptionnelle.

Le Code agraire de 1922

Il n'est pas possible d'en suivre ici toutes les dispositions ; mais je veux quand même parler de quelques-unes, car je pense qu'elles ont aidé à ébranler l'attachement traditionnel du paysan à l'idée de la petite ferme domestique.

La première de ces dispositions établit que la terre est affectée à tous ceux qui veulent la travailler. La terre est affectée à la famille paysanne aussi, non pas en tant qu'entité constituée par des liens de sang, mais, comme le dit l'article 65, en tant qu'association de gens qui travaillent ensemble la terre. Les droits de ces membres travailleurs de la famille sont égaux pour tous, sans distinction de sexe et d'âge. Et chacun d'eux peut se séparer des autres, tout en gardant le droit à sa quote-part du terrain et des autres biens. Naturellement la loi interviendra pour régler ce point de manière que la culture de la terre ne soit pas endommagée par un fractionnement excessif.

Tout cela a ébranlé et renversé le principe de l'ancien droit romain, passé plus ou moins dans toutes les législations bourgeoises jusqu'aujourd'hui, selon lequel la famille est une entité soudée par le lien du sang et dépendant de l'autorité d'un chef, le père ; et la terre et les autres biens sont transmis, pour des raisons de parenté et de sang, d'une génération à l'autre. Ce principe et cette tradition ont sans aucun doute servi à lier le paysan à sa petite ferme et à le fossiliser en elle. La Révolution d'Octobre, en établissant la règle, beaucoup plus morale, que seul le travail donne le droit à la culture de la terre, a brisé à jamais ce principe.

Une seconde disposition me semble digne d'attention. Dans le village, par l'article 47 du Code agraire, tous les paysans travailleurs constituent une société, la « société de la terre ». L'État investit cette société de prérogatives très importantes : elle partage les terres entre les paysans ; elle garde comme patrimoine commun celles qui n'ont pas été distribuées ; elle établit les lignes générales de la culture ; elle dispose des routes, des eaux, etc. Chaque paysan, tout en cultivant le lot assigné à lui ou à sa famille, est donc en même temps membre d'une collectivité, qui a non seulement des pouvoirs administratifs, mais possède des biens qu'elle se charge de rendre utiles et productifs, comme les bois et les pâturages.

Dès le début, voilà le paysan cultivateur d'une petite ferme devenu un élément actif d'une ferme beaucoup plus vaste et collective. Le voilà tout naturellement amené à sortir de la sphère de sa petite économie, car il a aussi un intérêt direct à ce que les biens de la société, dont il est membre, soient rendus avantageux pour lui et pour tous. Le paysan soviétique était satisfait dans son désir d'avoir la terre en labourage personnel et direct ; et en même temps, il prenait part à la vie d'une administration agricole plus grande, dont la loi le faisait responsable, car les « sociétés de la terre » devaient être administrées, non pas par des fonctionnaires de l'État nommés d'en haut, mais uniquement par l'assemblée des paysans et des représentants élus par elle.

Ces deux dispositions fondamentales du Code agraire soviétique sont évidemment d'une très grande importance pour l'éducation de la mentalité rurale. Le Code, tout comme l'esprit de la N. E. P., est emprunté à une merveilleuse connaissance de la psychologie du paysan et emploie la méthode la plus apte à le libérer de ses préjugés et à le guider vers des formes nouvelles de vie sociale.

Que fallait-il avant tout montrer à ce paria de la terre, qui avait rêvé de la Révolution et qui avait tout donné afin qu'elle fût sauvée de ses ennemis innombrables ? Il fallait lui démontrer que l'État soviétique l'entourait tout de suite de ses soins, avec la volonté bien arrêtée de ne rien négliger pour l'aider. Ce paysan, survivant aux destructions de la guerre civile, manquait de tout : bétail, outils agricoles, semailles, argent. L'urgence et la gravité de l'œuvre de restauration des campagnes étaient tout à fait évidentes. L'État devait en faire sa tâche principale ; mais il devait pour cela s'assurer de l'attachement de tous les paysans et multiplier leurs énergies, surtout celles des moins riches d'entre eux. Le paysan pauvre, c'est-à-dire l'énorme majorité de la population agricole, soutenu, protégé, favorisé par l'État, aurait fait des miracles. Et l'État soviétique ne déçut pas cette intime attente des masses rurales.

Les statistiques de ces années-là, depuis 1922, indiquent chaque mois le pouls de la transformation des campagnes. Déjà en 1922, l'État donnait des dizaines de millions pour l'achat de machines ; il réussissait à fournir à un nombre notable de paysans des semailles sélectionnées ; il disposait un plan de réorganisation cadastrale des fermes destiné à les rendre plus organiques et plus productives. Il s'adressait surtout aux paysans les plus pauvres et les plus nécessiteux, les affranchissait de tout tribut et leur donnait la préférence dans toutes les allocations de terre et de bétail.

Quel était dans l'âme des masses paysannes l'effet de cette politique, faite d'intelligence et d'affection, grâce à laquelle l'État n'était pas une autorité éloignée et hostile comme il arrive dans tout pays capitaliste, mais par laquelle lui et ses organes se mettaient en contact avec les paysans, surtout avec les plus humbles et les plus pauvres ? J'en ai constaté, quelques années plus tard, en 1925, les résultats. Dans chaque village, la personnalité des paysans avait grandi. Dans les bureaux de l'État le paysan n'était plus étranger ou toléré comme dans tous les autres pays, mais il sentait en être partie vivante et opérante. Il parlait de l'État comme de « son » État. Il ne se limitait pas à raconter la production de son champ, mais il parlait avec enthousiasme du progrès rapide qui

s'accomplissait dans toutes les campagnes. Parti de l'Italie fasciste, où le paysan était devenu muet et n'osait plus poser ses regards au delà des haies de sa petite ferme, je me sentis tout à coup transporté dans une atmosphère de liberté, dans laquelle le paysan était tout heureux de conter ses conquêtes et ses espoirs.

La Coopération

Dans une pareille atmosphère, il ne fut pas difficile à l'État de prendre toute initiative apte à aider le paysan dans son travail et en même temps à l'enlever à son individualisme de jadis pour le rapprocher des institutions collectives. La coopération agricole devait être, dans toutes ses formes, le chemin principal menant graduellement à cette transformation et à cette rééducation de la mentalité paysanne. Lénine insistait en 1923, dans un article bien connu, sur la très grande importance de la coopération, comme étant la méthode « la plus simple, la plus facile et la plus accessible à tous les paysans pour les acheminer vers le travail collectif ».

La coopération n'était pas inconnue sous le régime tsariste lui-même. Et il n'est pas de pays capitaliste où elle ne se répande dans les campagnes et ne cherche à attirer à elle les masses des travailleurs. Mais partout ces institutions coopératives, même lorsqu'elles ont dans leur sein des paysans moyens et pauvres, ont été et sont encore dans les mains des gros propriétaires fonciers. Et ils en tirent un double profit, économique et politique ; car ils utilisent les moyens matériels de la coopération et tiennent liées à eux, par de petites concessions, les forces travailleuses.

La coopération, vers laquelle l'État soviétique devait orienter ses efforts, est bien différente. Elle devait profiter surtout à la masse des paysans les plus nécessiteux. La base de toute institution coopérative devait se former dans les couches les plus pauvres de la campagne pour les amener par degrés à des conditions meilleures. Le fait d'être pauvre était un titre de privilège et de préséance, pour l'obtention des crédits aussi bien que pour toute autre aide. L'intervention de l'État, de ses forces financières et de tous ses autres moyens, valorisait et accentuait cette structure et ce but de la coopération agricole et en accélérât le développement.

Et voilà en effet, que déjà dans les premières années de la N. E. P. la coopération s'élargit avec une rapidité étonnante. Ce ne sont pas seulement des coopératives pour la vente et l'achat des produits agricoles, pour le crédit, pour l'achat et l'emploi des machines ; elle s'étend aussi à l'amélioration de la race chevaline et des bêtes à cornes, aux travaux d'assainissement et elle s'essaie déjà en des travaux collectifs. Lorsque, en 1927, je visitai pour la seconde fois la campagne soviétique, cette coopération comprenait déjà près de quatre-vingt-dix mille institutions, qui reliaient et aidaient, par une solidarité toujours plus éducative, plus de dix millions d'exploitations paysannes. Il va de soi qu'un tel mouvement devait aussi faire son œuvre dans les couches les plus humbles de la campagne et en combattre la mentalité arriérée.

Mais j'aime à rappeler une institution qui caractérise tout particulièrement la méthode de la N. E. P. et en confirme les résultats. C'est le secours mutuel agricole. L'État soviétique n'aurait pu pourvoir à l'assistance de tant de millions de paysans par le système des assurances d'État appliqué à la masse ouvrière. Il s'adressa alors aux populations rurales pour leur demander une dernière preuve de cette unité d'énergies et d'efforts qu'elles avaient montrée dans la défense de la Révolution. « C'est à vous — dit-il — de constituer vos sociétés. Moi, je leur donnerai tout ce qu'il faudra pour qu'elles puissent, avec votre aide, pourvoir efficacement à votre assistance en cas de maladie, d'invalidité, de vieillesse. »

Les paysans eurent confiance en leur État. Des sociétés surgirent par milliers ; et l'État leur affecta les terres les meilleures que les paysans cultivèrent en commun en versant tout le profit de la culture à l'accroissement du patrimoine social. Il leur donna les petites industries annexées à chaque village, comme les moulins, les fabriques d'huile, les carrières. Le patrimoine des sociétés s'accrut à tel point qu'il devint une véritable puissance financière, capable de pourvoir à l'assistance sociale des populations agricoles. En 1925, je constatai sur les données d'une partie seulement de ces institutions, dix-sept mille environ, qu'elles possédaient un capital de plus d'un milliard de roubles et que pour elles on travaillait en commun plus de cent mille hectares de terre.

Les grands événements de l'Histoire s'appuient à leur origine sur de petits facteurs, dont l'importance morale est très grande bien qu'inaïperçue. Ce sont leur liaison et leur continuité qui saturent une atmosphère ; et celui qui y respire en est tout vivifié. Ainsi la N. E. P. pénétrait peu à peu les poumons du paysan d'oxygène vivifiant. C'est pendant la N. E. P. que se développèrent aussi d'une façon remarquable les associations plus directement destinées à expérimenter les formes collectives du travail de la terre.

Les institutions collectives

Le Code de 1922 en définissait le caractère par des mots qu'il est bon de connaître. L'article 104 dit : « Les associations pour la culture collective de la terre se constituent dans le but d'utiliser de la manière la plus convenable le travail de leurs membres et d'exercer la gestion agricole sur la base d'un accord volontaire des cultivateurs qui en font partie. » Définition à souligner car, en fixant le but des associations, elle en établit clairement le caractère : le libre consentement de ses membres, la liberté des paysans d'en faire partie ou non.

La contrainte n'est pas dans la pédagogie soviétique. Elle est l'arme de la domination bourgeoise. Dès le début, la loi soviétique établit et affirme qu'aucune violence ne doit être exercée sur les paysans ; c'est par la persuasion qu'une conscience nouvelle, la conscience collectiviste, doit mûrir en eux.

Que fera l'État pour accélérer cette persuasion et la rendre toujours plus efficace ? Voilà la vérité : l'État, par la méthode susdite, place le paysan devant les expériences de la culture collective de la terre, de cette culture qu'il favorise, protège et encourage de toutes ses forces.

En 1922, le Code agraire distinguait déjà les trois formes de l'association qui sont encore en vigueur pour la culture collective de la terre. L'association dans laquelle les paysans mettent en commun seulement les instruments de culture. Celle, dans laquelle ils réunissent, en plus de leur travail, la terre qu'on leur a confiée, le bétail et d'autres moyens principaux de production : l'« artel ». Celle, enfin, dans laquelle le paysan remet tout à la collectivité dans laquelle il travaille et vit : c'est la « commune ».

Ces institutions surgirent assez nombreuses au lendemain de la guerre civile. En 1922, elles étaient plus de seize mille. Mais tandis que celles du premier type, plus faciles à être constituées et dirigées, résistaient mieux, les autres qui présentaient de plus grandes difficultés au point de vue technique et administratif, avaient une vie assez précaire. Il fallait disposer d'éléments paysans préparés et capables d'organiser et de développer ces entreprises collectives ; et il fallait que l'État fût présent, avec des crédits, du personnel instruit, avec tous les appuis nécessaires, prêt à doter la grande entreprise agricole afin qu'elle servît d'exemple à tous les paysans.

L'État soviétique comprit l'importance d'une telle question et la soutint au point qu'on ne trouve pas une loi agraire, un arrêté gouvernemental qui ne s'efforce de donner aux institutions paysannes pour la culture collective des terres, la possibilité de bénéficier de tous les moyens susceptibles d'augmenter leur profit. Où l'État voulait-il en arriver par cette politique ? Il voulait que les paysans cultivateurs d'une petite ferme se trouvassent devant les avantages incontestables de la culture collective.

Parmi ces institutions, le type qui se prêtait le mieux à ce but était l'artel, car, tout en collectivisant les principaux moyens de production, terres, bétail, outils, et en réunissant les paysans pour le travail, il laissait pour le reste chacun d'entre eux à sa vie habituelle. Dès le début, l'artel fut considérée comme la forme la meilleure ; et, en fait, elle devint la plus répandue. Les communes, en 1925, étaient deux fois moins nombreuses qu'en 1923, tandis que les artels augmentaient, dans la même période, de seize mille à près de dix-huit mille. Marche lente, justement parce qu'elle devait être le fruit de la conviction et non pas de l'artifice. Mais bien que leur nombre ne fût pas très grand, ces institutions exerçaient parmi les populations paysannes une influence énorme ; et en 1927 je ne pouvais que le constater davantage.

Lorsqu'on approchait le cultivateur de la petite ferme et qu'on parlait avec lui des résultats de son travail, presque toujours il faisait lui-même la comparaison entre sa production et celle de la ferme collective. Il reconnaissait à celle-ci la supériorité qu'elle tirait de l'emploi plus facile des machines, de la meilleure utilisation de la terre, de la possibilité de spécialisation des cultures et du bétail. « Moi aussi, j'en passerai par là », concluait-il ouvertement, ou en laissant entrevoir son intime pensée. Et lorsqu'il ne s'en rapportait pas aux résultats atteints par la ferme collectivisée, par la kolkhoze, le paysan songeait aux entreprises agraires directement gérées par l'État, les sovkhoses.

L'institution de la sovkhose est née avec la Révolution parce que l'État, en affectant les terres aux paysans, jugea justement ne pas devoir partager une partie des grandes fermes qui avaient été déjà industrialisées par les capitalistes agraires. L'État géra lui-même ces fermes et en créa d'autres dans le but de les utiliser aussi, au moins partiellement, pour préparer les semences et le bétail à distribuer entre les petites fermes paysannes. Plus tard, au cours de ces dernières années, on verra l'ampleur du rôle des sovkhoses. Dans leur développement progressif, tout en devenant les pourvoyeuses des produits dont devait jouir le paysan pour améliorer et accroître, la production de sa ferme, elles étaient en même temps des écoles expérimentales de la plus grande valeur.

Déjà l'article 160 du Code agraire consacrait explicitement cette fonction des sovkhoses, en déclarant qu'elles sont « des entreprises outillées dans le but de servir de modèle technique-scientifique aux travailleurs, pour le progrès de l'agriculture ». Et plus loin, il établissait que « dans leur travail agricole et productif, elles doivent entrer en liaison étroite avec la population rurale de la localité ».

Voilà, de cette façon, le paysan soviétique dans sa petite économie, toujours aidé et soutenu par l'action efficace de l'État ; entouré de coopératives qui l'éduquent à une vie nouvelle et par d'autres institutions où il expérimente le travail collectif ; placé devant l'exemple des fermes qui l'incitent, sur la base des faits, à se diriger vers la grande entreprise ; ayant toujours devant les yeux l'enseignement de la ferme agricole de l'État qui lui donne le fruit, le fruit concret, de ce que l'on peut obtenir par l'industrialisation de l'agriculture. Ce paysan, même s'il était le vieux moujik qui, méprisé par le seigneur, n'avait rêvé que d'un lopin de terre libre pour son pain, ne pouvait pas ne pas sentir l'influence de ces forces qui élargissaient et illuminaient son horizon.

Et le jeune paysan ? Pendant les premières cinq années de la guerre civile, la campagne est secouée par le frémissement d'une génération, de vingt à trente ans, riche d'énergie et de passion. C'est la Révolution d'Octobre qui a enfanté cette puissante jeunesse. Sur celle-ci, en plus des facteurs dont j'ai déjà fait mention, agissait l'école, la science, qui lui ouvraient tous les chemins. L'État soviétique battait en brèche l'analphabétisme ; mais en plus de cela, il dirigeait cette jeunesse paysanne vers les nombreuses écoles, vers les instituts spécialisés pour chaque branche de la production. Il engageait ces merveilleuses énergies dans l'Armée Rouge qui les rendait, non seulement d'invincibles soldats contre tous les ennemis du nouvel État, mais des éléments générateurs d'une autre vie dans chaque village.

D'ailleurs, le village n'a jamais été séparé de la ville, depuis que la Révolution d'Octobre scella dans le sang l'alliance la plus intime entre les paysans et le prolétariat, en confiant à ce dernier la responsabilité du pouvoir. Il faut se rappeler que les ouvriers concrétisèrent cette alliance par des liens avantageux pour les populations paysannes, par exemple en constituant dans les usines des « patronages » qui prenaient sous leur fraternelle protection les régions qui avaient le plus besoin d'aide intellectuelle et matérielle. Et il faut songer que cette incalculable intensité de pénétration des idées, des forces novatrices, tendant à vaincre dans l'homme des champs sa nature séculaire, à dissiper dans son esprit le brouillard des traditions les plus surannées qui l'avaient fait nécessairement méfiant et égoïste a duré plusieurs années — je m'arrête en 1927, la deuxième fois que je visitai la campagne soviétique — et l'on comprendra ainsi la vérité de cette assertion : ce paysan ne se rapprochait pas de la collectivisation, forme supérieure de vie et de travail, contraint par d'autre force que sa propre maturation intérieure, comme le blé se développe dans la motte qui le féconde pour ensuite la fendre et germer au soleil.

Progrès technique

Parallèlement à ce processus intime de la conscience paysanne se déroulait le progrès technique et économique de toute la vie agricole. En 1927, la période de restauration de la campagne, qui avait été ravagée et réduite à la désolation, est presque terminée. Les terres cultivées avaient une étendue supérieure à celle d'avant-guerre et la culture primitive dite des « trois champs », selon laquelle le terrain devait : un an produire de l'avoine, le second du seigle et se reposer le troisième, avait été remplacée par un assolement à huit champs et plus, particulièrement avec introduction du trèfle et de la betterave. Le bétail à cornes en 1926 était déjà plus nombreux qu'en 1916, tandis que la race chevaline atteignait le pourcentage de 83 % sur le chiffre calculé dix ans auparavant. Dans le village, le paysan ne vivait plus comme pendant la guerre civile, lorsque dans la région de Samara, sur la Volga, la nutrition était descendue au niveau invraisemblable de mille neuf cent vingt-cinq calories — c'est-à-dire encore moins qu'aujourd'hui en Italie, en Pologne et dans les Balkans, où le capitalisme condamne les masses agricoles à une lente agonie — mais il mangeait à sa faim, disposait d'argent, améliorait sa maison, jouissait enfin d'un bien-être qu'il n'avait jamais connu.

Il va sans dire que le progrès de l'agriculture était lié à l'effort continu du prolétariat des villes pour reconstruire les usines et pour en édifier de nouvelles dans le but de fournir aux paysans des outils agricoles, des machines, des tracteurs. A ce sujet, il faut rappeler un événement qui souligne avec quel intérêt passionné le prolétariat des usines suivait cette renaissance paysanne. La nécessité d'améliorer le niveau de vie des ouvriers et d'augmenter leurs salaires avait eu pour contrecoup naturel la hausse des prix des produits industriels. Leur index en 1926 s'éloignait toujours plus de l'index des prix des produits agricoles. Ainsi était-il presque impossible au paysan d'acheter les outils et les machines agricoles à cause de leur prix élevé. C'est à ce moment que les ouvriers se sont imposés eux-mêmes une restriction de leurs salaires, pour contribuer à atténuer et à faire disparaître cet éloignement et faciliter l'introduction des produits industriels dans les campagnes. Dans l'année 1927, vingt-huit mille tracteurs pouvaient être déjà employés dans les campagnes qui s'éveillaient à une activité nouvelle.

Mais il n'y a pas de printemps qui fleurisse sans donner naissance et vie aux mauvaises herbes. Cela devait arriver dans la campagne soviétique.

Le koulak

La Révolution avait dispersé complètement la classe des grands propriétaires, des capitalistes fonciers. Mais une grande partie de la petite bourgeoisie représentée par les paysans enrichis, sur qui les années de la guerre civile étaient pourtant passées comme un tourbillon ravageur, s'était accroupie à l'ombre du régime. Immédiatement, l'État mit la main sur les paysans riches en réduisant, dans le partage des terres, leurs fermes. Les fermes de plus de dix hectares de terre descendirent tout de suite de 9 % à 3,1 %. Mais on ne pouvait certainement déraciner d'un seul coup leur nature d'exploiteurs, ni leur tendance à la reprise.

D'un autre côté, l'État devait envisager la nécessité et l'urgence de relever le plus tôt possible le niveau de la production agricole, pour laquelle la destruction de toutes ces fermes moyennes, qui étaient plus ou moins mal outillées, aurait été un danger et un dommage. Je veux ajouter aussi que cela n'aurait pas été juste au point de vue moral ; car un certain nombre de paysans, non encore koulakisés, allait sans doute sentir l'influence du régime soviétique et au lieu d'en devenir l'ennemi en serait devenu un ami fidèle et productif.

L'amélioration de la vie des paysans et la diffusion d'un bien-être progressif dans les campagnes devaient offrir le terrain d'essai. Le paysan enrichi et resté koulak dans le corps et dans l'âme, ne devait pas tarder à se révéler et à agir. Ce paysan — je l'ai constaté partout — qui cherche d'habitude à cacher ce qu'il a accumulé et pleure misère, se trahit bientôt par son mépris du paysan pauvre qu'il exploite, par son avarice caractéristique, par toute son attitude mensongère. Lénine avait raison de le fustiger de paroles féroces. Il a les stigmates et la perfidie frauduleuse du traître. Même dans les pays capitalistes, le paysan pauvre forcé à travailler chez d'autres, préfère le grand propriétaire à ce paysan enrichi ; et le grand propriétaire, auquel il faut un argousin qui le représente auprès des travailleurs, choisit celui-ci.

L'État soviétique, tout en conservant la ferme moyenne à laquelle il fallait, pour être cultivée, de la main-d'œuvre auxiliaire en plus de la famille, promulgua des lois sévères pour protéger le travailleur qui travaillait chez un autre paysan. Dans le Code agraire de 1922, l'affermage et le travail salarié sont admis ; mais les règles qui gouvernent l'un aussi bien que l'autre coupent les griffes à quiconque veut en abuser. Dans les années suivantes, innombrables sont les dispositions du pouvoir central tendant à réduire spécialement l'emploi de la main-d'œuvre salariée et, par cela même, à limiter les possibilités de développement du paysan riche et le passage du paysan moyen à la condition de koulak.

Une autre méthode simple et inexorable fut toujours employée dans ce but, par une mesure habile et sage : l'impôt. L'impôt, qui ne touchait pas le paysan pauvre, frappait décidément le koulak et coupait par un système progressif les profits du paysan moyen. Les recettes étaient en grande partie transmises aux paysans pauvres, sous forme de subventions et de primes d'État.

Cependant le koulakisme, chiendent qu'il faut déraciner entièrement pour qu'il ne repousse plus, tint bon dans les campagnes soviétiques, rampa partout où il pouvait, aussi bien dans le commerce privé que dans le petit crédit usurier octroyé au paysan ignorant. D'autres éléments, d'ailleurs, donnaient au koulakisme un soutien difficile à découvrir.

Les ennemis de l'État soviétique au dehors des frontières comptaient sur cette méchante race, pour s'en servir aux fins de leur propagande continue et pénétrante. Près du koulak, était d'ailleurs resté dans de nombreux villages le prêtre, le pope, qui n'avait pas cessé de regretter le régime tsariste, dont il avait tiré toutes sortes de privilèges économiques et politiques.

Il faut connaître cette vérité pour mieux comprendre ce qui se produisit dans les campagnes soviétiques pendant les années suivantes.

Il y eut des cas où les prêtres ne prirent pas parti pour le koulakisme. Il y eut même la tentative de quelque ramification de l'Église grecque orthodoxe, qui était la plus répandue dans l'ancienne Russie, de se ranger discrètement, à côté du nouveau régime ; mais en général, la reprise du koulakisme dans les campagnes poussait le clergé à se solidariser ouvertement avec lui. En 1927, j'ai trouvé ressuscitée dans quelques églises de village la tradition par laquelle l'on concédait des places, dites d'honneur, aux paysans les plus riches, tout comme dans les régimes capitalistes, où l'Église elle-même favorise ces privilèges, en foulant la doctrine qu'elle proclame et selon laquelle tous les hommes sont égaux au moins devant Dieu.

Tout cela n'échappait pas aux yeux ou, pour mieux dire, à la haine des paysans pauvres. Au fur et à mesure qu'ils se développaient et s'immunisaient, grâce aux institutions coopératives et de l'État, contre l'influence du paysan riche, ils le reconnaissaient toujours mieux et le considéraient comme leur ennemi. Mais l'ennemi guettait, perfidement prêt à l'action.

La veille

L'année agricole 1927 et surtout la suivante furent parmi les plus durement atteintes par les adversités de saisons. La sécheresse avait en plusieurs régions riches en blé complètement détruit la récolte ; la disette de blé était vraiment sérieuse. Les ravitaillements des villes étaient déjà difficiles, parce que l'accroissement du prolétariat dans les usines et l'amélioration de son train de vie demandaient toujours plus de denrées. Il faut encore remarquer que si d'un côté la production agricole avait fait un grand pas en avant et dans quelques branches avait même dépassé la production d'avant-guerre, de l'autre côté la population de l'Union avait augmenté de plusieurs millions grâce à sa vie nouvelle, et dans les campagnes le paysan se nourrissait beaucoup mieux. Dans une situation pareille, la plus petite fluctuation suffisait pour briser cet équilibre instable. L'on peut donc aisément comprendre quelles furent les conséquences d'une diminution imprévue et très forte des récoltes, et tout particulièrement de la récolte du froment.

Le capitalisme, toujours attentif à saisir le moment propice pour déclancher son offensive armée contre l'Union des Soviets, jugeait que ce moment allait bientôt sonner. Tous les ennemis de la Révolution d'Octobre à l'étranger étaient animés des résolutions les plus belliqueuses ; le désir de la revanche les tenait.

Et à l'intérieur de l'État soviétique ? Le koulakisme est en pleine activité, animé par sa haine du régime qui lui rendait la vie dure et qui devait, un jour prochain, l'étouffer complètement. C'est le koulak qui, le premier, cache le blé. C'est lui qui cherche à répandre la panique d'une proche disette parmi les masses paysannes et à les exciter à la résistance contre les achats de l'État. Quelque évolués que fussent les paysans et quelque attachés qu'ils fussent à leur État, il n'est pas malaisé de comprendre ce qu'une pareille propagande pouvait présenter de danger pour l'Union.

De même, pour un autre motif, l'heure était devenue en quelque sorte dramatique. Quelques courants, qui de la Révolution n'avaient pas compris ou avaient perdu de vue la ligne logique et indéfectible, avaient survécu au sein de la Révolution. En présence de la situation créée par cet ensemble d'événements, un courant s'était dessiné et affirmait qu'il fallait consacrer toutes ses forces à l'augmentation de la production agricole, en croyant et défendant la thèse que la seule possibilité pour arriver à cela c'était d'aider et de faire avancer la ferme paysanne déjà outillée, c'est-à-dire la ferme du paysan moyen et du koulak. Un autre courant retrouvait son agressivité sur la base d'un programme déjà énoncé et déjà battu, le programme d'une super-industrialisation de la ville qui devait imposer l'industrialisation de la campagne.

Peu d'années d'une politique bien différente suffirent à liquider totalement ces conceptions dont les tenants finirent, ou par reconnaître et condamner leurs erreurs, ou, poussés par leur nature aventurière, par aller grossir les rangs des ennemis de l'État prolétarien. Mais à cette époque-là, les noms de ces hommes, qui avaient un passé, étaient susceptibles de déterminer une impression large et profonde sur la population agricole. Et c'est précisément à ce moment qu'on put expérimenter, d'une façon indiscutable, combien avait été grande l'influence des dernières années et de la politique que l'on y avait suivie, sur l'éducation et la transformation psychologique des populations, soit ouvrière, soit paysanne. Les populations ayant vécu, jour par jour, les avantages de la ligne politique tracée par Lénine — qui avait appuyé le progrès de la Révolution sur le développement de la grande masse des paysans pauvres et sur une alliance toujours plus intime et active entre la campagne et le prolétariat de la ville — ces populations comprirent que l'un et l'autre courant étaient également de dangereuses déviations.

S'appuyer sur la ferme du paysan enrichi, pour en faire la base d'un progrès agricole plus intense, cela signifiait réaliser le programme destiné à constituer dans la Russie nouvelle une bourgeoisie agraire, qui aurait bientôt étouffé tous les résultats déjà atteints par la Révolution au profit de la très grande majorité des populations agricoles. Présenter une super-industrialisation de la ville, dans le but d'y soumettre la campagne comme n'importe quel gouvernement capitaliste aurait fait dans une colonie tombée entre ses griffes, aurait été absurde et aurait engendré une invincible hostilité dans les masses paysannes et leur éloignement de la ville et de la classe ouvrière.

La réponse des populations soviétiques fut plus prompte qu'on ne l'aurait cru. A ceux qui comptaient sur l'adhésion des ouvriers des usines, ces derniers répondirent par l'affirmation de leur cordiale alliance avec la campagne, s'engageant à la rendre toujours plus étroite et efficace. Le mot « Smitcka », qui exprime précisément ce lien indissoluble entre l'ouvrier et le paysan, devint le mot le plus populaire, ayant, dirais-je, presque la valeur d'une parole évangélique. Et ceux qui, peut-être inconsciemment, avaient tendu la main aux koulaks, sans se douter du processus de maturation réalisé chez les paysans, se trouvèrent en face de la réaction serrée et vibrante de ces derniers.

En réalité, à part le fait casuel du manque de blé dû aux adversités de la saison, la crise dans l'Union soviétique était alors une crise de croissance. La consommation généralement augmentée était la conséquence et la preuve d'un bien-être progressif et général. Le problème de hâter et accroître la production agricole pour satisfaire aux besoins accrus de la collectivité, devait trouver sa solution dans la même ligne que celle que la Révolution avait parcourue. Il fallait rendre plus productives les fermes individuelles que l'on comptait par millions, à travers un effort plus puissant. Il fallait imprimer une poussée plus décisive au développement de la ferme collectivisée et aux grandes entreprises agricoles de l'État. Il fallait réduire toujours davantage le rayon d'activité des koulaks et accélérer leur liquidation. Sur ce front, les masses paysannes devaient se ranger avec ardeur. De son côté, le prolétariat des usines devait multiplier ses énergies pour donner à la campagne une plus grande quantité de produits industriels dont elle avait besoin.

Quelques-uns, quoique ce rythme fût déjà très rapide, auraient voulu l'accélérer. Ils demandaient, par exemple, pourquoi on ne supprimait pas sans plus, par des mesures administratives, d'une façon totale et définitive, le koulakisme. A quelques années de distance, en songeant aux réponses des hommes responsables du gouvernement soviétique à ces demandes, on s'étonne de la sagesse et de la précision de leur action politique. Suivant le précepte de Lénine, on n'élimine pas le koulak par des mesures administratives. La lutte contre le koulakisme doit aller de pair avec le progrès de la collectivisation.

En 1927, le koulak produisait dans l'Union soviétique six cent millions de pouds de blé ; il avait donc réduit de deux tiers sa capacité de production depuis la Révolution, puisqu'il en produisait près de deux milliards auparavant.

Les fermes collectives et les fermes de l'État étaient toutefois encore assez loin de pouvoir substituer, avec leur production, le quantitatif représenté par les fermes des koulaks. Voici le point vital de la question. Tout effort pour porter les paysans vers la grande ferme collectivisée devait retomber comme un coup destructeur sur le koulakisme. Le paysan qui se tournait toujours davantage vers la collectivisation pour ses résultats économiques, devait y être aussi poussé par le ressort de sa juste et profonde haine contre le koulak, issu de ses rangs pour devenir son ennemi le plus frauduleux et le plus obstiné. L'élimination du koulak de la campagne soviétique devait ainsi coïncider avec le triomphe de la collectivisation.

Le Code agraire de 1928

Un document de l'État résumait, à la fin de l'an 1928, cette directive politique à laquelle il avait soumis son action, et la fixait en des termes définitifs et bien clairs. C'est le nouveau Code agraire, dont la caractéristique est de ne pas être un catalogue d'arides règles législatives, mais une nette énonciation de principes et de moyens capables d'accélérer le plus possible ce processus de transformation rurale déjà en cours.

Les soixante-trois articles de ce Code agraire portent tous sur les points essentiels que voici : favoriser, protéger, pousser la ferme collective et les paysans qui penchent vers elle ; aider en tous cas et efficacement les petites fermes individuelles du paysan pauvre et moyen (*biedniaki* et *seredniaki*) ; réduire chaque jour davantage toute possibilité pour le koulakisme de se répandre et d'être nuisible. En effet, après avoir établi, dans l'article premier, que « la base du régime foncier de l'U. R. S. S., pour garantir la réalisation du socialisme dans l'agriculture, le meilleur processus agricole et l'utilisation des terres au profit de la masse prédominante des paysans, est la nationalisation de la terre, c'est-à-dire l'abolition définitive de la propriété privée de la terre », le Code nouveau énumère les moyens pour atteindre les buts de ce système foncier. Suivant l'article 4, ces moyens sont ceux-ci : « élévation du niveau technique de l'agriculture ; coopération entre les larges masses des paysans travailleurs ; renforcement et développement d'un réseau de fermes collectivisées et de l'État ; adoption de mesures efficaces pour protéger les intérêts des paysans faibles et des ouvriers agricoles et pour supprimer les paysans riches ».

Les articles qui suivent sont d'une importance radicale. Voici, par exemple, l'article 30 : « Dans le but d'aider et d'encourager les fermes collectives, les exemptions et les privilèges suivants sont établis : *a*) exemption de l'impôt foncier unique ; *b*) concession de crédits privilégiés à la kolkhoze avec préférence sur les fermes individuelles et augmentation des fonds de crédit à longue échéance ; *c*) désignation privilégiée de la terre vis-à-vis des fermes individuelles ; *d*) cession pour usage gratuit aux kolkhozes, des entreprises auxiliaires, des constructions, des capitaux, qu'elles avaient reçus des organes de l'État avant la présente loi ; *e*) garantie de fournir aux kolkhozes des machines et des outils agricoles, des engrais minéraux, des semences, du bétail de race, etc., avec préférence sur les fermes individuelles et à des conditions de faveur ; *f*) organisation et travaux cadastraux entièrement aux frais de l'État. »

Par ces dispositions, la ferme collective était placée sous un tel jour que, même sur les paysans les plus rétrogrades et les plus rétifs, elle exerçait une sûre influence d'attraction. Avec cela, l'État n'abandonnait pas la ferme individuelle ; il continuait à l'aider ; mais quel paysan n'aurait tout de suite compris qu'elle n'aurait jamais été capable de produire autant que la grande ferme qui avait tellement d'avantages ? Il faut bien remarquer que le Code insiste toujours à chaque article que l'on accorde ces préférences aux kolkhozes « parce qu'elles représentent la seule voie par laquelle tous les paysans peuvent vraiment améliorer leurs conditions de vie et de travail ». J'ai déjà dit que la loi même commente et explique le pourquoi de chaque disposition. On peut dire que plus qu'un Code, celui de 1928 est un catéchisme.

Non moins radicale et pédagogique est la partie qui concerne les koulaks. Le nouveau Code permet encore l'affermage d'une façon très limitée, mais le koulak ne peut pas s'en servir ; l'on confisquerait tout de suite la terre qu'il chercherait à louer. De même pour le travail salarié. Le travail salarié est encore admis, mais avec des mesures si sévères, qu'il n'est peut-être pratiqué que dans bien peu de cas. Le koulak est banni de la « société de la terre » et il est presque éloigné de tout contact avec les autres paysans. La lutte contre lui est devenue plus acharnée par son exclusion de tout crédit et de toute autre branche de la coopération. On agit avec lui comme avec un vrai ennemi. Tout paysan doit le savoir. Le branle-bas ne tardera pas à sonner.

La Révolution est comme le grand fleuve qui descend des sources hautes et pures, s'épanche et inonde par ses eaux bienfaisantes les terres altérées. Il traîne dans son cours des scories et des détritiques qu'il soulève du fond et en forme comme un engorgement. Parfois il passe outre et le vainc en élevant le niveau de ses eaux ; mais parfois il est forcé de se heurter à lui, jusqu'au moment où la violence du courant le renverse et le brise. Après, son cours recommence, plus étendu, plus sûr et plus solennel. La campagne soviétique ne pouvait pas passer à la collectivisation sans se heurter de la sorte aux détritiques que la Révolution n'avait encore pu disperser. Le moujik, dont les anciens stigmates de misère et de servage avaient désormais disparu, le jeune travailleur des champs qui tendait de tout son être vers un nouveau système de vie et de travail, avaient dû constater, une fois de plus, que sans lutte on ne conquiert rien. La lutte, qui coûte des sacrifices et du sang, est la marque infaillible des grandes étapes de la Révolution en marche.

La grande conquête

Les événements économiques et politiques de ces cinq dernières années se déroulent tous autour de deux faits : la crise progressive et mortelle du monde capitaliste ; l'élan d'une vie nouvelle et d'un développement colossal dans le monde soviétique. L'antithèse est dans la nature même des deux régimes.

Le régime capitaliste vise à donner le maximum du profit de la production à une classe restreinte d'exploiteurs ; et ce maximum il ne peut l'atteindre que par une exploitation toujours croissante des masses travailleuses, des ouvriers et des paysans. Dans le régime bourgeois, la production est l'œuvre des grandes masses, mais le profit principal en revient au capitaliste. Cette contradiction profonde et irréductible agit au sein même du régime bourgeois ; elle crée d'une part la surproduction et la concentration de la richesse, et de l'autre la sous-production et la misère toujours plus répandue.

Dans le monde soviétique, où les moyens de production, la terre, les usines, ont été soustraits au capitalisme ; où le profit de la production n'est pas partagé de façon que la plus grande partie serve à l'enrichissement des couches parasitaires ; où, tout au contraire, le profit de la production est destiné à l'amélioration économique et sociale des masses qui produisent, les ouvriers et les paysans, là ne peut se produire que le bien-être progressif de la collectivité.

C'est donc dans la nature organique du régime capitaliste, que l'on doit rechercher les causes de la crise. C'est dans la structure et dans la vie du régime soviétique, l'inéluctabilité de son progrès.

En face de la crise capitaliste

Il y a six ans, la forteresse la plus résistante et la plus solide du capitalisme, l'Amérique du Nord, commença à se crevasser et à se fendre. C'est la crise qui survient et sévit même dans les pays les plus industrialisés et qui entraînera aussitôt les pays agricoles. Et c'est précisément alors que le pays des Soviets achève de cicatriser les blessures profondes de la guerre européenne et de la guerre civile et se présente à l'aube d'une époque de construction féconde et grandiose.

Les masses ouvrières avaient grandi en nombre et en capacité productive, et déjà on avait expérimenté les grandes fabriques surgies dans les années de la N. E. P. Les populations agricoles, elles aussi, avaient fait des progrès gigantesques dans leur évolution ; et le développement de la coopération et des entreprises de l'État, quoique médiocre encore si on le compare avec les vingt-cinq millions des petites économies paysannes, indiquait le rythme que la majorité de la population agricole allait assurément suivre. C'était le moment où l'État prolétarien, après les années du travail pénible et dur de la préparation, devait bondir vers la réalisation du programme énoncé par la Révolution d'Octobre.

En face d'un capitalisme ayant réalisé des progrès extraordinaires dans l'industrie et poussant toujours avant l'industrialisation même dans la culture de la terre, l'État soviétique ne pouvait pas rester un pays d'économie basée sur une agriculture inférieure et une industrie encore plus faible. Il devait bien vite transformer sa base et ériger une industrie moderne et puissante, qui naturellement devait mener à une rapide industrialisation agricole. Cela était nécessaire à l'existence de l'État prolétarien, contre lequel l'acuité croissante de la crise du monde bourgeois allait concentrer les efforts de tous ses ennemis.

Mais la transformation économique de l'État soviétique s'imposait, même en dehors de ce fait. D'un côté, pour le développement de la classe prolétarienne et pour son meilleur avenir ; de l'autre côté pour l'élévation de la campagne d'un système de culture insuffisant aux exigences toujours croissantes de la population, à un système de culture qui devait permettre l'exploitation féconde des énormes ressources naturelles et élever toujours plus le niveau de la vie économique et générale de la paysannerie. Transformer industriellement la campagne, cela signifiait donc élever le niveau d'existence du paysan ; cela signifiait conserver entre celui-ci et l'ouvrier cette liaison qui s'était révélée si féconde dans les années précédentes, et la rendre inébranlable. En conclusion cela signifiait, consolider et accroître la puissance de l'État prolétarien par l'union et par le progrès continu de toute la population travailleuse.

Un mot encore sur ce point, pour avoir bien nettes devant les yeux les prémisses éclairant le cours ultérieur, rapide et impétueux, des événements qui aboutirent à la conquête totale de la collectivisation.

Dans les discours et dans les écrits de Lénine, de l'homme qui mieux que tout autre avait compris les paysans et qui avait accepté devant l'Histoire de les sortir des misérables conditions de vie et de travail dans lesquelles ils se trouvaient partout, on rencontre des affirmations ayant la clarté et la force de commandements. Tant que le paysan — déclarait Lénine — restera lié à son petit lot, il restera lié aussi à sa fatigue énorme et à sa misère inguérissable. « Il lui est impossible de sortir de sa misère au moyen de la petite économie. » Telles sont ses paroles.

Les richesses du sol dans les pays bourgeois n'appartiennent pas au paysan ; elles sont acquises et exploitées par le capitalisme. Mais aussi dans le régime qui nationalisa les terres, seulement l'industrialisation agricole, l'introduction et l'usage toujours plus répandu des moyens mécaniques pouvaient faire entrer, dans la sphère des terrains productifs, les larges zones en friche et augmenter le patrimoine productif de la collectivité. « Si nous restons dans la petite économie agricole, même comme citoyens libres sur une terre libre, nous ne réaliserons aucun progrès. » Pour cela, Lénine déjà dans les années les plus ruineuses de la guerre civile, pensait et élaborait un plan d'électrification, qui devait vivifier des régions immenses de la Russie nouvelle et créer des ressources incalculables pour le développement de l'industrie et de l'agriculture.

L'exploitation des gisements de matières premières dont le territoire soviétique est très riche, donnera les moyens nécessaires à la création d'une vaste industrie dans les mains de la masse prolétarienne. Et celle-ci, qui avait déjà dirigé et aidé les populations agricoles pendant les années de la guerre civile et les avait soutenues et guidées dans la période de la reconstruction agricole, réussira à se lier encore plus la masse paysanne par la mécanisation de l'agriculture. Les petites et pauvres entreprises paysannes disparaîtront et seront remplacées par la grande entreprise collectivisée et industrialisée. De la sorte, les rapports entre le prolétariat de la ville et la campagne entreront dans une phase nouvelle et plus intense, parce qu'ils deviendront vraiment des rapports de travail et de production. Tandis que dans le monde bourgeois le capitalisme industriel se trouve dans une contradiction aiguë d'intérêts avec le capitalisme agricole, dans le monde soviétique le progrès de l'industrie et celui de l'agriculture s'uniront dans l'intérêt de toute la collectivité, créant une source de prospérité commune et inépuisable.

Le Plan Quinquennal

C'est autour de ces principes et pour en effectuer la réalisation, que s'accroissaient les discussions dans les réunions et dans la presse soviétiques. Le XIV^e et le XV^e congrès du Parti communiste de l'Union des Soviets, en 1925 et en 1927, en firent l'objet d'une discussion approfondie. L'État soviétique avait constitué un organisme puissant, le « Gosplan », qui fixait avec une précision scientifique les données de la production générale et chaque année en traçait les perspectives de l'année suivante. Mais l'heure était venue de recueillir toutes les expériences, les études et les recherches accomplies, les fruits mêmes de l'évolution atteinte par les masses prolétariennes et paysannes.

Voilà le grand fait du Plan Quinquennal, c'est-à-dire du programme précis et concret de construction économique et sociale qui devait être effectuée de 1929 à 1933. Ce plan n'était pas une délibération improvisée par les organes dirigeants de l'État soviétique, mais la continuation et la réalisation logique des idées qui l'avaient animé à son origine. Il était le résultat de la collaboration réelle et convaincue de toutes les forces vivantes du pays, intellectuelles, ouvrières, paysannes, des institutions de base et des organismes centraux.

Que signifient-ils, ces mots ? doit se demander — me semble-t-il — le lecteur. Et je comprends pourquoi.

Dans le monde bourgeois, l'ouvrier n'a aucun penchant à s'intéresser à ce que fait le capitaliste ; qu'il agrandisse et qu'il améliore son industrie ou non, ça lui est égal. Il sait que son sort ne changera pas ; et que s'il change, ce sera pour empirer. L'usine lui est étrangère. C'est pour vivre, qu'il la supporte ; mais le plus souvent il la hait. La situation n'est pas plus gaie pour le paysan qui, dans chaque pays bourgeois, est encore plus misérable. Il n'a qu'à veiller, jour et nuit, à la garde de son lopin de terre qu'il arrose de la sueur de son front ; et il n'y réussit pas ! Tout ce que le capitalisme agricole organise et réalise pour augmenter son profit, le paysan l'observe de loin et le craint comme ennemi. Tôt ou tard, l'égoïsme du capitaliste arrivera à engloutir aussi sa terre.

Dans une telle situation je comprends que l'on doive ouvrir de grands yeux en lisant que dans la Russie révolutionnaire, au contraire, le Plan Quinquennal, c'est-à-dire le projet le plus colossal qu'on ait jamais fait pour la transformation d'un grand pays, jaillissait de la collaboration du prolétariat de l'usine, des paysans les plus évolués et de leurs institutions. Ces ouvriers, ces hommes des champs, d'où avaient-ils puisé la force de s'élever à des calculs qui n'étaient plus ceux du misérable salaire et du pauvre bilan d'une exploitation paysanne, mais qui embrassaient tout le développement de l'usine et d'une grande entreprise agricole ?

La réponse est simple. L'usine n'est plus étrangère à l'ouvrier, la grande entreprise agricole ne l'est plus au paysan. L'une et l'autre sont à eux.

L'ouvrier soviétique eut vite fait de comprendre qu'au progrès de l'usine correspondait une égale amélioration de son existence ; il fut donc porté à en étudier le développement. Le paysan qui avait devant ses yeux l'exemple des kolkhozes et des sovkhoses capables d'étendre la culture à de larges zones auparavant infécondes, de produire avec plus d'intensité et avec moins de travail en comparaison de la petite entreprise, était naturellement poussé à faire siens les projets de l'industrialisation agricole.

Ainsi, des usines sortirent des propositions d'agrandissement, de constructions nouvelles et de perfectionnements. Des kolkhozes et des organisations paysannes jaillirent les projets de la transformation de la campagne, au moyen de machines, tracteurs, engrais, assainissements.

Les grands chiffres devinrent familiers au travailleur de l'usine et des champs, comme dans le monde bourgeois ils le sont au capitaliste, qui, certainement, n'est ni plus intelligent ni plus entreprenant. Et ces grands chiffres, correspondant à la vision du développement gigantesque que l'industrie et l'agriculture soviétique devaient atteindre, élaborés, perfectionnés, harmonisés entre eux, se traduisirent dans le grand Plan Quinquennal dont un savant, qui devait devenir Commissaire du peuple, pouvait écrire qu'il était l'œuvre nouvelle et admirable de toute la collectivité régénérée par la Révolution d'Octobre. Ce Plan s'appuie sur le pivot d'un très fort placement de capitaux dont l'Union des Soviets s'était déjà rendue capable et qui devait tripler le chiffre représenté par les placements effectués dans les cinq années précédentes. De la somme gigantesque de soixante-cinq milliards de roubles, la partie concernant l'industrie devait être quadruplée, passant de quatre milliards à plus de seize milliards ; et la partie à placer dans l'agriculture devait passer de treize milliards à plus de vingt-trois milliards de roubles.

Avant tout, donc, l'industrie : l'industrie extractive pour la production des matières premières et l'industrie électrique ; ensuite l'industrie lourde, qui doit fournir les moyens pour la production. L'industrie légère, qui pourvoit à la consommation, devait faire place en première ligne à la partie mécanique, chimique, constructive, etc. De ces moyens de production fournis par l'industrie lourde, la plus grande partie, machines, tracteurs, engrais chimiques, installations électriques, devait être employée dans les campagnes. En même temps, des sommes aussi gigantesques devaient être destinées à des œuvres d'assainissement, d'irrigation, de déboisement, pour l'augmentation du capital zootechnique, pour la création d'institutions agraires, enfin pour agrandir toutes les bases d'une industrialisation agricole solide et puissante.

Par exemple, pour la seule mécanique agricole, le programme du Plan disposait tout de suite de cent quatre-vingts millions de roubles pour l'achèvement des usines de Rostov, pour en construire d'autres en Ukraine, et pour une fabrique de machines à Omsk. Mais en plus de cela, il concrétisait et finançait le projet pour la réalisation d'une installation à Stalingrad, qui devait produire cinquante mille tracteurs par an, et l'agrandissement des fameuses usines Putilov à Leningrad pour donner une production annuelle de dix mille à vingt mille tracteurs. En même temps le Comité exécutif central et le Conseil de l'Union approuvait la construction de deux autres colosses dans l'Oural et en Ukraine pour des tracteurs de 15, de 20 et de 50 CV, de manière qu'en un peu plus de deux ans, l'État soviétique devait passer, pour les tracteurs, presque à l'avant-garde de tous les pays du monde.

Le paysan moyen

J'étais loin de l'Union des Soviets, lorsqu'on publia ce Plan, qui dans son grandiose a du fantastique et qui, des calculs sévères de la préparation, venait au jour pour se concrétiser dans la réalité. La presse bourgeoise de chaque pays fut obligée à parler de l'enthousiasme avec lequel les masses ouvrières et paysannes l'accueillirent. Moscou, les villes industrielles, les usines, les villages, se parèrent de drapeaux rouges, et toute l'atmosphère en parut enflammée et empourprée. Naturellement, la même presse, étant habituée à écrire que tout ce qui se passe dans le monde soviétique est artificiel, chercha tout de suite à railler les raisons de cet enthousiasme. Pour moi, je me l'explique, au contraire, parfaitement.

Je ne parle pas de l'ouvrier, qui devait se sentir transporté vers des années de vie et de travail pleines d'attraits, aussi parce qu'il aurait été le premier à voir et jouir de cette transformation industrielle qui, en répandant la richesse dans le pays, devait le porter à un niveau supérieur de prospérité dans l'intérêt de tous les travailleurs. Mais je parle du paysan ; et j'imagine ce qui dut se passer dans les campagnes, lorsque la masse paysanne se rendit compte qu'un flux si puissant et si nouveau d'énergie allait se répandre dans ces immenses étendues de terrains en friche, pour changer leur aspect et en dissiper le triste souvenir.

Le paysan pauvre, c'est-à-dire le paysan qui voyait encore son lopin de terre à court de moyens pour devenir productif, malgré l'aide de la coopération et de l'État, et qui devait travailler souvent comme salarié chez d'autres paysans pour gagner l'indispensable à la vie, était porté par cette réalité à désirer et envier la ferme collective. Il attendait seulement le moment de pouvoir en faire partie. La nouvelle, donc, du Plan qui destinait à la campagne des milliards de roubles, en machines, en travaux d'assainissement, en augmentation du capital zootechnique, précisément pour venir au-devant du désir et du besoin du paysan le plus pauvre et le conduire vers la grande entreprise agricole, doit avoir brillé à ses yeux avec le même charme que le décret historique qui nationalisait les terres et les affectait en utilisation à tous ceux qui les auraient travaillées. Mais le paysan pauvre ne représentait pas la majorité de la population agricole. Dix ans après la Révolution d'Octobre, grâce aux efforts surhumains accomplis par l'État pour élever le sort des masses agricoles, leur plus fort noyau était représenté, par le paysan moyen qui, lors du Plan, constituait les 60 % de la population rurale. Le paysan moyen soit par le nombre, soit par le fait qu'il disposait de la plus grande part des capitaux mobiliers en bétail et outils, soit aussi parce qu'il avait l'expérience d'un travail continu de plusieurs années dans sa ferme, était un des éléments de la campagne les plus intéressants pour le développement de la collectivisation. Si l'on n'avait pas gagné le paysan moyen à l'idée de cette gigantesque transformation, sa réalisation eût été presque impossible.

Voilà un point où la doctrine et la tactique de l'État soviétique allaient être mises à l'épreuve. Le paysan moyen même dans les régimes capitalistes, constitue la masse sur laquelle ils portent toute leur attention.

Le régime capitaliste qui a morcelé une partie de la terre et a formé de petits cultivateurs, a fait cela surtout dans le but d'avoir un rempart de défense contre les assauts des paysans pauvres, des sans-terre et de la classe prolétarienne. Chaque régime capitaliste, quoiqu'il exploite le paysan moyen jusqu'au sang, cherche à le garder lié à son sort et dans ses propres organisations économiques et politiques. C'est de la souche du paysan moyen que sortira le paysan riche, avare, spéculateur. Mais la mentalité que le régime capitaliste a soigneusement entretenue dans le paysan moyen, d'être étranger et hostile au paysan pauvre et au prolétaire, le maintint et le maintient encore presque partout lié et asservi au grand propriétaire et au paysan riche, quoiqu'il sente dans sa chair la marque de leur rapacité.

Naturellement, toute la ligne politique de l'État soviétique va en sens contraire de la tactique suivie par le régime capitaliste. Pendant que se formait et se multipliait le paysan moyen, c'est-à-dire celui qui vit de sa ferme labourée surtout par lui et sa propre famille, se développait aussi dans une mesure toujours croissante la directive politique qui devait séparer le paysan moyen du koulak et qui devait rapidement le rapprocher et l'unir à la masse des paysans pauvres. Ceux-ci ne devaient pas voir dans le paysan moyen un ennemi. Et les organismes de l'État s'efforçaient constamment de persuader la population agricole à confier aux paysans moyens des postes dirigeants dans la coopération et dans les Soviets. Cette liaison devait rendre plus difficile et presque impossible chez le paysan moyen l'affermissement d'une mentalité hostile au paysan pauvre, et devait former des uns et des autres toute une masse disposée et prête à suivre l'œuvre de l'État avec sympathie et enthousiasme. Dans sa grande sagesse, Lénine avait dit : « Dix ou vingt ans de justes rapports avec les paysans, et la victoire est assurée... ».

Un peu plus de dix années suffirent à démontrer dans l'Union des Soviets que ces justes rapports, à travers des difficultés et des dangers inexprimables, avaient été admirablement réalisés. Qui avait été d'un avis contraire, avait prévu que les paysans moyens, c'est-à-dire la majorité de la population agricole, devaient être hostiles à la mise en œuvre du Plan qui envisageait la liquidation de la petite entreprise rurale. Au contraire, le paysan moyen l'accueillit avec une conviction et un enthousiasme non moins forts que ceux du paysan pauvre.

Sa préparation et sa maturation s'étaient effectuées presque imperceptiblement. Des deux tendances du paysan, ou pour se servir de la nette expression de Lénine, des « deux âmes » qui sont en lui — celle du propriétaire, qui le garde attaché à un maigre lopin de terre au prix de tous les sacrifices et qui le rend avare, spéculateur et trafiquant ; et celle du travailleur, par laquelle il est poussé à s'orienter vers les luttes et les conquêtes du prolétariat — l'œuvre de l'État soviétique avait concentré tous ses efforts pour le développement de cette dernière, avec la savante persévérance du forgeron qui forge le métal incandescent.

C'est pourquoi, dans les régions les plus avancées au point de vue de la technique et de l'organisation, telles que l'Ukraine, la basse et moyenne Volga, le Nord Caucasiens, c'est des paysans moyens que partit, à l'annonce du Plan Quinquennal, l'impulsion la plus forte pour procéder rapidement à la constitution des kolkhozes nouvelles, spécialement sous la forme d'artels, de manière à préparer les grandes entreprises à l'utilisation immédiate des moyens que le Plan leur avait destinés. Ainsi s'explique pourquoi, tandis que la statistique des petites entreprises agricoles, unies en associations collectives, en 1927 est de deux cent quatre-vingt-six mille et s'élève à cinq cent quatre-vingt-quinze mille en 1928, après l'annonce du Plan et la répercussion profonde et vaste qu'il eut parmi les paysans pauvres et moyens, le nombre des entreprises individuelles qui se fondirent dans des kolkhozes ait immédiatement quintuplé et soit monté à deux millions cent trente et un mille.

Avec le passage du paysan moyen à la collectivisation des campagnes soviétiques, commençait donc un grand événement social. Le paysan moyen, proie convoitée par le koulak et le gros propriétaire dans les régimes capitalistes, se lia de sa solidarité la plus intime avec le paysan pauvre et s'enrôla dans l'État prolétarien. Il se préparait à abandonner son lot de terre et ses capitaux pour les transmettre et les fondre dans la grande entreprise où il devait associer son travail à celui des paysans moins dotés, pour profiter avec eux des avantages de l'entreprise industrialisée, puissamment appuyée par l'État. Il allait donc devenir un des leviers les plus importants pour le succès de la collectivisation.

La lutte contre le koulakisme

On doit prêter une grande attention à ce fait, parce que le paysan qui vit dans les brouillards d'un monde agricole tout à fait différent, où commence à peine à se former dans la paysannerie moyenne, sous la pression de la misère, la conscience que son devoir et son véritable intérêt sont de se solidariser avec les masses des paysans pauvres contre les grands propriétaires et contre les koulaks, ne pourra pas entièrement comprendre ce qui se passe dans la Russie nouvelle vers la seconde moitié de 1929 et dans les premiers mois de l'année suivante. De plus, la presse bourgeoise chercha à donner seulement un écho altéré et faux de cette page d'histoire.

Ce sont les mois longs et âpres de la lutte, d'une lutte cruelle, souvent féroce et parfois sanglante, que les koulaks engagèrent dans les campagnes soviétiques et à laquelle répondit une action vaste et énergique qui, dans quelques régions où la collectivisation s'était largement répandue, devait mener à la liquidation totale de cette classe de paysans enrichis.

La conduite du paysan moyen favorable et décidé à la collectivisation isola définitivement le koulak. Celui-ci entrevit sa fin proche, aussi pour une raison évidente d'ordre technique : on ne pouvait constituer la grande entreprise agricole sur le type de l'artel, en associant les fermes de plusieurs paysans pour former le plan d'une entreprise industrialisée, tout en laissant vivre parmi eux les fermes des koulaks. En plus, l'élément d'exploitation dans les emprunts, le commerce, le travail, aurait pour toujours échappé au koulak. Mais ce spéculateur sordide, qui avait opéré aux aguets, glissant entre les lois qui le frappaient, ne se résigna pas à sa destinée, à son châtement. Il tenta l'offensive ; et les institutions coopératives, les kolkhozes, qui pour lui représentaient la tranchée ennemie, furent sa cible.

Pendant mon séjour dans les villages soviétiques en été 1930, j'apprenais directement des paysans collectivistes combien le koulak avait été féroce et agressif contre eux, lorsque, en groupes, même les paysans moyens se dirigeaient, enthousiastes, vers la collectivisation. Il brûla leurs maisons ; il empoisonna les eaux pour tuer le bétail ; il attaqua les dirigeants du mouvement collectiviste, allant jusqu'à l'assassinat.

« Exagérations ! Inventions ! » C'est de ces mots que la presse antisoviétique accompagnait sa chronique, toujours altérée, de ces épisodes. Mais je sais être dans le vrai quand j'affirme que, si je n'avais pas su de la bouche même des paysans la vérité des faits, prouvant l'acharnement bestial par lequel les koulaks répondirent à la propagation dans les campagnes de l'idée collectiviste, cette vérité je l'aurais comprise. Je me serais étonné si elle avait été différente. Parce que je l'ai vu dans mon pays, je l'ai constaté dans les campagnes où, avec les paysans pauvres et les salariés, j'ai lutté contre le fascisme : l'être le plus vil et le plus violent de la lutte fasciste a précisément été le paysan enrichi.

Ce misérable prenait plaisir à blesser, assassiner, à détruire les institutions de la coopération paysanne ; à en frapper les dirigeants dans leurs intérêts, dans leur existence. L'élément le plus criminel des bandes fascistes, que le grand propriétaire et le grand industriel subventionnaient avec la protection de l'État, était formé par cette bourgeoisie rurale, venue de la souche paysanne et grandie en richesse et en puissance uniquement par l'exploitation du travail d'autrui, par la fraude, par l'usure.

La presse capitaliste, de même qu'alors dans mon pays niait les fautes de ces scélérats et cachait la responsabilité de tant de crimes contre les populations pauvres de la campagne, de même elle accusa l'État soviétique d'exagérer la portée de la résistance et de la lutte des koulaks contre la collectivisation, pour en tirer prétexte à des mesures radicales qui les frappât et les liquidât à jamais. Et ces journaux bourgeois entonnèrent des lamentations larmoyantes contre la persécution bolchevique. Sur ce point aussi, la vérité est bien différente.

L'État soviétique a procédé par étapes et progressivement dans sa lutte contre le koulakisme : de la compression et du refoulement à sa liquidation comme classe. Même après l'annonce du Plan, lorsque dans les campagnes se développait un intense mouvement paysan favorable à la collectivisation, il n'abandonna son idée, de serrer, de restreindre toujours plus la sphère d'action et d'influence du koulak, sans passer pour cela à des mesures d'ordre administratif et politique visant à détruire soudainement cette classe de parasites et d'ennemis. Le koulak devait être définitivement vaincu lorsque la collectivisation aurait atteint la force et l'ampleur nécessaires pour l'éliminer, sans aucun danger et dommage pour le cycle de la production agricole.

L'État soviétique n'agit pas par impulsion de vengeance, mais selon les exigences de l'intérêt collectif.

Deux lois de 1929

Il y a deux lois de la première moitié de 1929 qui, à ce propos, méritent d'être connues. L'une d'elles établit qui est vraiment le koulak ; cela dans le but évident d'empêcher que les organismes administratifs et agricoles, spécialement dans les villages, ne puissent tomber dans l'erreur de considérer comme koulak des paysans qui ne l'étaient pas.

Dans les pays de l'Europe occidentale, où le progrès agricole a rendu possible la culture familiale de vingt ou de trente hectares à système intensif, s'est répandue la conviction que dans la nouvelle Russie les caractéristiques déterminant si un paysan était ou non de la catégorie des koulaks étaient précisément celles de l'étendue du terrain à sa disposition et du capital engagé dans sa ferme. Cette fausse conviction est encore aujourd'hui affirmée par la presse bourgeoise, afin d'exciter l'aversion des paysans les moins pauvres contre l'expérience collectiviste des campagnes soviétiques. Non. Avec beaucoup de sagesse un décret du Comité exécutif central, en mai 1929, fixait en de bien autres termes les caractéristiques qui devaient distinguer le koulak. Elles ne touchent aucune famille paysanne parce que celle-ci est aisée et solide dans son économie, mais frappent le koulakisme pour une raison bien différente et de nature profondément morale et sociale.

Le koulak est celui qui veut vivre en exploitant constamment le travail et la fatigue d'autrui. La loi d'abord concrétise trois circonstances qui supposent inévitablement cette exploitation par le paysan enrichi. Elles sont données : par la possession d'installations outillées pour une industrie accessoire, comme moulins, fabrication des conserves, de l'huile, etc. ; par la possession des machines agricoles, qu'il loue à d'autres paysans moyennant une certaine redevance ; par la possession d'une ferme pourvue d'un nombre de locaux supérieur à ses besoins de sorte qu'il puisse en céder une partie en location moyennant le paiement d'un loyer. Cette énonciation de la loi soviétique est taxative ; mais il est clair que sa valeur consiste dans la mise en relief que le paysan enrichi, dans chacun de ces cas, vise à gagner en dehors de son travail et en spéculant sur le sacrifice et la peine d'autrui.

Voilà ce qui caractérise le koulakisme et que le paysan travailleur de chaque pays doit reconnaître comme quelque chose de mortel qui s'entortille autour de sa vie, la saignant et la rendant stérile. Une dernière disposition de la loi soviétique met encore mieux en lumière cette nature parasitaire et vénéneuse du paysan enrichi. Elle définit, sans plus, comme une entreprise de koulak, celle dont les membres pratiquent le commerce, le courtage, l'usure, ou bien ayant d'autres rentes ne provenant pas du travail. Dans ce nombre sont compris également les ministres de quelque culte que ce soit. A ce propos, il faut se rappeler que même les ministres du culte pouvaient être inclus dans les assignations de la terre, une fois satisfaites les demandes des paysans. En effet, presque dans chaque village le pope avait du terrain à cultiver ; mais cela lui servait presque toujours pour se solidariser avec le koulakisme, dont il aurait dû subir le sort.

Pendant que par cette loi l'État soviétique intervenait pour éviter dans les campagnes le danger que l'on considérât comme koulaks ceux qui n'en avaient ni les signes ni les défauts, par une autre loi il mettait à l'épreuve dernière l'« âme » de spéculateur du paysan enrichi. J'ai déjà indiqué comment dès le commencement de la N. E. P., de sévères dispositions avaient été prises pour empêcher les abus dans les cas de location et d'engagement de main-d'œuvre salariée, tolérés par le Code agraire de 1922. Ces dispositions devinrent toujours plus sévères contre les koulaks, pour lesquels, par le Code de 1928, l'affermage éventuel de la terre était frappé par sa confiscation immédiate. Cependant le koulak pouvait encore engager de la main-d'œuvre salariée.

Une loi du mois de février 1929 visait à mesurer jusqu'à quel point pouvait arriver le paysan enrichi, déjà bridé par de forts impôts, déjà éliminé de tout avantage de la coopération et malgré tout résistant encore et tenace dans son activité d'exploiteur. Cette loi lui permet encore d'engager de la main-d'œuvre salariée, mais le soumet à de telles charges, à des conditions si sévères que, même sans sortir de la sphère de la justice, cet engagement était presque impossible. Pour le koulak, le paysan salarié embauché devait être considéré comme l'ouvrier, et ses salaires, heures de travail, assurances sociales, vacances, indemnités, réglés exactement selon le Code du Travail. La loi dit : « Les koulaks pratiquent une industrie ; ils doivent donc répondre du paysan auquel ils demandent le travail, comme l'État soviétique répond des ouvriers des industries de l'État ». Loi logique ; loi très morale, qui pénétra comme les banderilles du toréador au cuir de la bête, déjà devenue féroce à la vue du drapeau rouge. Le koulak, avec tous ses alliés et spécialement le pope, avait lu, dans ces deux lois qui le frappaient et l'anéantissaient, sa sentence capitale. Et, comme la bête, il pointa les cornes dans une lutte finale désespérée.

L'éviction du koulak

Quelques mois après, l'État soviétique était obligé à publier un décret « pour venir à l'aide des personnes et des entreprises qui avaient été objet de la violence des koulaks ». C'est le document qui scelle la vérité sur cette phase de la grande bataille des populations agricoles de la Russie soviétique, pour délivrer leurs campagnes des débris du capitalisme agraire et les établir dans l'ère nouvelle de la collectivisation.

Dans cette phase, l'État n'était pas encore intervenu avec toute la puissance et toute la force de son autorité. Persévérant dans la justesse de sa directive, il avait, dès l'annonce du Plan Quinquennal, multiplié ses efforts afin que sa réalisation dans le domaine agricole et industriel fût totale ; afin que les calculs mêmes du Plan, quoique gigantesque, fussent surpassés. Les masses ouvrières autant que les masses paysannes avaient aidé l'œuvre de l'État avec une passion et un élan indomptables.

Les résultats des années 1928-29 et 1929-30 réussirent dans l'ensemble à surpasser de beaucoup toutes les prévisions. Les placements des capitaux dans le rayon socialisé de l'économie soviétique, y compris donc les capitaux placés dans les sovkhozes et dans les kolkhozes, qu'on avait prévus à 12,6 milliards de roubles, montaient au contraire à 13,8 milliards. La production brute de l'industrie comprise dans le Plan (industrie lourde et industrie légère) prévue en 29,5 milliards, montait elle aussi à 30,5 milliards de roubles. Toute la partie agricole, machines, engrais, semailles, bétail, surpassait considérablement toute perspective. Pour cela la superficieensemencée qui avait été calculée pour ces deux années à 239 millions d'hectares, passait à 245,8 millions ; et la production marchande de céréales de 221,2 millions de quintaux à 267,3 millions. Dans quelques régions produisant du blé, où s'étaient le plus concentrés l'attention et le travail des organismes de l'État et des masses paysannes pour résoudre le gros problème du pain, parallèlement à ce flux de forces financières et mécaniques, débordait celui des paysans pauvres et moyens en marche vers la collectivisation. L'heure historique de la liquidation du koulak en tant que classe allait bientôt sonner.

Aux masses paysannes qui l'avaient préparée, en soutenant le choc des koulaks et repoussant leurs assauts au prix de leur sang, la loi soviétique du 16 novembre 1929 donnait l'attestation de la solidarité concrète et généreuse de l'État prolétarien. Voici l'article premier : « En cas de mutilation et de mort causée par la violence des koulaks, les victimes et leurs familles seront protégées de cette manière : si la victime était assurée aux assurances sociales, la caisse accordera la pension la plus élevée ; si la victime n'était pas assurée, la pension sera accordée sous forme d'assistance sociale dans les mêmes mesures supérieures déjà reconnues à qui combattit les contre-révolutionnaires. » D'autres articles garantissent la protection absolue pour les fils des mutilés ou tués par les koulaks, et tous les privilèges d'assistance dans les écoles primaires, dans les instituts techniques et universitaires. L'article 7 dit : « Si les koulaks ont endommagé ou détruit les biens d'une entreprise collective ou d'une personne qui a soutenu une lutte contre la classe des koulaks, les « Sosstrakh » (assurances d'État) les dédommageront entièrement de leurs pertes. »

Ce sont dix articles, ceux de la loi du 16 novembre 1929, vibrants de la passion avec laquelle Lénine écrivit les dispositions de l'État pour secourir les victimes de la guerre civile. Dans le texte même des articles on rappelle la résistance et l'héroïsme déployés dans ces années tragiques par les masses ouvrières et paysannes. La bataille contre le koulak n'en fut, en effet, qu'un complément.

Quelques mois après la publication de la loi pour le soutien des victimes du koulakisme, un décret de l'État venait la couronner. Par celui-ci, l'État abandonnait la ligne politique de refoulement, c'est-à-dire de la pression continue contre le koulak qui avait duré des années, pour prendre la responsabilité politique de la liquidation définitive de cette classe perfidement ennemie, à partir des régions où la collectivisation avait rassemblé une telle majorité de la population agricole qu'on pouvait la considérer comme totale. C'est le décret du mois de février 1930, qui traite précisément des mesures aptes à la consolidation de la construction socialiste dans les régions totalement collectivisées et de la lutte contre les koulaks. Les deux termes sont conservés liés, parce qu'ils s'intègrent l'un à l'autre. Le décret, bref et clair, est vraiment historique. Il annule la loi qui avait permis et toléré le fermage et l'embauche de la main-d'œuvre salariée et fixe la règle absolue que, dans les régions à système agricole collectiviste, toute location de terre et embauche de main-d'œuvre sont abolies à jamais. En plus, il donne pleins pouvoirs aux autorités locales de ces régions collectivisées, afin qu'elles prennent toutes les dispositions nécessaires à la liquidation définitive des koulaks, y compris la confiscation totale de leurs biens et leur expulsion de la région.

L'État soviétique affirmait de la sorte que le moment était venu dans lequel partout, où les masses paysannes avaient continué leur développement jusqu'à passer compactes et décidées à la forme supérieure, du point de vue social et technique, de l'agriculture collectivisée, s'accomplissait le bond en avant le plus grand depuis la Révolution d'Octobre. L'État soviétique se mettait à la tête pour éloigner de ces terres le souvenir même le plus lointain de l'assujettissement du paysan à la domination et à l'oppression du capitaliste. L'œil du paysan collectiviste y devait promener son regard ample et serein dans l'aube tranquille d'un printemps ensoleillé.

Aussi la vérité de cette dernière phase de la bataille contre les épaves du capitalisme agraire, dans une partie remarquable des campagnes soviétiques, ne fut, et pouvait être reproduite dans sa vérité par la presse bourgeoise. Celle-ci se scandalisa des dispositions prises par Moscou qui confisquaient les biens des koulaks et en déportaient aussi plusieurs milliers dans les terres plus lointaines, où, pour vivre, ils devaient travailler comme tous les autres paysans. Cette conduite légitime et généreuse de l'État soviétique envers des adversaires implacables des masses prolétariennes et paysannes, contre lesquelles ils n'hésitèrent pas à engager une lutte sanglante, fut peinte avec les teintes les plus féroces de la tyrannie et de la persécution.

Personne ne se scandalisa, dans la presse capitaliste, du nombre bien plus fort des paysans que la faim et la misère, provoquées par l'oppression du régime politique de leur pays, obligeaient à émigrer de leurs villages pour chercher un abri et du répit dans une autre terre, presque toujours aussi avare et marâtre. Et tandis que c'est la chronique d'hier, d'aujourd'hui, de chaque heure, la terreur par laquelle on répond à la misère qui ne demande que du travail et du pain aux gouvernements représentant la violence, toute cette terreur, la plus fanatique et la plus cruelle, on la retrouva dans la Russie de la collectivisation, dans ces journées où les campagnes s'épuraient des éléments que Lénine avait justement définis comme « les exploiters les plus brutaux et les plus féroces ».

L'Octobre des paysans collectivistes

Pendant mon séjour de l'été 1930, je me proposais de chercher à connaître la vérité sur la lutte qui se déroula spécialement dans les régions totalement collectivisées. Par quels moyens et par quelles méthodes s'était effectuée la confiscation des biens des koulaks ? Quel avait été en général leur sort ? Dans beaucoup de villages j'ai examiné, au Soviet local, des documents sur la liquidation de cette classe de paysans enrichis. Je résume le résultat de ces recherches avec le souvenir bien précis de ce que j'ai appris à Nova-Alexandrovka, un ravissant village d'Ukraine qui, comme l'indique son nom, avait été entièrement reconstruit et où presque la totalité de la population rurale s'était englobée dans la kolkhoze.

Cet artel, qui s'était donné le nom symbolique de « Phare », avait uni plusieurs centaines d'économies individuelles de paysans pauvres et moyens. Tous leurs capitaux meubles, outils, bêtes de travail, avaient été collectivisés. Le développement de l'entreprise, soit dans l'assainissement des terres incultes, soit dans l'intensification des cultures, se déployait sur un rythme de plus en plus accéléré, dans l'harmonie féconde de tous les paysans. Hors de l'artel restaient, d'abord avec une hostilité sombre et cachée, ensuite avec une activité ouverte et dangereuse, trente-deux entreprises de koulaks qui avaient pratiqué les années précédentes, sur beaucoup de paysans du village, une influence sordide, les liant à eux par le petit prêt usurier et le travail salarié.

Lorsque les directives du Gouvernement soviétique de commencer la liquidation du koulakisme furent connues, les paysans de la Société terrienne se rassemblèrent, examinèrent la situation de chacun de ces koulaks et leur œuvre et décidèrent de proposer au Soviet la confiscation totale et immédiate des trente-deux entreprises, tout en lui laissant le soin de décider du sort des expropriés. Le Soviet convoqua tous les électeurs du village et la proposition de la Société terrienne fut acceptée à l'unanimité. En plus de cela, on décida de ne pas expulser les koulaks des environs, mais de leur affecter un hectare de terre, par chaque travailleur, détaché et éloigné des terres de la kolkhoze afin que le koulak essayât de ne vivre que par son propre travail. Une commission fut élue pour l'exécution de cette délibération ; et le jour suivant, presque solennellement, toute la population se dirigeait vers les fermes à confisquer pour en prendre possession et transmettre tous les biens des koulaks à l'artel.

Un des chefs de celle-ci, un paysan moyen, concluait son récit en me disant : « Depuis longtemps nous attendions cette heure ! Le koulak constamment nous rappelait, avec sa figure et son œuvre malfaisante, ce gros propriétaire que la Révolution d'Octobre dispersa à jamais. Lui aussi devait disparaître comme classe d'exploiteurs et d'ennemis. Sa liquidation est l'Octobre des paysans collectivistes ».

Octobre collectiviste ! Voilà deux mots qui expliquent tout. Ils ne cachent pas, mais au contraire ils montrent que ce mouvement de masses agricoles ne pouvait pas uniquement se mécaniser dans l'exécution des dispositions administratives prises par les organismes compétents de l'État, mais surgissait naturellement du tréfond de l'âme populaire et en traduisait la passion et l'ardeur, l'impétuosité inévitable et la haine contenue de longues années. Qui connaît les agitations des populations rurales dans les moments culminants de leur fièvre, peut bien comprendre et expliquer ce que fut cette phase de la bataille paysanne soviétique contre le koulakisme.

Mais je veux dire ici une autre chose. J'ai pu constater aussi, en interrogeant et en discutant sur ce fait avec les paysans collectivisés, qu'un autre élément agissait sur leur passion en les poussant à la lutte. Ils s'étaient rendu compte de cette vérité que le koulakisme, contre lequel ils étaient tous engagés, avait des alliances puissantes, avait toutes les forces du capitalisme qui de l'autre côté de la frontière soviétique se solidarisaient avec lui.

Le commencement de la liquidation du koulak en tant que classe coïncidait, en effet, avec une grande offensive que le monde bourgeois reprenait contre l'Union des Soviets en rallumant le feu de la guerre. L'Église de Rome commençait sa « croisade » en dénonçant les persécutions et la tyrannie du régime soviétique, feignant d'ignorer que le pape déporté n'était pas le ministre du culte puni pour sa fonction religieuse, mais le soutien des koulaks et souvent leur excitateur qui venait d'être éliminé des campagnes enflammées d'une vie nouvelle. En même temps commençait la campagne de la bourgeoisie agraire, tremblante dans les tourbillons d'une crise irrémédiable, et rendant l'État soviétique coupable de déverser sur le marché européen de grandes quantités de blé au-dessous de leur prix de revient et de causer ainsi la chute des prix d'un produit de telle importance ; tandis que l'on sait très bien que l'Union soviétique exportait en 1929-30 une quantité de blé inférieure d'un tiers à celle des dernières années d'avant-guerre, et que la chute des prix sur le marché mondial du froment était déjà fort avancée lors de la reprise de l'exportation du blé soviétique. Depuis les contre-révolutionnaires blancs jusqu'à la Deuxième Internationale, toute l'armée ennemie de la Révolution d'Octobre marchait, inventant une chronique d'un « travail forcé » dans les fabriques et sur les terres où l'ouvrier et le paysan étaient et sont les arbitres absolus de leur travail. C'était la reprise acharnée, forcenée, de la préparation de la guerre, pour briser l'Union dans son élan de progressive et victorieuse construction économique et sociale.

Dans les campagnes soviétiques on n'ignorait pas cela. Vibrant dans l'air l'écho puissant de cette intense préparation à la guerre. Le koulak, en même temps qu'il subissait les coups qui l'expropriaient de ses biens et l'assommaient comme classe, répondait cyniquement aux paysans collectivistes que l'heure de sa revanche était proche. Il m'était presque impossible de poser une question à ces paysans, sans qu'on m'interrompît et l'on me demandât : « Qu'est-ce que vous pensez de la « croisade » du Vatican contre notre pays ? » — « Croyez-vous que le monde impérialiste déchaînera la guerre pour nous renverser et nous écraser ?... »

Le paysan collectiviste avait raison de lier l'offensive armée, dont les forces coalisées du capitalisme le menaçaient, à l'œuvre qu'il était en train d'accomplir sur ses terres. Il devait les délivrer du dernier et plus tenace allié du capitalisme, afin qu'elles puissent se transformer et se féconder sûrement au rythme de la collectivisation. Pourquoi donc s'étonner si ce koulak, il l'a traité en ennemi ? Si dans la passion de sa défense, il n'a pas trop ergoté sur les termes de la loi, pour le dénicher ? Si poussé par la nécessité de riposter à cette

offensive du monde antisoviétique par une marche véhémement des masses vers la collectivisation, il y entraîna aussi des éléments non préparés, oubliant ainsi les directives de l'État ?

Trois documents

Je ne m'arrêtera pas sur ce dernier point, de la fluctuation de plusieurs milliers de fermes individuelles qui vers la fin de 1929 et dans les premiers mois de l'année suivante entrèrent dans les kolkhozes et en sortirent, si ce fait ne me fournissait l'occasion de faire une remarque qui me paraît importante. Il n'existe pas dans le monde entier un seul régime, un seul pays où chaque action soit soumise avec tant de dureté à l'analyse et à la critique ouverte et implacable. La presse bourgeoise, en répétant souvent que l'on cache et l'on soustrait à la connaissance publique ce qui se passe dans l'Union soviétique, affirme exactement le contraire de la vérité. L'autocritique, c'est-à-dire l'examen de tout événement en rapport avec l'activité de chacun et les fautes éventuellement commises, est inculquée dans la vie soviétique comme l'élément principal de son propre perfectionnement. Et on la pratique au grand jour, en haut et en bas; impitoyable et toujours salutaire.

Sur les fautes et déviations survenues dans ce grandiose mouvement à la campagne, qui devait entraîner et consolider la grande conquête de la collectivisation, il y a trois documents d'une telle clarté, que toute spéculation imaginée par le monde bourgeois à ce sujet fut dispersée comme une ombre.

Le premier c'est le fameux article de Staline, paru en mars 1930, et dont le titre est le plus expressif : « Nos succès nous sont montés à la tête ! » Le successeur de Lénine ne se souciait pas de riposter aux mensonges bourgeois, mais de consolider la conquête de la collectivisation en rapprochant d'elle toujours plus l'esprit et la sympathie de la paysannerie. Il constatait que, déjà au début de ce printemps, 50 % des économies individuelles étaient passés à la forme de gestion collective, réalisant les prévisions du Plan Quinquennal dans la mesure de 200 %.

Il constatait que ce fait s'accompagnait d'un autre bien plus significatif, c'est-à-dire que, pour les semailles du printemps, les fermes collectivisées avaient déjà utilisé une quantité de deux cent vingt millions de pouds, perspective sûre d'une culture et d'une production encore jamais atteintes. Ce résultat concret n'avait pas besoin « des exagérations qui s'étaient vérifiées en conséquence du succès même qu'on avait obtenu, d'une manière relativement facile et, pour ainsi dire, inattendue ».

Et c'est pour réparer ces « exagérations » qu'intervenait le Comité central du Parti communiste de l'Union des Soviets en ordonnant à toutes les organisations du Parti de respecter de la manière la plus rigoureuse ces principes. Les kolkhozes ne peuvent être vivantes et fortes que si elles se constituent sur la volonté libre et formelle de tous leurs membres. Les kolkhozes qui s'étaient improvisées sans respecter cette règle absolue, devaient être considérées comme non constituées. Ainsi devait-on immédiatement réparer les fautes commises là où la lutte contre les koulaks s'était étendue jusqu'à y comprendre aussi des paysans moyens, ou jusqu'à entamer les sentiments religieux encore répandus parmi les populations agricoles.

J'aime reproduire textuellement le n°7 de ces dispositions. « On doit mettre énergiquement un terme à la méthode de fermer les églises sous prétexte que tel est le désir effectif et volontaire de la population. On ne doit autoriser aucune fermeture d'église que dans le cas où le désir réel de la majorité écrasante de la masse s'est exprimé par une décision de l'assemblée générale des paysans et après la ratification de cette décision par le Comité exécutif régional. Tous ceux qui se seront rendus coupables dans une telle circonstance d'outrages aux sentiments religieux des paysans et des paysannes seront punis sévèrement. »

Mais le document qui, à mon jugement, est dans sa synthèse d'une valeur qui surpasse la contingence et qui atteint une importance historique, est la réponse de Staline à une suite de questions que de nombreux membres des kolkhozes lui avaient directement posées. Ce document devrait être reproduit intégralement. C'est une suite de préceptes qui auront de la force et de la valeur, demain, comme toujours, dans les pays de l'Europe occidentale et partout où la Révolution aura instauré l'État prolétarien et où les paysans voudront successivement passer à la vie nouvelle et féconde de la culture collective.

J'en reproduis quelques-uns. — « L'emploi de la violence qui est utile et nécessaire contre nos ennemis de classe, est inadmissible et néfaste lorsqu'il s'agit du paysan moyen qui est notre allié ! » — « Le léninisme nous enseigne qu'il faut conduire le paysan vers la collectivisation, en le laissant libre de se décider et de se persuader des avantages que l'économie collectivisée a sur l'économie individuelle. » — « Il est inadmissible dans l'édification des kolkhozes de passer tout de suite à des formes qui ne correspondent pas encore au mouvement et à la préparation des masses... La forme principale de collectivisation est l'artel, c'est-à-dire la coopération agricole de production... La création et la direction des communes sont compliquées et difficiles. Les grandes communes ne peuvent pas exister et se développer si elles ne disposent pas de cadres expérimentés et de dirigeants bien éprouvés. » — « Les erreurs qu'on commet dans le mouvement de collectivisation sont très nuisibles parce

qu'elles créent un désaccord avec les paysans moyens et, en désorganisant les paysans pauvres du village, elles suscitent la confusion dans nos rangs, l'affaiblissement dans notre travail et la restauration du koulakisme. »

Enfin j'extrais ce précepte : « Dans l'édification socialiste des campagnes, il ne faut jamais dépasser le mouvement des masses, ni se séparer d'elles, mais marcher avec elles et les conduire en avant, en les attirant à nos mots d'ordre et en faisant en sorte qu'elles se persuadent de leur justesse, par leur propre expérience. »

Ce sont, je le répète, des maximes qui devront être bien méditées et suivies dans tous les pays où les paysans aspirent à leur Octobre. L'histoire de la collectivisation soviétique est aussi à cause de cela une grande histoire. C'est du feu de cette expérience que sortent purifiées et sûres les lignes de l'avenir pour tous les paysans du monde.

Le XVI^e congrès

Comme la Révolution d'Octobre eut son divinateur et son artisan en Lénine, ainsi la collectivisation se lie désormais historiquement à un autre nom : Staline. En suivant l'activité de cet homme dans les années âpres et tourmentées qui aboutirent à la grande conquête de 1930, on doit reconnaître qu'il avait vraiment en lui les racines et les sèves profondes de ce monde régénéré. Je ne peux pas relire ces pages de l'histoire de la collectivisation, sans que ma pensée ne revoie l'épopée tolstoïenne, qui est tout l'effort d'un monde tendu à la recherche anxieuse de la félicité. Seulement, l'homme et le cheval de « Maître et valet » périssaient dans la nuit qui était encore sombre, pour ne pas avoir trouvé le chemin qui était éloigné de cent mètres et pour avoir abandonné l'abri qui était à une demi-verste. Dès la Révolution d'Octobre, ce signe constant du chemin qui mène à chaque victoire paraît toujours plus clair et lumineux. Il a marqué une doctrine ; et nul plus que Staline n'en fut interprète, exécuteur et animateur.

Ainsi la grande idée d'ouvrir à des millions et millions de travailleurs de la terre l'ère du socialisme devint une réalité pour l'Union des Soviets et pour l'avenir de l'humanité. Et un congrès solennel, le XVI^e congrès du Parti communiste pouvait, dans l'été 1930, célébrer à Moscou, sur la base de la conquête accomplie, ce grand événement.

Cette assise qui réunit les meilleurs éléments soviétiques fut suivie par le monde capitaliste avec une anxiété particulière. Myope et malin dans ses calculs, ce monde espérait que dans ce congrès se seraient élevées des voix de critique et d'opposition efficaces contre la transformation gigantesque qui s'accomplissait dans les campagnes des Soviets. Au contraire, le congrès fut tout plein de constatations favorables et décisives qui portaient à l'exaltation de la victoire remportée.

Le Plan Quinquennal, après deux ans à peine, devait être révisé parce que les données prévues dans presque toutes les branches de la production venaient d'être largement surmontées. Les ouvriers s'étaient proposés d'atteindre en quatre ans les perspectives dont la réalisation était prévue en cinq ans. L'enthousiasme et l'élan dans le développement de l'industrie lourde, appuyés par les sacrifices que l'État demandait à tout le peuple pour pouvoir acquérir à l'étranger une partie importante de ce qu'il fallait à l'industrialisation agricole, étaient parallèles à l'irruption des économies individuelles dans les rangs des entreprises collectivisées. La fusion de tous ces éléments se traduisait en chiffres éloquentes.

La production agricole en 1930 se présentait avec la perspective d'une récolte de céréales de presque 88 millions de tonnes, c'est-à-dire presque 22 % de plus que l'année précédente. De même la récolte du coton montait de 8,6 millions en 1929 à 13,5 millions de quintaux dans l'année de la collectivisation ; et celle des betteraves à sucre de 62,5 millions à 151,7 millions de tonnes. C'étaient là des faits d'une force indiscutable.

En outre, le Commissaire du peuple à l'Agriculture, c'est-à-dire le dirigeant d'un Commissariat qui s'était constitué précisément en 1930 pour unifier le mouvement agricole et paysan de toutes les Républiques de l'Union, pouvait glorieusement annoncer que, grâce au développement extraordinaire du rayon socialiste agricole, le problème du blé était définitivement résolu. Les graves soucis qui, de ce fait, avaient pesé sur l'État soviétique, particulièrement depuis 1927, venaient d'être dissipés à jamais. Et cette solution du problème du blé préluait à la solution de deux autres gigantesques problèmes de la production : celui de la culture des plantes industrielles et le problème zootechnique.

A un rythme si accéléré et inattendu, qui était la conséquence du progrès qui se vérifia dans l'industrie, allant de pair avec l'élan des masses agricoles procédant à la culture collective, le congrès répondait en approuvant un programme de résolutions nouvelles des plus hardies. Les sommes d'argent mises à la disposition des kolkhozes devaient être pour l'année 1930-31 doublées et élevées à un milliard de roubles. Les institutions de l'État pour la préparation du blé de semence devaient en disposer pour une surface de 4 millions et demi d'hectares en 1930-31 et pour 9 millions d'hectares l'année suivante. De même, les institutions de l'État pour l'élevage des cochons et du bétail à cornes devaient élever le chiffre des premiers de 400.000 têtes en 1930-31, à 3 millions pour 1931-32, à 7 millions pour la dernière année du Plan ; celui du second devait passer de 3,2 millions de têtes pour l'année

1930-31, à plus de 5 millions pour l'année suivante, à 10 millions pour l'année 1932-33. Des sommes importantes venaient aussi d'être fournies à l'Institut agricole « Lénine » afin de « donner à ses travaux une base technique à la hauteur des dernières conquêtes de la science », et à l'Institut d'économie collective « pour qu'il pût assurer l'élaboration scientifique et pratique des formes et des méthodes de l'édification collective et la généralisation théorique des expériences locales ».

Ces délibérations mettaient en pleine lumière les buts déjà obtenus et la conviction audacieuse de pouvoir rapidement atteindre des sommets encore plus élevés. Les pessimistes, les opposants sectaires, les ennemis de cette expérience grandiose étaient renversés et refoulés par la réalité dans l'ombre anéantissante. La conquête de la collectivisation fondait de plus en plus les forces ouvrières avec les masses agricoles, et de leur collaboration intime et solide dans la production apparaissait, sûr et radieux, l'avenir de l'État prolétarien.

Il était bien juste que les ouvriers de toutes les usines de la capitale soviétique s'associassent, dans une manifestation pleine de force et de volonté, au XVI^e congrès qui consacrait une si grande conquête. Sur le chemin de tout ce peuple, conscient et enthousiaste, le soleil brillait et le Kremlin semblait braquer ses murs crénelés et ses tours d'or étincelant vers le ciel.

Dans la kolkhoze

Une bataille gagnée et une guerre perdue. — Par ces mots un grand quotidien de la bourgeoisie française concluait une série d'articles publiés en 1930 sur les événements qui s'étaient déroulés dans les campagnes soviétiques. Il était désormais impossible de nier la défaite du koulakisme, ni non plus de méconnaître le fait que plusieurs millions d'économies paysannes étaient passés à la collectivisation. Et il aurait été ridicule de fermer les yeux devant l'édification des usines gigantesques qui devaient accélérer l'industrialisation agricole. La bourgeoisie du monde entier se retrancha alors dans l'attente de la faillite de cet essai. La constitution de l'entreprise collective allait être entravée par la résurrection des antagonismes entre les catégories de ceux qui en faisaient partie. Les paysans collectivistes deviendraient un élément passif et de bien faible rendement. Les dispositions du Gouvernement soviétique, destinées à stimuler et à régler les nouvelles énergies de la kolkhoze, étaient jugées un retour aux méthodes du régime capitaliste. Il y a des vérités que tout le monde comprend. La collectivisation de dizaines de millions d'hectares, englobant une énorme masse de population paysanne, ne pouvait ni ne peut être une construction faite d'un seul coup et avec des lignes parfaites et immuables. La collectivisation agricole, hier dans les campagnes soviétiques et demain dans les autres pays, doit être considérée comme un colossal mouvement économique et social dont le développement est continu et varié. Ceux qui ont pu et voulu étudier dans cet esprit l'expérience collectiviste agricole dans la Russie nouvelle, auront certainement constaté que, en quelques années seulement, on est déjà passé des moments agités de la seconde moitié de 1929 à une marche plus précise et plus sûre, et que dans l'organisation et dans le fonctionnement de la kolkhoze on a fait, en très peu de temps, de notables et bien évidents progrès.

Les trois types de kolkhozes

Pour ce qui a trait à la constitution de la kolkhoze, j'ai montré comment le premier Code agraire de 1922 en fixait les caractères et les principales règles. Dans le mot « kolkhoze », qui est composé des premières syllabes d'autres mots désignant « l'économie collective », sont compris normalement les trois types de la collectivisation agricole. Je les répète : « la coopération du travail » où sont collectivisés seulement les instruments de travail, tandis que l'usage des terres et de leurs produits reste exclusivement réservé à chaque ferme individuelle. La « coopération de production », où sont collectivisés les principaux moyens de la production, depuis la terre jusqu'au bétail et aux instruments de travail. La « commune », où la collectivisation ne comprend pas seulement la production mais aussi la répartition de la production.

A vrai dire, bien que le mot « kolkhoze » ait cette signification générale, dans l'usage populaire il n'est pas employé pour désigner la « commune ». Dans une région où il y a une commune, tout le monde tient à ce qu'elle soit appelée par ce nom. Bien des fois il m'est arrivé d'être repris par les membres d'une commune, que j'avais appelés « kolkhoziens », ceux-ci me disant : « Nous sommes et nous nous appelons « communards. » Il y a une cause profonde et psychologique dans l'orgueil de cette affirmation. La commune est le type de collectivisation agricole le plus éloigné des habitudes de la ferme individuelle paysanne ; il sera donc particulièrement nécessaire d'en parler plus loin.

L'autre forme, la plus élémentaire de la collectivisation, celle qui associe les paysans seulement dans les labourages en commun de la terre et que dans le langage soviétique on appelle « Tsoz », a une diffusion encore remarquable. Où la machine est peu développée, où les petites fermes ne sont pas encore portées à se fondre en une grande ferme industrialisée, là chaque paysan expérimente les avantages du labourage en commun. Ces avantages, qui sont déjà assez intéressants du point de vue économique, sont surtout importants du point de vue social et éducatif. Dans la « Tsoz » le paysan atténue et corrige son caractère primitif et se prépare à passer, avec plus de conscience et d'expérience, à des formes plus concrètes et plus complètes de collectivisation.

En suivant la dynamique, c'est-à-dire le développement du mouvement collectif de maintes régions, on peut constater que ces coopératives paysannes de travail jouèrent un rôle considérable pendant les premières années du Plan Quinquennal. En Ukraine, par exemple, les « Tsoz » passaient de trois mille environ en 1927 à près de neuf mille en 1930. Elles représentaient donc un mouvement de masse. Au contraire, les communes s'élevèrent en Ukraine de deux cent cinquante-huit en 1927, à huit cent soixante-quinze en 1930, puisque, par leur nature, elles sont un type de collectivisation vers lequel pouvaient tendre seulement les « élites », c'est-à-dire les paysans socialement et techniquement préparés.

Mais la forme qui prédominait déjà et qui se répand chaque jour davantage, celle sur laquelle il faudra arrêter nos regards et dont il faudra approfondir l'étude, c'est la coopérative de production, que l'on appelle « artel ». L'artel, tout en réalisant le but social de la coopération de travail et le but économique de la grande ferme agricole, représente la base et la force de la vie nouvelle des campagnes soviétiques. C'est dans l'artel qu'en réalité s'établit la collectivisation. Le mot « kolkhoze » définit par conséquent l'artel. Et ceux qui en font partie ont oublié le nom de « krestjanin », qui gardait le souvenir de l'ancien paysan, pour prendre celui de « kolkhozien », c'est-à-dire fils et artisan de la collectivisation.

Le règlement de 1930 pour l'artel, approuvé par les organes d'État, en indique ainsi l'esprit dans son premier article : « les ouvriers agricoles, les paysans pauvres et les paysans moyens du village... dans la région... s'unissent volontairement dans l'artel agricole, dans le but de fonder une grande ferme collective, en mettant en commun leurs moyens de production, pour vaincre d'une façon entière et définitive tous les exploités et tous les ennemis des travailleurs, l'insuffisance de la petite économie, leur ignorance même, et assurer une plus grande productivité de travail et une plus forte production, et cela dans l'intérêt de la collectivité ». J'ai dit que cet article traduit l'esprit de l'artel, puisque, en effet, il synthétise les véritables motifs qui ont porté à la collectivisation et aux buts économiques et sociaux vers lesquels elle tend.

Ensuite, pour réaliser la grande ferme et collectiviser les moyens de production, le règlement porte sur le domaine pratique avec une spécification que l'on doit connaître. « Toute borne séparant les fonds des membres de l'artel est abolie et tous leurs lots de terres seront réunis dans un seul fonds qui sera géré collectivement par l'artel. Tous les animaux de travail sont propriété de la collectivité ; il en est de même des outils d'inventaire, des animaux fournissant des produits destinés à la vente, des réserves de semences, des locaux non destinés à être habités et nécessaires à l'artel et des entreprises éventuelles pour la transformation des produits. »

Déjà ces dispositions excluent de la collectivisation les habitations rurales et tout ce qui pourrait y être annexé. Mais pour rendre cela plus clair et éviter toute équivoque, le règlement établit que le terrain entourant les maisons particulières, cultivé ou cultivable en potager, n'est pas compris dans les biens de l'artel. Il en est de même de tous les animaux de basse-cour. Et il est particulièrement spécifié que tout kolkhozien possédant des vaches laitières, doit en garder une pour son usage personnel et pour celui de sa famille ; et que les porcs et les animaux de race ovine n'appartiennent à la collectivité que si l'artel en fait elle-même l'objet d'un élevage spécial.

De la valeur des biens collectivisés, une partie — qui varie, généralement entre le quart et la moitié, selon la possibilité économique de la ferme socialisée — est englobée dans le fonds patrimonial et indivisible de l'artel. Le reste, au contraire, est considéré comme une quote-part versée par les paysans à l'artel. De plus, au moment de son admission dans la ferme collective, toute personne est tenue de payer une taxe d'entrée en espèces, qui varie selon qu'il s'agit d'ouvriers agricoles, de petits ou moyens paysans ou bien du personnel technique ou administratif. Généralement ces cotisations sont assez réduites et sont établies dans chaque artel de façon qu'elles ne dépassent jamais le « maximum » fixé par le règlement.

Il est bon de dire tout de suite que le libre consentement, qui est la base de la participation de tout membre de l'artel, lui donne le droit d'en sortir dès qu'il ne veut plus en faire partie. Aucune contrainte d'aucun genre ne peut être exercée contre lui. Seulement il est établi que celui qui avait porté dans la ferme collective ses capitaux, n'a le droit d'en recouvrer que la partie qui lui fut attribuée comme quote-part sociale, mais non celle qui fut incorporée au patrimoine indivisible de l'artel. De même, pour des motifs bien faciles à comprendre, il ne lui est pas rendu le terrain qu'il possédait auparavant et qui passa par la suite au domaine de la ferme collective ; mais il lui en est assigné, par contre, une quantité correspondante sur le territoire disponible de la Société foncière.

Problèmes intérieurs de l'artel

Il suffit de réfléchir un moment sur les principes fondamentaux de la forme typique et dominante de la collectivisation soviétique, pour que se présentent aussitôt plusieurs graves problèmes dépendant de la profondeur même du changement social que représente cette expérience grandiose. Voici les trois principaux :

Le premier est donné par la coexistence de la grande ferme collective et le fait que le kolkhozien détient encore une bonne partie du capital avec un tout petit lot de terrain cultivable. La question, qui a intéressé et qui intéresse tout spécialement les théoriciens, est la suivante : « Ce kolkhozien pourra-t-il un jour transformer sa mentalité paysanne pour se donner complètement à la ferme collective, tout en gardant, si réduite qu'elle soit, une ferme individuelle ? Ne renaîtra-t-il pas en lui son ancien caractère de petit cultivateur, avec tous les préjugés et les obstacles qui en dérivent pour l'artel, c'est-à-dire pour la collectivisation ? »

Quiconque visite les campagnes de l'Union et observe comment se sont formés, ou pour mieux dire, comment se sont transformés les villages depuis la Révolution d'Octobre, trouve avant tout une explication, fondée sur des faits réels, à la méthode que l'on a adoptée, de laisser au kolkhozien, pour son usage personnel, les terrains environnant sa maison. Les maisons des paysans sont généralement séparées les unes des autres par ces bouts de terrains cultivés presque toujours en potager. Leur annexion au domaine de la grande ferme collective aurait été souvent impossible, parce que les lois techniques qui en règlent la composition et la distribution culturelles ne pouvaient pas tenir compte de ces petits lots s'étendant entre les habitations des paysans. Par conséquent il valait mieux les considérer comme des « dépendances », si l'on peut dire, de ces maisons. De même la décision de concéder au kolkhozien l'usage d'une vache, outre qu'elle servait à ne pas interrompre trop brusquement le rythme de la vie familiale, était imposée bien souvent par l'impossibilité de concentrer tout le bétail à lait dans des bâtiments ou des étables convenant au développement en grand de cette industrie. L'outillage que réclame une grande ferme agricole, ne s'improvise pas.

Il reste, cependant, la question : « Cette situation dans laquelle le kolkhozien a la faculté de posséder encore une pièce de terre et un petit capital, ne l'arrêtera-t-elle pas dans l'évolution qui doit le transformer de petit cultivateur en membre de la ferme collective ? »

J'ai souvent formulé ce doute devant plusieurs membres de l'artel afin d'en obtenir une réponse claire et précise.

La réponse, la voici : « Il faudrait ne pas avoir confiance en ce que nous faisons, c'est-à-dire dans l'énorme développement que nous voulons donner à nos fermes collectives, pour continuer à garder ce doute. Ce qui reste au kolkhozien, et l'exploitation qu'il peut faire de son potager, de sa vache, etc., représente un revenu considérable pour sa famille. Et ceci est un bien, surtout pendant ces premières années de la collectivisation. Mais quand l'artel, agrandie, mécanisée, industrialisée, donnera des profits tels que chaque kolkhozien aura des bénéfices trois, cinq, dix fois plus grands que ceux que lui donne l'exploitation de son potager et de ses animaux de basse-cour, croyez-vous qu'il se sentira encore lié à ce travail, et qu'il ne transformera pas les petits lots entourant son habitation en jardin, du moment qu'il aura de larges moyens de subsistance lui et sa famille ? »

En parlant de cette manière, en insistant ainsi avec la sûreté et la foi que seules peuvent avoir des consciences décidées et convaincues du succès économique et productif de la grande ferme collectivisée, on me donnait également une réponse aux deux autres problèmes qui sont étroitement liés au précédent. L'un je l'ai formulé de cette façon : « Quel sort destine-t-on au capital que les paysans, en devenant kolkhoziens, apportent dans l'artel ? Une partie de ce capital va au fonds indivisible et fondamental de la ferme et n'est plus rendu ; mais il reste l'autre partie qui est la quote-part sociale, reconnue par l'artel au kolkhozien. Cette partie, faut-il la considérer comme une quote-part du capital actionnaire versée à une société, à laquelle il est assigné un pourcentage annuel sur les recettes de la ferme ? Ou bien reste-t-elle un prêt que le kolkhozien fait à la ferme, qui est tenue, de sa part, de lui servir un intérêt annuel établi d'avance, jusqu'au remboursement total de la dette ? »

Je me rappelais, en posant cette question, les expériences des coopératives agricoles faites par les paysans italiens immédiatement après la guerre et avant que l'arrivée du fascisme au pouvoir ne les détruisît, et cela tout particulièrement dans les campagnes de la Lombardie où est répandue la grande industrie agricole. Et voilà le résumé des réponses obtenues, des simples kolkhoziens aussi bien que de leurs dirigeants :

« Votre question ne peut pas s'appliquer à notre cas. L'artel est une ferme collective qui a comme base la socialisation des moyens de production. Le bétail, les outils d'inventaire, les fourrages, les graines, etc., qui sont socialisés, ne sont nullement considérés comme un crédit que chaque kolkhozien fait à la ferme collective, et pour lequel celle-ci est tenue à un paiement déterminé d'intérêts jusqu'à son remboursement. Ce capital, apporté par le paysan qui devient membre de l'artel, est inscrit dans l'inventaire et, tandis qu'une partie est destinée au patrimoine fondamental de la ferme collective, ainsi que l'établit son règlement-type, l'autre partie est considérée comme une quote-part sociale du kolkhozien, pour les effets suivants : 1° si le kolkhozien veut sortir de l'artel, celle-ci lui rend immédiatement sa quote-part sociale ; 2° s'il reste dans l'artel, à la fin de l'exercice agricole annuel il bénéficie de la répartition d'une partie du revenu brut de la ferme, après que celle-ci a accompli ses obligations envers l'État. Cette partie, qui peut atteindre jusqu'à 5 % dudit revenu, est justement destinée aux kolkhoziens qui entrèrent dans l'artel avec des capitaux, pour qu'elle soit divisée entre eux en proportion de la quote-part sociale qui leur a été reconnue.

« Pourquoi a-t-on établi cela ? Pour suivre un critérium de justice, car on ne pouvait ni on ne devait traiter les paysans qui entrèrent dans l'artel comme s'ils avaient été des koulaks, c'est-à-dire les exproprier. Et aussi pour un motif d'utilité, c'est-à-dire pour faciliter aux paysans qui possédaient des capitaux, le passage de leur économie individuelle à la ferme collective. Ceux-ci devaient être sûrs de ne pas perdre tous leurs capitaux si, après leur entrée dans l'artel, ils voulaient en ressortir. Ils devaient, en plus, avoir la perspective d'un bénéfice particulier s'ils en restaient membres et devaient se sentir tout spécialement intéressés à donner toute leur activité comme kolkhoziens pour augmenter le revenu de la kolkhoze. »

La logique et l'opportunité de ces mesures me semblèrent et me semblent encore fort évidentes. Et j'eus la preuve de leur efficacité par les résultats. En examinant, en effet, les actes officiels du XVI^e congrès du Parti communiste soviétique et les longs débats qui s'ensuivirent, j'ai constaté que le Commissaire du peuple à l'Agriculture pouvait démontrer, à ceux qui affirmaient que les paysans étaient entrés dans les kolkhozes sans capitaux, combien cette assertion était dénuée de tout fondement. Dans les régions les plus productives où, par exemple, à cette époque-là, c'est-à-dire pendant l'été de 1930, la collectivisation comprenait 48,8 % des entreprises agricoles, 42,7 % des vaches et presque 50 % des chevaux étaient concentrés dans les kolkhozes.

La preuve, donc, que le paysan faisant partie de l'artel y avait participé avec son propre capital, était indiscutable et détruisait tout bruit contraire, mis expressément en circulation par la bourgeoisie. Mais cela ne détruisait pas l'autre fait que le traitement reconnu à ce kolkhozien maintenait et peut-être augmentait la différence entre les membres d'une même artel, particulièrement par le fait que plusieurs d'entre eux, les ouvriers agricoles, n'y apportaient que leurs bras et leur volonté de travail.

J'ai posé ainsi l'autre grave question : « Reste-t-il ou non, dans l'artel, des différences de classe entre le paysan moyen, le paysan pauvre et le simple ouvrier agricole ? De quelle manière l'entreprise collective pense-t-elle, si elle le peut, réduire petit à petit ces différences jusqu'à les supprimer définitivement ? » Sur ce sujet encore, je préfère résumer les déclarations que j'ai obtenues dans les artels, de la bouche des kolkhoziens.

« Le fait que du capital apporté par le paysan à la ferme collective, celle-ci lui en reconnaît une partie comme quote-part sociale, laquelle bénéficie d'un pourcentage du revenu brut de la ferme, après qu'elle s'est acquittée de ses obligations envers l'État, n'est qu'un fait transitoire. Ce fait est en relation avec la structure économique de l'artel, dont le patrimoine est constitué de crédits et d'autres subventions de l'État, des biens dont ont été expropriés les koulaks et surtout des moyens apportés à l'artel par les paysans, c'est-à-dire de leur capital socialisé. Mais, voilà que l'artel se développe et devient géant avec une rapidité surprenante et presque incroyable. En 1929-30, nous avions cent bêtes dont une moitié, par exemple, avait été apportée par les paysans ; en deux ans, grâce aux aides puissantes de l'État, nous savons que ce chiffre sera triplé. Nous n'avions au commencement que très peu de machines; aujourd'hui le capital en machines est dix fois plus élevé. Notre labourage était étendu à trois cents hectares de terres au début ; actuellement, grâce à tous les moyens dont nous disposons, terre, crédits, tracteurs, etc., notre ferme travaille et rend productifs plus de mille hectares. Vous voyez que, dans un délai très bref, notre patrimoine initial a augmenté incroyablement. Il s'est multiplié à un tel point, que le capital apporté par les paysans, qui au premier moment a constitué la principale partie des biens de l'artel, en est déjà devenu une partie secondaire et bien minime.

« Nous continuerons notre marche d'un rythme progressif et accéléré. Dans quelques années l'artel aura un patrimoine plus grand, énormément plus grand. En comparaison de celui-ci, la partie des quotes-parts sociales reconnues aujourd'hui aux paysans sera devenue tellement insignifiante que le moment sera venu de n'en plus tenir compte, puisque lui assigner un pourcentage, si faible fût-il, sur le revenu de la ferme, ainsi que le fixait le règlement, serait complètement absurde, le revenu ayant formidablement augmenté. C'est ainsi que, par le développement puissant et sûr de notre entreprise collective, cet important problème de la différence économique entre les membres d'une même artel s'atténuera toujours plus jusqu'à complète suppression.

« Ceci est clair et décisif. Mais n'est pas moins clair pour nous un fait d'une importance peut-être plus grande. Le processus économique qui se déroulera dans l'artel, c'est-à-dire le formidable progrès que nous réaliserons grâce à la collectivisation et l'industrialisation agricole, portera avec lui le développement simultané et certain d'un autre processus psychologique. Il déterminera la transformation et le perfectionnement de la conscience même de tous les membres de la ferme collective. Nous constatons tous les jours cette réalité.

« Nous avons à l'artel le paysan moyen, par exemple, celui pour qui il devrait être le plus difficile de changer sa primitive nature de cultivateur individuel. Eh bien ! nous le voyons enthousiasmé chaque jour davantage par les résultats qu'on obtient dans la grande entreprise agricole. Et c'est précisément parce qu'il a expérimenté ce que c'est que s'éreinter sur un pauvre lopin de terre, qu'il peut mesurer, peut-être plus encore que l'ouvrier agricole lui-même, la distance qu'il y a entre la dureté de ce travail, son très faible rendement, son profit encore plus limité d'une part, et les avantages que lui donne le travail à l'artel de l'autre. Il s'intéresse avec la plus grande passion aux innovations agricoles, à la technique moderne de la culture de la terre, à l'usage des machines. Il ne pense aux petites satisfactions de la culture individuelle que pour la plaindre. C'est précisément pour cela que le paysan moyen est élevé volontiers par les autres kolkhoziens, aux différents postes de responsabilité et à la direction de l'artel.

« Il y eut, il est vrai, dans les premiers mois de la vague collectivisatrice de 1930, un flux et un reflux de paysans qui entraient dans l'artel et en sortaient. Cela était dû surtout à l'ignorance et à l'illusion que certains d'entre eux avaient relativement aux difficultés inhérentes à la constitution et au fonctionnement efficace d'une grande entreprise agricole. Mais, prenez une artel quelconque, où l'on ait procédé victorieusement à l'installation et au développement de la ferme collective, et demandez s'il y a un ex-paysan, pauvre ou moyen, qui accepterait de rentrer dans son capital, même dans celui auquel il n'aurait plus droit selon le règlement, pour revenir à l'ancien système de la petite économie qu'il avait abandonné.

« La réponse on la trouve dans la réalité même ! Là où l'artel se fortifie, s'agrandit, s'industrialise, réalisant de considérables progrès, le kolkhozien qui en est membre et artisan conscient ne s'en détache plus. Il continue de transformer toujours sa mentalité et sa nature de paysan jusqu'à ce que les traces en soient effacées. De même que l'industrialisation toujours plus productive de la grande ferme agricole porte logiquement en elle la suppression graduelle des différences économiques et de classe entre les membres de l'artel, de même elle réussit à former en eux une nouvelle conscience, la conscience du véritable kolkhozien.

« Il ne s'agit que de temps, de progrès technique et économique auquel nous saurons parvenir. Mais nous, dans l'État soviétique, avec notre Gouvernement ouvrier et paysan, nous avons des ressources telles que nous sommes convaincus que ce temps sera moins long qu'on ne le croit généralement... »

Tous ceux qui ont suivi les débats passionnés qui se déroulèrent dans les assemblées politiques soviétiques sur ces sujets, remarqueront que leurs conclusions reflètent précisément ce que le kolkhozien déduit de son expérience quotidienne, et que j'ai tâché de reproduire dans ses expressions les plus claires. En effet, elles confirment une fois de plus ce que le Grand Voyant de la Révolution d'Octobre concevait et définissait, quand il écrivait que la rééducation du petit agriculteur, le changement de sa psychologie et de ses mœurs avaient besoin de bien des années. « La base matérielle, la technique, l'application du tracteur et de la machine agricole sur une grande échelle, l'électrification intensive, pourront seules résoudre les problèmes concernant le petit cultivateur et guérir, pour ainsi dire, sa psychologie. »

La détermination du territoire de l'artel

Ce qui frappe, quand on s'entretient avec les kolkhoziens sur cet argument, c'est la certitude qu'ils manifestent de réussir, à n'importe quel prix, dans la révolution technique et économique de la campagne. « Nous disposons de moyens tels... » « Nous avons tellement de ressources... » « Avec notre Gouvernement ouvrier et paysan nous pouvons... »

Et cette certitude n'est point faite d'espoirs vains, mais repose sur la réalité qu'ils ont expérimentée et expérimentent chaque jour. En effet, de même que le pouvoir de l'État a guidé, par un effort incroyable et constant, les masses agricoles vers la collectivisation, de même est-il actuellement présent pour aider et guider l'entreprise collective agricole dans chacun de ses pas. Cette vérité doit être une fois de plus mise en relief. En effet, si la vie de la kolkhoze présente parfois des formes ou des expressions qui résonnent même dans le rythme de la vie économique capitaliste, leur différence reste toujours grande, précisément parce que le régime de l'État des Soviets leur donne une tout autre signification et une tout autre valeur.

Et nous voilà en face de la présence et de l'œuvre de cet État prolétarien commençant par la détermination du territoire de l'artel. Généralement les artels se constituèrent et se constituent encore, en unissant en une seule unité les lots de terrain des paysans collectivisés, et leur étendue comprend presque toujours au début les fonds des paysans d'un même village. Une première modification à cette règle naturelle s'est vérifiée et se vérifie maintenant lorsque les petites artels de divers villages trouvent utile et opportun de se fondre en une artel plus grande. J'ai assisté au mois de juillet de 1930 à une fête caractéristique à cet égard, dans l'artel « Octobre », à quelques dizaines de kilomètres de Krasnodar, dans le Kouban. On célébrait précisément le premier anniversaire de la constitution de cette artel qui avait réuni treize petites kolkhozes éparpillées dans les villages avoisinants. Une année après, elle s'étendait sur mille sept cents entreprises et comprenait un territoire de quinze mille hectares. La fête, c'étaient les kolkhoziens qui l'avaient voulue pour reconnaître les avantages de cette union : le terrain cultivé en blé largement accru ; l'introduction de cultures spéciales ; de remarquables économies réalisées dans les frais de labourage ; le revenu bien plus grand, etc. « Le tracteur a été le facteur décisif de cette féconde transformation — disaient les dirigeants de « l'Octobre » — puisque dans la petite artel celui-ci ne pouvait pas être suffisamment utilisé. »

Les kolkhoziens de cette ferme, que l'on cite encore aujourd'hui en exemple à cause de son progrès, avaient été amenés à cette conclusion par l'expérience probante des faits. Mais la prévoyance de l'État soviétique n'attend pas cette preuve. Il va à la rencontre des événements, des faits, pour les préparer, les prédisposer. La transformation technique de la campagne, l'industrialisation de la grande ferme agricole devaient trouver la force de progresser dans la mécanisation, dans la tracteurisation. La constitution, la vie et l'avenir des kolkhozes, allaient dépendre largement de la machine, du tracteur. Et voilà l'État avec sa typique et superbe initiative des « Stations des machines et tracteurs », c'est-à-dire de ces centres énergétiques qui devaient déterminer et guider les kolkhozes dans toutes leurs formes de développement.

La Station des machines et tracteurs

L'histoire soviétique fait remonter l'origine de ces stations à l'exemple de la sovkhoe « Schewtschenko » en Crimée, non loin d'Odessa. Cette sovkhoe, qui avait à sa disposition une quantité considérable de tracteurs et de machines agricoles, prit l'initiative de contrats avec les villages des alentours, en vue de labourer leurs terrains avec les moyens mécaniques dont elle disposait, moyennant un paiement préalable en produits ou en espèces. Elle s'attacha ainsi peu à peu ces villages et devint l'élément et la force directrice de leur culture en réalisant facilement l'union des petites économies individuelles en de plus vastes entreprises collectives. L'exemple fut étudié et perfectionné par les bureaux compétents de l'État.

Le principe et la méthode de la constitution de ces centres énergétiques, formés dans le rayon de divers villages, soit déjà collectivisés, soit orientés vers la collectivisation, furent immédiatement essayés et pratiqués. Pendant le printemps de 1930, l'on pouvait déjà compter mille deux cents Stations de machines et tracteurs dans les régions les plus importantes pour la production agricole. Leur nom devint très populaire. Une institution spéciale, le « Tractorzentr », subventionnée par les moyens de l'État et de la coopération, en constituait l'organe déterminant et dirigeant.

J'ai visité, dans un but d'étude, plusieurs de ces Stations ; mais pour exprimer d'une façon élémentaire ce qu'elles représentent à l'égard de la collectivisation, comment elles opèrent en contact permanent avec la kolkhoze, je choisirai une Station pas trop grande, celle de Snéguirovka, que j'ai visitée lorsqu'elle n'avait pas encore atteint sa première année de fonctionnement.

Cette Station surgit entre Nikolajev et Kherson, dans l'extrémité septentrionale de l'Ukraine. La région qui l'entoure me parut vraiment caractéristique et tout à fait indiquée pour les recherches que j'allais faire.

La kolkhoze, suffisamment développée dans les zones de terrain plus fertiles et labourées comme celle de Bogoïawlensk, respirait à peine dans les villages qui bordaient la steppe. Mais dès que celle-ci eut été affrontée par l'activité audacieuse des paysans, la vague montante de la collectivisation s'était élargie parmi eux, et dans la plaine blonde et large de Miskovo-Pogoreloje les artels se multiplièrent avec les plus prometteuses perspectives. L'artel « Troud Iljtkha » avait socialisé plus de trois mille économies individuelles ; celle de Vosskressensk, environ deux mille. La culture extensive — généralement en blé — n'avait pas empêché qu'on essayât même des cultures de prairies avec élevage de bétail laitier, surtout sur les pentes d'une petite vallée creusée par un affluent du fleuve Ingoul. De cette façon je pouvais en même temps visiter et admirer, même pour sa signification symbolique, la transformation accomplie dans un vaste bâtiment qui avait servi, du temps des tzars, de colonie de déportation, pour y installer une moderne fromagerie coopérative. Mais cette région se prolongeait sur des terrains en friche et dans des landes aveuglantes sous le soleil, et seulement après plusieurs kilomètres surgissait, au milieu de touffes vertes, le village de Kalinovka, où tous les paysans s'étaient réunis dans une grosse artel appelée « Premier Mai », qui venait de commencer la construction de vastes bâtisses, de hangars, silos, étables, adaptés à une grande ferme agricole.

« Nous étions déjà groupés depuis quelques années en une coopérative de travail, dans une « Tzoz » — me disaient ses dirigeants — ; mais quand on fonda la toute proche Station de machines et tracteurs, nous pûmes passer tout de suite à la forme de l'artel, en socialisant nos petites fermes et nos capitaux, afin de développer en grand et collectivement l'industrialisation de tout ce territoire qui est très fertile, quoique vous ne trouviez plus loin que la steppe vierge... »

C'était en effet une plaine chaude et luisante, sans un tronc d'arbre ni un buisson, que celle que je traversai encore pendant quelques heures, avant de voir des villages gais comme celui de Bormaskovo. Le nom de Bormaskovo rappelait une femme tuée par un koulak à l'époque où les paysans de ces lieux décidèrent de s'unir en artel et de fonder dans une grande entreprise environ un millier de fermes individuelles, sur lesquelles ce koulak avait longtemps spéculé. Enfin, le long des bords de l'Ingoul, à environ cinquante kilomètres en amont de son confluent avec le Boug, voilà Snéguirovka avec sa Station de machines et tracteurs qui devait également essayer son œuvre dans la région précitée, si différente d'une partie à l'autre sous tous les aspects.

« Nous surmonterons cette différence — me répondait le directeur de la Station, à qui j'ai confié mes impressions. — Il ne s'est pas encore écoulé un an depuis que notre Station est constituée, et pour le moment nous ne comprenons qu'une cinquantaine de kolkhozes d'une étendue de quatre-vingt mille hectares. Nous nous sommes constitués en unissant vingt-quatre tracteurs qui appartenaient déjà aux kolkhozes et, grâce au « Tractorzentr », nous les avons portés au nombre de cent cinquante-cinq ; cela sans compter une considérable quantité de machines agricoles. Nous avons des « Fordsons » importés d'Amérique et surtout ceux que nous fabriquons nous-mêmes à Leningrad. Nous nous servons pour la plupart des cas du type « International », qui est le plus fort et même, pour certaines zones que nous devons labourer, le mieux adapté. Il y a là un capital, en matériel mécanique, de plus de un million deux cent mille roubles ; sans préjudice de tous les bâtiments nécessaires que nous avons rapidement construits et qui nous coûtent déjà plus de six cent mille roubles. Nous pensons doubler, en deux ans, le nombre actuel des machines. Ainsi, remonterons-nous en travaillant, le chemin que vous avez fait, presque jusqu'à Nikolajev, en transformant ces terres où nous créerons des sections spéciales de la Station, pour nous pousser ensuite au sud jusqu'aux environs de Kherson. La variété des conditions du terrain, de culture, de préparation sociale de la population, que vous avez déjà constatée, est encore plus grande dans ces autres zones que nous parcourons ensemble... »

Ce fut là un moment des plus instructifs et par cela même des plus agréables de mon voyage à travers les campagnes collectivisées de la Russie nouvelle.

Moyennes ou grandes artels ?

La clarté joliment diaphane de la pointe du jour nous trouvait dans la campagne cultivée en potagers et en vergers qui longeait l'Ingoul. Parmi des entreprises individuelles, quelques artels s'étaient déjà formés et le directeur de la Station me faisait remarquer que ce fait était assez symptomatique. Les entreprises individuelles à potagers restaient presque réfractaires à la collectivisation sous forme de coopérative de production. Même dans les alentours de Moscou, par exemple, et précisément pour ces motifs, la collectivisation était un peu en retard.

Mais ici, me disait-il, le fait de l'irrigation que l'on effectue au moyen d'un central à moteur a exercé une influence extrêmement bonne.

— L'année prochaine nous ferons dans ce but une grande installation électrique. Cependant, dès maintenant, les paysans, qui naturellement l'attendent avec la plus vive impatience, pensent que cette irrigation ne pourra s'étendre sans des travaux de canalisation, de nivellement, etc., c'est-à-dire qu'il sera impossible de conserver les petits potagers et les petits lots morcelés entre dix, vingt cultures différentes. J'en conclus par conséquent que, dans deux ans, ici tout sera collectivisé en plusieurs artels...

— De moyennes ou de grandes artels ? » interrompis-je.

— Nous ne sommes pas favorables à l'usage de ces adjectifs — me répondit-il intelligemment, tout en plaisantant. — Et je vous montrerai plus loin pour quelle raison nous employons une autre terminologie. Nous sommes pour les unités d'entreprise correspondant au plus grand intérêt du travail et de la production. Notre Station trouva des artels déjà constituées, où, par exemple, entre deux grandes bandes de terrain à blé se coinçait une bande de culture fourragère, non pas que ceci fût exigé par la qualité du terrain, mais parce qu'elle appartenait à une autre artel. Pendant le travail effectué avec les machines traînées par les tracteurs, pour le labourage et le fauchage, pour les ensemencements comme pour la moisson, apparaissait à la vue des kolkhoziens la nécessité de modifier cette structure-là, et dans le cas présent d'annexer la terre cultivée en fourrages aux terres à blé. La Station des machines et tracteurs se propose naturellement comme but d'étudier aussi ces systématisations du territoire de l'entreprise collective.

— Mais, son étendue ?...

— Son étendue dépend de plusieurs éléments ; la qualité du terrain, les cultures qui peuvent être plus productives, la disposition même des villages dans le but de ne pas trop éloigner la main-d'œuvre du centre du travail, etc. Nous sommes résolument opposés aux fusions et aux divisions des entreprises collectives, si elles ne sont pas voulues par les kolkhoziens eux-mêmes, parce qu'ils sont convaincus de leur utilité. Et la Station s'emploie automatiquement à mûrir cette conviction. Par exemple, dans les artels où prédomine la culture du blé, elle importe, au temps de la moisson, les « combynes » américaines, dont la capacité de production est d'autant plus extraordinaire qu'elles peuvent développer leur travail sur de grandes étendues de terrains...

Nous revînmes encore sur cet argument lors d'une conversation avec les kolkhoziens de l'artel « Octobre Rouge » au milieu de la steppe. On y arriva en traversant une campagne labourée en blé et en fourrages nommée Pawlowka, par une brûlante après-midi, au moment où l'on y procédait à la moisson et au battage du froment tout à la fois. Une colonne de tracteurs, conduisant chacun quatre faucheuses, couchait les épis, et des groupes de femmes allongeaient leurs bras forts sur les gerbes, tout heureuses de les porter à la machine. La chaleur et l'aveuglante clarté du soleil se reflétaient sur ces mottes de terre brûlée et sur les blonds monceaux de blé, en imprégnant l'air d'une poussière étincelante. Dans le champ fonctionnaient deux modernes batteuses-presse-paille et leur bruit assourdissant uni au vacarme du travail se répandait dans la steppe qui en était animée et comme enivrée.

— Nous avons constitué notre artel en 1924. Elle est une des plus anciennes de l'Ukraine et ne réunissait au début que neuf petites fermes individuelles. Cette année nous en comptons plus de cinq cents et nous avons étendu notre travail sur huit mille hectares au moyen de la Station de machines et tracteurs. On est sûr que l'année prochaine quelques petites artels des alentours s'uniront à la nôtre, et nous gagnerons ainsi à la culture quelques milliers d'hectares de steppe vierge. Dans notre ferme qui a surtout pour but la culture du blé, nos machines actuelles ne suffiront pas. Pour ce qui est de la moisson, par exemple, nous devons la faire avec des machines « combynes », pour gagner du temps et économiser nos forces de travail. C'est pour cela que nous avons déjà averti la Station que nous sommes disposés à doubler cette année-ci le chiffre que nous avons destiné comme versement de notre artel pour l'accroissement du capital de la Station.

Son directeur m'expliqua ensuite plus largement cette disposition et ce fonctionnement que je connaissais dans ses lignes générales d'après les publications du « Tractorzentr ». Si quelques Stations des machines et tracteurs naissent et se maintiennent exclusivement au moyen des organes de l'État, dans beaucoup d'autres, comme dans celle de Snèguirovka, ce sont les artels mêmes qui interviennent en donnant à la Station leurs machines et y concourant avec leurs capitaux. Ainsi, tandis que d'un côté la Station étend son activité dans la vie de la ferme collective, de l'autre côté l'artel prend part au développement de ce centre dont elle tire tant d'énergie et d'élan.

Pour ce qui est du travail que la Station doit accomplir, elle s'engage avec les kolkhozes, soit annuellement, soit pour un certain nombre d'années, à effectuer avec ses moyens certains travaux qui, selon les machines dont la Station est pourvue, peuvent aller des plus courants comme le labourage, le hersage, le fauchage, l'ensemencement, etc., aux plus exceptionnels comme les nivellements, les assainissements, l'irrigation.

Ce qui caractérise ce rapport contractuel entre la Station et la kolkhoze, c'est qu'il exclut tout principe de gain et de profit particuliers de la part de la Station contractante. Les prix que la kolkhoze doit payer en espèces ou en nature, par tranches ou d'un seul coup, sont calculés de la façon la plus rigoureuse sur la note des frais de labourage, sur les amortissements nécessaires, toute question de gain exclue. Les plus forts pourcentages sur ces prix sont représentés pour le combustible et le lubrifiant par environ 28 %, et pour l'amortissement du tracteur par environ 32 %. Les frais généraux pèsent bien peu, 7,50 % ; et il en est de même pour le personnel technique auquel il faut ajouter le personnel spécialisé en agronomie. Ces données, que je réunissais en l'été 1930, ne se sont pas modifiées ; quant à la forme des contrats entre la Station et la kolkhoze elle s'est perfectionnée. Au début de 1934, le Conseil des commissaires du peuple approuvait un contrat-type pour mieux régler les travaux de l'ensemencement. Le contrat prévoyait pour ces travaux accomplis par la Station de machines et tracteurs des versements spécialement en nature, dans le but de l'intéresser davantage au plus grand succès de la production.

— Songez-vous — me disait le directeur de la Station — aux avantages qui découlent pour l'entreprise collective de cette institution soviétique ? Elle ne charge pas son bilan de frais pour des machines qui coûtent cher et ont besoin d'être amorties dans un laps de temps très bref. Elle ne doit pas penser à la charge onéreuse des réparations qui demandent un outillage spécial. Elle ne s'occupe pas non plus du personnel, dont on ne peut improviser ni la capacité, ni la spécialisation. Elle voit s'effectuer le labourage de ses terres, les principaux travaux de culture, aux plus bas prix possibles, car la Station se propose expressément de baisser le prix de revient au plus bas niveau. Elle a en plus, toujours, prêt et proche, l'élément technique, l'agronome, qui coopère avec les dirigeants de l'artel dans la recherche des cultures d'un plus grand revenu, dans la préparation des plans de transformation de la ferme pour hâter et intensifier son industrialisation. Elle respire en somme et s'alimente précisément par l'influence constante et complexe de la Station...

— Oui, cette Station n'est pas seulement un centre d'énergie mécanique, mais son action et son influence pénètrent partout, dans toutes les manifestations de la vie de l'entreprise collective...

— Mais ce n'est pas tout ; je vous disais lors de notre rencontre, que nous tendons, par la méthode expérimentale, à faire de la kolkhoze une entreprise industrielle qui puisse répondre, d'une manière autant que possible parfaite, à l'intérêt de la production et du travail. Nous sommes par conséquent sur un chemin assez long, mais qui transformera peu à peu toute la campagne. Celle que vous avez vue a déjà bien changé en peu d'années de collectivisation ; mais ce changement n'est rien si l'on considère ce que nous voulons et prévoyons...

Nous étions sortis de la steppe et nous nous dirigeons vers les vertes vallées de Nova-Petrovka. Le couchant enflammait le ciel et sur les pentes les villages blancs se poursuivaient comme des brebis. Certains parmi eux présentaient cette caractéristique d'être peuplés de paysans émigrés surtout de Pologne et de Roumanie, qui dans l'État des Soviets jouissent pleinement du respect et de la liberté de leur nationalité. Le terrain, bien que coupé par de larges bandes de dunes sablonneuses et stériles, est susceptible d'une culture intensive, et le directeur de la Station m'informait que déjà de petites artels y avaient surgi et y prospéraient.

— Nous avons maintenant, ici dans le centre, fondé une section de notre Station. Chaque artel tend à diviser son propre territoire pour y obtenir toutes les cultures possibles ; ce qui provoque bien souvent une exploitation irrationnelle du terrain. Nous devons pousser la rationalisation, plus encore que dans le travail, dans la structure même de la culture de la grande ferme. L'unification de ces artels-ci s'accomplira autour du centre de notre section, en réalisant particulièrement cette rationalisation dans la culture. D'après nos plans, par exemple, toute la zone plus au sud devra devenir celle des cultures fourragères avec élevage des vaches laitières. La zone regardant la steppe aura surtout du blé. Celle qui descend vers le Boug en s'approchant de Kherson, après qu'on l'aura irriguée et électrifiée, deviendra un grand verger. Cette prochaine transformation amènera avec elle la nécessité de constructions nouvelles qui changeront même le visage extérieur des villages ; et nous n'aurons pas encore tout fait... !

Je suivais de l'œil cette perspective qui se fondait sous les derniers rayons de soleil, et j'aurais cru rêver, si ce que je voyais et constatais ne m'eût appris que ce qui semble un songe irréalisable ici, devient réalité vivante dans les campagnes de la Révolution.

L'usine et l'artel

Mais ce n'est pas seulement par la Station de machines et tracteurs que la présence et l'œuvre du pouvoir de l'État s'expliquent comme force intégrante et parfois dirigeante de la vie de l'entreprise collective. Il y a encore d'autres facteurs au moyen desquels il agit : l'usine et la ferme agricole d'État, ou sovkhoe. L'usine, précisément par l'effet de la collectivisation agricole, a trouvé le chemin et le motif de son installation à la campagne où elle aide et encourage la culture qui fournit la matière brute à élaborer et transformer. Les usines dans les pays bourgeois se concentrent le plus souvent dans les villes, soit pour ce motif social et politique que le régime capitaliste a tout intérêt de garder le prolétariat des villes loin des populations paysannes, soit parce que celles-ci, dans leurs petites entreprises agricoles, sont plus portées, bien souvent irrationnellement, à la variété et à la pluralité des

cultures. Cette dernière tendance existait aussi dans les campagnes soviétiques ; mais dès que le processus de la collectivisation commença avec celui de l'industrialisation rurale, il surgit immédiatement la possibilité et l'intérêt de rapprocher l'usine de la grande ferme agricole.

Dans une région, par exemple, où le terrain était reconnu plus favorable à la culture de la betterave, l'État faisait bâtir une sucrerie. Dans la région de Sébastopol, en Crimée, j'ai remarqué, en parlant avec les dirigeants de la Section centrale du « Kolkhozcentr », que l'installation de quelques grosses fabriques de conserves avait intensifié la culture potagère et fruitière et avait facilité le passage à l'artel d'un très grand pourcentage d'économies individuelles. Dans la zone montagneuse de Noworossysk, sur la mer Noire, ce fut la fabrique de tabac, qui porta ces montagnards, qu'on aurait dit les plus attachés au travail individuel dirigé d'une façon toute primitive, à s'acheminer vers une culture scientifique de ce produit au moyen de la grande entreprise collective.

Et c'est encore dans cette région que j'ai vu, dans les environs de Krymsk, le commencement de la construction d'un bâtiment pour la fabrication de l'extrait de tomate. L'État y participait pour la plus grande part ; mais même les artels qui s'étaient déjà constitués y apportaient leurs capitaux. Le territoire pour la culture des tomates devait être fixé d'après un plan établi entre les artels et la fabrique, qui aurait occupé plus de deux mille ouvriers, avec des perspectives de riches résultats. La fabrique allait évidemment servir de moteur propulseur et dirigeant de la transformation culturelle et sociale de toute la zone avoisinante.

Naturellement, ce n'est pas la fabrique, ainsi associée à l'agriculture, qui est le levier principal de la transformation du travail agricole dans une branche et une catégorie du travail industriel. La mécanisation agricole avec son centre distributeur, la Station des machines et tracteurs, reste toujours la force qui élèvera la masse kolkhozienne à un degré de plus en plus élevé, au point de vue technique aussi bien que social. Mais il est hors de doute que ce fait typique de la campagne soviétique, de se peupler d'usines et de fabriques où entrent en jeu les intérêts immédiats de l'entreprise collectivisée, est d'une importance remarquable à cause de l'influence qu'il exerce sur l'évolution de la population agricole. Cela frappe l'attention presque matériellement, car c'est un des signes extérieurs les plus évidents de ce processus, dirigé et dominé par l'industrie, qui tend à diminuer et à supprimer tout antagonisme et toute distance entre la ville et la campagne.

La sovkhoze et l'artel

Mais l'institution qui, pour bien des motifs est suggestive dans l'étude des kolkhozes, celle où l'État agit particulièrement sur la partie éducative et morale de ses membres et qui a déjà un passé riche en enseignements, c'est la sovkhoze, l'entreprise agricole constituée et gérée directement par l'État.

J'ai rappelé comment, déjà, lors de la division des terres qui s'était effectuée après la Révolution d'Octobre, entre ceux qui voulaient les cultiver, l'État avait conservé intactes quelques grandes entreprises, à cause de leur indivisibilité, ou bien parce qu'elles devaient, sous la direction de l'État, fournir peu à peu aux petites économies paysannes du bétail de race, des graines sélectionnées, etc. J'ai même rappelé comment le Gode agraire de 1922, dans la définition du caractère de cette entreprise de l'État, établit que son but précis était de « servir d'exemple technique et scientifique aux travailleurs pour le meilleur développement de l'agriculture, en restant le plus possible en contact avec la population rurale locale ».

Dans le nouveau Code agraire publié en 1928, lorsque se manifestait le commencement de la collectivisation sur une grande échelle, il y a un article qui précise l'obligation pour les sovkhozes de travailler à l'accomplissement de cette transformation sociale. L'article 35 dit textuellement : « Les entreprises agricoles soviétiques (sovkhozes), étant de grandes entreprises agricoles de l'État, représentent un des appuis du développement de l'économie socialisée dans l'agriculture. Elles doivent aider la population rurale avoisinante par l'exemple de leur gestion agricole meilleure, de leur administration, de leurs méthodes économiques et techniques et doivent faciliter parmi elles, pour le progrès même de l'agriculture, le développement de la coopération et de la collectivisation. »

Une série de décrets énumère ensuite, dans ce Code, les droits, les privilèges accordés par l'État à la sovkhoze, pour l'aider dans l'accomplissement de ses devoirs. Ils comportent : cession gratuite des entreprises techniques liées économiquement à l'entreprise ; larges mesures agronomiques pour aider son développement ; augmentation de ses capitaux fondamentaux ; privilèges dans le crédit agricole, tout spécialement pour l'achat des machines et l'emploi des engrais ; cession de terres faisant partie du fonds de réserve de l'État, etc. Il est à remarquer aussi l'octroi de crédits spéciaux de faveur « dans le but de bâtir des habitations pour les ouvriers agricoles et d'améliorer leurs conditions matérielles et culturelles ». Renforcée de toutes ces ressources, la sovkhoze joua un grand rôle à l'époque de la lutte contre le koulakisme, car l'on se souviendra qu'en même temps qu'à la formation de la conscience collectiviste du paysan, l'œuvre de l'État tendait aussi à la création d'une base agricole bien solide pour la production du blé, de façon à substituer et surpasser, par le produit de la kolkhoze et de la sovkhoze, le quantitatif marchand de blé fourni par les fermes des paysans riches.

Le développement de la sovkhoze, pour la solution du gros problème du pain, fut vraiment incroyable. Le « Zernotrust », c'est-à-dire le trust qui unit toutes les entreprises agricoles de l'État ayant pour but la production du blé, pouvait déjà, en 1931, disposer à lui tout seul d'une quantité marchande de blé supérieure d'une fois et demie à celle dont disposaient les économies des koulaks en 1927, et qui était de vingt-deux millions de quintaux.

Le caractère industriel de la sovkhoze et sa spécialisation, qui s'étendit même à tous les élevages les plus importants, donnent désormais à cette entreprise la véritable structure d'une industrie. La sovkhoze représente réellement la grande industrie agricole soviétique. Il suffit de remarquer le simple fait que les sovkhozes cultivant du blé atteignent les plus grandes entreprises industrielles, soit dans la mécanisation de la production, soit dans la formation organique de leur capital. La partie constante de celui-ci, pour citer un exemple, atteint dans quelques sovkhozes les 92 % du capital total ; donc très peu inférieur au pourcentage qu'on retrouve dans les usines Poutilov, à Leningrad, qui est de 95 %.

Mais pour ce qui est du rôle de la sovkhoze, considérée comme une des plus grandes forces de l'industrialisation agricole soviétique, j'y reviendrai plus loin, quand je m'arrêterai particulièrement sur cet argument. Maintenant je veux mettre en évidence la façon dont la sovkhoze agit, et par quels moyens elle arrive à la kolkhoze jusqu'à devenir un puissant facteur de sa vie.

Un de ces moyens, le principal, est déjà précisé dans les articles nommés ci-dessus. La sovkhoze est un exemple, une école, par sa méthode technique et administrative, pour la population des environs. Mais elle va plus loin. Là où il n'y a pas une Station de machines et tracteurs, elle la remplace en utilisant son matériel pour aider les entreprises collectives et, autant que possible, aussi les entreprises individuelles.

Je me souviens d'une petite sovkhoze que j'ai visitée en 1930, sur la route de Saratov, à quarante kilomètres de Moscou. Il s'agit de la sovkhoze « Kostantinovka » destinée à l'élevage d'une race porcine spéciale. A cause de la qualité du terrain environnant, elle développait aussi l'élevage du bétail à lait, en intensifiant à cet effet la culture des prés. Elle disposait de tracteurs et de machines agricoles ; et son directeur, un intelligent et modeste émigré lithuanien, me montrait les résultats du travail qu'on avait pu accomplir avec les machines de la sovkhoze même dans les artels voisins pour le labourage, l'ensemencement, le fauchage de l'herbe et la moisson des céréales.

« Ici ne se vérifia point — ajouta-t-il — le phénomène survenu dans l'hiver 1929-30, de fermes paysannes individuelles qui entraient dans l'artel pour en sortir tout de suite ; et cela est dû à l'action de la sovkhoze qui avait indirectement préparé l'ambiance morale et matérielle de la collectivisation. Du point de vue matériel, par la démonstration des avantages de notre culture mécanisée, tout en donnant en même temps aux petites fermes nos graines, nos engrais, etc. Du point de vue moral, par la bien plus grande production de notre travail et par son plus grand profit vis-à-vis du travail individuel. Nos ouvriers agricoles furent, sous ce rapport, un excellent véhicule de pénétration et d'éducation des masses paysannes, et ils le sont encore maintenant parmi les kolkhoziens... »

L'ouvrier agricole et le kolkhozien

Ce côté de la fonction de la sovkhoze dans la vie de la ferme collective m'intéressa beaucoup, et je crois qu'il est opportun de le mettre en évidence.

La sovkhoze est une entreprise, où toute personne y travaillant se trouve dans la même position que l'ouvrier de l'usine. Tous les sovkhoziens ont même règlement que les ouvriers des fabriques dans les horaires, pour les assurances sociales, pour les vacances et jours de repos ; tous, ainsi que l'ouvrier de l'usine, participent effectivement à la gestion de la sovkhoze, puisque sa direction, qui dépend directement des organes de l'État, ne se détache pas de la main-d'œuvre, mais en demande au contraire le contact et la coopération. La rétribution de l'ouvrier agricole ne se base pas seulement sur les tarifs des salaires fixés par les bureaux compétents, mais se rattache aussi au développement et au progrès de l'entreprise.

Ce travailleur, tout en vivant à la campagne, a une conscience et une mentalité toutes différentes de celles du paysan. Car, sur celui qui se fatigue dans sa petite ferme individuelle, il eut et continue d'avoir l'avantage de se former une culture technique et une personnalité toutes particulières, qui peuvent mûrir seulement dans un milieu comme la sovkhoze, qui est une entreprise agricole toujours plus perfectionnée, et en dehors et contraire à toute idée d'asservissement et d'exploitation du personnel qui lui est attaché. C'est pourquoi il est évident qu'on ne peut même pas faire une comparaison entre l'ouvrier agricole de la sovkhoze et le journalier des grandes entreprises capitalistes, où ce dernier est considéré seulement et exclusivement comme élément à exploiter jusqu'à l'os. L'ouvrier de la sovkhoze est le prolétaire qui, vivant et travaillant dans l'entreprise socialisée, émanation directe de l'État des Soviets, façonne son cerveau et son âme au rythme et aux buts de l'économie soviétique, qui n'est pas au service du capitaliste mais à celui d'une élévation économique et morale, toujours plus grande, de la collectivité travailleuse.

Agiter, enflammer ces consciences des ouvriers agricoles qui vivent au milieu des campagnes où la collectivisation débute et se développe, signifie apporter à cette transformation économique et sociale une quantité constante de chaleur et d'incitation. La sovkhoe, sur ce point-ci, complète, amplifie et perfectionne le travail, déjà si profond, de l'usine et de la Station de machines et tracteurs. Et moi, qui ai vu dans plusieurs artels de quelle manière s'établissent et se maintiennent les contacts entre kolkhoziens et sovkhoeziens, en tout cas bien plus constants que les rapports des kolkhoziens avec le prolétariat de l'usine, je me suis persuadé que leur influence est énorme et incalculable. Si grande, que je risquais parfois cette demande : « Le kolkhozien ne sentira-t-il pas naître, de cette intime liaison avec le sovkhoezien, le désir et le goût d'être lui aussi incorporé à l'entreprise agricole de l'État, en la préférant à l'entreprise collective ? »

« S'il s'agit du « batraki », c'est-à-dire du journalier agricole employé par le paysan et surtout par le koulak, votre question a une réponse affirmative — me disaient les ouvriers d'une sovkhoe. — Mais dès qu'il s'agit des travailleurs d'une entreprise collective agricole, votre question ne peut même pas être posée. Travaillant dans une sovkhoe, nous travaillons dans une entreprise de l'État, et cela veut dire pour nous : travailler pour la collectivité dont nous sommes une partie. Pour nous, notre intérêt personnel se confond avec l'intérêt collectif. Ce fait donne à notre travail, au salaire que nous recevons, à l'état d'esprit que nous portons dans notre œuvre quotidienne, un caractère tout particulier, qui fait de chacun de nous autres un ouvrier « soviétique ».

« Le kolkhozien est dans la même voie. Il est une partie de la grande entreprise collective, même si celle-ci est à base paysanne. C'est une entreprise qui participe toujours davantage à la vie de toute la collectivité, c'est-à-dire de tout l'État. Le kolkhozien, lui non plus, ne calcule ni son travail ni ses bénéfices d'après le point de vue exclusivement personnel et individuel, mais d'après celui du développement de l'entreprise collective, qui a son tour travaille pour le progrès général de l'agriculture et de l'économie entière de l'Union soviétique. De même que nous visons au succès de la sovkhoe, de même il vise à celui de la kolkhoze. Nous tendons tous nos muscles dans un commun effort. Notre travail, matériel ou moral, est identique. »

La première organisation du travail

Il faudra garder bien nettes ces idées, car elles servent en grande partie à éclairer toute l'organisation intérieure du travail des grandes entreprises agricoles collectives, leurs règlements, leur rendement, leurs formes de rétribution. Cette partie est très importante pour l'étude de l'artel. Puisque, bien que l'État contribue, ainsi que je l'ai déjà démontré, par le moyen des institutions qu'il gère et subventionne lui-même, à aider et à faciliter le développement de l'artel, ceci ne suffit pas pour lui faire atteindre ses meilleurs résultats. Elle demeure toujours avec une vie propre, et la force vitale lui est donnée par l'activité des membres qui en font partie. La façon dont leur travail est organisé, la qualité et la quantité de sa capacité de production, les stimulants qui fonctionnent afin de l'accroître et de le perfectionner, sont les éléments dont dépend la valorisation même des institutions de l'État ou appuyées par l'État, et dont l'artel ressent une puissante influence.

Le règlement-type de l'artel établit qu'elle doit être administrée par l'assemblée générale de ses membres et par la direction élue par cette assemblée. Ce règlement fixe quelles doivent être les attributions spécifiques de l'assemblée, c'est-à-dire le pouvoir de décision sur les plus importants sujets concernant l'activité de l'artel, le choix de la direction et de la commission de révision, l'approbation des lignes directrices du travail. Mais il énumère ensuite toute une série de buts techniques et sociaux qui doivent rester toujours présents à l'esprit de tout membre de l'artel. Il y a des buts de caractère économique, pour accroître la productivité de la ferme : augmenter les terrains cultivés, assainir ceux dont la qualité est moins bonne, utiliser la force de traction, passer le plus possible au labourage mécanique, organiser un emploi toujours meilleur du capital d'inventaire, améliorer la branche zootechnique, procéder à la construction des établissements demandés par l'industrialisation agricole, etc. Mais il y a aussi des buts se rapportant directement aux membres de l'artel, et c'est « l'élévation continue du niveau politique et culturel, l'amélioration par tous les moyens des conditions d'existence desdits membres et particulièrement des femmes et des enfants ».

Le même règlement détermine donc que dans l'artel l'on doit procéder en même temps à l'augmentation de la production de l'entreprise et à l'amélioration morale et matérielle de ceux qui en font partie. Harmoniser ces efforts, arriver en même temps à ces deux buts, c'est donner à la vie intérieure de la ferme collective un rythme et une discipline qu'on ne peut trouver dans nulle entreprise capitaliste analogue, où ces deux buts ne s'accordent jamais, mais où, au contraire, le deuxième est toujours négligé et bien des fois ignoré.

Comment cet accord s'est-il réalisé ? Par quels moyens est-on arrivé à cette discipline de travail ayant le double but d'accroître la capacité de production de la ferme collectivisée et d'améliorer les conditions d'existence des kolkhoziens et de leurs familles ? En somme, quelle est l'atmosphère où les travailleurs de l'artel respirent et vivent ?

Ces dernières années d'efforts formidables de collectivisation agricole, qui ont coordonné les principes directeurs de la grande expérience avec les réalités complexes du matériel « humain », ou mieux du matériel « paysan », peuvent donner aujourd'hui une réponse à ces questions sur lesquelles était fixée l'attention du monde bourgeois.

Au commencement du flux gigantesque des entreprises individuelles dans l'artel, les grandes fermes agricoles qui s'étaient constituées ne voulurent pas rompre immédiatement avec les habitudes de la vie paysanne. Ce fut ainsi que le travail à l'artel s'organisa par familles ; et sa rétribution en produits ou en espèces, en partie prélevée dans le courant de l'année, et le total fixé et réglé à la fin de l'exercice agricole, s'effectua par tête.

Cependant cette règle ne fut pas généralisée. Elle fut suggérée par la nécessité de graduer, même selon les endroits, le changement que la vie de l'entreprise collective agricole aurait certainement demandé, parfois peut-être imposé. Cela, du reste, aurait permis de calculer de très près l'aptitude et la capacité des kolkhoziens, de les régler et de les encadrer par la suite dans une organisation scientifique du travail.

Cette période de transformation fut encore fort brève ; et elle devait en effet cesser immédiatement, après que le critérium et le rythme de l'industrialisation furent mûrs pour son accélération, pour une organisation et une discipline du travail correspondant mieux aux buts économiques, moraux et sociaux, vers lesquels l'industrialisation soviétique est dirigée.

L'organisation du travail sur base scientifique

Comme au début de 1930, pour sortir la collectivisation agricole d'un moment des plus critiques, maintenant encore c'est Staline qui annonce « l'avènement de cette période réclamant une politique nouvelle et d'autres méthodes pour l'application du plan industriel dans l'Union des Soviets ». En s'adressant plus particulièrement à l'industrie, mais de manière à orienter également l'agriculture collectivisée vers des systèmes analogues, il unissait les nombreux problèmes en six points principaux. La nécessité d'établir des salaires divers pour les ouvriers qualifiés et non qualifiés. Celle de combattre les oscillations dans le rendement du travail et d'augmenter la force de production des entreprises. La création d'une nouvelle « élite » destinée à améliorer la production. Le développement de corps techniques spécialisés. La recherche de nouvelles sources de capitaux. Le perfectionnement de la main-d'œuvre par la discipline supérieure de l'émulation.

Comme toujours, cette fois-ci aussi, la bourgeoisie du monde entier feignit de ne comprendre ni le bond en avant qu'allaient faire la production et l'économie industrielles et agricoles, ni l'inévitable progrès qu'on allait obtenir grâce à cette nouvelle politique soviétique. De même qu'au moment où Lénine commença la politique de la N.E.P., cette fois encore, après le coup formidable de son successeur, elle parla du recul de la doctrine et des méthodes soviétiques et préconisa leur retour aux principes du capitalisme. Elle ne réussissait pas à comprendre, ou peut-être ne le voulait-elle pas, comment dans l'État des Soviets, dans l'industrie soviétique, dans l'agriculture collectivisée, les événements prennent une force et une couleur spéciales du fait qu'il s'agit, là, d'un État, d'une industrie, d'une agriculture qui ne sont ni au capitalisme, ni pour le capitalisme, mais aux travailleurs et pour les travailleurs. Ce fait transforme complètement la substance de la vie et de la discipline du travail, même si celles-ci peuvent rappeler la nomenclature et les méthodes employées en régime capitaliste.

Pour revenir à l'organisation du travail dans l'entreprise agricole collective, qui s'orienta dans la voie magistralement tracée par Staline et plus spécifiquement élaborée par l'action du Commissaire du peuple à l'Agriculture, Iakovlev, je dirai que le système de distribution du travail par familles et la division des produits de la ferme par tête furent bientôt abandonnés. Ainsi qu'à l'usine, le travail dans sa qualification et dans sa quantité devait servir à l'artel de base pour la répartition, sous toutes ses formes, des revenus de l'entreprise. Et c'est l'émulation qui devait être la force propulsive, pour porter la productivité du travail à son degré le plus haut et le plus perfectionné. Dans le printemps de 1931, Iakovlev posait clairement cette question devant le VI^e Congrès des Soviets. Je citerai un passage de son discours : « Nous n'entendons rien cacher. Nous nous adressons franchement aux membres des kolkhozes et leur disons : la grande cause de l'économie collective, qui, malgré toutes les faiblesses et le manque d'expérience de ses membres, rien que dans cette première année d'essai, a augmenté depuis 1930 le revenu de ses membres de 150 %, peut être cependant compromise, si l'on s'entête dans la division des produits par personne et si l'on ne se hâte pas d'y substituer un système correspondant à la qualité et à la quantité du travail fourni. » La parole et l'avertissement des dirigeants de l'État soviétique furent accueillis et suivis par les masses travailleuses mieux qu'un ordre.

Le principe soviétique de la productivité du travail

En pratique, voilà de quelle façon l'organisation du travail a été réglée et continue de se perfectionner dans l'entreprise agricole. Le centre constant est la direction élue, tous les ans, par l'assemblée générale des kolkhoziens. La direction est l'organe exécutif de l'artel et c'est elle qui, comme dit le règlement, « répartit entre les membres les travaux qui leur conviennent le plus, en leur conférant par cela même la responsabilité et tous les droits inhérents ».

Les membres de l'artel donc, dans leur travail respectif, ne sont pas de simples exécuteurs matériels, mais doivent se considérer des éléments conscients et responsables vis-à-vis de toute l'entreprise. Ce fut ce principe qui donna naissance à l'organisation des « brigades » au sein même de l'artel, les vivifia et les enthousiasma ensuite dans une mesure incroyable, en appliquant la règle morale de l'émulation, devenue désormais une loi soviétique.

Je veux mieux m'expliquer. Dans la grande entreprise agricole, la main-d'œuvre se divisa par groupes, selon le travail qui, à son tour, peut changer pour des motifs cultureux ou de saison, et qui généralement a besoin, dans toute entreprise agricole, d'un personnel spécialisé en certaines branches, telles que l'élevage et l'emploi des machines. C'est ainsi que se formèrent les groupes des éleveurs, des « tracteuristes », du personnel destiné aux machines ; et, pour les travaux de saison, les groupes pour l'ensemencement, pour la moisson, pour le défrichage, de tous ceux, en somme, qui sont employés dans un certain travail agricole où est nécessaire un corps discipliné et harmonisé. Cette répartition du travail, déjà adoptée par la grande ferme capitaliste dans le but d'une plus sûre exploitation de la main-d'œuvre, est par contre, dans la ferme collectivisée, considérée par les kolkhoziens eux-mêmes comme un moyen de mieux employer ses propres énergies et de les porter, dans l'intérêt de toute l'artel, à leur plus haut degré de production. C'est ainsi que se constituèrent des brigades parmi les kolkhoziens et que, justement pour exprimer la forte poussée morale et matérielle par laquelle elles allaient procéder dans leur activité, ces brigades voulurent elles-mêmes s'appeler « brigades de choc ».

Chaque brigade choisit son chef, appelé « brigadier », qui n'est pas le « chef » imposé aux équipes des travailleurs par le patron de l'exploitation agraire capitaliste, ayant des fonctions policières de surveillance et de mouchardage. Le brigadier est choisi par les membres de la brigade en accord avec la direction de l'artel, en raison de ses meilleures qualités de travail et d'une plus grande compétence éventuelle ; il reste normalement en contact avec la direction, avec laquelle il négocie l'acceptation des travaux et leur rétribution. Et quant à celle-ci, la méthode de mesurer le travail seulement d'après sa durée, en tenant compte des heures et des journées employées, pour la répartition du revenu de l'exercice agricole, a presque disparu ; et à cette méthode s'est substituée, dans une mesure de plus en plus large, celle de la reconnaissance du travail selon sa quantité et sa qualité.

Dans les brigades qui se sont formées parmi le personnel destiné à soigner les vaches laitières, j'ai pris connaissance de certains accords qu'elles concluent avec la direction de l'artel en se basant sur la quantité du lait, la réussite de l'élevage des veaux, etc. ; ce qui demande une constante application de notions de zootechnie, si l'on veut obtenir de bons résultats. Dans de nombreux travaux et particulièrement dans les labourages des champs, se généralisa bien vite le système du travail à la tâche, c'est-à-dire des contrats à forfait, ayant pour base la quantité et la qualité de l'ouvrage à faire et non le temps et le nombre d'ouvriers qu'il faut pour l'accomplir.

Mais on dira alors : « C'est le travail à la tâche, cette méthode qui est la plus caractéristique de l'exploitation de la main-d'œuvre dans l'agriculture et dans l'industrie capitalistes ! » Je me souviens d'avoir mené moi-même une lutte continue, dans les grandes fermes des cultivateurs lombards, en Italie, pour empêcher que les travailleurs agricoles y fussent embauchés comme tâcherons ; je réclamaux au contraire qu'on les payât par tête et par heure. Et j'avais raison.

Chez le capitaliste ce système tend à épuiser toute l'énergie du travailleur, à exciter son désir violent du gain, et cela exclusivement pour le plus grand profit du patron. Ce que représente la petite augmentation de salaire que le travailleur peut obtenir par un effort de ses muscles, est quelque chose de pauvre, d'infime, de piteux, en comparaison de ce qu'en tire le capitaliste. C'est cette disproportion impudente qui a poussé tous les travailleurs agricoles et d'usine à vouer à ce système toute leur haine ! Détruisons les bénéfices du patron ; identifions, pour ainsi dire, ces bénéfices avec ceux du travailleur, de manière qu'il puisse, comme cela arrive dans l'entreprise agricole soviétique, acquérir un double avantage : celui, immédiat, d'une plus grande rétribution de son œuvre, et celui, beaucoup plus important, du profit apporté à l'entreprise, qui lui appartient à lui aussi. Le travail à la tâche deviendra alors le système vers lequel tout travailleur aspirera à arriver pour sa satisfaction matérielle et morale.

Fixer dans une entreprise agricole capitaliste la rétribution du travail d'après sa qualification et sa quantité et lier ce principe par le système du paiement à la tâche individuel ou collectif, c'est là un moyen d'exploitation tellement connu et prouvé, que tout travailleur conscient, ouvertement ou secrètement, n'a pour lui que de la répugnance. Et s'il l'accepte, il le fera seulement parce que poussé par la nécessité ou obligé par la force ; mais sa fatigue en sera constamment exaspérée. Son travail lui sera plus lourd, plus dur et plus pénible. Transportons cependant ledit système dans la vie et dans l'atmosphère de la ferme soviétique, où il ne reste de lui que le nom et la forme, la substance et l'esprit en étant radicalement transformés, et son application cessera d'être une peine imposée au travailleur, mais elle deviendra au contraire un de ses désirs les plus vifs. La dureté même du travail diminuera et s'égayera. Le travail se fondra dans la jouissance de l'âme et du corps. Il multipliera les énergies physiques du travailleur et l'incitera à l'amour, chaque jour plus profond, pour l'entreprise où il vit, car il s'élèvera et progressera avec elle.

J'ignore si le congrès des savants de psychotechnique, qui eut lieu il n'y a pas longtemps à Moscou, auquel participèrent des techniciens de tous pays, s'est suffisamment arrêté sur cette réalité, où la contradiction entre le monde bourgeois et le monde soviétique est d'autant plus grande et plus forte qu'elle est voilée et cachée par l'usage d'une terminologie identique. Mais je sais seulement qu'aussitôt ébauchée cette discipline du travail dans toutes les fermes collectives, elle fit immédiatement développer cette loi superbement morale qu'est l' « émulation ». Jamais elle ne jaillira dans les usines et dans les grosses fermes capitalistes, car elle ne respire et ne se nourrit que dans l'ambiance de l'entreprise soviétique, où il y a une vivacité, une sérénité, une joie, hélas ! trop ignorées de tous les autres travailleurs des champs et des usines, pour qui l'entreprise capitaliste est une étouffante chape de plomb.

Cette émulation s'explique dans les artels par un véritable concours entre brigades ; et elle s'élargit par les défis que se lancent les artels entre elles. La direction de l'artel, qui dirige ces féconds efforts intelligents des activités et des volontés, y concourt avec des attestations et des primes. Le « Kolkhozcentr » participe aussi au tournoi entre les nombreuses fermes collectives. Tout devient émulation et stimulation. Tout sert d'incitation au progrès, du point de vue économique, éducatif et social. Tout est orienté et dirigé pour atteindre un degré de plus grand rendement et de majeure productivité du travail, par le développement et le perfectionnement de la conscience collectiviste de tous les travailleurs.

Le problème base de la collectivisation agricole, que dis-je ? de l'ordre économique et social issu de la Révolution d'Octobre, se trouve ici. Et Lénine le définissait avec une sagesse et une clarté de langage incomparables, par ces simples mots : « La productivité du travail est, en fin de comptes, le point le plus important et décisif pour la victoire du nouvel ordre social. Le capitalisme a créé une productivité inconnue au régime d'esclavage. Le capitalisme existera tant que le nouvel ordre social n'aura pas créé une autre productivité du travail de beaucoup supérieure. Cette œuvre est difficile et longue. Mais l'essentiel c'est qu'elle soit commencée. »

Le 17 mars 1934, le Gouvernement soviétique publiait une loi d'ordre général, qui règle le système de compter le salaire des travailleurs sur la base de la quantité et de la qualité de la production fournie. Et cette loi abolissait un article du Code du Travail garantissant un salaire minimum, car cette disposition n'intéresse plus que quelques groupes de travailleurs attardés.

Facteurs de développement

Dans la collectivisation agricole, il importe de remarquer, à ce propos, plusieurs forces qui ont concouru et concourent toutes encore maintenant à réchauffer le milieu de l'artel, afin que le principe de l'émulation et l'organisation du travail dans les brigades, devenues des organes d'une combativité des plus grandes, trouvent une atmosphère qui les excite et les alimente. Une de ces forces est représentée par le prolétariat, par l'ouvrier des usines, dont la pénétration dans la campagne devient toujours plus intime grâce à la collectivisation.

Il est un fait très remarquable qui se vérifie dans la Russie nouvelle, en opposition à ce qui se passe dans les pays bourgeois. L'usine, la ville, qui aussi dans l'Union des Soviets appelaient de nombreux paysans et exerçaient surtout parmi les jeunes leur attrait, virent, avec le commencement et le développement de l'industrialisation agricole, un grand reflux vers la campagne des éléments ruraux émigrés. Ils y retournèrent avec un amour véritable ; ils y apportaient les fruits de la vie et de l'expérience acquise pendant leur séjour parmi le prolétariat industriel, où les nouvelles directives pour l'organisation du travail et pour l'émulation entre les groupes ouvriers et entre les usines avaient été accueillies avec tant d'enthousiasme et avaient donné naissance aux initiatives les plus géniales. Ainsi, par exemple, dans bien des usines, outre les brigades de choc, se formèrent des brigades de remorquage, des brigades pour la bonne qualité du produit, des brigades pour le meilleur rendement, etc.

Il faut souligner encore un fait qui montre avec combien de passion l'ouvrier de la ville aime et suit cette réorganisation profonde de la vie rurale. Il est bien difficile, surtout pendant l'été, de visiter la campagne collectivisée sans y trouver des groupes d'ouvriers, qui s'y rendent, pas seulement parce qu'ils sont chargés par leurs fabriques d'aider les kolkhoziens dans certains travaux, mais aussi parce qu'ils sont mus par le désir de s'unir et de collaborer à l'industrialisation de l'entreprise collective.

Un autre facteur qui partout, mais en Ukraine surtout, est un feu continu, une grande force stimulante de la nouvelle discipline de l'organisation du travail dans l'artel, est constitué par le « Comité Paysan ». Histoire magnifiquement généreuse, histoire riche en combativité et en enthousiasme, que celle de ces Comités Paysans « Comitety njazamochnich selian », qui virent le jour pendant les tragiques années de la guerre civile, qui organisèrent les masses les plus pauvres et qui avaient pour but d'animer la résistance des populations paysannes et les conduire à la bataille ! Ces Comités, après avoir refoulé, écrasé les généraux mercenaires et leurs bandes, s'engagèrent avec encore plus de hardiesse et d'opiniâtreté dans la reconstruction économique de ces terres pillées et ensanglantées.

Pendant la lutte contre les koulaks, ces Comités jouèrent eux aussi un rôle d'une efficacité considérable. Et lorsque la collectivisation agricole se généralisa jusqu'à être intégrale dans ces campagnes fécondes de la terre noire, les Comités Paysans, au lieu de se dissoudre, passèrent et se réorganisèrent dans les entreprises collectives, en groupes d'avant-garde toujours vigilants et actifs. Leur tradition d'audace les place aux premiers rangs dans l'émulation, arme aujourd'hui nécessaire pour les conquêtes plus urgentes dans le domaine économique.

Cette constatation provoqua en moi un vif intérêt, car elle m'évoquait la misérable masse agricole, souffrant sous le régime capitaliste qui la terrasse, vers laquelle maintenant s'avance l'enseigne du Comité Paysan, comme une invitation à la bataille. Le Comité Paysan, dans son expérience soviétique de plusieurs années, est un grand enseignement. Né des nécessités de la lutte contre l'ennemi, il est maintenant pionnier des progrès de la collectivisation. Sa raison et sa force de vie sont dans le combat. Mais seulement après avoir ôté du chemin tous les ennemis, les Comités Paysans peuvent se risquer vers le sommet de toutes les ascensions économiques et sociales.

L'esprit et l'ardeur de bataille que ce Comité développe au sein de la collectivisation, là où il avait déjà une tradition propre, sont généralisés dans toutes les campagnes de l'Union soviétique par un autre élément, pour lequel vibre la plus profonde sympathie : le soldat.

Ce n'est pas à moi d'illustrer comment le soldat soviétique n'a rien de commun avec la vie, la discipline, l'activité et les fonctions qui sont imposées par le régime capitaliste aux soldats, enrôlés surtout dans les campagnes, pour former son armée. Je remarquerai seulement que l'armée a été et continue d'être, dans la Russie bolchevique, la plus haute et la plus noble école pour la formation du paysan, pas seulement comme défenseur conscient de l'État prolétarien, mais aussi comme citoyen capable de combattre au premier rang pour toutes les conquêtes vers lesquelles s'engage la Révolution. Le paysan-soldat retournera par conséquent à la campagne prêt à être moralement, techniquement et politiquement, un facteur spécial d'action intelligente et de transformation féconde. J'ai trouvé dans une relation officielle, publiée par le Commissariat du peuple à la Guerre, à l'occasion du treizième anniversaire de la fondation de l'Armée Rouge, une courte statistique, mais qui est à elle seule plus éloquente que toute autre illustration des buts et des méthodes du « militarisme » soviétique.

En 1927, l'Armée Rouge a instruit 36.756 personnes pour le travail pratique à la campagne ; en 1929, ces chiffres s'élevaient à 108.748. En 1930, l'Armée Rouge a donné à la collectivisation agricole environ 15 000 dirigeants de kolkhozes, 13 000 agriculteurs spécialisés, 9.000 cultivateurs des potagers, 20.000 éleveurs de bétail, 25.000 chauffeurs-mécaniciens de tracteurs, 13.000 comptables et administrateurs ; 3.000 autres soldats furent préparés pour continuer les études techniques agricoles supérieures.

Ces chiffres sont d'une rare éloquence, d'autant plus si l'on songe qu'ils se rapportent à 1930 et que dans ces dernières années l'effort pour éduquer le soldat aux problèmes de la vie et du travail collectif a de plus en plus grandi. Il est possible de penser mais non pas d'exprimer ce que toute cette force « militarisée », c'est-à-dire forgée et enflammée au feu des plus hauts idéaux soviétiques, aura apporté de chaleur et d'enthousiasme dans la grandiose bataille de la collectivisation et de l'industrialisation agricoles !

Enfin, pour que l'on ait une vision, tant soit peu complète, de cette campagne nouvelle où domine la grande entreprise collectivisée, je dois attirer l'attention sur un coefficient que je n'hésite point à qualifier de décisif pour le changement profond qui s'y produit de plus en plus victorieusement. Cet élément, c'est la femme. C'est l'ancienne paysanne.

La kolkhozienne

Ce gigantesque mouvement vers la collectivisation, de millions et de millions de petites économies individuelles, aurait-il été possible sans l'adhésion et la participation de la femme ? Si la paysanne s'y était opposée ; si le profond bouleversement qui s'est produit, en arrachant les habitudes familiales, les bornes mêmes de la vieille entreprise agricole, avait trouvé seulement la résistance passive de la femme, aurait-il été victorieux ? Il suffit de se poser cette question, pour qu'une réponse négative ne tarde à venir. Et également, toute la réorganisation du travail dans la grande ferme collective, tous les changements qu'elle est en train de déterminer dans ses méthodes, dans sa discipline, bref, dans la vie entière de l'artel, si différente et éloignée de ce qui était le train d'existence de la petite ferme, n'est un fait accompli et vivant que parce que la femme y adhère et y concourt de toute l'énergie dont elle est capable. L'explication de ce fait se trouve indirectement si l'on songe que, aussi la « paysanne », la femme de la terre des pays capitalistes, n'est plus la même qu'autrefois, celle qu'avait modelée une tradition d'asservissement. La misère et la terreur ont fini par vaincre sa tendance à la résignation. Elle ne reste plus, muette et abattue, devant le foyer éteint et la table vide, entre des gosses tremblants qui l'entourent et demandent du pain. Dans les événements quotidiens, la combativité a pris la paysanne de bien des villages. Dans la chronique de la terreur fasciste on ne compte plus les femmes qui, même dans les campagnes, marchent contre elle en luttant héroïquement.

La femme soviétique s'est éveillée, a vécu et s'est forgée, sous le feu des batailles continues. Son histoire la met à l'ordre du jour pour ses sacrifices dans les combats de la Révolution et dans ceux encore plus dramatiques de la guerre civile. Mais ce qui la forma davantage, ce fut essentiellement le régime né d'Octobre, ce furent les principes qu'il proclama et les initiatives qu'il en fit jaillir : l'égalité de la femme et de l'homme dans leurs droits politiques et de travail, la particulière protection de la femme pendant sa maternité, les soins sociaux inlassables et toujours plus attentifs envers ses enfants, son élévation à toutes les occupations auxquelles elle peut aspirer. C'est de cette manière que la paysanne soviétique, après s'être façonnée dans la lutte contre ses ennemis, a accru et éduqué son intelligence et sa conscience jusqu'à comprendre et suivre, dans le plus grand enthousiasme, cette formidable révolution rurale que fut la collectivisation.

Bien que peu d'années se soient écoulées depuis le commencement de ce mouvement, ceux qui le suivent sont de, l'opinion unanime que la femme y a porté une telle ardeur, une telle énergie et une telle volonté, qui montrent très bien comment elle est devenue, dans la vie et dans la pratique de l'émulation, une force d'une valeur inestimable.

Je pense en ce moment à quelques chiffres, rapportés par des actes officiels, que je vais reproduire parce qu'ils me semblent susceptibles de donner une idée concrète de ce que j'ai affirmé. J'ai lu par exemple, dans les documents du « Kolkhozcentr », que déjà en 1931 les brigades des paysannes qui s'étaient rangées dans la bataille de l'ensemencement printanier et de la moisson s'élevaient à près de 122.300, quoique les données fussent partielles. Et, pour ce qui concerne plus particulièrement l'artel, j'y trouvais des chiffres qui montraient l'élan avec lequel l'ancienne paysanne avait su parvenir aux postes responsables dans la direction technique et administrative de l'entreprise collective. Ces dernières années marquent naturellement un nouveau progrès. Voilà les chiffres annoncés au XVII^e congrès, en février 1934, qui, bien qu'incomplets, sont d'une portée indiscutable : 6.000 femmes sont à la présidence de kolkhozes ; plus de 60.000 sont membres de direction ; on en compte plus de 28.000 chefs d'équipes et plus de 100.000 au commandement des sections de brigade ; près de 7.000 d'entre elles, en blouses de mécanicien, rivalisent sur le moteur avec les « tracteuristes » les plus expérimentés.

Mais ces chiffres, pour moi n'ajoutent vraiment rien à ce que j'ai constaté moi-même dans l'été de 1930, quand je suivais de mes propres yeux l'organisation de ces brigades des femmes collectivisées, leur travail et les résultats obtenus.

Je vois encore cette jeune paysanne, à la fauve chevelure tombant sur un corps solide, diriger une brigade de moissonneuses dans une steppe brûlée par le soleil, s'avancer vers moi en serrant sur sa poitrine une grande gerbe d'épis comme si c'eût été son enfant. « Tout, des semailles à la moisson », me disait-elle en rayonnant, « tout est fruit de notre brigade qui a atteint plus du double des chiffres prévus ».

Aussi n'oublierai-je pas la brigadière Tambotvseva, la kolkhoziennne bien connue de l'artel « Treize Octobre », dans la région centrale de « la terre noire », à laquelle, un an plus tard, était décerné le premier prix des brigades de choc. Elle avait réalisé avec son tracteur le maximum des résultats atteints dans la qualité et dans la quantité du travail.

Il ne m'est pas moins suggestif, le souvenir des brigades de femmes dans certains travaux spécialisés de l'artel, tels que l'élevage du bétail, des volailles, et l'aviculture. Là où elles se mettaient à l'épreuve, j'ai constaté qu'elles y portaient de l'ordre, de la précision, de la propreté, le tout avec un entrain et une vivacité qui transformaient les travaux les plus durs et pénibles en des sources de plaisir et de contentement.

Ce contraste avec la peine muette et souffrante qui voûte la paysanne des fermes capitalistes (pour citer un exemple, la paysanne de mon pays courbée sous le fascisme), me blessait au tréfonds de mon âme. La campagne soviétique nouvelle, je l'entendais, était pleine de chansons. Et ce n'est plus la triste et lente mélodie composée de mélancolies et de cadences évanescences comme quelques-uns de ses horizons ; mais un frémissement, un frisson de passion et de bataille. J'entendais les brigades de femmes qui luttaient dans la steppe ; c'étaient des chansons et des airs mélodieux et dissonants, durs et coulants, pleins de secousses et de pauses, de rafales et de repos, tout comme leur travail qui est un combat et une joie de vivre.

Enfance et vieillesse

Ainsi à la campagne, ainsi encore dans toutes les œuvres de l'artel, où la femme est une étincelle, un exemple d'émulation. Mais il y a une partie de la vie de la ferme collective, qui lui est appropriée et presque exclusive. La famille rurale demeure le plus souvent dans son ancienne maison, et elle y restera jusqu'à ce que les grandes entreprises, complétées et perfectionnées dans leurs outillages, n'aient pu bâtir de nouvelles constructions pour un plus grand confort des kolkhoziens et de leurs familles. Mais dans presque toutes les artels on a décidé et aussitôt réalisé l'institution de pièces, de jardins d'enfants, qui complètent l'œuvre et la fonction de l'école, afin que les mères puissent s'adonner entièrement au travail avec la certitude que leurs enfants sont bien gardés et bien soignés.

Et c'est la femme, naturellement, qui a pourvu à la préparation de ces institutions. J'aime faire remarquer que déjà à la conférence de Moscou des brigades de femmes des kolkhozes, en octobre 1931, presque toutes ces brigades apportèrent des chiffres intéressants sur le nombre et sur le fonctionnement des salles et des crèches qui s'étaient constituées dans les kolkhozes. La direction de la ferme collective mit à leur disposition des sommes remarquables prélevées sur le revenu de chaque exercice.

Ainsi, l'artel est une entreprise industrielle, elle est organisée de manière à atteindre le meilleur résultat dans les cadres productifs et économiques ; mais elle est aussi une entreprise d'une haute inspiration morale ayant d'importantes fonctions sociales. Elle ne tend pas au profit pour le profit, pour l'intérêt exclusif du capital, mais elle tend à effectuer tout le progrès possible, pour le bien des kolkhoziens et de leurs familles. C'est dans ce but qu'il est établi, dans le règlement de l'artel, qu'une partie du revenu de l'entreprise collective doit être destinée, outre à l'assistance des enfants, aussi à l'assistance invalidité et vieillesse.

J'ai déjà dit comment cette partie de l'assistance sociale dans la campagne a été, durant la période de la N. E. P., admirablement résolue par la typique institution des sociétés paysannes de secours, considérées par l'État comme des organes spéciaux et entourées et protégées par lui par toutes sortes de privilèges. Leur solidité et leur puissance financière, composée d'entreprises, d'usines, d'argent liquide, pouvait pourvoir aux besoins de l'assistance des paysans. Avec l'accroissement de la collectivisation, qui s'annexa et incorpora, même pour des nécessités techniques évidentes, une grande partie des propriétés rurales de ces institutions, leur base économique en fut bouleversée ; d'autre part, les principes sociaux de l'entreprise collectivisée faisaient considérer l'assistance des invalides et des vieillards comme une tâche directe de l'entreprise elle-même.

Ce fut ainsi que les artels établirent qu'une certaine somme fût mise dans leur bilan à titre de dépense obligatoire avant tous les autres frais et destinée précisément à pourvoir aux invalidités temporaires ou permanentes et à la vieillesse. Cette somme, d'après mes constatations, était en 1930 de 10 % environ du revenu brut, toute obligation envers l'État seulement déduite. Toutes les sociétés d'entraide et de secours ne disparurent pas, car il y a encore plusieurs millions de fermes individuelles ; mais la voie tracée par la collectivisation à l'assistance sociale est celle dont j'ai parlé, celle qui attribue à toute ferme collective l'obligation et la tâche de subvenir aux infortunés et aux invalides des familles de chaque kolkhozien.

En 1930, j'ai posé la question pour savoir si ce système, qui se base sur un juste principe, se perfectionnera et se transformera dans l'avenir. J'avais devant moi l'exemple véritablement admirable des assurances sociales ouvrières de l'État soviétique, qui assurent aussi les ouvriers agricoles des sovkhozes. Pendant que le monde bourgeois tout entier est aux aguets pour abattre cette institution, qui est la dernière tranchée de défense du prolétariat, gagnée par les masses ouvrières dans des luttes acharnées ; pendant que leur puissance financière est en constante diminution — dans l'Union soviétique le bilan des assurances sociales s'est élevé de 1 milliard 810 millions de roubles en 1930, au chiffre incroyable de 3 milliards 356 millions de roubles en 1932 et à 4 milliards 610 millions en 1933.

« Certainement », me fut-il répondu, « chaque kolkhoze règle elle-même cette fonction ; mais l'avantage d'associer les contributions de toutes les artels au moins pour l'invalidité permanente et la vieillesse, est intuitif et cela sera obtenu au fur et à mesure que la collectivisation agricole se généralisera et se consolidera. Dans ce temps, même les infortunés des campagnes jouissent de tout ce que l'État soviétique dispense largement pour les maisons de santé et de repos ; et il est dans l'esprit de chaque artel d'agir de façon que les invalides et les vieillards eux aussi, sentent la renaissance de notre vie nouvelle ».

Je voulus m'assurer de la vérité de cette dernière affirmation. Et ce fut avec une véritable émotion que j'appris de ces vétérans du travail leur joie d'assister à une telle transformation agricole. Ils la suivaient, même s'ils ne la comprenaient pas toujours ; vieux arbres aux troncs nouveaux et aux dernières feuilles sur le sommet, qui se penchent sur les bords des rivières, comme s'ils voulaient en entendre le murmure et en suivre le cours.

Les noms des kolkhozes

Voilà la vie de la kolkhoze. En reproduisant dans ces pages son rythme je n'ai pas voulu m'arrêter sur les discordances inévitables, qui devaient nécessairement se vérifier dans un changement si profond et si radical. Elles ont fait et feront encore l'objet d'une critique adverse, bien souvent aussi méchante qu'ignorante ; mais le courant des résultats les emporte, et c'est ce courant qui entre dans l'Histoire comme une force qui féconde et domine. Il est d'ailleurs bien évident que, pour atteindre ces résultats toujours plus décisifs, la kolkhoze devait vivre une vie de lutte continuelle pour son amélioration et pour son perfectionnement.

J'ai parlé de l'organisation et de la discipline intérieures du travail et de ses lignes principales ; mais, tout en restant seulement sur le terrain technique et administratif, je dois ajouter que les expériences faites, les innovations introduites et les luttes soutenues pour en rendre tous les kolkhoziens des facteurs conscients, n'eurent pas de cesse. Dans la répartition du travail entre brigades on adopta, par exemple, aussi la méthode de

leur assigner, pour certaines cultures, des lots déterminés. On organisa surtout dans les grandes kolkhozes la partie regardant le contrôle et l'inspection. Plusieurs d'entre elles élaborèrent dans leur sein, aux fins d'une rotation et d'une intensification rationnelles des cultures, un plan comprenant le développement de travaux et de transformations successives de leur domaine. On étudia surtout, et l'on étudie encore maintenant, les applications les plus précises d'une discipline qui doit être très éducative, c'est-à-dire qui habitue le kolkhozien à comprendre et à accomplir scrupuleusement ses devoirs de travailleur collectiviste envers les autres kolkhoziens, envers les paysans encore liés à leur ferme familiale et envers l'État. Le Comité central exécutif et le Conseil des commissaires du peuple, en septembre 1932, ont édicté à ce sujet des règles de grande importance. Les kolkhozes doivent débarrasser toujours davantage la direction centrale et celle des brigades de l'élément incompetent, car, sur les qualifications politiques du kolkhozien, doivent prévaloir la capacité de travail et sa compétence technique. Il n'est jamais assez inculqué par les organes de l'État les devoirs qu'ont les kolkhozes d'étendre leur action et leur collaboration aux fermes individuelles. Celles-ci doivent être attirées à la collectivisation par l'exemple de la grande ferme, mais surtout par l'aide pratique que cette dernière doit leur apporter continuellement. Il faut appliquer la discipline, même avec sévérité, envers ceux qui se soustraient à leurs obligations à l'égard de l'État. Et l'on compléta à ce sujet le règlement-type, qui dans un article explicatif établissait déjà les cas d'indiscipline et les sanctions qu'ils comportent, depuis le blâme jusqu'à l'amende financière et à l'exclusion de la ferme collective. Si tout ce qui est fonction, vie et but de l'entreprise collectivisée, est bataille, parce que la collectivisation est la Révolution en marche qui déborde et s'étend, la discipline doit y être comprise et pratiquée de façon révolutionnaire.

Ceux qui ne comprennent ou qui ne veulent pas comprendre tout cela, ne lisent que des mots, mais ils n'en sentent pas l'esprit et le sens profond. Ils ne voient que l'épisode, et le prennent pour l'histoire tout entière.

Un correspondant du fascisme italien, envoyé dans la Russie soviétique, conclut ses quelques articles sur la collectivisation, en affirmant que la Révolution existait... surtout dans les mots. « Partout », disait-il, « de nouveaux noms pour désigner les kolkhozes ; et des noms comme : « Aurore », « Octobre », « L'Assaut », « Le Pouvoir des Soviets », « Le Bolchevique », etc.. » Il n'a même pas compris que certaines désignations, issues du peuple, sont plus expressives que tout autre baptême. Les nouveaux noms se substituaient par exemple à ceux de « Nejelovo », « Neuroschaïevo », « Golodovka », etc, par lesquels, avant la Révolution, ces paysans avaient nommé le village « de ceux qui ne mangent pas », le village « de la maigre récolte », le village « des affamés » !

Oh ! si dans les pays fascistes, dans l'Europe qui épuise les masses agricoles, ces dernières pouvaient, elles aussi, rebaptiser leurs villages !

Autour de la kolkhose

Les données les plus récentes sur le développement de la collectivisation dans les campagnes soviétiques, nous apprennent que, sur un total de près de vingt-cinq millions de petites économies paysannes que comptait la Russie nouvelle, 65 % sont déjà entrés dans le cadre des kolkhozes et possèdent 73,9 % de la totalité de la surface cultivée en céréales. La plupart des kolkhozes, au surplus, se dirigent toujours davantage vers la forme collective de la grande ferme agricole de production.

Ceux qui n'ont pas suivi et compris ce mouvement si important, ne peuvent pas en mesurer toute la signification qui se traduit aussi par des chiffres énormes. Il est des bourgeois qui, par ignorance ou par parti pris, en sourient. Mais à vrai dire, il faut ajouter que, dès maintenant, bien plus grand est le nombre et l'autorité de ceux qui ne s'arrêtent pas à quelques aspects extérieurs, peut-être caducs, du phénomène, mais l'étudient jusqu'au fond et en affirment la valeur et l'influence dans la marche de l'histoire humaine.

Pour rester dans le milieu du fascisme, je rappellerai l'avertissement que, déjà en 1932, donnait à ce sujet au monde capitaliste l'économiste le plus connu et le plus écouté du régime qui règne maintenant en Italie. En parlant de la collectivisation agricole dans l'Union des Soviets, il écrivait : « Il ne faut pas se laisser tromper par les interprétations du travail constructif de l'économie soviétique, flottant dans ses phases, mais progressant dans ses développements. » Et il ajoutait cette déclaration qui pourrait très bien sortir de la bouche d'un bolchevik : « Le défi de l'économie collective à l'économie individuelle est désormais lancé, du point de vue historique, avec des forces formidables en action et qui n'ont de précédents ni par leur dimension ni par leur structure. »

Je ne sais pas si les quelques millions d'exploitations individuelles et paysannes qui ne sont pas encore entrées dans les rangs de la collectivisation, en resteront encore longtemps éloignées. Il me semble que je ne me trompe pas en disant que cela dépendra notamment du développement de l'industrie soviétique, d'où l'agriculture devra tirer en grande partie les moyens nécessaires à sa transformation et à son progrès, et de la maturation simultanée de la conscience collectiviste parmi les masses agricoles qui peuplent les régions de la Russie asiatique. Cela dépendra encore d'un complexe de facteurs de la politique internationale, car il est clair que l'Union des Soviets devra tenir les yeux grands ouverts, entourée comme elle est par le monde capitaliste, voire par une forêt d'armes dirigées avant tout contre son existence et son avenir. Toute prévision me semble enfin assez difficile à faire, car ce ne serait pas la première fois que la méthode « bolchevique » entre en action dans toute sa force, en réalisant par là ce qui auparavant paraissait impossible.

Ce mot « bolchevique » n'indique pas seulement un déploiement exceptionnel d'énergies, de volontés, d'ardeur et d'héroïsme dans une action déterminée ; il signifie aussi que, dans le monde soviétique, il y a une force qui dirige et agit et dont l'efficacité est incalculable. Cette force c'est l'État, l'État prolétarien, synthèse de la puissance d'une masse ouvrière et paysanne toute tendue dans un effort de conquête. Il est fort probable donc, qu'avant toute prévision, la collectivisation absorbe aussi ces autres millions des petites entreprises et que pas un paysan de l'Union des Soviets ne reste étranger à l'organisation agricole collective.

Cependant, après avoir amené progressivement près des deux tiers de la population rurale dans la kolkhoze, voilà que l'État augmente, si cela est encore possible, son activité et son influence dans une double direction. D'un côté, il consolide la grande ferme collectivisée ; il cherche à lui donner une sûre base financière et foncière ; il amplifie les secteurs de son action dans le domaine commercial, en somme il agit de façon que la grande ferme collectivisée devienne un puissant organe économique et industriel. D'un autre côté, il hâte le processus de mécanisation de l'agriculture, et réalise tous les progrès scientifiques dans la collectivisation de la terre et dans l'augmentation et l'amélioration du capital zootechnique.

C'est une ambition, une loi chez les Soviets, de ne pas atteindre dans le domaine de la production les résultats qu'a su obtenir le capitalisme, mais de les surpasser, les devancer. Et encore, pour ce qui regarde la collectivisation agricole, l'État hâte son œuvre pour préparer les meilleurs cadres techniques et administratifs, c'est-à-dire les éléments capables et prêts à la diriger vers toutes les conquêtes possibles.

Il faut s'arrêter sur ces points si l'on veut avoir une vision moins incomplète de l'artel, considérée comme une grande entreprise agricole.

La kolkhoze et le crédit

Sa consolidation, en tant qu'organisme économique, imposait immédiatement un large concours de moyens financiers. Le capital initial de l'artel était constitué, outre la quote-part apportée par les paysans moyens et pauvres, par les biens confisqués aux koulaks. Ce capital, qui pouvait varier selon les artels, bien qu'il représentât une force économique considérable, demandait de toute évidence des appuis et d'autres ressources pour que la ferme collective pût rapidement se développer et prospérer. Tout crédit devait donc être accordé à l'artel, dans une large et généreuse mesure.

Du crédit et de l'argent aux travailleurs de la terre ! Pour le paysan — qui lira ces pages — ces mots doivent sonner comme une amère ironie. Il n'y a plus de pays, dans nul endroit du monde capitaliste, où aujourd'hui les paysans, et particulièrement les paysans les plus épuisés, puissent s'attendre à un prêt, si petit fût-il, pour prolonger de quelques instants l'agonie de leur propre petite ferme. Partout, le mot « crédit » ne rappelle que les griffes de l'usurier ou l'intervention de l'huissier pour la vente aux enchères du maigre avoir et parfois même du lopin de terre, réclamés par le créancier.

Le réseau d'institutions coopératives qui s'était répandu dans les campagnes de bien des pays à agriculture avancée, dans le but de faciliter le crédit aux travailleurs de la terre, est presque partout détruit. Le mouvement du petit crédit foncier dans ses formes fondamentales de Schulze-Delitzsch et de Raiffeisen, a fini par verser les derniers capitaux des institutions fondées pour l'aide aux populations agricoles, dans les coffres des grandes banques à la disposition exclusive du capitalisme. L'argent n'est pas disparu ; l'argent s'est amassé et concentré. Si l'on prend, par exemple, deux pays typiques, la Hollande et la Suisse, on y voit que les banques agricoles débordent de valeurs, pendant que tout crédit, à n'importe quel intérêt, est refusé aux petits agriculteurs.

La tendance vers des formes centralisées d'organisation financière, s'accroît toujours davantage dans chaque pays, pour soutenir et défendre les gros propriétaires, les gros industriels. Et là où ceux-ci imposent et obtiennent l'aide de l'État, c'est pour mieux protéger eux-mêmes et leurs bénéficiaires, même lorsque cette intervention de l'État est déguisée sous forme de « défense nationale » de la production agricole.

Une fois de plus, en face de cette réalité, son antithèse s'élève en toute sa grandeur, dans l'Union des Soviets. La conception que ce pays a de la fonction du crédit, amena l'État à diriger une grosse partie des ressources dont il dispose, vers les masses des paysans les plus pauvres. Ainsi, après avoir aidé la formation d'un vaste réseau coopératif dans les campagnes, afin de réunir les épargnes de la population agricole, et après avoir relié les différentes institutions de base en des organismes régionaux, déjà en 1924 le Congrès des Soviets de l'Union tout entière décidait la constitution d'une Banque centrale foncière, ayant des ramifications dans toutes les Républiques soviétiques. Par le moyen de cette organisation, l'État apportait dans tous les villages son concours financier et vivifiait de son aide les fermes paysannes, surtout les plus pauvres. Au bout de peu d'années, ce constant et puissant flot d'argent avait, par la diffusion de ces bienfaits dans les campagnes, sinon créé du moins certainement poussé formidablement à la formation de ces paysans moyens, qui devinrent la majorité absolue de la population rurale.

Vers 1930, avec l'amplification de la collectivisation et avec la constitution de la grande ferme collective dans bien des régions, la structure de ces institutions de crédit agricole dut être partiellement changée afin de pourvoir aux nécessités qu'aurait réclamées la nouvelle situation. L'artel, du fait qu'elle s'est constituée en vue de devenir une grande entreprise de production, devait toucher à des caisses bien plus fournies et bien plus riches que la petite coopérative du village. L'installation et le développement d'une économie agricole industrialisée devaient être protégés en flanc par des instituts de crédit bien solides. C'est pour cela que même dans la Russie de la collectivisation se vérifia une certaine concentration bancaire.

Je m'arrêtais, en été 1930, sur ce changement déjà en cours en Ukraine, où je constatais qu'environ deux mille cinq cents petites coopératives, qui faisaient en même temps que les opérations de crédit le commerce d'outils ruraux, de la consommation, etc., avaient transféré leurs capitaux, crédits et dettes, mouvement de fonds, à d'autres organes bancaires qui s'étaient constitués dans toutes les régions avec la fonction presque exclusive du crédit. Ce transfert avait été décidé en accord avec les associés des différentes petites coopératives. Les autorités gouvernementales tant centrales que locales, plusieurs instituts d'État et tout particulièrement les « trusts » ayant des relations plus étroites et plus directes avec la production agricole, avaient naturellement aidé à la constitution de ces banques régionales. Celles-ci étaient affiliées à la « Banque de la République Ukrainienne pour l'Agriculture », qui à son tour était liée à la Banque centrale foncière pour toute l'Union. De la sorte la structure de l'organisation du crédit foncier gardait son caractère centralisant et absorbait, ou pour mieux dire concentrait, en des noyaux plus solides et plus efficaces, les forces financières, qui s'élargissaient auparavant dans les campagnes comme à travers des vaisseaux capillaires, par le système de la petite coopérative rurale.

Ce système bancaire n'a pas, cependant, le but auquel il vise dans le régime capitaliste, où il est suggéré par le calcul d'absorber des économies réalisées avec la peine des travailleurs, pour les employer dans des affaires qui leur sont étrangères quand elles ne leur sont pas contraires. Cette organisation centralisée du crédit agricole dans l'Union des Soviets répond, par contre, aux buts de l'État, qui consistent à répandre ses moyens financiers de la manière la plus directe et la plus sûre, hier jusqu'à chaque petite ferme paysanne, aujourd'hui aux nouvelles grandes fermes collectivisées, en complétant leurs ressources dans une mesure large et efficace.

Là apparaissent deux faits qu'on ne retrouve dans nul autre régime. Avant tout, les sommes considérables que l'État destine aux masses paysannes, dans une quantité toujours plus grande et, je dirai, presque par progression géométrique. Ce sont des milliards et des milliards de roubles. Pour me borner à des données simples, je m'en rapporterai encore à l'Ukraine, où, en 1928-29, on avait distribué aux paysans environ cent trente millions de

roubles, dont 40 % aux kolkhozes ; et ce chiffre, qui était déjà surpassé dans les six mois suivants, avait été par la suite complètement destiné aux fermes collectivisées. Ces sommes étaient données en grande partie par l'État. Mais aussi considérables soient-elles, ces sommes disparaissent devant le chiffre global apporté au Congrès de février 1934 : « l'État a octroyé aux kolkhozes un crédit s'élevant à 1 milliard et 600 millions de roubles ».

Autre fait remarquable : les intérêts de l'argent prêté, de 4 à 8 %, et son remboursement effectué par des acomptes à très longue échéance, étaient en rapport avec les buts que l'État voulait obtenir dans la transformation de la campagne et dans le progrès agricole. Ainsi, pour les constructions rurales, le taux était moindre et l'échéance portée jusqu'à vingt ans ; le taux et l'échéance variaient selon l'emploi de l'argent, dans l'achat de machines, du bétail, ou pour des travaux spéciaux d'assainissement. Ces dispositions que j'ai constatées alors en Ukraine, ont été ensuite complétées par des lois de caractère général, qui dans leur ensemble confirment que le crédit agricole, par son ampleur considérable, son mode de distribution et les règles qui le dirigent, n'est qu'un moyen pour porter aux masses paysannes, et particulièrement à celles qui sont encadrées aujourd'hui dans la collectivisation, une aide vraiment puissante pour leur progrès productif et économique.

La kolkhoze et le fisc

Au même but correspond, dans l'État prolétarien, la législation fiscale, l'impôt. Cette affirmation doit être illustrée, car l'impôt, plus encore que le crédit, représente, pour les paysans des pays capitalistes, un grand tourment, un poids écrasant. En réalité, tous les États bourgeois, même ceux qui ne sont pas à base agricole, exercent une très forte pression fiscale sur l'agriculture et en tirent de larges sources de profit. Sur l'impôt foncier de l'État, qui frappe en raison proportionnellement inverse à la valeur et à la force de l'entreprise agricole — de sorte qu'il écrase le paysan pauvre et moyen et n'arrive même pas à entamer les bénéfices du grand propriétaire — se superposent encore les sur-impôts, c'est-à-dire les impôts des organes administratifs locaux.

En Europe capitaliste, les masses agricoles sont désormais dans l'impossibilité absolue de payer cette écrasante charge foncière, qui s'accompagne d'un grand nombre d'autres impositions vexatoires sur le bétail, sur les outils d'inventaire, sur tout ce dont est composée la petite ferme paysanne. Dans l'Italie fasciste, par exemple, la petite entreprise est bien grevée par quinze impôts de genres divers. Il y en a même sur les volailles. Ce n'est pas de la rhétorique que la phrase qui sort de la bouche des paysans et qui dit : « Il ne nous reste plus que nos enfants qui ne soient pas frappés par la férocité du fisc ! »

S'il y a quelque chose dans le régime soviétique qui flétrit une telle infamie, cela réside certainement dans la conception que ce régime a de l'impôt et de la méthode par laquelle il est prélevé. L'impôt foncier constitue un revenu presque insignifiant dans le bilan de l'État prolétarien. C'est, nous le verrons, d'une source bien différente que dérivent ses revenus. Par exemple, dans le budget de 1932, qui était environ de 31 milliards de roubles de recettes, l'impôt foncier n'atteint même pas le chiffre d'un demi-milliard. Et il n'a presque jamais changé, bien que le revenu de la population agricole ait varié et que pour 13 milliards de roubles environ en 1930, on l'estimât en 1932 une somme supérieure à 22 milliards.

Pourquoi ? Je réponds à cela avec une délibération du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple, datant du printemps de 1932. Cette délibération établissait que, afin de favoriser la consolidation des kolkhozes, pour l'appuyer et la pousser vers l'élevage du bétail, dans la culture des plantes industrielles, dans un ensemencement plus, vaste et plus intensif, etc., tout le bétail des fermes collectivisées et de chaque kolkhozien ; toute culture spéciale comme celle de la betterave, du lin et des prés ; toute augmentation en superficie des terrains ensemencés, n'entreraient pas en compte dans l'établissement de l'impôt.

Pour mieux comprendre l'importance d'une telle délibération, je dirai que l'impôt foncier soviétique est unique, en ce sens qu'aucune autre fiscalité ne pèse sur l'économie collective. Les fermes individuelles pauvres sont exemptes de tout paiement d'impôt ; et j'ai constaté que pour l'Ukraine, dans l'année 1929-30, leur nombre atteignait 33 % des petites fermes familiales. Pour la ferme collectivisée l'impôt est prélevé sur le revenu, et dans la détermination du dit revenu toute forme d'enquête policière est totalement inconnue.

Généralement le revenu est fixé en calculant le bétail par tête et la production moyenne de chaque hectare cultivé. Les pourcentages des impositions varient selon les cultures et les qualités du bétail, et leur application n'est pas en système progressif. Le principe d'augmenter les pourcentages des impositions en relation de l'accroissement du revenu et par conséquent de la richesse de la ferme collectivisée est écarté, car il serait contraire au but qu'a l'État d'en aider le progrès par tous les moyens.

C'est précisément à cause de ceci, que plus les fermes collectivisées progressent dans les méthodes d'industrialisation agraire, plus elles sont avantagées par des dispositions qui les dégrèvent de l'impôt, telles que celles prises pour l'année 1932 et que j'ai ci-dessus rappelées.

Entre toutes, il y en a une qui mérite une attention particulière, car elle rend encore plus claire l'idée fondamentale que l'impôt sur la kolkhoze est considéré par l'État soviétique non pas comme un moyen de

spoliation des profits de ceux qui travaillent, mais comme un moyen de stimulation et d'aide pour les amener à tous les perfectionnements. Cette disposition établit que toute entreprise agricole, ayant rempli les conditions voulues dans le contrat qu'elle a signé avec les organes de l'État et « ayant organisé sa comptabilité d'une façon exemplaire », obtiendra une réduction de 25 % sur le total de l'impôt qu'elle doit subir. L'État veut, par ce nouvel avantage accordé aux kolkhozes, les inciter en tant que fermes industrialisées à améliorer la partie administrative de l'entreprise. Il attire leur attention sur l'importance d'une comptabilité sévère et rationnelle et les récompense dans une mesure large et efficace.

Enfin, la délibération du Comité exécutif et du Conseil des commissaires du peuple, en renforçant une loi qui même précédemment avait toujours été observée, ordonne que la moitié du revenu de l'impôt agricole soit gardée par les Soviets du village, pour être destinée à « l'amélioration morale et culturelle de la population rurale ». De cette manière, une grande partie du tribut financier des entreprises agricoles revient directement à ceux qui travaillent aux champs, pour leurs institutions scolaires, pour l'assistance des enfants, pour favoriser particulièrement l'élévation intellectuelle de la population paysanne.

Si l'on analyse, même sous son jour le plus cru, le contenu substantiel de l'impôt foncier dans le régime soviétique, on verra que du concept « fiscal », qui est implicite dans le mot « impôt », il ne reste rien. Il est donc tout à fait impossible de faire des comparaisons avec ce qui passe dans le monde capitaliste. Ici l'impôt est l'expression typique de la spoliation, à laquelle l'État soumet les paysans jusqu'à leur sucer la dernière goutte de sang. Ici il découvre et satisfait l'indomptable instinct de son avidité de vampire sur les masses de la campagne, qui, à leur tour, traduisent dans une rébellion quotidienne et toujours plus acharnée contre le fisc, la grande misère de leurs souffrances sans terme.

La kolkhoze et l'échange

La distance entre les deux régimes ne disparaît pas non plus dans une autre branche de la vie économique de l'entreprise agricole, où, du premier abord, il semble que la ferme collectivisée s'engage dans la même voie que l'économie bourgeoise. Je parle de l'échange et du commerce de la production agricole. C'est à ce sujet que quelques décrets du Gouvernement soviétique ont donné lieu aux commentaires habituels de l'incompréhension et de la mauvaise foi de la presse adverse. Celle-ci a recommencé à prophétiser que la Russie révolutionnaire reviendra nécessairement au système du capitalisme.

Déjà avant l'application du premier Plan Quinquennal, et précisément lorsque se présentait le problème d'assurer le pain à la croissante population prolétarienne de l'Union contre l'hostilité accrue du koulakisme, l'État se chargea de la tâche de négocier lui-même avec les paysans la partie de la production du blé, dont ils n'avaient pas strictement besoin et qu'ils auraient eux-mêmes vendue sur le marché. Ce système de contrat, dont les premiers exemples datent de 1927, s'étendit petit à petit du blé à d'autres produits de première nécessité pour l'alimentation. Puis il s'élargit pour englober particulièrement la production de cultures industrielles, dont il était difficile de faire progresser la culture à cause des habitudes encore arriérées d'une grande partie de la paysannerie.

Dans l'année 1929-30, 90 % de ces cultures, sur plus de quatre millions d'hectares, avaient fait l'objet de contrats entre les entreprises agricoles et l'État.

J'ai eu l'occasion de voir et d'examiner beaucoup de ces contrats passés par les organes compétents avec des fermes individuelles paysannes et surtout avec de grandes fermes collectivisées, qui se constituaient à cette époque dans le plus grand élan. Bien que l'on suivît un type uniforme, les contrats changeaient selon les entreprises et selon l'objet.

En Ukraine, où en 1930, sur 23 millions environ d'hectares ensemencés en blé, presque 19 millions avaient été négociés, multipliant plus de cinq fois le nombre des contrats de l'année précédente, la forme la plus répandue était ainsi formulée : la ferme s'engageait à donner à l'État le blé obtenu par la culture d'une superficie de terrain donnée, déduction faite d'une partie nécessaire pour la consommation à ses propres membres, et l'État de son côté s'engageait à retirer et à payer la marchandise aux prix fixés par l'État dans un esprit de large rétribution pour le producteur.

Dans bien des contrats, on établissait directement la quantité des quintaux de blé, objet de la négociation. Au prix indiqué ci-dessus et que l'État s'engageait à payer, de nombreuses augmentations étaient ajoutées : si le blé provenait de graines sélectionnées ; s'il était d'une qualité meilleure que l'ordinaire ; s'il était livré dans le temps voulu. Un prix spécial était au surplus donné à toute ferme ayant livré une quantité plus grande que celle convenue. Dans le cas de non accomplissement de la part d'un des deux contractants, une clause établissait l'obligation des signataires de recourir à une commission arbitrale composée par trois membres. L'un choisi par l'organe de l'État, l'autre par la commission foncière régionale, le troisième par la ferme agricole.

Tout cela n'est que le type de contrat le plus simple. Mais au fur et à mesure que les négociations se poursuivent intéressant d'autres branches de la production agricole, la forme du contrat devint plus complexe. La ferme paysanne, par exemple, en compensation à la production qu'elle avait donnée, engageait l'État à lui livrer des quantités de semences et d'engrais ; de la pouvoir, dans un laps de temps préalablement fixé, de machines et de bétail. Tout spécialement dans les régions qui étaient en train de se collectiviser avec une grande intensité, et où les fermes individuelles finissaient de disparaître, les contrats des kolkhozes avec l'État arrivèrent à comprendre presque toute leur production marchande. Le commerce agricole était par conséquent réduit au minimum sur le libre marché, étant presque entièrement absorbé par les contrats passés entre les entreprises agricoles et les organes de l'État.

Le système des contrats

Que se proposait-il, l'État soviétique, par l'adoption de ce système ? Quelles étaient les avantages que l'entreprise agricole en tirait ? Particulièrement, la ferme qui allait devenir une grande entreprise industrielle, quel bénéfice en aurait-elle reçu ?

Il n'est pas difficile de répondre à la première question. L'État voulait par là atteindre un double but. D'un côté il voulait assurer le nécessaire aux masses prolétariennes des villes et distribuer entre celles-ci et la campagne la consommation, de sorte que le rythme et le train de vie n'eussent pas d'écart. Il faut ici rappeler que l'Union des Soviétiques, afin de hâter le plus possible son œuvre grandiose d'industrialisation, ne devait pas hésiter à importer de l'étranger tout ce qu'il lui fallait pour compléter sa production. Or, ces importations devaient être en grande partie payées par l'exportation des produits agricoles. D'où la nécessité évidente de discipliner la distribution et la consommation du blé et des autres aliments, dans l'intérêt de la collectivité. De l'autre côté, par le contrat, c'est-à-dire grâce à son intervention dans la ferme collectivisée, l'État soldait une partie des produits que la ferme lui avait livrés en la fournissant de ce qui pouvait l'aider dans son développement économique. Il atteignait son but qui était d'en accélérer et d'en soutenir le processus de transformation agricole, ainsi qu'il le poursuivait par le crédit et par le règlement de l'impôt.

Pour l'artel aussi le bénéfice est évident. Elle pouvait obtenir directement de l'État, à des conditions vraiment favorables, ce dont elle avait besoin pour son amélioration. L'État est le plus grand fournisseur. Par le contrat avec l'État de ses produits négociables, l'artel résolvait le problème des fournitures qui lui étaient nécessaires.

Devra-t-on, enfin, attirer une fois de plus l'attention sur ce qui se passait à cette époque (à partir de la seconde moitié de 1929), dans les campagnes soviétiques ? Faudra-t-il répéter que nul bouleversement ne fut plus vaste, plus profond et plus débordant, dans la vie agricole d'un pays, que celui qui se vérifiait avec la disparition de millions et de millions de petites économies individuelles ; avec leur passage à la grande ferme collectivisée ; avec la transformation simultanée d'une agriculture arriérée et faible dans une agriculture industrialisée et intensive ? Faudra-t-il rappeler que cette révolution technique et sociale d'immenses régions de la Russie nouvelle se déroulait en même temps que la lutte nécessaire et acharnée engagée pour liquider la classe des paysans riches et ôter de la campagne tout ce qui aurait pu permettre leur restauration ?

Il n'est pas douteux que, si l'État n'avait pas su prendre convenablement les rênes de la vie commerciale des populations paysannes, surtout là où la collectivisation était intégrale, et concentrer la production des entreprises agricoles non nécessaire à la consommation de leurs membres et en régler la distribution, un changement si immédiat, si radical et si gigantesque, ne se serait pas accompli dans les campagnes soviétiques sans que des secousses profondes se répercutassent dans le rythme économique de l'Union tout entière. Un événement d'une telle portée révolutionnaire ne pouvait pas être comme le lever du soleil dans la calme sérénité du petit jour.

Les résultats de cette savante conduite politique se constatèrent avant toute prévision. Le mouvement de la collectivisation des campagnes s'accéléra même où l'on prévoyait qu'il aurait été faible et ralenti. La production agricole marque un accroissement progressif. Une mentalité nouvelle se forme chez des millions de kolkhoziens et progresse parallèlement à l'extirpation des racines du koulakisme.

Un discours de Molotov, président du Conseil des commissaires du peuple, apportait justement, au début de 1933, quelques données incontestables à ce sujet. Les kolkhozes — dit-il — ont déjà atteint, dans la seconde moitié de 1932, le nombre de 200.000. La valeur globale de la production agricole, calculée pour cette année à vingt-deux milliards de roubles, est en réalité surpassée. La lutte contre les koulaks, vaincus et battus en tant que classe, passe à une nouvelle phase politique, car celui-ci, ni comme individu ni par sa mentalité, ne doit pénétrer, ronger et infecter la vie intérieure, harmonieuse et féconde, de la ferme collective. Déjà dans la deuxième moitié de 1932, la campagne soviétique se présente avec un contenu économique et social complètement renouvelé. Tout danger de revanche des ennemis de la collectivisation est écarté. Les durs moments du changement le plus grand survenu parmi les masses rurales depuis Octobre, sont eux aussi surmontés. La ferme collectivisée marche déjà, vigoureuse et puissante, à pas sûrs, vers un très considérable accroissement de la production.

Les lois de mai 1932

C'est alors que le Gouvernement de l'Union prend ces dispositions pour le commerce agricole, dont on a tellement parlé et qui ont été l'objet de vastes commentaires particulièrement dans la presse capitaliste.

Ce sont les décisions du mois de mai 1932, du Comité central du Parti communiste et du Conseil des commissaires du peuple, par lesquelles on établit que, sur la récolte du blé de 1932, l'Etat n'aurait plus prélevé les 23 millions de tonnes qu'il avait prélevés l'année précédente, mais une quantité inférieure d'environ 5 millions de tonnes. Par les mêmes dispositions, la quantité du bétail fournie à l'État en 1931 était réduite pour l'année 1932 de moitié. Ces réductions effectuées sur la viande et sur le blé, le reste ainsi que le surcroît produit par les fermes collectivisées et individuelles, une fois effectuée la fourniture due à l'État selon ce nouveau plan, pouvaient être vendus dans le libre commerce. Cette concession était même étendue à d'autres produits. Le libre commerce agricole devait, enfin, être aidé par les organes de l'État avec tous leurs moyens, et ne devait pas être chargé d'éventuelles impositions fiscales.

Ces arrêtés étaient évidemment un prélude. En commençant par réduire les chiffres de la production retenue par l'État aux entreprises agricoles, ils annonçaient que ce système — qui eut une très grande importance pendant la période la plus critique de la collectivisation — aurait peu à peu disparu. Dans les derniers trois mois, en effet, de 1932, toute forme de contrat pour le ravitaillement de l'État, en beurre, en lait, et par la suite aussi en blé, était abolie.

Ce système de la négociation, en tant que moyen d'assurer à l'État le ravitaillement des aliments de stricte nécessité et de parvenir en même temps à favoriser le développement de l'entreprise agricole collective, touchait désormais à sa fin. A cette dernière tâche, peuvent maintenant pourvoir les organes d'État ou subventionnés par l'État, les sovkhozes, les Stations de machines et tracteurs qui ont formidablement augmenté en nombre et en force. Quant aux besoins de l'alimentation, l'État y pourvoit en fixant le quantitatif en blé que les fermes collectives et individuelles doivent lui livrer, selon les régions. Pour ce quantitatif il est versé un prix d'État, et les autorités régionales le divisent d'après des dispositions spéciales. Il est à remarquer que le pourcentage du blé que les kolkhozes devaient consigner en 1933, a été inférieur de 5 à 10 %, par hectare au pourcentage fixé dans la même région pour les fermes individuelles.

Il est évident que ces autres arrêtés tendent à régler la partie de la production que l'État réclame aux entreprises sous une forme obligatoire, surtout afin d'assurer le ravitaillement des villes, selon le développement du commerce des kolkhozes et l'affluence sur le libre marché des produits agricoles.

Voilà, dit la presse bourgeoise, le retour « forcé » au principe de l'échange du régime capitaliste. La collectivisation qui, d'après cette même presse, avait dû adopter les lois « inévitables » du capitalisme en réglant et en rétribuant le travail des membres de la ferme collectivisée selon leur rendement effectif, devait maintenant reprendre le chemin du libre commerce avec sa loi fondamentale de l'offre et de la demande. L'intérêt économique contraignait, une fois de plus, la doctrine des Soviets à des adaptations et à des renoncements.

Quiconque a suivi les débats des assemblées soviétiques, qui se déroulèrent durant les derniers mois de 1931 et les premiers de l'année suivante, ne sera pas surpris de ces délibérations concernant le commerce agricole. Particulièrement, la dix-septième Conférence du Parti communiste, en février 1932, se posait le problème de la direction qu'aurait dû prendre la campagne collectivisée dans les années du deuxième Plan Quinquennal.

C'est en cette période-ci qu'allaient mûrir complètement les conditions nécessaires pour « remplacer le système de la répartition centralisée des produits par le libre commerce largement développé ». La production industrielle, y compris les articles manufacturés, allait augmenter considérablement ; la production agricole devait procéder également avec un rythme toujours plus fort ; et, en même temps, les masses travailleuses devaient accroître leurs demandes selon l'accroissement de leurs besoins. Dans ces conditions, la vie économique de l'Union des Soviets devait imposer et réaliser un mouvement large et intense de marchandises entre la ville et la campagne, entre les branches différentes de la production, et on allait instaurer et agrandir le « commerce soviétique » dont l'élément agricole est une très importante partie.

Ce qui en février 1932 formait l'objet d'études et de prévisions se traduisit bientôt dans la réalité. Le réseau commercial s'étendit partout progressivement, avec une grande ferveur d'initiatives, par la construction de magasins, de comptoirs, de hangars ; et la campagne, encadrée et réglée par la kolkhoze, vit s'ouvrir et s'épanouir, dans ses centres transformés, son marché, le marché kolkhozien.

Le marché kolkhozien

Voilà la vérité qui, considérée et évaluée comme elle doit l'être, apparaît riche en intérêt et en attraction, parce que ce que vous trouvez dans le libre commerce de n'importe quel pays capitaliste, les éléments qui y opèrent et le constituent, vous les chercherez vainement dans le marché des kolkhozes.

Le premier élément est l'individu, celui qui achète et vend ; et entre l'acheteur et le producteur, l'autre élément qui agit et est indispensable, c'est l'intermédiaire, à cause duquel la marchandise ne va pas directement du producteur au consommateur, mais circule à travers une série d'étapes intermédiaires qui en changent et en augmentent le coût. C'est particulièrement dans cette phase du commerce, que se cache et prospère la spéculation. Dans l'Union soviétique aussi, tant que l'économie agricole était restée dans les mains de la petite ferme individuelle, le marché ne pouvait pas se soustraire à ces formes de rapports commerciaux, quoique les spéculateurs fussent poursuivis et frappés impitoyablement.

Mais voici les nouveaux faits engendrés par la transformation révolutionnaire de la collectivisation. Sur le marché d'aujourd'hui, l'élément qui vend et achète est constitué généralement par l'entreprise collectivisée. C'est la kolkhoze qui dispose de la majorité de la production offerte sur le libre marché ; même si celui-ci est ouvert aux kolkhoziens qui désirent vendre à leur compte le revenu du potager ou de la basse-cour qui leur est resté ; même s'il est ouvert aux fermes individuelles. Les petites économies familiales seront bientôt absorbées par la collectivisation, et la partie des produits que le kolkhozien porte sur le marché à son propre compte diminuera d'autant plus qu'augmentera la quantité de la production des kolkhozes, disponible pour le commerce. En somme, ce qui dominera de plus en plus le marché agricole c'est la ferme collective.

D'un autre côté, la plus grande partie des contrats se passe entre cette ferme collectivisée et d'autres institutions qui sont à leur tour coopératives ou de l'État. Je ne veux pas parler de la production qui va directement de l'usine aux magasins de l'État ou coopératifs, mais je parle de la production de l'artisan, car les dispositions de mai 1932 permettent à l'artisan aussi le libre commerce. Eh bien ! ici aussi la plus grande partie du produit, qui sera offerte sur le marché par la petite industrie, sera de toute évidence constituée par des marchandises provenant de la coopération, la petite industrie étant à son tour entrée presque entièrement dans ses rangs. Dans son discours au XVII^e congrès de Moscou, Molotov affirmait que, avec la réalisation du deuxième Plan Quinquennal, l'organisation coopérative de tous les artisans sera achevée. Les rapports commerciaux de l'entreprise agricole se noueront chaque jour davantage avec des organes collectifs ou de l'État. Le marché se développera ainsi non pas sur la base d'une économie reposant sur la propriété individuelle ou privée, mais sur celle d'une grande économie représentée par la collectivisation, par la socialisation.

Voilà le marché dans l'Union des Soviets, où l'individu, principal élément agissant sur la vie commerciale de tous les pays capitalistes, vient de disparaître. Si l'on songe encore que les rapports commerciaux dominants se dérouleront presque exclusivement entre les institutions collectives ou de l'État, on comprend aisément comment tout intermédiaire en est écarté. Et s'il cherche à se cacher dans la partie du marché où l'on vend encore les produits apportés par les kolkhoziens individuellement et par les artisans, il tombera bien mal, car toutes les dispositions sont prises par l'État afin que les tentatives d'accaparement et de spéculation soient punies avec la plus grande sévérité.

Il reste cependant la dernière affirmation de la critique bourgeoise, c'est-à-dire que ce marché a remis en vigueur la loi capitaliste de la demande et de l'offre. Un porte-voix de cette critique, membre du gouvernement fasciste de Rome, observait que « les marchandises agricoles portées sur le nouveau marché de l'Union atteignirent de suite des prix très forts, et cela même à cause de la diminution de la capacité d'achat de la monnaie soviétique. Le libre commerce étant permis, les pouvoirs de l'État, même s'il s'appelle socialiste, en sont forcément réduits ». L'observation n'est pas dépourvue d'acuité, mais elle repose sur l'incompréhension du principe et de la méthode dont s'inspire l'État prolétarien dans le développement de son économie.

S'il voulait réduire la circulation monétaire, toute l'industrie proprement dite et une partie de l'industrie agricole étant directement gérées par lui, il avait un moyen facile à employer : réduire les salaires, couper dans les rétributions de la main-d'œuvre, réaliser un moindre prix de revient aux frais des travailleurs. Mais cette méthode est celle des capitalistes, car les capitalistes ne songent qu'à leur intérêt, tandis que l'État prolétarien ne vise qu'au profit des travailleurs. C'est pourquoi, sans toucher aux salaires, il veut obtenir — et l'obtiendra sûrement — le maximum de production au moindre prix, par une autre méthode : en perfectionnant les procédés techniques et en excitant surtout cette force incalculable de l'activité productive, qui existe seulement dans le régime soviétique : l'émulation.

Il en est de même sur le marché agricole. L'État prolétarien, qui dispose des plus grandes réserves de toute la production, soit à cause des prélèvements obligatoires dont j'ai parlé, soit parce que les produits lui sont fournis directement par les sovkhoses, pourrait immédiatement régler et baisser les prix du commerce agricole en y jetant une partie de sa marchandise. Mais l'État soviétique ne veut pas le faire. Le libre marché doit au contraire servir de stimulant à la production agricole. Ce sera une quantité plus importante de produits que les fermes collectivisées surtout pourront jeter sur le marché, qui en réglera les prix. Et l'échange s'effectuera entre produits industriels et produits agricoles, dont les prix diminueront toujours plus au fur et à mesure que baissera le prix de revient, en augmentant par conséquent les possibilités d'achat pour toute la population de la ville et de la campagne.

Caractéristiques culturelles

Le nouveau marché se lie ainsi au développement et au perfectionnement que le deuxième Plan Quinquennal se propose d'effectuer dans l'agriculture et dans l'industrie. Et, dès maintenant, il réalise, en faveur de l'entreprise agricole collectivisée, de considérables avantages économiques, tout en obtenant en même temps de remarquables résultats du point de vue culturel et social.

En 1927, quand je visitais quelques régions agricoles du nord de Moscou, je remarquais dans ce marché paysan une importante caractéristique. Presque partout il se déroulait sur des places, où les organisations coopératives agricoles et les Soviets locaux avaient disposé de nombreuses institutions pour abriter les paysans, leur offrir tous les comforts, rendre leur bref séjour agréable et utile. Partout des « Maisons Paysannes », avec des bureaux de consultations agricole et vétérinaire, avec des réfectoires, des salles de lecture et de vastes locaux annexés pour le bétail. Le paysan, venant du village le plus perdu, devait se sentir vivifié par un milieu spécialement disposé à l'aider et l'élever. Je n'ai pas vu ce qu'on a organisé pour le nouveau marché des kolkhozes, en ces dernières années pleines d'activité et de création. Mais j'ai appris par la presse de l'Union, et aussi par celle de la bourgeoisie, que ces centres de marchés se sont fortement multipliés et agrandis, et que quelques-uns d'entre eux ont pris, surtout dans les grandes villes, l'aspect de foires riches en nouveautés et en suggestions. Un Italien, ouvrier spécialisé dans une usine à Bakou, me l'écrivait au sujet de la première foire, que l'on avait inaugurée en septembre 1932.

Il me renseignait, par des chiffres, sur la richesse et sur la quantité des produits apportés au marché spécialement par les kolkhozes et par les autres coopératives de la ville. Mais ce qui m'a particulièrement intéressé c'était renoncation d'une série d'initiatives que la coopération agricole et ouvrière avait prises pour transformer le marché, d'un lieu exclusivement de trafic et de commerce, dans un milieu fort éducatif des masses populaires. Cinémas, théâtres, salles de conférences, radio, salles exclusivement aménagées pour les enfants. Chaque endroit, parmi les magasins permanents et les bâtiments provisoires pour les marchandises, voyait s'élever l'institution où l'on offrait une marchandise bien autre, celle qui éveille et nourrit l'intelligence.

Ceux qui ont visité à l'étranger les expositions soviétiques si vibrantes d'originalité, peuvent avoir une idée de l'exubérance, de la nouveauté, dont ont brillé les lignes artistiques de cette foire qui inaugurerait, sur les bords de la Caspienne, le nouveau marché agricole. Mais tous, les diagrammes, avec leurs lignes toujours plus hautes, avec leurs disques de plus en plus lumineux, avec leurs piliers dressés à atteindre et surpasser les sommets fixés par les divers Plans, tout ceci serait resté muet et inerte sans la parole qui évoque et éclaire. Et voilà au marché aussi, les brigades ; des groupes des conférenciers ouvriers et kolkhoziens, engagés tous comme dans une bataille, afin d'enrichir ceux qui sont accourus de toutes notions susceptibles d'augmenter leur patrimoine intellectuel, d'enrichir leur conscience. Ainsi, grâce au marché, les liaisons entre les villages et les villes se consolident et se multiplient. Les rapports de défense de l'État prolétarien, liés pendant les premières années de la Révolution, se complètent dans le cadre économique et devinrent des rapports de production ; et maintenant ces derniers se renforcent par l'échange et le commerce, avec la plus vaste répercussion dans la vie intellectuelle et sociale. La marchandise passe de l'usine à la kolkhoze, de la ferme collectivisée à la masse prolétarienne. Mais circule surtout ce courant de vie et de culture, que créent les prolétaires et que la campagne, renouvelée par la collectivisation, accueille pour féconder ses corolles en fleurs.

Ainsi le marché représente pour le travailleur de la terre soviétique une nouvelle stimulation à la production, une source nouvelle de gains, un milieu de développement intellectuel. Et même quand le travail s'interrompra le travailleur se trouvera entouré d'autres œuvres d'assistance qui lui rendront plus confortable et plus gaie l'heure du repos.

La kolkhoze et la coopération de consommation

A la différence de la commune, l'artel ne se propose pas de collectiviser aussi la répartition des produits. Chaque kolkhozien vit avec sa famille et peut manger à la table familiale. Mais il est inhérent aux nécessités d'une grande entreprise agricole que le travailleur, surtout pendant certaines saisons de l'année, soit obligé de consommer sur place, là où il travaille, sa nourriture. La coopérative de la consommation, dépendant du « Centrosojus », avait, déjà avant la collectivisation, de larges ramifications dans la campagne ; mais avec le développement des kolkhozes et la constitution des grandes fermes d'État, elle y pénétra bien vite afin de pouvoir aider les ouvriers agricoles des sovkhoses et les membres des artels par de nouvelles installations et de nouvelles initiatives.

D'après un rapport publié par le Conseil central de la coopération de consommation, il résulte qu'en 1931 environ 6.000 restaurants furent ouverts dans les campagnes et qu'en même temps on organisa environ 84.000 cuisines ambulantes fournissant, chaque jour, 23 millions de repas. Pour les années successives, les prévisions étaient bien plus grandes ; pour les seules artels, la coopération de consommation s'apprêtait à distribuer, en 1932 et 1933, environ 70 millions de repas par jour. Ces chiffres on peut les comprendre seulement quand on a devant soi la vision des campagnes collectivisées, telles que moi-même j'ai cherché à ébaucher.

En 1930, j'ai vu de mes propres yeux le fonctionnement de ces cuisines ambulantes aux champs où l'on récoltait le blé, et j'ai constaté le très bas prix des repas abondants et leur bonne qualité. Souvent j'ai calculé que la nourriture donnée par la coopérative était payée moins de la moitié de ce qu'elle aurait coûté au kolkhozien si lui-même ou sa famille avait pourvu à sa confection. De la sorte, on peut comprendre comment la coopération de la consommation s'élargit dans les villages collectivisés, en poussant les familles des kolkhoziens à s'en servir, à cause de la cuisson des aliments, qui est meilleure, aussi bien que pour les économies qu'elle leur permet de réaliser. Il est vrai que comme il y a une tradition qui chante la douceur du petit lopin, même si celui qui y travaille maigrit et se vouë pour y mourir noué d'esprit et de corps, il y en a aussi une autre qui bénit le pain fade et noir pourvu qu'il soit consommé à la table familiale. Ce sont des traditions dont l'origine se perd dans les ténèbres des époques où dominait l'esclavage, et qui furent par la suite bercées par la poésie de l'Arcadie, voire par ceux qui vivent dans l'île du plaisir, dont parle Rabelais.

Je me suis trouvé dans ces restaurants coopératifs des villages, et j'ai vu avec quelle satisfaction des familles tout entières s'y réunissaient pour égayer leur repas, après avoir ensemble coopéré à la fécondation du terrain de tous. Dans un village peu éloigné de l'embouchure du Dniepr on fêtait, par un repas collectif, le premier pain, fruit de la première récolte. Le rite de Cérès revient à la mode ! pensais-je. Mais à la fausse déesse qui fut honorée dans l'antiquité, s'étaient maintenant substitués les facteurs réels de la production et du bien-être, le travail libre et collectivisé de la terre devenue patrimoine de tous les travailleurs. La coopération de consommation se fond ainsi avec l'œuvre et la fonction de la grande ferme collective, et c'est cette coopération qui, fonctionnant comme instrument principal pour fournir aux populations rurales les articles industriels de large consommation et aux populations des villes les fruits du travail agricole, devient un moyen puissant pour souder l'alliance entre la ville et la campagne dans le domaine commercial, transformé d'un terrain trouble de spéculation et de vol en champ serein des intérêts collectifs et sociaux.

Bilan

De toute cette multiforme vie économique de l'artel, je dois faire maintenant le bilan. L'artel, en tant que grande ferme industrialisée, a besoin d'une administration comptable autant que possible sévère et complète. La science a dicté des règles aussi à la grande ferme capitaliste ; mais l'expérience a prouvé qu'il n'est de comptabilité plus difficile et plus variable que celle qui devrait reproduire toutes les oscillations, les variations, les bénéfices, qui échappent souvent même à un calcul exact, de l'entreprise agricole, surtout si elle pratique différentes cultures et si elle y joint au surplus l'élevage.

J'ai discuté sur ce point avec plusieurs dirigeants de kolkhozes ; et ils convenaient avec moi de ce que j'avais appris de la coopération agricole paysanne qu'on avait expérimentée dans quelques grandes fermes de la Lombardie, c'est-à-dire, que le meilleur comptable se perfectionne dans la ferme elle-même, et que l'enregistrement et l'allure du bilan sont particulièrement suggérés par l'expérience et par l'intelligence de celui qui y vit et travaille. Le problème de la comptabilité dans les artels reste à l'ordre du jour ; et j'ai déjà rappelé que justement l'État récompense, par des diminutions de l'impôt foncier, toute ferme qui aura accompli avec soin cette très importante partie du fonctionnement d'une entreprise collectivisée. Mais mieux qu'un bilan en chiffres, il me semble intéressant de faire une constatation qui est en même temps un résumé.

Après avoir analysé l'artel dans sa constitution patrimoniale et dans les éléments qui concourent à sa formation, dans l'organisation et dans la rétribution du travail, dans les développements de son activité économique, on ne peut plus poser la question de savoir si la petite ferme du paysan, pauvre ou moyen, peut ou non rivaliser avec cette grande entreprise forgée et protégée d'une telle manière. La comparaison entre le bénéfice obtenu par ceux qui travaillent dans la première et ceux qui travaillent dans la seconde, forma partout l'objet d'une analyse attentive et minutieuse, pendant les premiers temps de la collectivisation. Et partout il en résultait les grands avantages économiques que l'artel apportait à ses membres, en comparaison du bénéfice du petit ou moyen cultivateur. Or, cette question est résolue par le fait même de la continuelle affluence dans les kolkhozes des fermes individuelles restantes.

Si l'on considère l'artel comme une entreprise agricole industrialisée, il resterait à voir quel est le sort, toujours du point de vue économique, de celui qui en est membre, vis-à-vis de celui qui travaille dans la grande ferme capitaliste. Et cette comparaison est bien cruelle pour ce dernier ! Le bilan le plus récent de la grande ferme dans la région agricole la plus industrialisée de l'Italie fasciste, la Lombardie, porte cette précise constatation : la partie représentant les frais de la main-d'œuvre, sur le revenu brut total de l'exercice agricole est de 25 % environ ; le reste, c'est-à-dire 75 %, va au propriétaire comme taux de son capital terrien ; va au propriétaire comme taux de son capital mobile et d'inventaire ; va encore au propriétaire ou à son substitut, en tant que dirigeant de la ferme. Et, après que l'on a défalqué les frais d'exercice et les impôts, le reste va encore garnir ses caisses comme bénéfice. Le montant des salaires dans la grande ferme, que j'estime la mieux organisée de l'Europe capitaliste, atteint à peine le double de ce que la ferme collective, l'artel, assigne à son bilan pour la seule assistance invalidité et vieillesse.

Ainsi, il existe un pays au monde où le paysan peut passer de son petit lopin à la grande ferme collective ; où il ne payera rien pour la terre qu'on a mise à sa disposition ; où les capitaux d'inventaires lui seront fournis à des conditions extrêmement favorables ; où les machines seront à son service sans qu'il soit chargé des frais d'une gestion directe ; où l'impôt sera réduit au minimum et le bénéfice ressortissant employé à son profit ; où le crédit lui sera largement favorable ; où le marché lui sera ouvert avec tous ses attraits, et même la consommation facilitée dans les prix et soignée dans la qualité. Dans cette entreprise, au passif d'un pareil bilan, acquitté des charges envers l'État, outre les frais de gestion, figurent encore 5 % comme bénéfice pour les paysans qui y apportèrent un petit capital, et 10 % pour les familles des membres de la dite ferme pour l'aide aux invalides au travail et aux vieillards. Cette ferme est celle qui désormais domine dans les campagnes de l'Union des Soviets. Et ce que j'en ai objectivement rapporté n'est pas encore tout.

La ferme collective de la Russie révolutionnaire repose son indéfectible progrès sur un « crescendo » puissant d'institutions et d'oeuvres qui tendent à l'utilisation des grandes ressources du territoire, à l'industrialisation de toutes les branches de l'agriculture, à l'introduction dans la collectivisation des méthodes les plus perfectionnées de la technique et des découvertes les plus audacieuses de la science. Le paysan devenu kolkhozien, jouira lui aussi de cette richesse.

Voilà le bilan d'aujourd'hui et celui de demain.

Collectivisation et industrialisation

J'ai pu m'arrêter assez longtemps sur le tableau de la nouvelle Russie agricole telle qu'elle résultera du développement méthodique de tout un plan de transformation et d'industrialisation de la campagne soviétique, exposé à l'Institut de l'Économie et de l'Organisation agraires, qu'on a fondé à Moscou pour l'étude du premier Plan Quinquennal, et qui dépend du Commissariat du peuple à l'Agriculture.

Le territoire de l'Union soviétique y est divisé par zones, selon la structure géologique et les conditions du climat, la transformation qu'il peut subir et son utilisation conséquente. Une de ces zones, part de la région de Moscou et s'amplifie énormément jusqu'à Leningrad, et du côté de l'ouest jusqu'à l'Oural. Cette zone était classée dans le formulaire agricole et économique comme une zone « consommatrice » et considérée comme inapte à la culture des céréales. De zone consommatrice, elle doit devenir une zone très productive, car ses terrains, qui sont en très grande partie encore en friches ou mal défrichés, s'avèrent comme très aptes à la culture des fourrages, des tubercules et du lin. C'est une zone qui pourra même fournir des céréales et deviendra une base importante de l'élevage du bétail laitier et porcin.

Une autre zone, elle aussi d'une très grande étendue, qui va du sud de l'Ukraine jusqu'au sud de la Sibérie, en comprenant des régions entières de la moyenne et de la basse Volga et du Kazakhstan, a été dans le temps passé considérée aussi impénétrable qu'un désert. Ce sont surtout de grandes steppes qui dans leur étendue monotone ne sont bornées que par l'horizon, et où l'État soviétique gagne et gagnera des millions d'hectares à la culture du blé. Entre ces deux zones, dont les terres devront se transformer de friches abandonnées en terres productives, riches en moissons et bétail, se ramifie la zone marécageuse, qui s'étend autour de Moscou et de Leningrad et occupe aussi de vastes territoires de l'Oural. Ici c'est l'assainissement que l'on commence avec des moyens imposants, et qui valorisera les terrains qui par leur composition organique sont très fertiles.

Sur cette attrayante perspective agricole topographique, l'Institut signale la zone des pâturages de montagne dans le Nord caucasien et quelques régions de steppes qui ne sont pas adaptées à la culture des céréales. Enfin il marque la zone vraiment incommensurable de la forêt qui se coince entre les terrains cultivés, se perd sur des centaines de kilomètres, parfois même sur des plaines susceptibles d'une culture variée. C'est là une réserve incalculable que seule l'Union des Soviets possède, pour amplifier, je voudrais dire sans limites, la culture agricole de grande étendue. Pour ce qui regarde les pâturages de montagne et de steppe, on y développe déjà, avec de remarquables résultats, l'élevage de la race ovine, qui doit elle aussi être l'objet d'une grande amélioration.

Il y a enfin des zones où un changement technique et agricole se présente déjà sous différentes formes ; c'est-à-dire, que tout en y ayant de nouveaux terrains à gagner à la culture, une très grande partie se trouve déjà en voie d'industrialisation. Ces zones sont : la Transcaucasie et la Grimée où toutes les cultures subtropicales, celles des fruits et des fleurs, les potagers et la viticulture, détiennent une grande place, et où tous les efforts sont dirigés vers l'exploitation plus vaste et plus scientifique de ces magnifiques valeurs naturelles ; puis la zone proprement dite des cultures industrielles et de l'élevage du bétail, qui est constituée par une grande partie de l'Ukraine, par la région centrale de la « terre noire », par le Kouban et par de larges étendues de l'Extrême-Orient. C'est ici que l'Institut signale le plus rapide développement actuel des cultures du lin et du coton, du tabac et du maïs, du blé et tout particulièrement du pré, avec une rotation intensive et avec le perfectionnement de l'industrie du bétail laitier et d'abattoir.

Même ceux qui ne connaissent pas la carte géographique de l'Union des Soviets peuvent, d'après les lignes de sa nouvelle topographie agraire, avoir une idée de son étendue, de sa majesté. Et ils pourront comprendre comment, dans aucun autre pays du monde où le territoire est, pour sa plus grande partie, dans les mains du capital privé, il est impossible de tracer un plan organique de transformations agricoles si radicales, dirigées vers la création d'une nouvelle agriculture sur un sixième de la terre.

Il est à remarquer que ce programme n'implique pas seulement la tâche immédiate de vaincre des steppes, de disperser des bruyères et d'assainir des marécages, de féconder des landes et vivifier des terrains ensevelis sous des broussailles séculaires, voir accroître de millions et de millions d'hectares le terrain labourable. Il présuppose dans cette œuvre la méthode scientifique et économique de la distribution des cultures pour mieux utiliser les diverses conditions naturelles de chaque zone. Il rationalise, pour ainsi dire, l'agriculture de l'immense territoire soviétique, afin que les différentes cultures soient plus productives et moins chères. De plus, dans la répartition et dans la spécialisation nommées ci-dessus — qui ne contredisent ni n'oublient nullement une autre règle essentielle, celle d'organiser la base agricole de chaque région de façon que celle-ci puisse pourvoir autant que possible à soi-même en produits de première nécessité — il vise à l'accord de la production agricole avec les besoins et les avantages de toute la collectivité. Ainsi, par exemple, pour la nécessité d'élever du bétail d'abattoir pour une plus grande consommation de viande, il compte sur un élevage intensifié de porcs ; et outre les zones où cet élevage est déjà commencé, il y destine d'autres régions de la Sibérie, de la Volga inférieure et de l'Oural.

La sovkhoze

L'État soviétique poursuit cette admirable œuvre de transformation et d'industrialisation, avec une ardeur acharnée, non pas seulement en substituant la collectivisation aux innombrables petites fermes individuelles, mais par son action directe, c'est-à-dire, par l'organisation de la sovkhoze qu'il a constituée et qu'il gère lui-même. Sans la sovkhoze, une partie considérable du plan exposé serait irréalisable, du moins avant longtemps.

Il suffit de songer que dans tout le territoire de l'Union, l'agriculture de l'époque tsariste était pratiquée en des zones relativement assez petites, dans les terrains plus fertiles et plus proches des villages. D'immenses régions restèrent incultes ; les marais s'accrurent ; les forêts occupèrent des kilomètres de plaines qu'on aurait pu utiliser pour des cultures plus profitables ; les steppes demeurèrent inexplorées. Au gros propriétaire, suffisait l'exploitation féroce de la main-d'œuvre pour l'accroissement de ses richesses. Après la Révolution d'Octobre, la population paysanne, à qui l'on avait confié la terre, réussissait à peine à entamer ces zones désertes pour élargir sa petite entreprise familiale. Et encore maintenant, la ferme collective, la kolkhoze, quoiqu'elle se soit assurée le vaillant concours de la Station de machines et tracteurs et qu'elle ait ainsi amplifié sa base, reste toujours assez loin de la possibilité de comprendre dans son rayon ces étendues infinies de terres en friche. On se souviendra que la kolkhoze se fonde sur l'union des fermes individuelles et que, dans beaucoup de ces zones, sur des kilomètres et des kilomètres on ne trouve pas un seul « hutor », pas une seule pauvre maison paysanne qui soit entourée d'un peu de terrain cultivable.

C'est l'État, par sa ferme, par la sovkhoze, qui après l'avoir soutenue pendant une dizaine d'années pour qu'elle servît d'exemple aux entreprises paysannes, la désigne maintenant pour être dans ses mains l'organe qui doit conquérir ces terres abandonnées. Il la pourvoit de tous les outils, il la rend puissante au point de vue technique et financier, de manière à en faire la base de tout un nouveau système d'industrie agricole.

La sovkhoze devient ainsi un élément et une force nécessaires à l'industrialisation de l'agriculture soviétique. Et même sous cet aspect, outre les autres rapports qui la lient à la kolkhoze et que j'ai précédemment rappelés, la sovkhoze appuie et intègre l'œuvre de la collectivisation, soutient et renforce l'entreprise agricole collectivisée, et complète, à l'égard de celle-ci, sur le terrain plus proprement économique et industriel, sa fonction d'aide et d'enseignement.

C'est précisément par rapport à ce plan du développement de la sovkhoze que, en 1928, l'État lui donna une structure juridique et administrative, nette et sévère. Il commença à constituer des centres ou « trusts » dirigeants qui groupèrent les sovkhazes selon leur production prédominante et détermina les rapports de ces trusts avec le pouvoir central, de manière à parvenir directement et sûrement à régler la vie et le progrès de cette importante partie du domaine agricole. Il est bon de connaître au moins quelques-unes de ces dispositions de lois promulguées à ce sujet.

L'article premier d'un décret publié au début de l'exécution du premier Plan Quinquennal s'exprime ainsi : « Est reconnu comme trust agricole d'État toute association de fermes soviétiques (sovkhazes) organisée selon un règlement spécial en unité économique indépendante, avec une personnalité juridique et un capital indivisible constitué par actions. Il est sous la gestion du Commissariat du peuple à l'Agriculture. » D'autres articles établissent qu'appartient au pouvoir central, et à sa place au Commissariat de l'Agriculture, le choix du nom et du siège du trust, la liste des sovkhazes et des entreprises qui y sont annexées et qui doivent en faire partie. C'est aussi l'État qui détermine l'objet de leur activité, le montant de leur capital de fondation, l'assignation des terrains, des gisements des mines et des eaux concédées au trust ; et enfin la nomination et les pouvoirs du directeur du trust.

Des dispositions précises sont aussi arrêtées afin de déterminer la position de chaque sovkhoze dans le trust, et les rapports qui existent entre chaque ferme et la centrale dirigeante.

« La direction de la Sovkhoze — dit le décret — est déléguée à un administrateur nommé et révocable par le directeur du trust de l'État. L'administrateur de la sovkhoze en dirige toutes les opérations, met en exécution les ordres du directeur du trust, vis-à-vis duquel il est responsable de la partie administrative et de la comptabilité. Il doit encore répondre avec responsabilité civile, pénale et disciplinaire, aux termes des lois en cours, des biens qui lui ont été confiés. De son côté, la direction du trust doit soumettre tout projet technique et financier au Commissaire du peuple à l'Agriculture, duquel dépend l'approbation. »

J'ai donné ces notices sur l'organisation trustée de l'entreprise agricole de l'État, pour faire remarquer que, si elle garde une autonomie juridique, particulièrement quant au commerce, son fonctionnement cependant dépend entièrement du pouvoir de l'État, voire du Commissariat du peuple à l'Agriculture. Elle a un secteur de mouvement à elle ; mais c'est l'État qui évoque à soi, à son autorité et à son pouvoir, la responsabilité de porter la sovkhoze à la réalisation des tâches qui lui sont posées par les organes dirigeants de l'Union soviétique. Cette structure de l'entreprise agricole d'État, « tout en la rendant complètement égale à la fabrique socialiste

industrielle », ainsi que s'exprimait le XVI^e congrès en 1930, lui donne une force économique et une technique de telle importance qu'il est évident que nulle autre forme de ferme ne pourrait les lui conférer. Elle est « entreprise d'État; et l'État en est l'arbitre absolu, avec toutes les conséquences qui en dérivent ».

Il faut que le lecteur tienne bien compte de ceci pour que fixant son regard sur la ferme agricole soviétique il en comprenne l'ampleur et la puissance incroyables.

Le paysan spécialement, qui a suivi dans tous ses pas le chemin parcouru par les fermes individuelles qui se sont constituées après la Révolution d'Octobre, jusqu'à s'unir et se fondre dans la grande entreprise collectivisée, peut rester perplexe devant des chiffres qui parlent d'une entreprise agraire encore plus vaste que celle qui se dessine déjà dans les perspectives de l'artel. Mais il les expliquera aisément et de suite, s'il se souvient que dans les sovkhozes nous nous trouvons en face d'une œuvre de l'État, de l'État soviétique, où c'est son pouvoir qui dispose et agit et où l'État lui-même met en action ses innombrables moyens pour créer ce type absolument nouveau et vraiment suggestif d'entreprise agricole industrielle.

Après avoir reçu une forte structure juridique et administrative, les sovkhozes accélèrent leur développement presque symétriquement au rapide progrès de la collectivisation. Au printemps de 1930, le trust des céréales avait déjà organisé cent quarante-trois sovkhozes et disposait dans la même année de plus d'un million et demi d'hectares de terrain labourable. C'est justement dans l'été de l'année de la « grande conquête » que, en suite à une délibération du Comité central et du Conseil des commissaires du peuple, se constituent le trust des porcs, le trust du beurre, le trust pour l'élevage du bétail à cornes.

Les problèmes de la production des céréales et de l'élevage du bétail, étroitement liés entre eux, étaient à la base de la politique agraire de l'Union, pas seulement au point de vue de la nécessité de la consommation, mais aussi au point de vue de la transformation de l'agriculture soviétique.

La sovkhoze et l'industrie du bétail

Le Commissaire du peuple à l'Agriculture, en parlant l'année suivante, en 1931, au XVI^e congrès des Soviets, désignait ainsi le cadre de l'entreprise d'État pour l'élevage et l'industrie du bétail. Il faisait remarquer en même temps que dans nul autre pays, on ne poussait la construction autant qu'en U.R.S.S. : « Notre économie standardisée concernant l'élevage du bétail est la suivante : une sovkhoze du trust des bovins comprend une moyenne qui va de 5.000 à 30.000 animaux ; une autre du trust du beurre en possède une moyenne de 3.000 à 10.000 ; une sovkhoze du trust pour l'élevage des porcs peut avoir de 800 à 1.500 truies, voire environ 15.000 porcins ; une sovkhoze pour l'élevage des volailles possède de 50.000 à 150.000 animaux environ. Ce sont là les chiffres moyens de nos sovkhozes. »

Il faut signaler dès maintenant que ces chiffres ne sauraient avoir qu'une valeur surtout indicative. Il était naturel qu'au commencement de la préparation si audacieuse d'un plan qui devait réformer l'industrie du bétail, on arrivât à en entrevoir peut-être la lointaine limite ; mais la réalité devait ensuite imposer de procéder plus pratiquement et de s'adapter à un ensemble d'exigences techniques et culturelles, qui sont d'autant plus dures et inexorables qu'on les essaie aux premiers pas.

J'ai visité quelques-unes de ces fermes d'État où dominant les races laitières acclimatées aux régions du nord, la « Simmentalskaia », la « Komogorskaia », et surtout la « Jaroslawskaia ». J'ai été aussi dans des fermes de l'Ukraine, du Kouban, où l'on trouve la race rousse-allemande. Dans le rayon de Jaroslavl, dans celui de Twer au nord de Moscou, et dans quelques sovkhozes près de Kharkov et de Krasnodar, j'ai eu l'occasion d'étudier la structure et le fonctionnement de ces grandes fermes soviétiques pour l'élevage du bétail laitier.

Généralement, les animaux sont divisés par groupes qui varient selon les étables et la quantité des fourrages dont dispose la sovkhoze. Toutes les constructions ne sont pas modernes ou modernisées ; mais où le bétail était encore abrité dans des locaux provisoires, on travaillait activement à doter les sovkhozes d'étables nouvelles, les plus perfectionnées. J'en remarquais en Ukraine, quelques-unes de type américain ; trois passages divisaient l'étable en cinq secteurs horizontaux, de telle sorte que les deux rangs de bétail étaient servis en nourriture par un passage qui se présentait à eux de front et était nettoyé du fumier par le passage intermédiaire. Dans plusieurs d'entre elles, la traite est effectuée mécaniquement et l'énergie électrique y est largement employée pour le nettoyage et la désinfection des étables et des outils.

Ce qui me frappa immédiatement au cours de cette visite des sovkhozes, ce fut l'adoption des moyens les plus scientifiques pour améliorer la qualité et la productivité du bétail laitier par une sévère sélection et une nourriture rationnelle. Le Commissaire du peuple à l'Agriculture, encore en 1932 dans un de ses discours, se plaignait que dans l'Union des Soviets, quoique le quantitatif du bétail lactifère et d'abattoir ne fit pas défaut, la productivité fût très réduite.

Ce qui est difficilement applicable dans les fermes individuelles et même dans les artels, est devenu par contre une règle absolue dans les sovkhoses. L'amélioration des producteurs, la formation de centres de vaches d'une haute production, l'expérimentation des différentes races originales et de leur croisement, forment la tâche continue des éleveurs de toutes sovkhoses. Dans une grande étable à Ackerman, en Ukraine, on me faisait voir une vache — alors très renommée là-bas — la vache Mria, qui avait donné dans une seule année dix mille cent trente-cinq kilogrammes de lait, surpassant ou tout au moins égalant les meilleurs spécimens de la race frisonne qui étaient objet d'admiration lors de la dernière exposition agricole de Cologne.

Je remarquais des soins semblables dans la confection de la nourriture, avec un large usage de l'ensilage des fourrages et un emploi rationnel de nourritures concentrées. Toutes les sovkhoses que j'ai visitées avaient leurs silos selon la méthode simplifiée la plus moderne. L'emploi de concentrés et de fourrages verts ou secs n'était nullement uniforme ; mais presque partout il était pratiqué un contrôle précis sur l'alimentation et sur le lait. Je me souviens du dirigeant d'une sovkhose, qui m'affirmait qu'on s'efforçait d'étendre le contrôle à la quantité et à la qualité du lait, pour déterminer la partie de graisse et de beurre que ce produit contient et procéder ensuite à une parfaite sélection des producteurs et des vaches.

Ainsi, beaucoup de sovkhoses m'ont paru de véritables stations expérimentales, où un personnel technique développe son œuvre d'étude continue aussi pour ce qui regarde la prophylaxie zoo technique, pour améliorer les moyens susceptibles d'empêcher et de disperser toute cause de contagion, de munir l'organisme de vaccins et de sérums, d'éviter certains troubles organiques dus bien souvent à des motifs hygiéniques et alimentaires, qui ne sont pas la dernière cause de dépérissement et de stérilité.

Une expérience fort intéressante me semble faite dans le Kouban par une sovkhose qui avait divers groupes de bétail, placés en différents endroits de son vaste territoire. Elle divisait par lots tous ces troupeaux, selon la productivité des vaches : les vaches sèches, les vaches donnant moins de dix à quinze kilos de lait ; les vaches qui en donnaient plus de vingt, etc. Et l'on me faisait remarquer à ce sujet que cela, en plus d'aider la répartition de la nourriture, comportait un autre avantage considérable. La sovkhose, disposant d'un large territoire, pouvait y distribuer la culture à près et à légumineuses de façon à avoir la nourriture, les fourrages verts et le pacage, assez près du bétail qui devait les utiliser.

La sovkhose pour l'élevage du bétail à cornes, laitier aussi bien que de boucherie, développe partout son œuvre afin de se pourvoir d'une base de culture à fourrage la plus propre pour l'alimentation. J'ai déjà dit comment l'assignation même du territoire de la ferme soviétique partant de cette considération, tâche de mieux exploiter les ressources naturelles du terrain pour déterminer la culture dans laquelle chaque sovkhose doit se spécialiser. Mais après, elles ont toutes le devoir de compléter et d'exploiter ces ressources par tous les moyens de la science agraire. Ainsi ai-je pu voir dans quelques sovkhoses au nord de Moscou, dans le rayon de Twer, de magnifiques cultures de luzerne, qui résistent aux hivers rigoureux. J'admirais en Ukraine la culture des variétés américaines de maïs les plus nourrissantes et les plus indiquées pour l'ensilage, du Caragua à l'Eureka.

La culture et le perfectionnement du pré, avec l'introduction des légumineuses les plus variées, l'adaptation des différentes qualités de fourrages au climat qui, dans l'Union des Soviets, varie du subtropical à l'arctique, sont l'objet d'études et d'expériences d'Instituts spéciaux, comme l'Institut Williams de Moscou. Mais à cette tâche spécifique des dits Instituts s'ajoute l'obligation que chaque sovkhose pour l'élevage du bétail à cornes accomplit à son compte, dans le but de perfectionner la qualité et le système de l'alimentation. Par l'alimentation et par la sélection, la sovkhose obtient sans doute de grands résultats dont profiteront tout particulièrement les entreprises agricoles collectives. C'est la vérité : la sovkhose n'est pas seulement une école ; son aide à la collectivisation se concrétise, sur ce point, dans une aide matérielle d'une importance évidente. L'artel accroît et améliore son patrimoine zootechnique précisément à travers l'œuvre qu'accomplit, à ses côtés, la ferme d'État pour l'élevage du bétail laitier et d'abattoir.

Le capital vivant apporté par les paysans à l'artel n'était sûrement pas des meilleurs. Le compléter, le renouveler, créer aussi dans les fermes collectivisées une industrie du lait, là où la culture du terrain la rend possible, tout cela aurait été long et coûteux, si l'État n'y avait pas pourvu par ses fermes spécialisées. Les animaux producteurs de ces entreprises d'État sont employés gratuitement aussi dans les artels ; et par beaucoup d'entre elles sont passés déjà des groupes de bétail laitier d'une haute productivité, venus des sovkhoses, en augmentant le patrimoine et le revenu de l'entreprise agricole collectivisée.

La sovkhose et ses différents élevages

Si je me suis étendu sur la sovkhose pour l'élevage du bétail à cornes, c'est parce que l'on sait combien l'industrie du bétail laitier et de boucherie est un élément de première importance dans le développement de l'industrie agricole. Mais je ne puis pas oublier que dans l'Union des Soviets, pendant ces dernières années surtout, on a beaucoup poussé les sovkhoses à l'élevage du porc, celui-ci étant le plus riche et le plus grand producteur de viande.

Les besoins énormément accrus de la consommation des viandes dans toute la population des villes et de la campagne, ont posé le problème d'un intense élevage de porcs. L'élevage des porcins dans les entreprises familiales et chez les kolkhoziens, dans l'Union soviétique comme partout ailleurs, est fort éloigné des règles de prophylaxie et d'alimentation qui en assurent le maximum de rendement. Il leur est impossible de soigner la sélection des sujets. Les sovkhoses des porcins devinrent et sont, l'objet d'une spéciale attention de la part de l'État, qui les a pourvues des meilleures races, des terrains les plus indiqués et des moyens financiers nécessaires à l'édification d'étables suffisamment grandes pour recevoir des milliers d'animaux.

Je ne dirai pas en détails ce que j'ai vu dans certaines sovkhoses, sur l'application de méthodes scientifiques d'hygiène et de l'alimentation. Cette dernière, presque toujours uniforme, était distribuée dans des auto-alimentateurs subdivisés pour les mixtures, pour les sels minéraux, pour les céréales. Je dirai seulement que le kolkhozien, de même que le paysan de la ferme individuelle, non seulement peut recevoir de la sovkhose les sujets d'élevage, mais se rendre aussi à la sovkhose même pour contrôler leurs facultés de transformation et régler par conséquent la nourriture qu'on doit employer.

Pour cela et pour d'autres services que la sovkhose offre à l'éleveur — son personnel technique, son matériel de désinfection, etc. — j'estime qu'elle réalise une notable amélioration du système américain du « Swine Record of Performance Test ». Il y a encore une autre différence considérable : les kolkhoziens et aussi le paysan qui travaille à sa petite ferme, ne payent normalement rien à la sovkhose, tout service étant gratuit.

La sovkhose pour l'élevage des porcs, fait au profit des artels, où cet élevage est particulièrement adopté, ce que j'ai précédemment expliqué aussi des sovkhoses pour l'élevage du bétail à cornes, et parvient à apporter son aide effective même à chaque éleveur; ce qui pour le kolkhozien signifie une aide économique bien appréciable.

Grâce à tous ces efforts pour l'amélioration du patrimoine porcine, celui-ci est en train de sortir rapidement de la crise où il se trouvait, avec tout le reste du patrimoine zootechnique, aux premiers temps de la collectivisation, surtout à cause de l'œuvre criminelle de destruction accomplie par le koulakisme. Il faut certainement d'autres grands efforts pour reconstituer un patrimoine d'un tel genre et le porter à un niveau plus haut de richesse. C'est pourtant là une bataille où restent engagées ensemble les forces des entreprises collectives et celles de l'État. Et c'est dans ces dernières que s'est immédiatement étendu l'élevage des volailles, des lapins, et où a été déjà portée à un haut degré l'amélioration de la production ovine. A vrai dire, ces productions sont pour la plupart confiées à des Stations expérimentales et à des Instituts spéciaux, qui les transmettent par la suite aux sovkhoses et aux kolkhoses pour un plus grand développement. Je parlerai plus tard de l'œuvre complexe et très efficace de ces Instituts. Ici, une page me semble être digne d'intérêt ; je la reproduis de mes notes du voyage de 1930 et elle se rapporte à la visite que j'ai faite à Ascanie Nova, à environ quarante kilomètres du Dniepr, où se terminent les traces de la « terre noire » et commence une steppe démesurée de centaines et de centaines de milliers d'hectares, jusqu'à la Mer Noire.

Le directeur de ce centre d'expérimentation me montre un groupe d'ovins. « C'est une partie de nos troupeaux, me dit-il, qui comptent environ dix mille animaux divisés en différents groupes. Pour la race des reproducteurs, pour la qualité et la quantité de la production de la laine, notre troupeau est le premier du monde ; un deuxième, semblable, se trouve en Argentine. Les croisements qu'on a effectués avec des ovins communs, ont donné de très bons résultats. L'élevage ovin s'étend déjà dans les entreprises collectivisées et aussi maintes sovkhoses s'y spécialiseront sans doute. Mais nous émigrerons d'ici... »

J'en demande les motifs. Il me l'explique au cours d'une intéressante visite à plusieurs sections spéciales, parmi lesquelles se divise le travail de l'Institut d'Ascanie Nova. Cette zone immense est destinée à une transformation des plus industrialisée. Il y a une station qui étudie les cultures qui conviennent davantage à la steppe, du café aux sésames, à une plante spéciale dont les fruits se filent comme la soie naturelle et qui peut rivaliser avec celle-ci. Il y a une station qui expérimente d'autres cultures, le blé de printemps et le blé d'automne, le coton et l'huile de ricin, adoptés dans quelques régions de l'Afrique et de l'Amérique. Une troisième section, entourée par de vastes champs labourés, soigne la production du maïs, de la luzerne et d'autres espèces de fourrages. Enfin, il y a une station qui unit les races du bétail bovin et chevalin adaptable au climat, et on essaie tous les croisements comme celui du zoubrou avec la race rousse-allemande et du cheval avec le zèbre. Cette suggestive tâche d'expérimentation scientifique est en rapport avec un gigantesque plan d'irrigation, qui, en dirigeant les flots du Dniepr, là où celui-ci s'avance ainsi qu'un golfe, à Kakhovka, par un réseau de canaux à travers cette vaste steppe, devra les amener jusqu'à la mer.

« Déjà aujourd'hui, me dit le directeur, cette très large zone de terre que nous fendons partout, pour en établir la composition géologique et y adapter des cultures, n'est plus déserte. Vous visiterez à votre retour la grande sovkhose « Khersonski », qui s'est constituée l'année dernière pour commencer les cultures des céréales, du blé, du seigle et de l'avoine, sur 100.000 hectares environ. La puissance des tracteurs et des machines agricoles a déjà, dès cette année-ci, accompli presque des miracles ; on a ensemencé 28.000 hectares avec une production par hectare plus haute que la moyenne habituelle.

« Aux extrémités de la steppe, de tous les côtés, les petites fermes sont collectivisées en de grandes artels. « Satoplemaja » en est un exemple. Nos expériences de cultures sont refaites avec succès par les fermes collectives. Leur perspective est de vaincre la steppe et de la transformer complètement ; et elles sont sûres d'y arriver. Sous peu d'années, ici il n'y aura que des champs labourés, orgueilleux de leurs épis et de leurs fourrages. Notre troupeau lui aussi cédera sa place à d'autres bestiaux. L'industrialisation agricole que nous préparons aura vaincu et transformé la steppe à jamais... »

En transcrivant ces mots et en évoquant ces souvenirs, je crois entendre encore cette voix, qui résonnait à mes oreilles dans le silence de l'étendue dépeuplée et infinie, comme la voix prodigieuse de la création et de la vie !

La sovkhose et l'industrie des céréales

Outre la sovkhose pour l'élevage du bétail, l'État donna une très grande impulsion à la sovkhose pour la culture des céréales ; et même celle-ci prit immédiatement la forme d'une entreprise imposante et originale pour ses caractéristiques techniques et industrielles.

Le Commissaire du peuple à l'Agriculture, qui pour la sovkhose de l'élevage avait donné quelques chiffres que j'ai reproduits dans leur ampleur et leur force, en parlant de la sovkhose pour le blé, disait au Congrès de Moscou, en 1930 : « Ce qu'il nous faut ce n'est pas la sovkhose de quelques dizaines de milliers d'hectares, mais la sovkhose d'une centaine de milliers d'hectares... L'organisation de ce terrain devra être d'une simplicité élémentaire. Son territoire sera divisé en des secteurs de culture coupés par des routes du nord au sud, et de l'ouest à l'est. Et le secteur compris entre ces limites, devra former l'unité fondamentale de la culture des sovkhoses. »

Ainsi que je l'ai dit au sujet des grandes sovkhoses d'élevage, aussi à l'égard des sovkhoses spécialisées dans la culture des céréales, de ces « fabriques géantes » de blé, comme les appelait la presse soviétique, on a apporté forcément des innovations dont je parlerai plus loin. Je me plais ici, à me rapporter directement à ce que j'ai vu de mes yeux, afin de mieux souligner leur rapports avec l'entreprise agricole collectivisée. Je choisis, entre les nombreuses sovkhoses pour la culture des céréales que j'ai visitées en 1930, une sovkhose du Caucase du nord, distante environ de cinquante kilomètres de Rostov, et qui est célèbre pour son caractère scolaire expérimental. Elle était contremarquée du numéro « deux », car une autre sovkhose à côté l'avait précédée et surpassée par l'ampleur du territoire. Cette sovkhose m'apparut vraiment des plus indiquées pour l'étude, car elle était non seulement une entreprise destinée à la culture du blé, mais elle avait annexé un Institut pour la préparation du personnel technique et une station expérimentale pour les machines agricoles.

Aussi la constitution de cette ferme soviétique coïncide avec le moment le plus brûlant de la lutte pour la collectivisation. Elle posait ses premières fondations au printemps de 1929, au milieu d'un territoire qui était à peine parcouru par quelques troupeaux de chevaux et qui était en grande partie constitué par du terrain tout à fait en friche. On « rêva » d'y édifier une petite ville comme centre irradiant de toute une nouvelle vie dans ces plaines légèrement ondulées, que les machines auraient dû ouvrir et féconder partout.

Et un an après, de vastes bâtiments s'élevaient pour la valeur de plusieurs millions de roubles. Un grand élévateur, de grands hangars pour les machines et les tracteurs et une usine pour les réparations ; des magasins et des maisons pour les ouvriers ; des locaux édifiés spécialement pour les écoles et les laboratoires ; une installation centrale pour la distribution de l'eau potable et du chauffage ; des salons d'expositions et de fêtes et de larges plates-bandes de verdure et de fleurs, épanouies comme par enchantement des mottes qui en avaient gardé et alimenté les semences : tout cela donnait à la petite ville un aspect gai et endimanché. Le « rêve » était devenu réalité toute palpante de vie. Une voie de chemin de fer reliait la nouvelle petite ville à Rostov et aux autres centres de la région.

« Nous commençâmes par le labourage et l'ensemencement de 5.000 hectares, et le même jour nous avons reçu du travail des kolkhozes avoisinantes. Nous nous étendîmes sur d'autres milliers d'hectares et nous divisâmes, en trois grands lots, le territoire de 50.000 hectares destinés au labourage pour cette année. L'année prochaine l'étendue labourée s'élèvera à 70.000 hectares ; nous dépasserons quelques villages édifiés dans des petites oasis vertes, où les paysans ont déjà collectivisé leurs fermes, et nous les amplifierons grâce à notre travail afin de les rendre plus aptes à l'emploi des moyens mécaniques ; nous arriverons ainsi au delà de la steppe vierge, avec la perspective de compter dans le rayon de la sovkhose, dans quelques années, environ 120.000 hectares. »

C'était une danse de chiffres que ce qui tournait devant mes yeux, sans que ma pensée puisse en saisir toute l'étendue ! Le directeur de la sovkhose lut dans mon regard cette incertitude et : « Cela vous épate ! — reprit-il.

« N'avons-nous pas, en peu de mois, créé cette cité où nous abritons déjà plus de cinq cents étudiants, un millier d'ouvriers pour les machines et tout le personnel subsidiaire qu'il faut pour notre entreprise ? Si vous songez qu'avec le tracteur nous accomplissons en dix heures seulement tout le travail de la culture, du labourage jusqu'à la moisson du blé, ce qui demanderait trois cents heures environ de travail humain, vous vous expliquerez

comment avec nos cent tracteurs dont chacun peut tirer, par exemple, cinq semeuses et avec toutes les autres machines dont nous sommes outillés, l'étendue du territoire a une importance relative. Grâce aux moyens mécaniques dont nous disposons, nous pouvons parler d'un millier d'hectares de la même manière dont un paysan parle, dans sa ferme, d'un hectare en mesurant cet hectare d'après son travail familial. La question est de savoir adapter la machine à la culture, afin que sa productivité soit la plus grande possible. »

Monoculture et polyculture

Je m'entretins longtemps avec le directeur de cette sovkhoe et avec d'autres dirigeants. Elle se spécialisait dans la culture du froment par un système monocultural.

« On pourrait très bien introduire d'autres cultures, me disait-on, mais elles demanderaient l'emploi d'autres machines, voire d'autres capitaux. Pendant la période où ces machines resteraient inactives, elles pèseraient également sur la ferme sans rien produire. Elles en diminueraient donc le revenu. Il en serait de même si nous introduisions la culture des fourrages avec rotation du blé et d'autres céréales, en somme si nous adoptions le système ordinaire et accoutumé de la polyculture. Le principe économique de notre entreprise, qui est complètement mécanisée, c'est de faire travailler continuellement le tracteur pendant l'année de travail. Le tracteur, cette année, a travaillé jusqu'à 3.000 heures ; c'est là le secret de son grand rendement, et par conséquent du très bas prix de revient. L'année dernière, bien que ce fût la première année et avec les frais de la nouvelle organisation, le poud de blé coûta un rouble et douze kopeks ; mais on atteindra bientôt le prix minimum de quatre-vingts kopeks le poud. »

Je constatai que ce principe de la monoculture dans la ferme soviétique pour les céréales n'était généralement pas adopté par les sovkhoez du « Zernotrust » ; bien plus, il n'était observé que par une faible minorité. Il était encore discuté par les instituts scientifiques et expérimentaux qui ont fini par le condamner, car les résultats effectifs ont marqué une forte disproportion avec les investissements considérables de l'État. Au congrès de Moscou, en février 1934, on établissait décidément le système de décentraliser ces sovkhoez géantes et de substituer à une spécialisation excessive une rotation rationnelle de cultures. Il est arrivé ce que je pensais lorsque j'écoutais, sur les sillons jaunes d'épis de la sovkhoe numéro « deux », les considérations, suggestives certainement, de ceux qui étaient convaincus de l'utilité et de la supériorité de la grande entreprise agricole à système monocultural.

Je me souviens, entre autres, de la suivante : « L'introduction de la variété des cultures dans la grande ferme mécanisée porte avec soi la nécessité d'installations nouvelles, de nouvelles machines, mais aussi celle de nouveaux cadres techniques. D'autant plus de machines les ouvriers devront employer, d'autant moins ils les connaîtront et d'autant moins ils les aimeront. La machine est quelque chose de vivant pour un personnel intelligent et compétent. Il lui faut à lui aussi le maximum de spécialisation ; et celle-ci n'est obtenue, dans l'économie de la ferme mécanisée, que par l'adoption du système monocultural. »

On avait en effet bien vite l'impression de se trouver dans une entreprise constituée de cette manière lorsque je visitais les nombreuses parties de cette sovkhoe.

Surtout où le travail marche activement, il est impossible de voir du bétail d'élevage ou de fatigue, fût-ce un cheval de trait. De petits trains, tirés par des tracteurs, sillonnent partout la steppe, aux mottes tournées et fumantes, aux étendues blondes d'épis mûrs, et transportent les matériaux de travail et les produits. Où les tracteurs fonctionnent, là on place le campement pour les travailleurs et on bâtit les baraques pour les machines et les outils.

Au centre, une grande usine les accueille pour les remettre en ordre et les réparer ; et à ses côtés se rangent par dizaines, des plus simples aux plus complexes, les modèles produits en U. R. S. S. ou importés de l'étranger pour être étudiés et expérimentés. Des tracteurs de toute puissance ; des « combynes », des machines à chaîne pour le travail successif de labourage, d'ensemencement, de hersage ; des machines disposées en rang, par quatre, par six, pour couvrir en largeur le maximum de superficie de terrain ; de petits instruments et des colosses de fer et d'acier. Voilà ce qui devait vaincre et féconder les milliers d'hectares de cette sovkhoe, sous la technique savante et passionnée d'un artisan « nouveau ».

« Cette année-ci, en avril, nous avons organisé l'Institut qui a pourvu à la formation de spécialistes de la mécanisation de la grande ferme — m'expliquait le directeur de la sovkhoe. — Nous choisissons les ouvriers de l'usine qui s'y connaissent déjà dans les machines et qui sont capables de les réparer, pour en faire des mécaniciens qualifiés. Ici nous groupons aussi de nombreux éléments de la campagne, qui demandent à venir chez nous, et nous leur faisons suivre de véritables cours d'études théoriques et pratiques. Maintenant ils sont plus de cinq cents, et l'année prochaine, en 1931, il y aura plus de mille de ces kolkhoziens. Nous pensons améliorer et amplifier nos locaux et nos laboratoires auxquels l'État a destiné dès maintenant plusieurs millions de roubles.

« Le programme d'études divise l'année en périodes de quatre mois. Dans la première et dans la dernière, une moitié du travail est théorique et l'autre moitié est pratique. La partie théorique est réduite par contre à un tiers, lorsque, dans l'intensité du travail, il faut intensifier aussi la partie pratique. Nous tâchons que l'étude des matières, dont le but est de bien faire comprendre tout ce qui regarde le processus productif, soit continuellement en corrélation avec l'expérience qui doit mûrir sur les machines, à l'usine et aux champs. C'est ainsi qu'on étudie les différents types de machines, les conditions des terrains et des cultures, pour leur adaptation ; c'est ainsi qu'on étudie leur productivité, leur comptabilité, tous les moyens de contrôle et toutes leurs façons de travail. Et ce qui est étudié est ressassé et complété par la pratique assidue et par l'expérience scrupuleuse.

« Cette expérience on l'accomplit dans les sovkhoses et dans les kolkhoses des environs. Les kolkhoziens qui sont devenus ici, chez nous, des spécialistes de la grande entreprise mécanisée, quand ils rentrent dans leurs fermes, sont pour leur industrialisation un facteur de premier ordre. Quoique les artels des alentours aient une structure économique différente de celle de notre sovkhose, cependant la technique qu'ont appris ici des centaines et des centaines de kolkhoziens, devient pour elles un précieux patrimoine. Et nous pensons élargir l'Institut et la station expérimentale jusqu'à comprendre tout ce que peut demander la culture industrialisée des fermes collectives de la zone, de façon à les pourvoir de dirigeants sûrs et capables. »

Expérimentation et spécialisation culturales

Je ne sais pas ce qu'ont su produire la force et l'impétuosité de ce véritable « géant », au cours de ces dernières années, depuis l'été de 1930, pour réaliser les projets que sa direction m'exposait. Entre autres choses on se proposait d'annexer à l'Institut une section spéciale pour l'étude du blé, depuis ses qualités primaires jusqu'aux qualités qu'on peut obtenir par l'hybridation ; de son cycle cultural, en rapport avec la composition du terrain, aux facteurs qui peuvent en accroître la force organique et la valeur nutritive.

Dans toute ferme ayant pour but la culture des céréales, qu'elle soit soviétique ou collective, le problème de la qualité du blé et de sa puissance de rendement faisait sentir déjà sa pression ; et tous les dirigeants, avec qui je m'entretenais sur ce sujet, m'en ont parlé pour me certifier que sur cette question aussi l'État soviétique s'engageait par tous les moyens scientifiques et expérimentaux.

A Kharkov un Institut, qui auparavant s'était adonné à l'étude générique des cultures de la zone, du blé, des betteraves, des fruits, etc., fut complètement transformé dès que l'État donna à l'agriculture le grand branle de sa rénovation. Cette institution qui s'appela « Institut de l'entreprise du blé », s'outilla, conformément à la spécialisation la plus soignée, de tout ce que la science et l'expérience suggèrent pour le progrès de la culture des graines et surtout du blé. Déjà à l'époque où je le visitais, il y a presque quatre ans, il avait constitué des sections en Crimée, dans le Dombas, dans tous les centres grainiers, et fixé ses points d'expériences dans les sovkhoses et dans les kolkhoses.

Le siège, à Kharkov, outre six laboratoires, était pourvu de champs où les diverses qualités de blé indigène étaient essayées à côté d'autres variétés importées de l'étranger, de blé dur, de blé hâtif, etc. L'hybridation était expérimentée dans plusieurs buts : l'inversabilité, la qualité de la paille et du blé, le pouvoir de touffer, de façon à adapter la qualité du blé aux conditions les plus variées du sol. On y expérimentait surtout le fumage, du plus faible au plus intensif.

« A ce propos — me disait le personnel de l'Institut — dans beaucoup d'entreprises nous jouissons des avantages résultant de l'exploitation d'un terrain vierge, riche en sèves ; mais on a vite fait de les épuiser. Chez nous aussi le problème de l'agriculture s'identifie avec le problème du labourage et du fumage plus rationnels. Grâce aux machines que nous perfectionnons de plus en plus, nous parvenons à obtenir des couches de germination molles, poreuses, saines, utilisant les dégels et les eaux pluviales et augmentant l'humidité qui généralement fait défaut. Mais pour l'introduction des engrais chimiques, c'est une tâche que nous voulons remplir au plus tôt, afin de porter la culture du blé dans nos grandes fermes soviétiques et collectives à un degré assez élevé de production. »

Dans les champs expérimentaux de l'Institut de Kharkov, on comptait en effet une production de blé par hectare pas moindre que celle qui dans des fermes de la Lombardie, en Italie, a été considérée comme insurpassable. En poursuivant ainsi dans son œuvre, à travers les Instituts spécialisés et les entreprises agricoles soviétiques, qui en 1932 étaient déjà tellement développées qu'elles ensemençaient à elles seules, pendant le printemps, plus de dix millions d'hectares, l'État parvient à donner à chaque branche de l'agriculture une force nouvelle et à la porter vers les systèmes les plus industrialisés et profitables.

M'arrêter ici et m'étendre davantage sur ce qui le vérifie à ce sujet dans les campagnes de l'Union, ce serait sortir des limites de cette étude. J'ajouterai seulement, car cela peut intéresser jusqu'à un certain point, que dans la viticulture et dans la sériciculture on est en train d'effectuer une véritable révolution, grâce à laquelle la grande ferme de la zone subtropicale et de la zone industrielle, pour employer la terminologie que je viens d'expliquer, en sera grandement avantagée.

La méthode primitive de la sériciculture et de la culture des mûriers plaçait l'Union des Soviets parmi les plus faibles producteurs sur le marché mondial. Et il était presque impossible d'habituer les paysans des fermes individuelles à cultiver le mûrier et à élever les vers à soie rationnellement. Avec la constitution de la grande ferme agricole et des sovkhozes aux cultures spécialisées, dans l'Ukraine et dans le Kouban on commença immédiatement par le système d'une large culture de mûriers à bas troncs sur des centaines d'hectares, soit par le greffage de jeunes plants, soit par le marcottage. En même temps, dans des stations bâties à dessein, on intensifia l'étude de la sériciculture, par l'expérimentation de toutes les graines de vers à soie, du doré chinois au vert du Turkestan jusqu'aux croisements déjà adoptés au Japon et en Italie. Dans une période de cinq ans, l'Ukraine, à elle seule, se proposait d'atteindre à plus de cinq cent mille hectares plantés de mûriers, distribués dans leur plus grande partie entre les kolkhozes, et de disposer de maintes variétés de graines d'un très grand rendement. Près de Kiev, j'observais l'installation de baraques pour l'élevage de milliers d'onces de vers à soie, et dans quelques-unes de ces kolkhozes on essayait, déjà cette année-là, un double élevage en mai et en septembre.

A l'égard de la viticulture, un exemple me frappa tout particulièrement : cela arriva dans la sovkhoze « Abraou Durso », distante de quelque vingt kilomètres de Noworossiysk, sur la Mer Noire. Depuis le commencement de la collectivisation, elle avait expérimenté sur quelques milliers d'hectares un travail totalement mécanisé et l'introduction de vignes pour les vins les plus fins, tels que le « riesling », « l'aligoté » et le « portugais ». Les fermes collectives de l'alentour en suivirent l'exemple et négocièrent avec la sovkhoze leur production, en l'engageant pour l'usage des machines, pour la taille, pour les soufrages, etc.

En 1930, toutes ces collines de pierres et de cailloux étaient déjà découpées et sillonnées par des charrues traînées à vapeur ou à traction électrique. Les espaliers s'alignaient jusqu'au sommet, verdoyant de pampres et chargés de grappes. La sovkhoze avait agrandi ses caves en perçant des galeries dans la montagne et en perfectionnant son laboratoire œnologique.

Je m'étonnai en voyant que l'on emballait des bouteilles de « Champagne ». — « C'est de notre production, quoique les noms et la vente soient d'un autre pays ! » me fut-il répondu. « Nous avons voulu nous mesurer sur les terrains des vins typiques ; et nous avons réussi. » De cette manière, la production agricole soviétique se prépare à dominer, non seulement pour la quantité des produits, mais aussi pour leur qualité, les marchés les plus difficiles, tel que le marché de la soie et des vins.

La grande ferme collective et l'entreprise agricole de l'État, appuyées et renforcées dans leur développement continu par le progrès de l'industrie, spécialement de l'industrie mécanique, dont l'agriculture tire les moyens pour ses conquêtes les plus nobles, sont les deux forces capables de cette révolution. Le VI^e congrès des Soviets avait confirmé à Moscou ce principe : « Les succès de la collectivisation agricole dans le cadre du Plan Quinquennal sont fondés sur le développement parallèle des sovkhozes et des kolkhozes et sur le progrès respectif de l'industrie soviétique. »

Les progrès de la mécanique agricole

Ce progrès a accompagné l'entreprise paysanne, depuis sa naissance jusqu'aux moments historiques de son passage à la grande ferme collective. La dynamique qui marque, par les quelques chiffres que j'ai reproduits, la diffusion de la machine dans les campagnes soviétiques, marque aussi le progrès de l'agriculture, depuis les méthodes les plus primitives jusqu'aux formes industrialisées que la collectivisation aurait adoptées et perfectionnées. Mais ce sont là des chiffres qui, si élevés soient-ils, disparaissent vis-à-vis de ce qui arriva dans la mécanique agricole de l'Union soviétique, dès que la collectivisation déborda comme le mouvement le plus vaste et le plus profond de la masse rurale depuis la Révolution d'Octobre.

En 1931 et en 1932, l'État allouait à l'agriculture, pour les seules machines agricoles, une somme supérieure à un milliard et demi de roubles. Quatre ans après le commencement du premier Plan Quinquennal, déjà 167.000 tracteurs sillonnaient les plaines sans limites, les vallées qui se suivent les unes les autres, et montaient dans plusieurs zones jusqu'à fendre les flancs mêmes de la montagne. Au printemps de 1933, Molotov, lors de la Conférence régionale des kolkhoziens de la moyenne Volga, affirmait : « Dans une seule année, de juin 1933 à juin 1934, nos usines nous donneront 68.000 tracteurs, dont 4.500 « caterpillars » d'un grand rendement, fabriqués pour la première fois dans l'Union des Soviets par les usines de Tchéliabinsk. » En effet, les derniers chiffres de 1933 étaient de 204.000 tracteurs, développant une force de 3.100.000 CV. Les Stations des machines et tracteurs, ces centres puissants où se trouve la plus grande partie des machines agricoles, s'élevèrent en 1933 à plus de 3.000 et élargirent leur œuvre sur un territoire de 70 à 80 millions d'hectares.

La presse bourgeoise chaque jour plus décidée à nier ou à diminuer les succès qu'obtient l'Union des Soviets dans l'industrie agricole, ne se cache pas cette réalité ; elle ne se tait pas non plus sur le fait que l'industrie de l'État prolétarien est en train de se soustraire à la nécessité d'une importation ultérieure de machines et de tracteurs de l'étranger. Les usines Putilov, au mois de juin de 1931, fêtaient la sortie de leur tracteur marqué du n° 25000.

Le premier de la nouvelle série d'un modèle plus perfectionné, était envoyé comme cadeau à la meilleure kolkhoze. Déjà la grande usine de tracteurs de Kharkov s'est unie à celle de Stalingrad ; et en janvier 1933, on a vu à Tchéliabinsk fonctionner un tiers de ces géants de la mécanique agricole. « Le 12 avril 1934, à midi, le tracteur n° 100.000 de l'Usine de Stalingrad a quitté la chaîne. » Et la nouvelle de cet événement, répandue par la presse, suscita un orgueil légitime dans l'Union tout entière.

Lorsque en 1930, je faisais mon voyage d'étude en Ukraine, les installations pour la construction de l'usine de tracteurs de Kharkov venaient d'être commencées. Le chantier s'éloignait à perte de vue entre l'usine de machines agricoles, « Faucille et Marteau », et la magnifique sovkhoze pour l'élevage du bétail laitier qui porte le nom de « Frunze ». Sur les vertes déclivités, autour des chantiers, se dressaient les premiers échafaudages pour la fondation d'une petite ville ouvrière et se dessinaient les raccords avec Kharkov, tout pris dans l'ardeur d'agrandissement et de renouvellement.

— Ce géant, quand marchera-t-il ? demandai-je.

— En moins d'une année et demie — me répondirent les dirigeants des travaux — l'usine sera prête à fonctionner. Nous travaillons avec un enthousiasme qu'on ne connaît nulle part ailleurs. Nous utiliserons les expériences faites par l'usine sœur de Stalingrad, et nous irons même plus loin. Nous livrerons cinquante mille tracteurs par an à nos sovkhazes et à nos kolkhazes. Nous essayons les « fordsons », les « internationales », les « caterpillars », bien que ces derniers soient moins utiles dans nos régions. Les usines de Kharkov ont envoyé des spécialistes en Amérique et un peu partout pour voir et pour étudier. Nous garderons ce qu'on trouvera de bon ; mais la meilleure partie c'est nous-mêmes qui l'ajouterons, car ici il y a une fièvre de travail et un enjouement suggestif parmi tous les ouvriers. De notre usine sortiront des tracteurs qui seront « nos tracteurs », qui nous appartiendront. Nous les confierons à du personnel à nous, que nous-mêmes préparons, car, en même temps que nous construisons l'usine, nous préparons parallèlement le conducteur du tracteur, l'ouvrier spécialisé, le mécanicien compétent... »

Le 1^{er} octobre 1931, l'usine colossale vivait et fonctionnait, s'élevant sur ces immenses et fécondes étendues, déjà complètement occupées par de grandes artels, comme si elle eût voulu les dominer. Staline saluait cet événement au nom du Comité central du Parti communiste soviétique par des mots que j'aime rappeler. « La constitution des usines de tracteurs de Kharkov, lesquelles prennent leur place dans la grande famille des fabriques de tracteurs de l'Union, sera dans l'histoire de l'industrialisation soviétique un exemple du véritable rythme de la vie bolchevique. »

Et c'est avec le même rythme, que, à côté de ces volcans de tracteurs, on a bâti ou amplifié les usines pour le restant des machines agricoles : machines combinées pour la fauchaison et l'égrenage, batteuses compliquées et semi-compliquées, camions automobiles, etc. Les chiffres de leur production à cet égard ne peuvent le reproduire que bien faiblement. On construit et on crée. Les fameuses « combynes » pour les différents travaux, de la fauchaison du blé au pressage de la paille, et que l'on croyait être une exclusivité américaine ; se construisent maintenant à Saratov et à Rostov. Les expériences que l'on a essayées en Californie pour semer le riz par un moyen aérien, sont déjà reproduites dans l'Union des Soviets, ou a été tout de suite fondé un Institut pour étudier spécialement l'utilité des avions dans la grande ferme collectivisée et soviétique. Au printemps 1934, les avions de l'« aviation paysanne » — Cielcosaviatoi — ensemençaient déjà plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Ainsi, même des territoires de la Volga inférieure, du Nord Caucasiens et d'autres larges régions soviétiques, qui n'étaient pas encore gagnées à la production agricole, vont être survolées et arrosées, pour ainsi dire, de graines fécondes. La recherche et la réalisation de nouveaux moyens mécaniques ont déjà amené leur emploi dans le teillage et autres travaux du lin, et surtout dans la récolte du coton, où la machine facilite la diffusion de ces importantes cultures, en réduisant au minimum la main-d'œuvre nécessaire, qui auparavant devait faire des sacrifices inouïs. En Italie, par exemple, ce fut précisément la lutte des paysannes contre le travail inhumain auquel elles étaient soumises par les gros propriétaires liniers, qui en réduisit et en fit presque disparaître la culture. Dans les campagnes soviétiques de la grande ferme mécanisée, l'arrachage, le battage et le rouissage du lin sont obtenus sans le pénible effort du travail humain. Et c'est le génie de l'ouvrier « bolchevique » qui a inventé et construit à Kherson un modèle de machine, par lequel on pourra récolter le coton sans attendre le passage successif de ses trois périodes normales de maturation, car il aspirera pneumatiquement le fruit dans la capsule prête, l'ouvrira et la videra même pas encore mûre.

J'ai cité au hasard, à simple titre d'exemple. Lorsque le 31 mai 1929, un accord était signé entre une grande vedette du capitalisme mondial, Henry Ford d'un côté, et l'État prolétarien de l'autre, dans le but d'édifier à Nijni-Novgorod une usine de « Fords » soviétiques, la presse bourgeoise définissait cette date comme une « rencontre historique ». C'était, d'après elle, le capitalisme qui s'emparait de la technique de l'État prolétarien ; et elle songeait qu'il serait sorti vainqueur de cette rencontre. Une telle illusion dura très peu de temps. Le créateur, le constructeur de Détroit, se heurta bientôt, au pays de la Révolution d'Octobre, à des énergies nouvelles, à de nouveaux facteurs d'une valeur incalculable.

Le deuxième Plan Quinquennal

A quatre ans du commencement du premier Plan Quinquennal, on devait arrêter déjà les limites des conquêtes d'un second Plan Quinquennal. Au Congrès international du Secours Rouge, à la fin de 1932, il était communiqué que, dans les cinq années qui allaient suivre, les usines soviétiques allaient donner à l'agriculture industrialisée de l'Union près de sept cent cinquante mille camions qui devaient résoudre le problème des distances, comme la machine sillonne et vainc l'immensité de ces terres. Ce sont environ dix ou douze milliards de roubles de nouvelles machines agricoles, qui doivent sortir de l'usine de l'État prolétarien, c'est-à-dire dix fois plus que ce qu'elle a pu produire en 1932.

Je ne m'arrête pas à contrôler si ces statistiques sont toutes empruntées à la précision mathématique la plus rigoureuse. Je sais seulement que quiconque a suivi l'histoire de la collectivisation et de l'industrialisation agricoles soviétiques, s'est trouvé en face de telles expériences, de tels efforts et de tels résultats, qui non seulement auraient paru auparavant improbables, mais même impossibles. Les données les plus récentes nous font savoir que depuis 1930, c'est-à-dire depuis l'époque où j'ai cueilli sur place les premiers résultats de la collectivisation, l'industrie a augmenté jusqu'à 1933 de 101,06 % et que son poids spécifique a atteint plus de deux tiers de toute la production lourde de l'économie soviétique.

Le deuxième Plan Quinquennal a pu, par conséquent, commencer par des perspectives qui pousseront le processus industriel de l'agriculture de l'Union entière, des fermes collectivisées et de l'État, vers des conquêtes nouvelles et incalculables. On annonce déjà que l'industrie chimique et l'industrie électrique entrent en action à côté de l'industrie mécanique. Mais ce sera surtout le levain intellectuel qui transforme déjà l'élément humain, son cerveau et sa volonté, qui le rendra puissant et portera la technique de la production, aussi dans le domaine agricole, à un si haut degré qu'il n'y aura plus d'obstacles qu'elle ne puisse surmonter.

Avec la collectivisation et son admirable agrandissement, aussi la préparation et l'entraînement de la force motrice première, celle de l'esprit, subirent une nouvelle et formidable poussée. Toute sovkhoze, nous l'avons vu, est une école. Toute Station de machines et tracteurs est aussi une école. La kolkhoze a transformé et vivifié tout le village et la campagne tout entière, où l'on vit dans une atmosphère chargée d'éléments nouveaux pour l'esprit. Tout cela s'est uni à l'effort incalculable de l'État soviétique, effort que même ses adversaires reconnaissent. Les enfants des villages arrachés à l'analphabétisme, poussés à apprendre obligatoirement les notions principales du savoir, dans leur majorité s'élèvent et parviennent aux plus hautes études de la spécialisation scientifique et de la technique agraire.

Depuis 1929, cet effort s'est multiplié, a démesurément grandi. Il n'est pas de région où un Institut spécial n'ait été fondé, pris déjà au commencement par la fièvre d'accueillir le plus possible d'éléments que les usines ou les entreprises agricoles envoient pour en faire les forces dirigeantes les plus perfectionnées de la nouvelle agriculture soviétique.

C'était une des propositions de Staline qui déterminait les pivots de la phase historique vers laquelle marche fatalement l'Union des Soviets. « Notre pays, disait-il en 1931, est entré dans une période de développement, où la classe travailleuse doit elle-même former ses propres intellectuels et ses techniciens pour la production. »

Il convient de s'arrêter sur ce point si l'on veut percevoir dans l'ascension de la collectivisation, les problèmes nouveaux qui se dessinent dans le deuxième Plan Quinquennal.

Problèmes de sommet, problèmes de demain !

Les problèmes de demain

Lorsque Maxime Gorki quitta, il n'y a pas longtemps, le plus beau ciel de mon pays, poussé certainement par le désir de finir ses jours dans la Russie qu'il avait rêvée et prophétisée, il y eut des gens qui dirent que le grand écrivain allait décrire les beautés naturelles et historiques de l'Italie. Son roman aurait eu ce décor séduisant de poésie. Non ; le romancier qui avait mis toute son ardeur et son âme à forger, de l'homme primitif de sa terre désolée, l'artisan enchanteur d'une civilisation nouvelle, rentre à Moscou au milieu d'un prolétariat tout en liesse, traverse les campagnes parcourues par un frémissement printanier de création ; et il sent que la réalité qu'il espérait, vit et déborde et surpasse les horizons de son imagination elle-même. La bataille, la grande bataille du grand peuple l'enflamme ; et il se range en première ligne et il parle et il écrit sur toutes les conquêtes, pour toutes les conquêtes. Il n'y a pas de ciel plus charmant que celui qui couronne les hardiesses du monde soviétique.

Parmi les écrits de Gorki, durant ces trois dernières années, les plus passionnés et vibrants ce sont justement ceux qu'il dédie aux miracles de la vie intellectuelle, de la culture, du progrès éducatif, qui se produisent dans tous les villages, et qui transforment la Russie de l'analphabétisme du temps des tzars en un pays où l'on étudie le plus et où travaillent davantage les fonctions de l'intelligence et les énergies mystérieuses de l'esprit. Au mois d'août 1931, il célébrait en des pages brèves, mais que l'on dirait entaillées dans la pierre tellement elles sont fortes et précises, l'anniversaire de la décision du Gouvernement des Soviets, par laquelle on rendait obligatoire l'enseignement élémentaire et l'on dotait tous les villages, mêmes les plus perdus, des moyens financiers nécessaires à cet enseignement. Dans cet écrit Gorki faisait, remarquer que de l'enseignement obligatoire primaire, on était arrivé déjà l'année suivante à l'enseignement de sept ans, dans tous les centres ouvriers et dans toutes les régions agricoles collectivisées ; et que les écoles instituées dans les usines, dans les sovkhozes et dans les kolkhozes, constituaient un système fixe, arrêté, d'enseignement, et marquaient ainsi une nouvelle étape décisive, vers la réalisation d'un nouveau grand programme : l'instruction polytechnique jusqu'à dix-sept ans.

L'instruction agraire et deux régimes

Il n'est aucun État bourgeois qui puisse se proposer ce noble but. Gorki, dans son cri de joie et de bataille pour ce que réalisait cette Russie qu'il avait si ardemment désirée, flétrissait la réalité opposée du monde bourgeois. Lui, qui arrivait de l'Italie fasciste, écrivait que dans une ville, sur deux cents jeunes gens qui avaient fini leurs études secondaires et voulaient s'inscrire à l'université, quatre seulement y furent admis. En Allemagne, la presse du Gouvernement s'efforçait de démontrer l'excédent d'étudiants aux cours d'études supérieures ; et elle en tirait comme conclusion la nécessité d'en réduire le nombre par tous les moyens. Les États-Unis s'étaient engagés dans la même voie. « Les capitalistes craignent — concluait Gorki — que les forces intellectuelles qu'ils ne peuvent plus absorber et exploiter à leur profit, ne passent du côté de la classe ouvrière pour servir leur grande cause aussi consciencieusement qu'ils ont servi celle de l'édification de la prison de l'État capitaliste. »

Maintenant, faut-il encore ajouter, que si le monde bourgeois est amené à limiter chaque jour davantage le nombre de ceux qui veulent se perfectionner dans les diverses branches de la science, celle-ci ne présente plus que de bien faibles attraits pour la jeunesse qui étudie ? En voilà une preuve. Je me rapporte plus particulièrement à la science agraire.

Le sous-secrétaire au ministère de l'Agriculture dans l'actuel Gouvernement de Rome, quoiqu'il aie la tâche bien précise d'inventer ou de gonfler l'œuvre du fascisme dans une présumée renaissance agricole, était obligé d'avouer, en 1932, la faillite de la réorganisation des études agraires supérieures. Cette réorganisation devait avoir le but de former des éléments agraires spécialisés dans les différentes cultures ; elle se proposait encore de fixer des cours supplémentaires, d'une durée assez courte, pour toutes les spécialisations. Pour ce qui est du résultat je reproduis mot à mot ce que dit le membre du Gouvernement fasciste en question : « Nous sommes maintenant à la première année d'application et l'on ne compte que huit étudiants inscrits en viticulture-œnologie, à Conegliano, un à Alba, et un à Catania ; cinq en horticulture à Florence ; zéro dans la zootechnique et dans la fromagerie ; zéro dans la culture des olives, dans l'huilerie et dans l'économie de montagne. »

La faillite n'était pas dans l'organisation ou dans l'efficacité des cours. Ce sont les jeunes qui refusent d'y accéder. C'est l'étudiant en agriculture que plus rien ne pousse à continuer. C'est le régime fasciste, le plus perfectionné des régimes capitalistes de l'époque où nous vivons, qui ne suscite plus, même dans les couches de la bourgeoisie, le désir de l'étude, et à plus forte raison celui de la spécialisation dans l'embranchement technique agricole. Et tout le monde sait que l'école supérieure est, dans la société capitaliste, un privilège des classes riches, et que l'accès en est à peu près interdit à l'intelligence et à la volonté des travailleurs.

Il est par conséquent impossible de faire des comparaisons avec ce qui se passe dans l'Union des Soviets. Ici c'est une humanité tout entière prise par la fièvre d'apprendre, de savoir, par le violent désir de conquérir dans la technique et de dépasser les progrès qu'elle a déjà atteints.

Ici le géant de l'industrie mécanique et la grande entreprise agricole industrialisée ne sont que les signes extérieurs d'une épopée plus profonde et plus grande, de la force qui emporte des centaines et des centaines de milliers de jeunes et nouveaux intellectuels vers les sommets de la science.

Dans un document officieux du Gouvernement soviétique, de la fin de l'année 1932, je lisais ceci : « Chez nous tout est étude. Dans les écoles primaires et secondaires nous avons vingt millions de jeunes gens. Dans les instituts de l'enseignement supérieur, dans les écoles professionnelles techniques ou agraires, dans les universités ouvrières, nous avons deux millions et demi d'étudiants dont 70 % sont des ouvriers et des paysans. » A la dix-septième conférence du Parti communiste de l'Union, on communiquait que le nombre des ingénieurs, y compris le large pourcentage des spécialisés dans le génie rural, de 21.000 qu'ils étaient en 1931, se serait élevé à 85.000 en 1933. Un développement d'une égale portée était prévu pour les nombreux instituts de recherche scientifique, auxquels, en janvier 1933, on en ajoutait un autre d'une importance exceptionnelle pour l'industrialisation agricole : l'Institut hydro-agro-météorologique de Leningrad, qui devra se charger de résoudre l'important problème de la sécheresse.

La spécialisation dans le domaine de la science agraire et zootechnique a donné lieu au plus grand enthousiasme parmi les masses des kolkhoziens et des ouvriers agricoles des sovkhozes. En opposition au « zéro » de l'expérience des cours spécialisés agraires qu'a essayés l'Italie fasciste, voici d'autres chiffres : en 1931, 25.000 spécialistes pour le bétail ovin, bovin et porcin, sortaient des instituts respectifs, et dans la même année les écoles supérieures d'élevage de bestiaux accueillaient 18.000 étudiants. Les statistiques font monter ce nombre à plus du double dans les deux années successives.

Mais j'aime mieux, aussi sur ce point, suivre la méthode que j'ai choisie, c'est-à-dire me rapporter, plus encore qu'aux relations officielles, à ce que moi-même j'ai vu et entendu. Je vais rappeler ici ma visite à l'école de l'agriculture de Krasnodar, dans le centre du Kouban.

L'école supérieure agraire

J'ai choisi cette école au hasard, car il y en a des centaines, et il n'est pas de centre qui en soit privé. Mais elle m'intéressait particulièrement, étant située au milieu d'une région de la zone « industrielle » qui possède de très vastes plaines cultivées en blé ou en prairies, de larges étendues à cultures potagères ou viticoles, et à laquelle il ne manque pas de montagnes où le tracteur peine et boite, ni de terrains marécageux qui sont l'objet d'études et de travaux d'assainissement. Elle pouvait donc aisément se mouvoir et s'étendre dans cet endroit riche en expériences les plus variées et y conformer les branches de son activité culturelle.

En effet, déjà en 1930, elle a dressé vers ce but sa complexe et solide organisation. Fondée plusieurs années auparavant, en 1929, cette école se recomposait radicalement afin d'être à la hauteur du changement des campagnes qui aurait dû les préparer à l'industrialisation la plus hardie et la plus intensive.

Elle formait de chaque section une « faculté » avec des cours, des laboratoires et des champs expérimentaux particuliers. Chaque branche de l'agriculture de la région devait avoir sa faculté. Ainsi constituait-on la faculté pour la culture des céréales ; celles pour la culture potagère et fruitière, pour les plantes industrielles, pour la culture fourragère, pour la viticulture, pour les cultures de montagne y compris le tabac, etc. La même subdivision se répétait dans la zootechnique. Il y avait encore une faculté pour l'industrie alimentaire, une autre faculté pour l'agrochimie, et une troisième pour l'étude de l'administration des grandes entreprises, des kolkhozes et des sovkhozes.

Cette installation, rigoureusement scientifique, était dotée des moyens techniques et financiers correspondants et de vastes champs d'expériences. Une ferme avait été pourvue d'un demi million de poules ; celle pour l'élevage des porcins avait plusieurs centaines de truies et de porcs gras et s'étendait sur plus d'un millier d'hectares. Il y avait une autre ferme pour l'expérimentation de la vigne de montagne. On étudiait et l'on essayait plus de cent qualités de coton, du coton américain à l'indochinois, du coton égyptien à celui du Turkestan. Un institut, annexé à l'école, était destiné à la culture du tabac, et il avait déjà de larges ramifications dans toute la région dans les fermes collectives et soviétiques.

C'est de l'expansion de l'activité de l'école dans les campagnes, que ressortissent ses caractéristiques que j'estime non moins importantes et suggestives que sa constitution cependant si profondément empruntée à la spécialisation technique. L'ardeur du renouvellement scientifique de toute culture, qui animait les dirigeants de l'école, s'étendait aux sovkhozes et aux kolkhozes, pour les englober toutes et complètement dans le rayon de son influence directe. Selon la culture de ces entreprises, selon même ce que l'école se proposait d'y réaliser pour rendre plus productive leur industrialisation, elle arrivait avec un personnel expressément instruit dans toutes les fermes collectivisées et soviétiques, y tentait ses expériences, y apportait le fruit de ses recherches, en intéressant à tout cela l'élément travailleur et en sollicitant sa collaboration.

— C'est du plus grand intérêt pour l'avenir — me disaient les dirigeants de l'école de Krasnodar — que de préparer des centaines et des milliers de spécialistes et d'experts dans les différentes ramifications de l'agriculture et de la zootechnique. Mais le profit de leur activité serait inférieur à celui que nous voulons obtenir, s'il ne se formait autour d'eux une atmosphère d'adhésion dans la masse agricole. Celle-ci doit comprendre de quels progrès bénéficient les fermes en appliquant les méthodes les plus rationnelles et les plus scientifiques dans toutes les cultures ; et elle doit nous aider dans notre effort d'expérimentation quotidienne.

— Mais croyez-vous que la masse agricole puisse déjà vous comprendre et vous suivre ?

Je me plais à reproduire la réponse :

— Quand nous nous rendons dans les grandes entreprises agricoles, nous nous trouvons en présence du même fait qui se répétait lorsque, il y a plusieurs années, arrivait au village la première machine agricole. Tout le monde accourait, tous s'intéressaient ; c'était une fête pour la population enthousiasmée. Ce joyeux intérêt, plein de confiance, se manifeste aujourd'hui pour le spécialiste de l'école dès qu'il arrive ; pour ses expériences aux champs et sur le bétail. Souvent il interrompt son travail pratique ou, pour mieux dire, le complète par des conférences explicatives aux kolkhoziens et aux sovkhoziens. Nous tâchons, en effet, de rendre notre travail un travail collectif. Nous aspirons à porter la masse vers la connaissance technique et scientifique des problèmes agricoles...

— Et pensez-vous y réussir ? La même caractéristique de votre école, celle qui vise à la formation d'éléments rigoureusement spécialisés dans toutes les branches de la science agro-technique, n'est-elle pas un obstacle à l'élévation de la masse vers cette culture générale, qui est indispensable pour pouvoir saisir et comprendre votre œuvre de spécialisation et d'expérimentation et y collaborer ?

— C'est là le problème de demain. L'agriculture est une véritable industrie, la plus vaste, la plus riche et certainement pas la plus facile. L'industrialisation de l'agriculture ne suppose pas seulement la préparation du personnel dirigeant, mais un certain niveau intellectuel et culturel dans les masses agricoles. Il est de règle, pour nous, de ne jamais oublier de tenir compte de la masse, qui doit participer à tout effort ayant trait à son progrès. Mais à ce niveau intellectuel on arrivera vite. L'enseignement polytechnique devra s'étendre et devenir un complément obligatoire de l'instruction primaire. La population agricole sera amenée, grâce à lui, comme sur un plateau d'où la distance sera moindre pour toutes les ascensions. Aujourd'hui c'est l'enthousiasme qui fait accourir à notre école, par centaines, les jeunes gens, dont 70 % proviennent des champs et des usines. Demain, avec une instruction agraire et zootechnique généralisée, le passage aux cours de spécialisation sera un fait normal et organique qui dépendra de la vie culturelle impartie à toute la population agricole.

Je me rappelle ces déclarations en songeant précisément que ce programme, à quelques années seulement du moment où il m'était annoncé comme une orientation de quelques dirigeants d'une école supérieure d'agriculture, forme déjà la base du nouveau Plan Quinquennal, est même en voie d'une sûre réalisation. On comprend donc, comment on compte dans cet autre Plan avancer avec une vitesse exceptionnelle dans l'industrialisation agricole, en étendant à celle-ci même les applications les plus hardies de la chimie et de l'électrotechnique.

La chimie agraire

A chaque entretien que j'ai pu avoir dans les bureaux centraux des fermes collectives ou des sovkhozes, j'ai tenu à demander comment se développait dans la nouvelle agriculture soviétique l'introduction des engrais minéraux et artificiels. La fumure minérale et surtout la nouvelle chimie synthétique ont, dans quelques nations capitalistes, amené le progrès agricole, pendant ces derniers dix ans, vers de très hautes productions.

Les campagnes soviétiques avaient des réserves naturelles très considérables ; des régions, telles que la « terre noire » par exemple, sont d'une exceptionnelle richesse en humus. Le problème agricole en outre se présentait comme un problème d'utilisation d'étendues in-défrichées, vierges et fertiles. Mais au fur et à mesure que la culture intensive avançait, à la fumaison du terrain ne pouvaient pas suffire pour longtemps les fumiers, qui du reste étaient rares et employés au surplus avec des méthodes primitives. Partout en effet, avec l'élargissement de la collectivisation et le perfectionnement des sovkhozes, on me répondait qu'on cherchait à résoudre le problème de l'application des engrais azotés et phosphatés et celui d'un emploi convenable de la soude et de la potasse.

Le prix élevé de ces armes de l'économie moderne les a toujours rendues d'un achat difficile pour les petits cultivateurs des pays capitalistes. Aujourd'hui, dans les conditions de misère où ils se trouvent et avec les malheurs qui pèsent sur leur misérable existence, leur parler d'intensifier l'emploi des phosphates dans la culture du blé, par exemple, serait une raillerie. On a réduit leur consommation même dans l'entreprise agraire du grand propriétaire. L'industrie des engrais se débat dans l'étroitesse de la crise générale de l'économie bourgeoise. Par contre, une fois de plus, l'Union des Soviets fait siennes les conquêtes réalisées par la chimie appliquée à l'agriculture, et se propose de les perfectionner pour accélérer la renaissance agricole dans les campagnes socialisées et collectivisées.

Les progrès exceptionnels de la chimie, les synthèses directes qui touchent les produits les plus complexes et qui, en complétant les qualités naturelles du terrain et de la flore, pourraient multiplier la production agricole, servent aujourd'hui dans le monde capitaliste à agrandir et à augmenter, plus que tout le reste, les moyens les plus meurtriers de destruction, à préparer la guerre. Quel admirable et exemplaire contraste avec ce crime inouï de la société bourgeoise, que la décision prise dans le nouveau Plan Quinquennal ! En partant de deux millions de tonnes d'engrais minéraux distribués en 1932, il annonce qu'il va en quintupler la production au cours des prochaines années et consacrer à cet accroissement la plus grande partie des matières premières dont est riche le sol soviétique. A Solikamsk on a mis en marche un géant de l'industrie de la potasse ; en même temps, on construit une série de nouvelles fabriques d'azote, de sorte que l'agriculture soviétique disposera d'une grande industrie d'engrais artificiels, produisant des phosphates, de l'azote et des engrais potassiques.

Mais les perspectives de l'industrialisation agricole dans l'Union des Soviets sont particulièrement attrayantes dans la partie regardant la large production d'électricité. Elle devra transformer techniquement les méthodes de travail et, dans son emploi pour combattre la sécheresse dans bien des régions, changer complètement leur aspect.

Électrification et irrigation

Tout le monde sait, et pas seulement à cause de son importance intrinsèque, mais aussi à cause de sa signification pour ainsi dire prophétique, qu'en 1920, pendant que la guerre civile faisait rage, Lénine soumettait au VIII^e congrès des Soviets de la République Fédérale Russe un véritable plan d'électrification, comprenant l'installation de trente grands centraux régionaux. Et l'on connaît l'épisode de l'écrivain Herbert Wells qui, au mois de septembre de la même année, en entendant Lénine exposer ses desseins sur l'avenir industriel du nouvel État prolétarien, en grande partie électrifié, en souriait avec malice et en parlait ensuite dans un livre, dont le titre était « La Russie dans les ténèbres », comme s'il s'agissait d'une fascinante utopie.

Le Gouvernement soviétique s'emploie toujours à la réalisation de ce plan. En 1932, la puissance des centraux électriques s'élevait déjà, en chiffres ronds, à deux millions de kilowatts ; et l'on célébrait le quinzième anniversaire de la Révolution d'Octobre par l'inauguration, sur le fleuve barré par la plus grande digue de l'Europe, du central électrique le plus puissant du monde entier. Quelle force nouvelle allait-on ajouter pour l'agriculture de larges régions de la « zone industrielle », à la force déjà incalculable du tracteur !

Avant d'achever mon voyage d'études dans les campagnes de la collectivisation et de l'entreprise agricole soviétique, je traversai de larges régions baignées par le Dniepr. Je fis ce voyage en remontant cette rivière dont les bords sont tellement inégaux, de Kherson jusqu'à Saporoschje, pendant une centaine de kilomètres.

Je me souviens de la région de Zourjoupa, aux belles plaines cultivées en blé, brûlées par le soleil qui en couchait les épis précocement mûris. Je me rappelle aussi celles de Bereslaw si variées, où le bétail semblait demander aux pâturages altérés par la chaleur le rafraîchissement de la pluie. Plus avant, le fleuve descend rapidement en zigzaguant entre les nombreuses fermes collectivisées qui peuplent le « raion » portant le nom de Kalinine. Ce sont des populations de race juive qui ont fécondé ces terres sableuses et ces dunes en friche, où le problème de l'irrigation était étudié en relation avec les grands travaux qu'on devait accomplir sur le Dniepr.

Je vois encore devant moi, sur l'autre rive, les coteaux de Pristani et la grande sovkhoze dédiée au nom de Gorki, qui doit ses origines à une lutte célèbre dans la population des alentours, pour y avoir liquidé à jamais les plus acharnés des koulaks. De riches vignobles, des essais de culture potagère et fruitière, et... des perspectives. Et ce sont des perspectives d'une réalisation tout à fait sûre, car pas très loin, à Kakowka, les eaux du fleuve légendaire se répandront en grande partie dans de longues artères qui traverseront un million d'hectares de steppe jusqu'à la Mer Noire et, d'autre part, seront amenées vers les contrées avoisinantes pour en assurer la culture trop menacée par la sécheresse.

En remontant le courant pâle et calme entre les bords d'un vert sec tacheté de bois sombres, je m'arrêtai dans la région de Gornostajewsk, complètement collectivisée et dans celle où se trouve et progresse la colonie de Starowierskaja immigrée de Suède dès avant la Révolution. Ces terres fertiles pour les cultures les plus variées, qui sont régies elles aussi par une puissante Station de machines et tracteurs, considéraient la rivière comme une source de nouveaux moyens pour leur industrialisation. De même, plus haut, Nikopol et sa forte artel « Aurore » qui fut des premières à se constituer avec des paysans venus du Nord et qui prit le nom du croiseur participant à la prise fameuse du « Palais d'hiver », lors de l'insurrection d'Octobre. De même la région de Krivoj-Rog, où, sur des terrains marécageux et en friches, on travaillait activement à rendre navigable un affluent du Dniepr et à faciliter par le dit affluent les transports de la riche production de blé de Méliopol.

Plus le fleuve s'approche de Saporoschje, plus il s'enfonce dans la steppe, où des artels récemment construites, comme à Belinskaïa, étaient l'avant-garde d'une culture intensive qui recevra du tracteur et de la force électrique les armes de sa conquête. Et finalement, un peu plus loin, Saporoschje avec ses légères collines veloutées de

petits bois qui descendent jusqu'à la rivière. Le Dniepr ici bifurque, se perd parmi les bancs de sable pour s'élargir comme une mer ; et au delà, où l'on devine encore de grandes vallées, des plaines brûlées et assoiffées, s'élevaient les premiers travaux de la grande œuvre de la Russie de la Révolution. Les antennes et les câbles entrecoupaient le ciel avec un enchevêtrement de fils luisants ; les grues déchaînaient leurs engrenages ; du haut des échafaudages des coulées de béton armé tombaient avec un vacarme formidable ; la bétonnière fumait majestueusement, et dans tout cet enchevêtrement on apercevait la digue barrant le fleuve sur presque un kilomètre, et l'on distinguait les turbines de 80.000 CV, génératrices de la force qui doit animer les usines nouvelles et féconder de nouveaux terrains.

Aujourd'hui tout cela a disparu. Les fabriques d'aluminium, de fer, d'acier, pour le travail de leurs produits, d'engrais chimique, vivent et produisent par cette force qu'on créa expressément pour elles. Mais une considérable partie de cette force se répand déjà sur un rayon de plus de cent kilomètres à travers la campagne, que je visitais et qui n'attendait que cette ressource. L'énergie produite par le « Dnieprostroï » rejoindra et complètera celle des tracteurs et sera particulièrement destinée au perfectionnement de la technique de quelques travaux dans les sovkhozes et dans les kolkhozes. Et l'eau qu'on avait tellement désirée, au moyen des canaux irrigateurs ou par élévation, se répandra sur les mottes fertiles et sèches pour en multiplier la fécondité et en assurer le produit.

Ainsi le problème de la sécheresse, pour de grandes régions de l'Ukraine, sera bientôt résolu. Il est bien connu que dans le territoire de l'Union ce problème a pour beaucoup de terrains une très grande importance en raison de l'insuffisance de l'humidité et de l'impossibilité ou de la difficulté qu'on a à capter les eaux pluviales. La solution de ce problème, qui a déjà été envisagé dans ces dernières années, est prévue d'une façon si imposante dans le nouveau Plan Quinquennal qu'on en reste vraiment abasourdi.

Comparaisons et applications

A peine vient-on d'achever le grand « central » sur le Dniepr, que déjà on travaille activement à utiliser les eaux de la Volga, et qu'on y crée trois nouveaux centres très puissants, qui unis produiront une quantité d'énergie supérieure de plus de vingt fois à celle que produit le « Dnieprostroï ». Les campagnes entre lesquelles la Volga s'écoule et se ramifie tireront de cette richesse de gros avantages, et les eaux de ce grand fleuve irrigueront plus de quatre millions d'hectares. Un projet semblable est étudié aussi pour les zones de la Sibérie que baigne l'Angara, afin d'utiliser les ressources inépuisables de ces terres que bien justement on nomme « les terres de l'humanité future » et où l'on développera de nouvelles industries d'une culture forestière très rémunératrice.

L'été de 1933, on inaugurerait le plus long canal du monde, qui va de la Mer Blanche au lac Onega. Cet ouvrage grandiose, en traversant des centaines de kilomètres dans une zone déserte, ouvre le chemin à une culture plus féconde. Le second Plan Quinquennal annonce que dans un temps prochain on donnera à l'agriculture soviétique pas moins de dix milliards de kilowatts-heures. Chiffres astronomiques !... Et je ne sais pas ce qu'en pensera le paysan des autres pays, lorsqu'il fera une comparaison entre son destin obscur et misérable et l'éclat des conquêtes vers lesquelles s'achemine la campagne de l'État prolétarien ! La machine, il le sait très bien, n'a jamais été construite ni perfectionnée pour lui, pour son misérable lopin. Non seulement le paysan pauvre, mais aussi le paysan moyen doit se contenter, dans les pays capitalistes, de la voir fonctionner chez le gros propriétaire, sur les champs que celui-ci industrialise exclusivement à son profit. Les produits chimiques, les engrais artificiels s'élèvent à des prix prohibitifs ; et le même paysan de l'Europe Occidentale qui, en Hollande et en Danemark par exemple, a limité son petit lot à quelques centaines de mètres de terrain, est obligé d'en réduire l'emploi chaque jour davantage. Et je ne parlerai pas de la majorité des paysans qui, dans les Pays Balkaniques surtout, n'en connaissent même pas l'usage.

Il en est de même de l'énergie électrique, laquelle, tout comme l'énergie mécanique et la chimie, est dans les mains des grands trusts capitalistes. La pauvre famille paysanne doit la payer bien cher, si elle veut s'en servir ! Et si elle s'étend à l'agriculture de quelques campagnes parmi les plus avancées, c'est seulement pour être employée dans les grandes fermes industrialisées du gros propriétaire foncier. Au prix très élevé de cette énergie, il faut encore ajouter la difficulté de l'utiliser efficacement dans la petite ferme agricole.

Dans l'Italie fasciste, un groupe d'ingénieurs fut chargé de faire des études pour un accroissement de l'électrification de l'entreprise agricole. Le résultat a démontré qu'il n'est possible, du point de vue technique, d'appliquer utilement la force électrique, que dans la « grande » ferme industrialisée. Et aussi pour cette ferme le coût de l'énergie est trop élevé et son emploi ne peut s'effectuer que si l'État y concourt avec 50 % des frais. Toute possibilité d'usage de la force électrique dans la petite et la moyenne ferme, est donc à exclure.

En face de cette réalité, qui est indiscutable non seulement pour un pays mais pour le monde capitaliste tout entier, s'oppose la réalité des campagnes soviétiques. Ici la transformation révolutionnaire permet et facilite l'introduction de tous les bienfaits de la science. Ici, la mécanique et la chimie peuvent, ainsi que l'électrotechnique, oser les expériences les plus hardies dans l'intérêt de toute la collectivité travailleuse.

Il a été justement affirmé par les dirigeants de l'Union que, quoique le nouveau Plan Quinquennal se propose d'effectuer d'énormes progrès dans l'application de l'électricité à l'agriculture, celle-ci doit encore considérer le tracteur comme le levier principal de la transformation industrielle. Le tracteur rivalisera encore pour longtemps avec les hauts gribouillis de fer et les réseaux à haute tension qui entrecourent le ciel. Mais il existe dès maintenant, dans toute grande ferme industrialisée, une quantité de cas où l'énergie électrique ne pourrait presque être remplacée par aucun autre moyen. Et quand je parle de la « grande » entreprise agricole, je n'entends pas seulement la « très grande » entreprise des sovkhoses, mais aussi la moyenne, la plus modeste par l'étendue, des artels.

J'ai expliqué en son temps comment la question de l'« étendue » de l'artel a été savamment posée. Mais il est peut-être opportun que j'insiste ici, qu'il ne s'agit pas de créer de grandes entreprises par manie de grandeur. La base territoriale de la ferme collectivisée est toujours déterminée par son « unité culturelle », qui en règle l'ampleur, la culture et l'industrialisation. En raison de cela, pour plus de clarté, j'ai considéré comme « grande ferme », même des artels de deux cents ou trois cents hectares, quoique leur étendue eût dû plutôt les classer parmi les entreprises « moyennes ». Cela, pour deux motifs : parce qu'elles développent, dans leur unité culturelle, l'industrie agricole, tout comme si elles étaient des grandes entreprises; et parce que j'ai voulu mettre en relief la profonde différence qui sépare la ferme individuelle et familiale de n'importe quelle entreprise rationnellement collectivisée.

C'est pour cela, qu'en parlant de l'application de l'énergie électrique en tant que force difficilement remplaçable dans certains travaux de la ferme collective et soviétique, j'ai dit : « grande entreprise agricole ». Car, à l'artel de quelques centaines d'hectares aussi, on étendra sûrement l'emploi de la force électrique, pour rendre plus efficace et plus complet son processus d'industrialisation.

En effet, dans tous les rayons de l'élevage du bétail, et surtout du bétail laitier, les avantages de l'emploi de l'électricité sont évidents : pour le tranchage des fourrages et le fonctionnement des pompes d'abreuvoir ; dans la traite, dans l'aération et le nettoyage des étables, etc. Pour les autres élevages, tels que celui de basse-cour, l'emploi de l'énergie électrique est devenu presque une loi, dans les entreprises où cet élevage est obtenu avec des méthodes scientifiques et où l'incubation, le chauffage, la cure antiseptique, etc., sont entièrement effectués à l'électricité. Dans l'Union des Soviets aussi, plusieurs kolkhoses et surtout plusieurs sovkhoses sont destinées à cet élevage. Le nouveau Plan Quinquennal établit expressément qu'elles soient servies par la nouvelle force électrique qui sera produite. Enfin, dans les entreprises collectives comme dans les fermes d'État, les cultures telles que celles des plantes fibreuses, du lin, du chanvre, en seront largement dotées, spécialement pour la généralisation des méthodes techniques de leur travail.

« Une science nouvelle »

Mais ce qui m'intéresse le plus dans le nouveau Plan, c'est ce qui concerne l'irrigation, la lutte contre la sécheresse, où la force des centraux projetés entrera elle aussi en jeu, comme il arrive maintenant dans les régions sillonnées par les courants produits par le « Dnieprostroi ».

Ceux qui aiment l'agriculture qui est en train de se développer dans l'immense territoire soviétique ; ceux qui se rappellent aussi que les progrès qu'on y réalise et qu'on y réalisera sont tous et totalement à l'avantage de la collectivité travailleuse, ne peuvent pas apprendre sans enthousiasme ce que le Commissaire du peuple à l'Agriculture communiquait à la fin de 1932, à propos des études qu'on intensifie dans l'Union pour vaincre et éliminer certaines adversités naturelles parmi les plus nuisibles à la production agricole.

J'ai déjà fait allusion à l'Institut agro-hydro-météorologique de Leningrad qui grossit le nombre des autres instituts pour l'agriculture. Jakovlev, en rappelant les découvertes de certains cultivateurs au sujet des « périodes critiques » des plantes en relation avec les facteurs qui influent sur leur maturation et leur rendement, posait la question de l'irrigation comme une « nouvelle science », à laquelle l'Institut de Leningrad s'adonnera particulièrement. Il ne s'agit pas seulement de répandre les systèmes d'irrigation à « arrosage » qui sont déjà répandus dans d'autres pays, comme en Allemagne, où, particulièrement en Poméranie et dans les régions de la Halle, des résultats remarquables ont été obtenus surtout dans la culture des prés ; mais il s'agit d'intervenir par un certain quantitatif d'humidité lorsque la période végétative le demande ; pour le blé par exemple, selon l'expérience d'un expert italien, dans les quinze jours précédant son épiage.

C'est là un problème d'étude devant lequel le « bolchévick » est pris par une sorte de désir voluptueux de s'y attaquer pour le dominer. Le problème de la science hydro-agro-météorologique, quoique abordé dans le monde bourgeois, a déjà échoué, parce qu'aujourd'hui les moyens techniques et surtout les moyens financiers sont destinés à bien d'autres buts par les Gouvernements capitalistes. Je ne doute pas que, sous peu de temps, nous n'assistions dans l'Union des Soviets à de nouvelles et efficaces expériences dans la lutte contre la sécheresse, pour la distribution rationnelle de pluies artificielles, auxquelles s'ajouteront des substances fertilisantes ou d'autres qui serviront à la destruction des parasites.

L'État des Soviets a réellement créé toutes les possibilités pour l'industrialisation agricole la plus parfaite. Avec sa collectivisation qui se généralise chaque jour davantage ; par ses fermes qu'il gère directement ; par son industrie en marche vers des capacités de production énormes ; par la fièvre d'étude qui s'empare même de la dernière couche de la population, l'État soviétique possède des éléments tels qu'il est impossible de les trouver dans les pays capitalistes. Et comme si cela ne suffisait pas, il y ajoute la puissance des moyens dont il pourra disposer toujours davantage.

Les moyens

Cet épanouissement grandiose de l'agriculture, ces imposantes installations mécaniques, tout ce gigantesque programme de transformer la Russie nouvelle en pays du monde le plus industriel, demande l'emploi de moyens pour ainsi dire inépuisables. Au commencement de cette étude, en exposant quelques questions au sujet de la collectivisation agricole, je me demandais si les conditions économiques de l'État soviétique auraient été capables de se charger des frais incalculables de l'industrialisation d'un si grand territoire. Et en parlant de l'impôt foncier, je faisais bien remarquer que cet impôt ne représente qu'une minime partie des revenus de l'État.

D'où viennent-ils donc, ses revenus ? Quelle en est la source principale ? Suffit-elle à donner les moyens nécessaires, pour refaire, pour recréer tout un monde, comme le veulent les Soviets ?

La réponse est si claire que même le lecteur le moins qualifié peut la comprendre et peut, grâce à elle, mesurer la profondeur qui sépare l'État prolétarien de l'État bourgeois. Ce dernier, quelles que soient les richesses du sol, quelle que soit la puissance des industries qui y fleurissent et de l'agriculture qui y prospère, ne sait extraire de tout cela, pour ses recettes, qu'un pourcentage relativement faible. Les revenus nets de l'industrie, de l'agriculture industrialisée, n'accroissent que la richesse du capitaliste. L'État bourgeois trouve la source de ses profits financiers dans les impôts directs et indirects dont la plus grande partie pèse sur la masse populaire.

Dans l'État prolétarien le système est tout autre. La terre devenue bien de la nation, l'industrie socialisée, la gestion des entreprises dirigée, amplifiée par l'État, celui-ci tire précisément du bénéfice net de ces industries, de ces entreprises, de la coopération, le revenu principal de ses finances. Je cite comme exemple le bilan qui se rapporte à l'exercice de l'année 1931. Pour cette année-là, l'ensemble des recettes s'élève — ainsi que je l'ai déjà dit — à 32 milliards de roubles environ. Eh bien ! de ces 32 milliards, près de 13 milliards et demi proviennent précisément du bénéfice net de l'économie socialisée. Si à ces 13 milliards on ajoute encore 9 milliards d'impôts payés par les entreprises et par les industries d'État, il en résulte que plus de deux tiers des revenus, ainsi que le constatait le président des Commissaires du peuple, proviennent du secteur économique de la socialisation.

Et ces forces financières, où vont-elles ? Dans le budget de tout État bourgeois, une grande partie du revenu est destiné à la préparation de la guerre, aux industries produisant des armes et des munitions dont le rôle est de tuer et de détruire tout ce qui est vivant. L'instruction dans tous les cas, y a une importance bien faible, et se trouve répartie au profit principal de l'élément bourgeois. Par contre, dans l'État soviétique, la très grande majorité des revenus est destinée à féconder, à vivifier et à accroître la potentialité des forces économiques de l'industrie et de l'agriculture. Dans le bilan susdit de 1931, plus de 21 milliards sont destinés au développement de l'économie nationale. Immédiatement après, pour une somme de 6 milliards et demi, se trouve le budget de l'Instruction, dont le but est d'élever de plus en plus le niveau culturel des masses travailleuses. Les recettes des années suivantes marquent un accroissement toujours plus fort, qui s'élève en 1934 à près de 50 milliards de roubles ; et dans ce chiffre les différents budgets augmentent proportionnellement.

Voilà de quoi l'État prolétarien tire ses ressources et comment il les emploie. Mais cette constatation ne suffit pas. J'en ferai une autre d'une grande importance. Dans l'État bourgeois, si la richesse industrielle augmente, si la richesse agricole progresse, cela signifie que le patrimoine privé du capitaliste a augmenté et progressé. Dans l'État soviétique, où l'industrie et l'agriculture n'appartiennent pas à l'individu mais à la collectivité, plus le perfectionnement de l'industrie s'accroît, plus l'industrialisation agricole se généralise et produit, d'autant plus s'élargissent et se renforcent les sources de profit de l'État.

Voilà en effet, qu'en 1927-29, avec une industrie encore toute jeune, et les campagnes encore dans les mains de la petite économie individuelle, les revenus s'élèvent à dix milliards de roubles. Et déjà dans la deuxième année du premier Plan Quinquennal, avec l'élan qu'on avait donné à l'usine et à l'entreprise agricole de l'État et avec la diffusion de la collectivisation, ce chiffre s'est élevé à plus du triple. J'ai choisi ces données qui se rapportent au milieu de l'application du premier Plan Quinquennal, pour mettre en relief ses très rapides résultats. Mais quel bond, quel miracle s'accomplissent dans les années suivantes ! Et que de calculs gigantesques furent l'objet d'étude et d'approbation de la part du XVII^e congrès de Moscou, qui faisait monter les investissements de capitaux pour le deuxième Plan Quinquennal, à 133 milliards et demi de roubles, c'est-à-dire qui augmentait de plus du double les investissements du Plan précédent !

Même le paysan le plus arriéré peut par conséquent comprendre que les ressources dont peut disposer l'État soviétique, pour effectuer tout ce qu'il se propose, sont pour ainsi dire inépuisables. L'État prolétarien est comme un grand arbre, qui reçoit du sol sa force de vie et dont personne ne peut toucher les fruits pour son intérêt personnel. Ils restent et retombent sur le sol pour renouveler et augmenter son pouvoir de fécondation. Et l'arbre, expression vraie et réelle de la collectivité travailleuse, tout en se nourrissant et en fleurissant, se renforce pour une plus grande végétation, chaque printemps.

Et tous jouissent et bénéficient de l'accroissement de cette richesse. Le 15 mai 1933, sur résolution du Comité exécutif central de l'Union, un « emprunt libre du deuxième Plan Quinquennal » était lancé. Dans vingt jours le chiffre de 3 milliards de roubles était déjà surpassé par les souscriptions recueillies. En vingt jours, les ouvriers des usines, les sovkhoziens et les kolkhoziens souscrivaient 330 millions de roubles en plus de ce qu'ils avaient souscrit pour l'emprunt de l'année précédente, c'est-à-dire pour la quatrième année du premier Plan Quinquennal. L'emprunt de 3 milliards et demi, lancé en avril 1934, a été couvert dans un laps de temps encore plus bref, avec un enthousiasme sans exemple.

Il est ainsi bien clair que tous les nouveaux projets — problèmes de sommets — que contient le deuxième Plan Quinquennal, pour porter au maximum le progrès industriel de la campagne, seront certainement réalisés. L'industrie soviétique est en train de s'émanciper complètement de l'industrie des pays capitalistes. Les machines, les tracteurs, toute la production nécessaire pour pousser l'agriculture vers l'industrialisation la plus hardie, proviennent désormais des usines de l'Union. Et au fur et à mesure que le processus technique progressera et se perfectionnera, la collectivisation agricole avancera rapidement jusqu'à absorber toutes les petites fermes individuelles. Les kolkhozes qui ont gardé leur forme la plus élémentaire, celle de la socialisation des outils de travail, passeront à la forme supérieure de l'artel par la socialisation des principaux moyens de production. Et les artels, après avoir renforcé leur structure d'économie mécanisée, se rapprocheront toujours plus du caractère spécifique de la ferme industrielle et amélioreront le kolkhozien chaque jour davantage du point de vue technique et intellectuel. Ce qui paraissait, à bien des observateurs de la Russie révolutionnaire, indistinct et confus, se précise, prend corps et s'encadre dans la réalité d'un nouveau mande économique et social.

« ... Mais la Russie de la Révolution n'aura rendu le paysan de la Russie tsariste qu'un esclave mécanique ! » Ainsi s'égosille la critique antisoviétique.

« L'esclave mécanique »

Déjà en 1930, quand on commença à entrevoir les résultats victorieux de la lutte contre le koulakisme et le passage débordant des petites fermes individuelles à la collectivisation, quand la presse bourgeoise comprit qu'il était désormais inutile de pleurnicher sur le sort qu'avait mérité le paysan enrichi, en plusieurs pays capitalistes parurent des publications pseudo-historiques et pseudo-scientifiques qui commencèrent à entonner un autre refrain. Ce qui s'était passé dans les campagnes soviétiques, était — selon elles — la violation de la loi « naturelle », d'après laquelle c'est une violence criminelle d'arracher le paysan de sa terre pour le porter à la machine. C'est la « nature » qui a disposé que le paysan trouve son bonheur dans le silence de son petit lopin, dans la fatigue qui le harasse et le décharné sur le sillon. Cette « loi » affirme aussi, à ce qu'il paraît, que les paysans de tous pays n'aiment point la machine ; bien plus ils la haïssent. C'est seulement en les nourrissant d'un matérialisme et d'un utilitarisme secs et arides, qu'ils s'adaptent à la subir.

Cette critique du mouvement d'industrialisation agricole, qui procède dans l'Union des Soviets parallèlement au développement de la collectivisation, paraissait en même temps qu'une propagande enragée de grand style contre les « excès » de la mécanisation qui tuait le monde bourgeois. La crise économique et politique du capitalisme, qui se débat dans cette période de son agonie, aurait ses origines dans cette sur-application de la machine. La machine, en augmentant formidablement la production, a amené d'un côté l'éléphantiasis du capitalisme ; en réduisant la main-d'œuvre et en mettant sur le pavé une armée de sans-travail, elle a diminué de l'autre côté la consommation des masses. L'Amérique du Nord fut la patrie de la machine, qui surtout dans les grands domaines remplaça le travail manuel. Mais, quoique devenu le pays de la richesse, elle est la première à éprouver les conséquences désastreuses de cette expérience. Le « super-américanisme », vers lequel tendrait de toutes ses forces aujourd'hui la Russie soviétique, particulièrement pour l'industrialisation agricole, ne saurait mener qu'aux mêmes conséquences et à la même catastrophe.

Et leur réalisation initiale donnait plus de valeur à ces « principes ». Dans l'Italie fasciste, que je prends plus volontiers comme exemple car le fascisme tâche de tromper encore les masses paysannes en présentant des programmes de « ruralisation » de l'économie nationale contre la domination de la grande industrie, le Gouvernement avertissait de ne pas « appliquer des méthodes de culture industrielle en opposition avec la tradition de la petite ferme familiale ». A Berlin, lors de la dernière exposition agricole de 1933, la « Güne Woche », on pouvait admirer le vide presque absolu des stands assignés aux machines lourdes. Dans l'Amérique du Nord, maintes associations de grands propriétaires fonciers prêchaient la réduction du nombre des tracteurs — de leurs milliers de tracteurs que l'on avait portés aux nues — pour en revenir... à la bête lente et résignée.

Oh ! comme on a l'impression, devant de telles mesures plus ou moins voilées par pudeur, de se trouver en face de gens qui, pour ne pas avoir le vertige, ne veulent pas se pencher sur l'abîme où ils vont se précipiter !

La machine, dans les campagnes industrialisées de l'Amérique, a multiplié la production du blé et du sucre. Mais, cependant que par milliers de tonnes ces produits destinés à l'alimentation de l'homme sont engloutis par la mer ou condamnés au feu, il existe là-bas des millions de paysans qui languissent dans la misère ; le nombre de ceux qui n'ont pas de pain s'accroît tous les jours ; et les affamés marchent sur la capitale pour en être repoussés par les mitrailleuses du Gouvernement. Ce qui arrive aux États-Unis, se répète, dans une mesure et sous des formes variables, dans tout le reste du monde bourgeois. N'envoie-t-on pas à l'abattoir, en Hollande, dans les pays dont l'industrie zootechnique est des plus évoluées, des centaines de bêtes laitières dans l'espoir de diminuer la production et provoquer une hausse sur les prix des produits du lait, tandis qu'à une partie considérable de la population travailleuse des villes et de la campagne, faute d'argent, il est absolument interdit de s'acheter le lait pour l'usage familial ?

C'est dans cette tragique contradiction, dans cette apocalyptique vision d'une surabondance démesurée de produits du côté de la classe capitaliste et d'une pauvreté sans égale qui augmente sans cesse et répand la ruine parmi les masses prolétariennes, c'est dans cette contradiction ouverte que se trouve la condamnation, irréfutable et inexorable, du régime économique et politique du monde bourgeois. C'est par cette répudiation qu'aujourd'hui il est poussé à faire des bienfaits de la mécanique, des progrès de la zootechnique, des résultats de la science, que se manifeste l'aveu formel de son agonie. C'est la caractéristique du mourant, de repousser avec mépris et nausée la nourriture dont il s'est alimenté le plus.

Mais que la machine la plus neuve et la plus complexe continue d'entrer dans le pays que la Révolution d'Octobre a fait renaître, où l'État prolétarien vit et agit, non pour le profit d'une minorité d'exploiteurs, mais pour le bien-être de tous les travailleurs ! Que les tracteurs entrent ! Que les grandes usines élèvent leur masse noircie de fumée vers le ciel, pour une plus grande mécanisation ! Que les centraux électriques continuent d'entrecouper l'horizon de leurs fils de cuivre et d'acier ! Que la chimie, que tout ce qui est l'objet des recherches de la science ne cesse d'accroître la production ! Dans l'Union des Soviets cette richesse se répandra sur tous ceux qui travaillent, sur tous sans distinction. Elle améliorera pour tous ceux qui produisent, aux champs et aux usines, le train de vie matérielle et intellectuelle. Elle animera les vétérans aussi bien que la génération nouvelle, comme fait le soleil qui resplendit et réchauffe également les brins d'herbes et le vieux chêne.

C'est cette vérité, vivante dans la conscience de tout travailleur soviétique, qui donne à la machine — et quand je dis machine, j'entends le progrès, la science, le savoir — une considération nouvelle et différente de celle qu'elle a eue et a encore maintenant chez les masses de prolétaires et de paysans du monde capitaliste.

L'amour de la machine

On n'a pas menti lorsqu'on a écrit que le paysan des pays bourgeois n'aime pas la machine. Qui n'a pas rencontré un pauvre laboureur, qui, exaspéré par les conditions de famine dans lesquelles le patron l'a réduit, bat le cheval qu'il conduit et s'enrage en jurant au nom du patron ? Au début du siècle, quand apparurent les premières machines en Romagne — l'une des régions d'Italie où l'effervescence persiste — les organisations socialistes, dirigées par le chef du Gouvernement actuel de Rome, engagèrent une lutte acharnée contre leur emploi. La haine intarissable de l'exploité envers l'exploiteur se concentrait sur la machine comme sur la bête.

Et l'ayant constaté maintes fois, je n'ai pas de peine à dire que l'ouvrier de l'usine capitaliste, lui aussi, fût-il le plus appliqué et le meilleur technicien, donnera, il est vrai, son travail à la machine; il y portera l'attention et l'effort de son cerveau ; mais son cœur, à cette machine qui n'est pas à lui, qu'aujourd'hui il emploie et il soigne mais que demain le capitaliste utilisera contre lui, son cœur, dis-je, il ne le donne et ne le donnera jamais !

La psychotechnique a trouvé que la machine apprend l'ordre, la vitesse, la précision, la propreté, le raisonnement. Elle a trouvé que la machine instruit plus que le livre et convainc plus que l'école. Mais la psychotechnique n'a pas encore trouvé l'instrument pour mesurer quelle particulière intensité et quelle perfection de travail la machine produit, là où ne sont pas seulement la main et le cerveau qui la conduisent et s'en servent, mais où un autre facteur incalculable, le facteur psychologique entre en jeu et agit. Ce facteur est le fruit d'un ensemble d'éléments constituant l'atmosphère sociale et politique dans laquelle vit le travailleur. Et pour une grande part il s'échappe à l'analyse. J'en percevais la réalité dans l'Union des Soviets, à travers une série d'épisodes riches en expression et en éclat.

A Bielgorod, dans la ville blanche qui confine à la « terre noire », lorsqu'en juin 1927 des machines parmi les plus perfectionnées pour la moisson parvinrent aux artels, j'ai vu les paysans, devenus kolkhoziens, se rendre en cortège à leur rencontre, et les femmes porter des javelles de froment et de fleurs pour les parer de couronnes. — Souvent je m'arrêtai à considérer l'amoureuse attention avec laquelle la jeunesse paysanne entourait les tracteurs, en assistant à l'explication technique qui lui en était faite. Certains de ces jeunes gens les touchaient et les

caressaient comme s'il s'agissait de quelque chose de vivant. — En 1930, une colonne de tracteurs, qui avait moissonné en Ukraine, passa par Moscou pour se rendre à Samara afin de récolter le blé dans cette zone. La nouvelle, publiée par les journaux de la capitale, provoqua parmi les masses prolétariennes une excitation formidable. Par milliers, les ouvriers des usines accoururent saluer le passage de ces machines et les applaudirent avec enthousiasme.

Voilà quel sentiment vibre dans les campagnes et dans les centres industriels soviétiques pour la machine ! Tout travailleur, non seulement y reconnaît qu'elle fait partie de son patrimoine, mais aussi qu'elle est un moyen pour élever toute la collectivité vers un plus grand progrès économique et social. Et ce sentiment, dans l'âme simple et passionnée des enfants de la terre, se transforme presque en amour.

J'ai appris cette vérité par les confidences de mon inoubliable Wassylj, dans une artel pas trop éloignée de Nikolajev, où ce paysan, devenu kolkhozien, avait voulu étudier pour bien connaître le tracteur. Dans la steppe il conduisait le tracteur traînant des moissonneuses ; et sous la canicule, avec la fine poussière qui se collait sur sa poitrine toute nue et brûlée, je ne voyais que ses yeux et ses dents briller dans un sourire. Il s'arrêta, pour s'approcher de moi avec les femmes qui mettaient le blé en gerbes. Je le saluai tout de suite d'une courtoise provocation. « Tu en auras assez de cette machine ! Elle te harasse ! Combien d'heures y travailles-tu ?... »

Wassylj frémit de tous ses muscles sous la peau brunie ; et après avoir regardé vers son tracteur, comme si celui-ci devait l'entendre et l'approuver, il répondit en souriant avec fierté : « Je l'aime tellement, ma machine, que je ne compte pas les heures que je passe avec ; je ne la quitterais même pas la nuit... »

Cette réponse cloua ma provocation ; mais elle me communiquait en même temps les réactions profondes de cet homme, qui n'était pas seulement le mécanicien intelligent et connaisseur du tracteur. Il était quelque chose de plus. Nul n'évaluera ces réactions qui proviennent d'une impulsion intérieure impondérable ; mais elles sont réelles. Ce sont elles qui aiguissent l'esprit et font brûler les fibres du corps. Ce travail sur la machine n'est pas une fatigue matérielle. Dans cet effort il y a de la volonté, de la passion. Il y a de la foi dans cette technique !

Si la mécanisation de l'agriculture soviétique, si la ferme collectivisée, ne disposaient aussi de cette nouvelle génération de travailleurs, que seul l'État issu de la Révolution d'Octobre a pu engendrer et a su éduquer, ni l'industrialisation de l'agriculture, ni le développement social et économique de l'entreprise collective, n'auraient pu être si rapides et féconds. Ces deux faits se pénètrent l'un l'autre et leur résultat sera la progression de la kolkhoze aussi bien que du kolkhozien vers leur perfectionnement.

La Commune

Il y a dans la collectivisation agricole une autre forme, « la plus complexe et la plus difficile », selon l'expression adoptée, il y a quelques années, par Staline : la commune. Son histoire a suscité une constante sympathie parmi les masses laborieuses soviétiques ; son nom était un symbole.

Pendant la guerre civile, la commune eut dans les campagnes un développement supérieur aux autres formes d'association collective, l'artel et la « Tsoz ». Les paysans la constituaient presque sous la poussée d'un besoin ; en collectivisant tous les moyens de production et en s'unissant dans une communauté complète de travail et de vie, ils sentaient augmenter en eux la force et le courage de lutter.

L'origine de certaines de ces communes est marquée de souvenirs d'héroïsme. Mais pendant la période de la reconstruction économique, ces associations collectives qui réunissaient un complexe indéfini de fonctions sociales et politiques, durent donner à leur base et à leur structure un caractère économique très précis et devenir surtout des entreprises agricoles solides et productives. En 1925, leur règlement était publié et les tâches de la commune étaient bien claires et bien définies : « La commune a le but d'élever le bien-être matériel et moral de ses membres par l'organisation et par la gestion en commun d'une économie agricole ; par la distribution faite dans une mesure égale entre tous les membres, des résultats de leur travail et par la satisfaction en commun de tous leurs besoins. »

Par cette définition, on posait à la base même de la commune la gestion collectivisée d'une économie agricole ; ce qui impliquait en elle tous les devoirs de la technique de l'artel. Au surplus, elle devait collectiviser même la répartition des produits, en les partageant dans une égale mesure entre ses membres, et pourvoir au plus tôt à la satisfaction en commun de leurs exigences matérielles et morales. Le règlement susdit, en effet, établissait que la commune devait aussi s'occuper de l'« institution des écoles et des bibliothèques, de l'édification de locaux où l'on puisse vivre en commun, tels que des cuisines et des salles d'asile ; elle doit prendre aussi d'autres initiatives semblables ».

Il suffit d'énumérer ces tâches, pour voir la portée et la hauteur des buts que la commune se proposait. Elle devait réunir en elle et régler toutes les branches de la vie économique et sociale d'une collectivité agricole. Il est évident qu'il y avait dans cette tâche de très nombreuses difficultés, surtout parce qu'une préparation technique et encore plus une préparation psychologique ne pouvaient s'improviser en peu de temps chez les membres de la collectivité. C'est pour cela que les communes, qui surent vraiment réaliser les fonctions que le règlement leur assignait, étaient admirées et considérées par la population soviétique tout entière comme des vedettes. Mais c'est aussi pour cela que, vis-à-vis des autres formes de la kolkhoze, elles représentaient en 1930 un nombre fort limité, d'à peine quelques milliers. Et ce chiffre, dans les années suivantes de la transformation agricole la plus radicale, devint encore plus restreint. Plusieurs communes furent dissoutes, d'autres se transformèrent en artels. Pourquoi ?

Un exemple moral

Parmi les nombreuses communes que j'ai visitées lors de mon dernier séjour dans les campagnes de l'Union je veux rappeler deux d'entre elles qui, par leurs caractéristiques, offraient un reflet vivant et vibrant de cette histoire de la commune agricole. L'une, au nom séduisant de « Garde d'Ilitsch », avait été fondée plusieurs années auparavant sur une pente de terrain fertile mais en friche, qu'arrose un affluent du Boug. Elle avait été édifiée, en 1924, par des « besprisornis », c'est-à-dire par quelques-uns de ces malheureux dont les bandes armées du capitalisme mondial, au cours de la sanglante période de la guerre civile, avaient détruit la maison et dispersé la famille.

La presse bourgeoise — qui ne se le rappelle ? — commença une campagne contre le régime né de la Révolution d'Octobre, en le rendant responsable du sort misérable des milliers de jeunes gens et d'enfants qui, loqueteux et hâves, peuplaient le pavé des villes et des centres ruraux. Non ; ces jeunes gens étaient l'expression vivante de la tragédie où un monde entier d'ennemis avait poussé l'État prolétarien, pour l'étouffer dans le sang et le réduire par la faim. Mais l'État prolétarien recueillit cet héritage par une admirable expansion de solidarité et de bienfaisance. Les « besprisornis » devinrent l'objet de ses attentions les plus assidues, pour les acclimater, peu à peu, à l'atmosphère de la nouvelle vie soviétique, sans employer la répression policière, mais en les rapprochant par contre du cœur de la population. Ce fut ainsi que beaucoup de familles ouvrières et paysannes, appuyées par l'État avec de particulières subventions, accueillirent ces abandonnés et les firent participer à leur travail. De nombreux instituts furent édifiés pour les éduquer et les instruire. Terre, outils agricoles, argent, furent accordés, avec d'autres privilèges, de préférence à ceux de ces jeunes gens qui désiraient retourner à la campagne pour y devenir d'énergiques reconSTRUCTEURS.

La commune « La Garde d'Ilitsch » doit justement ses origines à une trentaine de ces enfants de la rue, qui avaient trouvé dans l'État soviétique la protection la plus paternelle et qui tiraient de l'égalité de leur sort le lien d'une solidarité inaltérable et une force inexplicable pour toutes les hardiesses.

J'arrivai là-bas à l'improviste par une chaude après-midi, cependant que sous un arbre une partie des communalards consommaient leur dîner. Ils avaient la physionomie ouverte des réfractaires. Leurs yeux brûlaient et leurs voix résonnaient de jeunesse au-dessus des branchages des arbres dans le ciel éblouissant. J'ai voulu constater de suite comment ils se nourrissaient. De la cuisine, qui était propre et ordonnée, vint me solliciter le parfum d'une nourriture frugale mais saine que j'acceptai de partager avec eux.

— Nous étions au début 32 ; maintenant nous sommes 150. Nous commençâmes avec 4 vaches, 2 chevaux et quelques baraques pour coucher ; maintenant nous avons 250 bêtes à lait, 70 chevaux, et la basse-cour bien pourvue en porcins et en volailles. Comme vous voyez, nous avons aussi un bon logement. Dans un laps de temps à peine supérieur à six ans, nous poussâmes notre travail jusqu'au milieu de la steppe et nous avons conquis beaucoup de terrains à la culture du blé, du pré, des légumes. L'État nous donna tout ce qu'il fallait pour le fonctionnement de notre entreprise ; maintenant nous négocions avec lui la part des produits dont nous n'avons pas besoin, pour acheter des machines et du bétail. La proche Station de machines et tracteurs nous aide dans le labourage et pendant la récolte. Demain nous inaugurerons notre nouveau moulin électrique. Le voilà, là-bas sur l'esplanade ; cette construction blanche...

J'entendais cette narration faite un peu par tous ; en des phrases brèves, à petits coups, l'une suivant l'autre comme les battements d'un seul cœur. Mais plus que la partie économique et agricole, il me plaisait de lire dans l'âme de ces jeunes gens qui découvraient encore, dans leurs expressions, leur nature agressive transformée en volonté indomptable de travail. Je leur demandai donc comment ils avaient appris à régir si profitablement leur entreprise, et de quelle façon ils y vivaient. Et le récit « collectif » reprit à nouveau, comme une cascade.

— Lorsqu'en 1924, le Commissaire à l'Agriculture nous confia la terre pour la cultiver, non seulement il nous fournit les moyens de première nécessité, mais il nous donna aussi deux dirigeants qui devaient nous dégrossir et nous instruire. Certains d'entre nous fréquentèrent tout de suite les écoles agraires. Chaque année notre nombre s'accrut par l'admission à la commune de nos camarades provenant des écoles agraires où ils avaient été recueillis. Le reste, nous le faisons ici, par la lecture, par la discussion, par l'étude. Nous vivons dans une harmonie, dans un accord tranquilles et féconds. Regardez les logements pour ceux d'entre nous qui ont une famille ! Les autres couchent en commun, dans des dortoirs. Pour les repas, nous sommes si habitués à les consommer tous ensemble, que nul d'entre nous ne voudrait dîner tout seul. Nos femmes travaillent avec nous ; et nos enfants sont pour toute la commune comme la prunelle de nos yeux, tellement ils sont l'objet de ses attentions et de son assistance...

Le brouhaha des femmes qui arrivaient du travail pour s'asseoir et manger elles aussi avec les autres, interrompit cette narration passionnée. Bruyantes et heureuses, éclatantes de santé, elles participaient avec une sorte d'orgueil à la vie de la communauté ! Ce furent elles en effet qui m'apprirent les projets de la commune pour des constructions nouvelles, pour l'amplification du terrain à cultiver en potager, pour la fromagerie qu'on allait édifier près du moulin, pour la ruche qui devait devenir une source de gains considérables. J'étais en quelque sorte assailli par le débordement d'une telle énergie, par une pareille joie de vivre. Tandis qu'au moment où j'arrivais à la commune, sous un soleil dardant des rayons de feu, ses terres me semblaient encore endormies, dans la « Garde d'Ilitsch » tout remuait et fermentait. Les « besprisornis » déguenillés et noirs de crasse, les mains inquiètes et la flamme de la vengeance dans les yeux, les « besprisornis » que j'avais vus et plaints en 1925 dans les rues de Moscou, m'apparaissaient dans la lumière et dans la force de la rédemption que l'État prolétarien avait voulu et su trouver pour eux. Voilà quelle signification cette commune prenait pour moi !

Ces jeunes délaissés ont maintenant disparu de la campagne et des villes de l'Union soviétique ; mais ils poussent et pullulent dans les rues de New-York et de Chicago, et toute ville de l'Europe bourgeoise les voit affluer surtout de la campagne, cherchant du pain, la main tendue pour recevoir l'aumône. Une fois de plus, c'est la société capitaliste qui engendre ces malheureux ; et tandis qu'elle les laisse tomber et se perdre dans la misère et le vice, l'État prolétarien les recueille fraternellement et les conduit vers la vie, la prospérité et le travail. Et cette vérité est si vivante, si brûlante, qu'on n'a pas besoin de mots pour la colorer.

Un exemple technique

Une autre commune restera gravée dans ma mémoire, en particulier pour son outillage technique d'entreprise agricole et l'ordre intérieur de son travail.

Elle aussi a un nom qui n'est pas dépourvu de signification : « Komintern ». Elle a adopté l'abréviation de l'Internationale Communiste.

Elle aussi se forma dans les années qui suivirent immédiatement la guerre civile. Beaucoup d'émigrés, qui avaient quitté les villes et la campagne pour échapper aux persécutions tsaristes, rentraient dans la Russie nouvelle. C'étaient des juifs, des gens qui avaient appartenu à des sectes religieuses, des groupes de paysans et d'ouvriers qui s'étaient répandus à travers le monde. On y accueillit aussi les familles qui s'étaient enfuies des pays de l'Europe centrale à cause de la réaction déchaînée après la guerre contre les mouvements révolutionnaires des masses paysannes. Parmi ces familles, un groupe d'origine allemande-hongroise qui s'était réfugié d'abord en Amérique et transféré ensuite dans l'Union, et plusieurs dizaines d'autres familles descendues de la Sibérie vers des régions plus cultivables, avaient fondé une commune à mi-chemin, entre Kakowka et Askanie Nova, au milieu d'une oasis de verdure dans l'immensité de la steppe.

En 1930, la commune « Komintern » se présentait comme une bourgade avec ses édifices vastes et modernes et, tout autour, la campagne de plusieurs milliers d'hectares en pleine culture. Des maisons modestes mais coquettes avaient été érigées pour abriter les familles des communards. En face, des bâtiments nouveaux étaient destinés aux enfants ; pour leurs dortoirs, pour leur école, pour leur réfectoire et salle de jeu. Au milieu, une vaste salle pouvant contenir un millier de personnes, servait de réfectoire en commun, et tout près était installée une cuisine avec tous les services convenables. D'autres groupes de constructions s'élevaient de l'autre côté d'une large cour, embellis de pavillons et de plates-bandes. Dans l'un se trouvaient de modernes étables pour le bétail laitier et des étables à pourceaux des plus rationnelles, de grands hangars pour les fourrages, le silo, et tout ce qui était nécessaire à un outillage suffisant pour une entreprise agricole avec des élevages variés. L'autre groupe était destiné aux machines et pourvu d'une installation complète pour les réparations.

L'impression immédiate que cette commune produisit sur moi ce fut d'être une entreprise solidement dotée pour une culture à rotation intensive. On y avait encore annexé la confection de quelques produits, la fromagerie, une fabrique pour l'extrait des tomates et une construction pour l'élevage intensif des volailles. Cette impression fut encore mieux confirmée, en visitant les étables, en m'en allant à travers la campagne qui avait été labourée sur près de sept mille hectares, et en m'entretenant avec les ouvriers qui travaillaient aux machines.

Cette entreprise collective avec ses trois cent familles avait vraiment su construire une économie agricole fortement organisée, avec une structure technique et économique prête à n'importe quel développement. Le bétail à lait était presque complètement de race et il en était de même pour les porcins. Le labourage et autres travaux des champs, presque entièrement effectués par des machines et des tracteurs. Les graines, sélectionnées ; le fumage artificiel, adopté pour la culture des prés et des potagers. Les ouvriers de l'usine, dirigés par des techniciens compétents ; le personnel pour l'élevage des volailles les plus variées, spécialisé. Il était évident qu'une telle entreprise se serait proposé pour l'avenir un programme correspondant à l'élan par lequel elle avait obtenu, en si peu d'années, de si notables résultats. Et en effet, les données, les propos, les perspectives que l'on annonçait, étaient ce que je prévoyais.

Ce fait comment s'était-il vérifié ? Comment avait-on atteint ces premiers, mais pourtant considérables résultats ? Voilà les questions qui surgissaient lors de ma visite à cette commune.

Je remarquais qu'en pourvoyant à l'alimentation collective, à l'assistance des tout-petits et à l'instruction des enfants, elle soulageait tous ses membres travailleurs, hommes aussi bien que femmes, des soins familiaux, et leur permettait de consacrer toutes leurs énergies au travail et au progrès de l'entreprise. Mais j'apprenais en même temps que la « Komintern » ne pratiquait nullement parmi tous les travailleurs l'uniformité et l'égalité des traitements, ainsi que j'aurais dû supposer si j'avais pris à la lettre le règlement-type dont j'ai parlé. Plusieurs spécialistes et le personnel technique qui s'y étaient ajoutés selon les besoins de l'entreprise en voie d'industrialisation, tout en prenant part aux repas en commun, recevaient pour leur travail une récompense en espèces. Dans l'organisation du travail, cette commune avait déjà adopté la répartition en brigades et en groupes mineurs. L'émulation s'y déployait avec élan et joie ; mais en proportion de son rendement, la direction établissait une récompense en espèce ou en nature.

Était-ce là une violation des principes « égalitaires » de la commune ? Ce système avait-il eu une influence favorable sur le remarquable outillage technique de la « Komintern » et sur les beaux résultats obtenus dans les différentes branches de la production ? Le fait que plusieurs communes ne surent pas changer leur structure première et s'organiser de façon à accélérer et perfectionner ce progrès technique et productif dans leurs entreprises, n'était-il pas plutôt la conséquence d'une interprétation erronée de l'esprit qui devait les animer ? La commune restait comme un symbole devant les milliers d'artels, tant qu'elle pouvait leur servir d'exemple même par une savante organisation intérieure du travail. Sans cela, la commune n'aurait pu être que le souvenir lumineux d'une glorieuse origine ; mais elle n'aurait jamais pu devenir l'avant-garde d'un mouvement vers lequel les artels pussent s'orienter. Ce problème sortait à peine, voilà quatre ans, de tout l'ensemble des événements que cette période de l'histoire soumettait aux observateurs de la collectivisation des campagnes soviétiques. Mais il ne pouvait tarder de se présenter dans toute sa réalité et son importance. Le même rythme accéléré, qui s'est vérifié dans l'amélioration de la vie et du fonctionnement de l'entreprise agricole collective, devait le susciter.

Il est vrai que l'artel est la forme de base de la collectivisation et qu'elle le restera assez longtemps. Iakovlev l'affirmait résolument en 1931, lorsqu'il disait : « La caractéristique fondamentale de l'artel est qu'elle est la forme principale et décisive du mouvement de la collectivisation dans la plus grande partie de la campagne, et que cela n'est pas quelque chose de passager ou de brève durée. C'est au contraire un mouvement de la collectivisation destiné à durer assez longtemps. » Mais cette éclipse de la commune devant l'ascension admirable de l'artel, signifiait-elle donc le repliement d'un drapeau, la disparition d'un symbole ?

Le XVII^e congrès

Le XVII^e congrès du Parti communiste marquera une des pages les plus intéressantes et les plus décisives de l'histoire de la collectivisation agricole, parce qu'il fut placé devant cette réalité qui touche et à la doctrine et à son application ; et il l'éclaira d'une telle lumière qu'elle se projettera bien loin, sur tout le devenir du nouvel ordre soviétique.

Le successeur de Lénine, qui se présentait en 1930 devant le XVI^e congrès avec la conquête réalisée du passage de millions d'économies agricoles individuelles à la grande entreprise collective, pouvait concrétiser, en février 1934, les grandioses résultats obtenus et tracer les lignes d'une ascension plus imposante et plus sûre. J'ai touché à maintes reprises, au cours de cette étude, à ses points principaux. Mais à un moment donné, Staline porte plus loin son regard et, devant la marche triomphale de l'entreprise agricole, en trace, d'une main de maître, les directives idéologiques et pratiques.

La commune, dit-il, la commune primitive « surgit sur la base d'une technique peu développée et de l'insuffisance des produits », disparaît ; mais cela ne veut pas dire que la commune ne « soit nécessaire et ne représente pas la forme la plus élevée du mouvement des kolkhozes ». La commune d'hier devait à son origine et aux conditions encore arriérées de vie et de travail, l'application du système de « socialiser non seulement les moyens de production, mais aussi les conditions de vie de chacun de ses membres ». Un tel « nivellement », qui ne tenait pas compte des intérêts personnels des associés pour les coordonner avec les intérêts sociaux, a constitué le côté le plus faible des communes, à cause duquel plusieurs d'entre elles, pour continuer de vivre « furent obligées de renoncer à la socialisation des conditions de vie et de passer, dans le fait, au système régulateur de l'artel ». Cela ne représentait-il pas un recul au point de vue idéologique ? En tenant compte de la capacité et du rendement de chaque associé, de ses besoins et de ses conditions de vie, ne lésait-on pas cette loi de l'égalité qui est à la base de l'édification de la société socialiste ? Ces questions n'échappaient pas aux débats intérieurs de certains milieux soviétiques, où elles trouvaient parfois quelque indécis ; mais elles intéressaient en même temps les éléments les plus attentifs du monde bourgeois soucieux que ne leur échappât cet argument efficace de propagande et de lutte anti-soviétique et anti-collectiviste : décrire l'avenir de l'entreprise agricole collectivisée comme la réalisation d'un nivellement absolu et totalitaire de toutes les énergies et de tous les besoins individuels.

Contre ces incertitudes et ces calculs, nettement contre-révolutionnaires, Staline emploie le sarcasme qui tue, tout en consolidant la doctrine haute et claire de l'égalité qui animera la société et la civilisation futures. « Le fait de songer », dit-il, « à un nivellement des besoins et de la vie personnels, est une bêtise digne d'une secte d'ascètes ». L'égalité véritable n'a rien de commun avec cette conception réactionnaire ; elle est donnée par la destruction des classes, c'est-à-dire : « a) libération égale de tous les travailleurs de l'exploitation, après que les capitalistes sont renversés et expropriés ; b) abolition égale pour tous de la propriété privée sur les moyens de production, après qu'ils ont été mis à la disposition de toute la société ; c) obligation égale pour tous de travailler selon leurs capacités et droit égal pour tous les travailleurs d'être rétribués selon leur travail (société socialiste) ; d) obligation égale pour tous les travailleurs de travailler selon leurs capacités et droit de recevoir selon leurs besoins (société communiste) ».

Dans la collectivisation agricole et dans sa forme qui domine aujourd'hui, l'artel, tout œuvre afin que ces conditions mûrissent et se réalisent. Et c'est cependant de l'entreprise collective qui s'industrialise, qui se perfectionne, qui emprunte aux ressources intarissables de la science, qui accroît de plus en plus les aises de ses membres, que sortiront les nouveaux « communards » et que surgira la « commune de demain ». Plus d'oasis vertes dans la steppe aride, comme la commune était à son origine, mais une conquête triomphale de la campagne soviétique parvenue à sa pleine prospérité.

Ces mots de Staline doivent être gravés comme sur une pierre milliaire de l'histoire de la collectivisation : « La commune agricole future naîtra lorsque les champs et les fermes de l'artel regorgeront de céréales, de bétail, de volailles, de légumes et de produits de toutes sortes ; lorsque l'artel ouvrira des lavoirs mécaniques, des réfectoires modernes, des fabriques de pain, etc. ; lorsque le kolkhozien verra qu'il lui est plus avantageux de prendre la viande et le lait à la ferme que d'élever lui-même sa vache et sa basse-cour ; lorsque la kolkhozienne verra qu'il lui est plus avantageux de prendre son repas au réfectoire, de faire laver son linge au lavoir public que de faire tout cela elle-même. La commune de demain naîtra sur la base d'une technique et d'une artel plus développées, sur la base d'une abondance de la production ».

La famille

Demain ! Mais quoique ce demain montre déjà tous ses contours, la critique bourgeoise, toujours pleine de malignité, saisit l'occasion de lancer sa dernière pierre.

La grande presse capitaliste, en effet, commente la magnifique affirmation de Staline de la sorte : « C'est bien ; la campagne s'industrialise ; d'ici peu, il n'y aura plus une seule petite entreprise individuelle ; la mécanisation se sera introduite dans le petit domaine strictement familial pour détacher la femme même de ses travaux les plus naturels ; tout, depuis les lavoirs jusqu'aux réfectoires, aura atteint son but qui est celui de rendre toujours plus commune la vie de tous ceux qui travaillent dans l'entreprise agricole collective. Mais tout cela ne donnera que l'apparence du bien-être et de la prospérité, cependant qu'il aura commencé à ronger les racines mêmes de la vie et du progrès humains et aura miné cette dernière cellule vivificatrice qui est la famille. »

C'est là une critique qu'on fait aujourd'hui un peu en sourdine. Le problème de la dénatalité pèse sur les pays bourgeois et inquiète les Gouvernements, surtout parce qu'elle se propage dans les campagnes considérées, jusqu'à il y a quelques années, comme les sources intarissables de la race. Il suffit de regarder n'importe quel village pour y voir toutes les familles se briser et s'épuiser sous le poids atroce de la misère et de la terreur ! Les Gouvernements fascistes recourent aux derniers expédients pour exciter l'instinct de reproduction, en accordant de petites aumônes aux paysans qui se risquent à procréer de nouveaux chômeurs et d'autres misérables ; mais en vain. Les résultats obtenus en Italie, en Allemagne, partout, sont de plus en plus négatifs.

Comment donc parler de la famille, de son « sauvetage » que le processus victorieux de la collectivisation vers ses manifestations les plus hautes menacerait et empêcherait ? Le régime capitaliste exalte la famille, un « type » de famille qu'aucun bourgeois ne cherche à imiter et qui doit lui servir seulement à l'exploiter ; mais ce régime est maintenant contraint à reconnaître que c'est lui qui tue la famille. Et devant cette réalité, combien grande et combien lumineuse est encore son antithèse !

Le régime soviétique n'a pas la famille pour base ; mais il la respecte et la protège. Je ne dirai pas comment la femme se voit assistée avant et après l'accouchement, car il est connu qu'il n'est pas de pays où la maternité soit entourée de tous soins et de toute protection autant que dans le pays des Soviets. Je ne répéterai pas ce qui est si évident au sujet de l'émancipation de la femme, de la plus humble femme des champs, de son égalité de droits, de son élévation à tous les degrés de la vie sociale. Je ne réfuterai même pas l'erreur de ceux qui disent que tout cet allègement des parents, et particulièrement de la mère, de ce qu'on appelle cyniquement dans le monde bourgeois « la charge de la famille », est un danger et une alarme pour la tranquillité intérieure de la famille même et pour son développement. Toutes ces considérations sont dépassées par les résultats incontestables que le régime soviétique peut offrir à la méditation et à l'admiration du monde entier.

La Russie nouvelle a engendré en peu d'années plusieurs millions d'hommes ; et précisément, dans cette période de la collectivisation, elle augmente tous les ans d'une population égale à celle du Danemark. Et je veux rappeler un autre chiffre qui, tout petit qu'il soit, n'en traduisait pas moins une réalité pleine de lumière et de beauté. Ce fut lors de ma visite de la commune « Komintern » ; ces 300 familles de communards d'hier et de demain, l'avaient peuplée, déjà en 1930, de 1.600 personnes. Ribambelles d'enfants et touffes de végétation, fruits de la joie et de la vigueur. Familles, non pas d'une fécondité animale, mais florissantes. On naît parce qu'on prospère. Et on prospère aussi par la certitude qu'on a à chaque crépuscule que l'aube du lendemain sera sereine. « C'est dans la misère et dans le cauchemar du demain, que les corps deviennent stériles et que les cœurs s'éloignent », écrivait Victor Hugo. Il définissait ainsi le sort des familles des travailleurs et des paysans, dans tous les pays capitalistes. Il n'est pas douteux que, d'autant plus la campagne soviétique progressera dans ses conquêtes, d'autant plus elle se peuplera et vibrera d'une jeunesse croissante.

Révolution politique

Outre tous les facteurs qui œuvrent dans ce bouleversement épique où sont engagés des millions et des millions d'hommes (dont ce que j'ai cherché à reproduire en ces pages, souvent sous forme d'épisode, n'est qu'un faible témoignage), je veux en rappeler encore trois autres qui influent tout particulièrement sur le côté psychologique et éducatif de la campagne collectivisée, et la portent au plus haut degré de maturité sociale et politique.

Le premier c'est la presse.

L'organe du Vatican écrivait, il y a peu de temps, que « l'organisation de la presse soviétique est systématique et parfaite et que sa diffusion va prendre des proportions gigantesques ». Cet aveu provoque naturellement une question : « La presse soviétique, n'est-elle donc pas une presse contrôlée, commandée et dominée par le pouvoir central, privée de toute liberté, contrainte à correspondre seulement au service du Gouvernement... tout comme il arrive dans le régime le plus proche et le plus cher au Vatican et dans les autres régimes fascistes ? Et s'il en est ainsi, comment explique-t-on le fait que, pendant qu'en Italie, en Allemagne, la presse diminue très sensiblement sa diffusion, que le tirage des journaux baisse tous les jours, que les ouvriers et les paysans se refusent à les lire

même offerts gratuitement, que la nausée et le dégoût de la masse devant les feuilles portant le cachet officiel s'accroissent, dans la Russie des Soviets se vérifie justement, avec éclat, le contraire ? »

Là, pour se servir des mots mêmes du Vatican, la diffusion des journaux s'accroît. Là, le travailleur « veut » lire et apprendre. Les grands journaux, quoiqu'ils augmentent leur tirage tous les jours, n'arrivent pas à satisfaire les commandes. La presse quotidienne a porté son tirage de 17 millions et demi d'exemplaires en 1929 à 36 millions et demi en 1933. Et rien que pour les kolkhozes on imprimait en 1933 plus de 1.500 journaux.

On ne peut pas faire, en face de tels faits, de dissertations sur la prétendue « liberté de presse ». Il y a la vérité qu'on ne discute pas, car elle est évidente pour tous. Si la presse fausse ou masque la réalité ; si la presse, au lieu d'interpréter l'opinion populaire, tend à l'étouffer ; si elle ne reflète pas sa volonté ; si elle sert seulement ceux qui la commandent, cette presse est refusée par la masse et sa diffusion diminue. Elle est haïe par les masses qui la repoussent comme un poison. Une preuve éclatante nous en est donnée par l'Italie et par l'Allemagne d'aujourd'hui.

Mais si la presse est, au contraire, l'écho des sentiments, des besoins, des aspirations de la population travailleuse ; si elle reflète sa vie, la réchauffe et la guide ; si elle accueille les vibrations les plus profondes de la conscience populaire et les rend dans un rythme et dans une harmonie fidèles, alors la presse est volontairement acceptée, est désirée, est demandée. Le journal devient une nourriture quotidienne. Et plus les masses s'élèvent, plus cet aliment leur devient indispensable. C'est ce qui arrive dans l'Union des Soviets, Ceci illustre le fait unique au monde d'une population travailleuse qui n'est jamais rassasiée de journaux et de livres. C'est une preuve indiscutable de l'évolution intellectuelle qui s'accomplit chez des millions de personnes de la campagne soviétique. Où la moindre feuille de kolkhoze arrive, là une ombre de la vieille mentalité paysanne disparaît et surgit une conscience nouvelle.

Une autre chose me semble digne d'être remarquée. Il faut voir comment ce journal est composé ; quelles sont les questions qu'il agite, si l'on veut bien comprendre ce qui est en train de mûrir dans la psychologie du kolkhozien.

Par exemple, en 1929-30, c'est le moment de la lutte contre le koulakisme, L'attention de la campagne est complètement dirigée vers la liquidation de cette classe d'exploiteurs. Et tous les journaux sont assiégés par les correspondants de chaque village, qui renseignent, qui demandent, qui suggèrent, comme fait le soldat pendant le combat. Cette phase est victorieusement dépassée ; les problèmes de la collectivisation se posent et se multiplient. Et voici que les arguments de la production et de l'industrialisation occupent la plus grande partie de la presse soviétique : la question des semencements ou des récoltes ; la nécessité des machines ou d'un bétail plus nombreux et mieux sélectionné ; la discussion sur les méthodes d'intensification du travail, sur l'émulation, sur la meilleure manière dont doivent se former les dirigeants des kolkhozes et les spécialistes de toutes branches. En somme, tout problème et toute particularité, fût-elle la plus minime, ayant des relations avec la vie des campagnes collectivisées, remplissent les pages des grands journaux, sont l'objet d'innombrables publications, passent dans les petites feuilles des entreprises collectives comme le sang dans les moindres veines.

De tout cela, quelle est la signification ? C'est que ce grand changement, dont l'importance empêche de le mesurer, des ténèbres des habitudes qu'on croyait invincibles a créé un homme nouveau dans les populations collectivisées. Celles-ci sont en train de dépasser en elles-mêmes tout ce qui pouvait les intéresser lorsqu'elles vivaient dans la petite ferme familiale. Elles sont maintenant prises dans l'engrenage de cette transformation incalculable, non seulement par le côté matériel, mais surtout par la force puissante de renouvellement qu'elle exerce sur leur esprit.

Ainsi la collectivisation, tout en s'expliquant chaque jour davantage comme une révolution économique, agit et procède comme une révolution de la psychologie des masses rurales.

Un deuxième facteur est fourni par le rythme, que l'évolution des populations agricoles détermine dans la vie et dans le fonctionnement des Soviets de tous les villages.

Déjà l'État les avait devancés par une exemplaire disposition. En 1930, cependant que la collectivisation triomphait du koulakisme et entraînait sûre d'elle-même dans le cadre de l'économie industrialisée, l'État, par un arrêté gouvernemental, supprima les anciennes circonscriptions administratives ou « Gubernia ». Les institutions administratives devaient correspondre, dans leur même territoire, aux situations économiques des différentes régions. Elles devaient surtout être le plus près possible des masses afin de les aider et de favoriser la transformation qu'elles accomplissaient vers l'entreprise agricole collective. Les circonscriptions administratives et politiques locales devinrent donc les « rayons ».

L'année suivante on procéda aux élections générales des Soviets. Le Soviet est le centre où afflue et d'où reflue la vie du village. Le Soviet a dirigé cette vie à travers toutes ses phases, depuis les moments de la guerre civile jusqu'à ceux de la lutte contre le koulak.

Dans les campagnes qui se renouvelaient grâce à la collectivisation, le Soviet avait une importance et une fonction spéciales. Il devait coordonner et pousser ce mouvement des masses agricoles, si radical et si décisif pour leur avenir. C'est cette plateforme que la population paysanne a adoptée en 1931, pour les élections des Soviets. La propagande que l'on fit, était la meilleure preuve de la volonté populaire d'appeler toutes leurs forces pour la victoire de l'entreprise collective agricole.

Les Soviets ont aujourd'hui une tâche encore plus précise. Ils doivent être le cœur du développement ultérieur de la collectivisation. Leur œuvre doit s'intensifier constamment pour répandre dans les veines de la population kolkhozienne l'ardeur d'une conscience sociale et politique nouvelle.

Ce but est poursuivi ensuite plus particulièrement par un autre organisme : le Parti. Je le rappelle seulement maintenant pour la clarté de mon exposé ; mais en effet il est d'une importance et d'une valeur telles qu'il faut le placer hors et au-dessus de toute classification.

En parlant des dispositions prises par le Gouvernement soviétique en mai 1932, au sujet du libre marché des kolkhozes, je faisais remarquer que déjà l'aspect des campagnes était différent de celui des années précédentes, et que la liquidation du koulakisme en tant que classe en était une des causes. Mais je disais aussi, avec les mots de Molotov, que la lutte contre le koulakisme passait dans un nouveau stade politique, car on allait empêcher que le koulak entrât à l'artel, soit comme individu, soit comme mentalité, pour en infecter la vie intérieure. Une enquête, à la fin de 1932, a prouvé qu'il avait su pénétrer dans maintes kolkhozes et que, par son action frauduleuse et cachée, il agissait sur les kolkhoziens les plus faibles, en se fourrant partout et en gênant l'acquittement des obligations des kolkhozes envers l'État.

Il n'y a rien d'extraordinaire à cela ! Il suffit de songer avec quelle ruse, le pire ennemi des paysans, le fascisme, a su et sait encore aujourd'hui pénétrer parmi eux. Il suffit de rappeler que le fasciste s'habille même en révolutionnaire pour cacher son but de gêner les masses agricoles dans leur juste lutte et les enchaîner au char du capitalisme. Et l'on comprendra avec quelle méchanceté raffinée, l'ennemi de l'État soviétique — battu et dispersé comme classe — doit avoir cherché à pénétrer même dans les plis les plus cachés des entreprises agricoles collectives.

Mais l'État prolétarien n'hésite pas à engager aussi cette lutte. Le degré même auquel la campagne est parvenue, lui en offre les moyens adéquats. Et voilà qu'il constitue immédiatement, au sein des Stations de machines et tracteurs et des sovkhoses — les deux plus grands leviers pour le progrès de la collectivisation — la section politique.

Par la constitution dans leur sein de la section politique, les Stations de machines et tracteurs et les sovkhoses, tout en se prémunissant elles-mêmes contre les infiltrations ennemies, pourront aussi opérer sur la kolkhoze, isoler l'élément dangereux et nuisible, rendre le kolkhozien résistant contre toute influence contraire aux intérêts de l'État et de la collectivisation et libérer l'entreprise collective de tous les microbes qui l'empoisonnent. À côté de la machine et du tracteur, des semences sélectionnées et des races choisies, les sections politiques attachées à ces organes énergétiques de la collectivisation porteront en elles le contre-poison de leur œuvre politique, qui sera aussi un élément nouveau et très efficace pour l'évolution sociale de l'artel et du kolkhozien.

Cette pénétration plus directe du Parti, dans les organes vitaux de la transformation des campagnes soviétiques, a été considérée, au XVII^e congrès de Moscou, comme une des forces décisives de leur progrès. Et il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi.

Qui suit l'histoire de la collectivisation agricole, plus il est libre, comme moi, de tous liens politiques, plus il constate qu'elle est dominée par l'étude et par l'action du Parti. C'est dans le Parti que s'élabore la doctrine, qu'on veille à son application, que se forment ses éléments propulseurs et se forment ses énergies de lutte, qu'on compose les cadres et qu'on marque les étapes de toutes les conquêtes. Dans le régime de la dictature du prolétariat, Staline disait dans, ses « Questions du léninisme » que « la direction du Parti est l'essentiel ».

Cela ne devrait plus scandaliser même le bourgeois ; car il entend répéter tous les jours des déclarations pareilles aux chefs des régimes dictatoriaux, qui cherchent à revêtir d'un uniforme de parti un assemblage d'hommes aux convictions, intérêts et aspirations les plus disparates et ennemies les uns des autres, pour cacher derrière lui la réalité d'un gouvernement d'oligarchie capitaliste exploitant et opprimant sans pitié les masses travailleuses. Par contre, dans l'État soviétique, c'est le prolétariat qui, à travers le Parti, commence et poursuit sa mission historique de rédemption des campagnes, de libération de tous les paysans pauvres de leurs ennemis, de transformation de leurs conditions de vie et de travail, pour les porter peu à peu à l'entreprise industrialisée et collective. Et lorsque ce moment-là est arrivé, c'est le prolétariat qui, par le Parti, fournit les meilleures forces de l'instruction technique et administrative et de l'éducation politique — je cite un chiffre du rapport le plus récent à ce sujet : 23.000 militants — pour hâter le mûrissement de toutes ces conditions, qui permettront d'édifier, sur le chemin de l'humanité, une société sans classes. Elles ne concernent pas seulement une croissance progressive de la production, l'abondance de tout ce qui peut rendre la vie plus aisée, le développement intense et général de la

culture ; car la réalisation de ces conditions déterminera et accélérera chez le kolkhozien la formation d'une autre mentalité et d'une haute conscience politique. « Le mot d'ordre de rendre aisés tous les membres des kolkhozes — a dit et répète le grand chef du Parti — est en liaison étroite avec le mot d'ordre de rendre bolcheviques toutes les kolkhozes. » Ainsi le prolétariat, par l'œuvre du Parti, se sera assimilé la grande masse des travailleurs des champs même dans leur formation intellectuelle et politique, et aura atteint le but de sa dictature : l'édification d'une société de travailleurs dans l'égalité et dans la prospérité.

Héroïsme et foi

Les usines soviétiques écrivent leur histoire. Un appel lancé à ce propos par Maxime Gorki fut accueilli par elles avec le plus grand enthousiasme. Cela est juste. Personne ne peut traduire, mieux que les ouvriers soviétiques, en des pages lumineuses de vérité, leur épopée.

Cette histoire comprendra certainement toute la partie de la collectivisation dans laquelle l'homme de l'usine et celui des champs ont écrit des pages admirables de lutttes et de victoires, de conquêtes et de sacrifices. Je dis de sacrifices et d'héroïsme ; et j'ajoute qu'il y aurait en cette étude une déplorable lacune, si je ne mentionnais pas ce fait indiscutable, c'est-à-dire que ce furent les durs moments du sacrifice, grâce auquel on atteignit les sommets les plus élevés, qui unirent les forces ouvrières à celles de la campagne et firent de cette loi de l'« alliance » du prolétariat avec les masses agricoles, le lien le plus tenace de la solidarité et de la fraternité.

Je ne pense pas seulement aux événements sanglants de la guerre civile et aux dures batailles de la campagne contre le koulakisme dont j'ai parlé. Je veux plus particulièrement me reporter aux restrictions et aux privations dans le rythme de la vie économique, auxquelles, au cours de ces dernières années, la population soviétique s'est soumise.

La presse capitaliste, de tous les pays et de tous les degrés, s'empara de cette situation difficile de la vie quotidienne des masses ouvrières et paysannes de l'Union avec une volupté sadique. Elle la montra aux prolétaires et aux paysans de son propre pays, pour démontrer que dans l'État des Soviets, si le progrès de l'usine est indiscutable et si la campagne s'industrialise chaque jour plus, cependant le bien-être des masses travailleuses n'a pas augmenté dans une mesure correspondante.

Cela est vrai, comme il est vrai que la population de l'Union s'est accrue, en peu d'années, de dizaines de millions et que le prolétariat industriel augmente tous les jours jusqu'à passer, pour citer un exemple, dans la seule année 1932, de 18,6 millions à 21 millions d'ouvriers : ce qui comporte une élévation progressive de leurs besoins et de la consommation générale. Cela est vrai, comme il est vrai que le développement qui se vérifia dans toute la campagne soviétique, en a déjà changé le système de vie et que, même dans les villages les plus petits, les exigences de chaque jour se sont beaucoup accrues. Aucun travailleur soviétique ne pourrait s'adapter à la situation où languissent, sans travail et sans pain, des millions et des millions de travailleurs dans les pays de la « civilisation » et du « progrès ».

Mais il y a une autre vérité qu'il faut crier à la face de tous les ennemis déclarés ou camouflés de l'Union des Soviets. Il y a quelques années, et précisément depuis que la collectivisation prit une allure sûre et prometteuse et que la réalisation du premier Plan Quinquennal se dessina dans tout son succès, les masses ouvrières virent diminuer leur ration de pain. Elles s'imposèrent des restrictions de tous les produits et se disciplinèrent dans leurs habitudes comme les soldats dans la bataille. Le motif, personne ne l'ignore. L'accroissement de la puissance économique et politique du pays des Soviets enflammait d'impatience le capitalisme mondial ; et la guerre que l'impérialisme japonais avait provoquée et commencée en Extrême-Orient, menaçait de s'étendre à la Russie de la Révolution.

Il faut graver en lettres d'or l'élan et l'héroïsme admirables, par lesquels les populations ouvrières et agricoles de l'Union tout entière réalisèrent leur mission historique de poursuivre, inébranlables, dans l'édification préétablie de leur industrie et de la nouvelle agriculture, et de garantir simultanément les frontières de la grande Patrie prolétarienne contre toute agression de ses innombrables ennemis.

La préparation de la guerre, dans les pays capitalistes, est l'aubaine de tous les spéculateurs et trafiquants, du grand propriétaire et du gros industriel. Mais la préparation de la défense de l'État soviétique devait par contre demander des efforts et des sacrifices incalculables à cette population travailleuse. Et aujourd'hui nous avons la preuve que sa conscience et sa volonté en furent tellement secouées qu'elle a pu atteindre un résultat qui surprit le monde.

La menace de la guerre devient plus grande. En Extrême-Orient, où les provocations de l'impérialisme nippon contre l'Union des Soviets se répètent toujours plus ouvertement ; à l'Occident, où l'instauration du fascisme au centre de l'Europe encourage les nombreux partisans d'une guerre antisoviétique. Il y a dans l'air une odeur de guerre ; mais on cherche à dissiper l'impression qu'elle se polarisera contre le pays de la Révolution.

Il existe un document à ce sujet, qui sort de la chronique et qui doit être souligné dans toute son importance.

C'est le discours tenu par le porte-voix officiel du Vatican, lors du Congrès international catholique, qui s'est déroulé à Vienne en septembre 1933. Après avoir identifié le bolchévisme avec le régime régnant dans la Russie nouvelle, il déclarait : « On peut dire que le Pape n'a pas de désir plus vif que celui que ce bolchévisme soit repoussé et battu, car il est un des plus farouches ennemis de l'église catholique même. Le Saint Père a, à maintes reprises, prêché cette lutte... Il se réjouit chaque fois qu'un pouce de territoire de chaque pays est purifié de cette peste... Il attend ardemment le jour où cette libération, dans son progrès quotidien, parviendra jusqu'à cette malheureuse Russie... Dans ce but, chaque État peut et doit se servir de tous les moyens qui sont à sa disposition... »

Je ne m'arrêterai pas sur le côté religieux de ces affirmations, car leur signification politique est trop évidente. Voilà la guerre que tout un monde rêve et prépare. Et le Vatican qui, déjà en 1930 dans la période la plus critique pour la collectivisation, prêchait une véritable croisade, ne fait maintenant que prendre sa place dans l'armée des impérialistes les plus désireux de hâter l'attaque contre l'Union des Soviets. Mais voici la réponse, qui fut immédiate et qui pouvait s'enorgueillir des résultats de l'héroïque résistance et de la savante préparation que les masses ouvrières et paysannes ont su réaliser face à l'offensive de l'impérialisme mondial.

Elle a été précisée par le Président du Conseil des commissaires du peuple, lors de la solennelle célébration du seizième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Elle aussi, contient des affirmations qui sortent de la simple chronique pour entrer dans l'Histoire comme des facteurs décisifs. « Le danger de guerre et d'agression est actuel, et nous devons porter une attention particulière sur les intentions des plans impérialistes tendant à rompre l'état de paix... La préparation des impérialistes à la guerre se développe non seulement vers l'Orient, mais aussi vers l'Occident... Mais nous sommes convaincus qu'au moment voulu l'agresseur comprendra ce que cela signifie que d'avoir à faire avec l'invincible Armée Rouge. »

Hélas ! L'impérialisme mondial, avec sa folle menace de guerre, a pu, il est vrai, empêcher que tous les bienfaits de l'usine et de la grandiose transformation accomplie dans la campagne de l'Union des Soviets puissent se répandre complètement sur la vie matérielle et économique des masses laborieuses. Mais il n'a pas su empêcher le fait — car peut-être ne l'avait-il même pas prévu — que toute la population soviétique multipliât, en face de ce danger, les énergies de sa résistance, de son élan, de sa volonté.

L'Armée Rouge est une expression magnifique de cet effort d'éducation et d'élévation technique de l'Union tout entière. Elle est l'armée la plus puissante du monde, non seulement par sa force militaire, mais aussi par l'esprit qui la vivifie, par l'idéal auquel elle prête serment : « la défense de l'Union soviétique et la lutte pour la fraternité de tous les travailleurs ». Et à côté de cette réalité s'élève le résultat incontestable des œuvres accomplies dans les domaines industriels et agricoles. Au moment des restrictions succède déjà la période qui amènera l'aisance et que même la sombre menace d'une guerre ne pourra interrompre dans sa marche d'édification socialiste vers des conquêtes inimaginables.

Ces vérités, qui gagnent désormais les éléments intellectuels et politiques les plus en vue et les plus sérieux du monde bourgeois, se répandent comme la lumière dans les villages les plus perdus, pénètrent l'esprit des paysans même les plus renfermés et les plus ignorants. Peut-être s'ils ne les comprennent pas complètement, les sentent-ils par intuition, et apprennent-ils combien profond est l'abîme où le régime capitaliste les pousse partout, inévitablement. N'est-ce pas le chef du gouvernement fasciste italien qui, après douze ans de son régime, annonce aux populations malheureuses l'ère de la Faim ?

J'écris ces pages dans un observatoire petit mais élevé, où convergent toutes les vibrations, même les plus faibles, de la vie désolée et frémissante des campagnes de l'Europe bourgeoise ; et j'ai pu me convaincre directement du profond changement qui s'y est accompli depuis le Congrès Paysan Européen de Berlin.

Leurs Comités de lutte ; leurs manifestations quotidiennes pour le pain et pour le travail ; leur résistance acharnée contre la terreur ; leur combat sans cesse pour la terre et pour la liberté, tendent aujourd'hui à des buts plus hauts. On ne se bat plus seulement parce que la misère monte de tous les côtés ; mais on entrevoit, au delà du brouillard froid et triste, l'horizon qui s'éclaircit. La révolution fermente, devant qui brille l'étoile qui a conduit le paysan soviétique vers toutes ses conquêtes jusqu'à la collectivisation.

Ce mot, même s'il n'est pas entièrement compris, n'est plus inconnu. Chaque réponse à chaque question, à chaque problème, à chaque partie de la grande histoire de la campagne des Soviets, me paraissait inspirée aussi par le devoir de satisfaire au besoin de la connaître, qui prend aujourd'hui tous les paysans européens. Leurs esprits brûlent aujourd'hui de soif de vérité sur le plus grandiose mouvement paysan, qui s'épanouit dans la grande entreprise collectivisée. « Et ceux qui sont assoiffés de vérité — dit une maxime évangélique — dirigent leurs esprits vers les miracles de la foi. »

Toute révolution véritable, qui engendre des rapports nouveaux entre l'homme et le monde qui l'entoure et fixe par conséquent les époques dans la marche de l'humanité, est toujours, avant tout et surtout, un acte de foi. L'histoire entière de la collectivisation est aussi un acte de foi, qui se dépouille de toute mystique religieuse et se concrétise dans l'affirmation des vérités orientatrices du devenir social.

A chaque intellect qui cherche dans ce crépuscule de la civilisation capitaliste un rayon de lumière, et surtout au paysan opprimé du monde, elle dit : « Crois dans le prolétariat et dans sa force dirigeante, pour la construction du nouvel ordre économique et social ! Crois dans le droit du paysan à la terre, pour qu'il en jouisse par son travail ! Crois à l'efficacité d'une union toujours plus intime entre les ouvriers des usines et les populations agricoles, élément éducatif des masses rurales, arme de lutte pour les libérer de tous les exploiters ! Crois dans l'évolution nécessaire de la petite entreprise individuelle aux formes supérieures de la collectivisation, afin de parvenir à une amélioration économique et culturelle ! Crois dans l'intelligence et dans la capacité du travailleur à atteindre tous les degrés de la science ! Crois que toute conquête industrielle et agricole peut avantager toute la vie de la collectivité travailleuse ! Crois que du sombre abîme de la misère où le paysan se meurt dans le monde bourgeois, il peut et doit arriver au plein soleil ! »

L'astrologue qui crie au paysan : « Prends garde au soleil, car le soleil est une masse en feu », n'a pas disparu. Mais à l'aube de chaque jour, le paysan ouvrira des yeux brillants d'espoir. Et dans la splendeur de midi s'enflammeront les énergies les plus profondes de son esprit et de sa volonté.